

## SUPPLÉMENT

### Le Monde ARGENT

Comment maîtriser son endettement. Art et immobilier

## JUSTICE

La grande aristocratie française règle ses comptes p. 12

## PINOCHET

Deux juges, français et espagnol, veulent interroger l'Américain Henry Kissinger p. 5



## FOOTBALL

Un journaliste à la tête de l'OM et démission collective à la Ligue nationale p. 24 et 25 et notre éditorial p. 23

## DANSE

Anne Teresa de Keersmaeker, vingt ans de compagnie p. 29

International.....	2	Météorologie.....	28
France.....	6	Jeux.....	28
Société.....	12	Culture.....	29
Entreprises.....	14	Radio-Télévision.....	33
Horizons.....	15	Carnet.....	34
Aujourd'hui.....	24	Abonnements.....	34

# La France vote, la France intrigue

Premier tour de l'élection présidentielle : le bilan de la campagne et les clés du scrutin

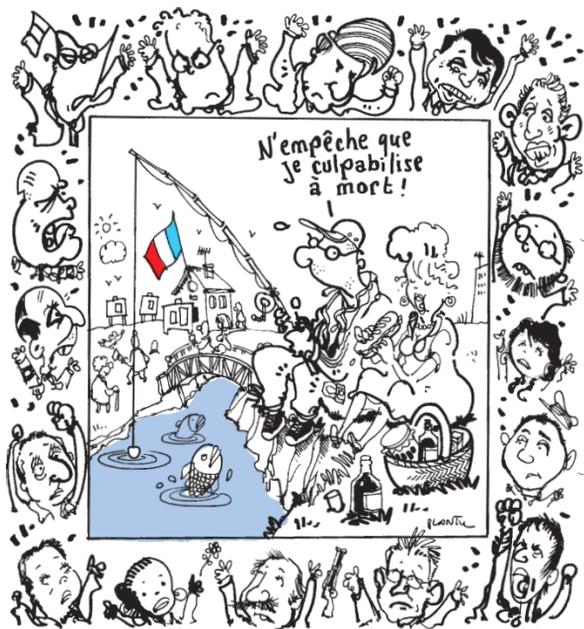
## SOMMAIRE

**Récit.** Quatre mois d'une campagne dominée par le duel Chirac-Jospin. Janvier : l'attente. Février : le duel des deux grands. Mars : la percée des « petits ». Avril : seize candidats, du jamais vu. p. 6

**Nouveauté.** L'irruption de l'intime dans la campagne. Désormais, les prétendants à l'Élysée mettent en scène sentiments et vie privée. Evolution à l'américaine ou effet de mode passager ? p. 7

**Prospective.** Les quatre principaux enjeux d'un premier tour placé sous le signe de l'incertitude : le rapport de force Chirac-Jospin ; le poids du Front national ; le destin du Parti communiste ; l'avenir de Bayrou et de Chevènement... p. 7

**Communication.** Comment les militants ont été concurrencés par les experts en élections. L'image médiatique envahit la vie politique. Un entretien avec Nonna Mayer, chercheuse au Cevipof. Couleur,



taille et slogan : ce que révèlent les affiches des seize candidats. Les « simulations » des RG remplacent les sondages policiers. p. 8

**Surprises.** De New York à Jénine, de Toulouse à Nanterre, des imprévus sanglants ont troublé la campagne. Trois thèmes s'imposent : insécurité, impôts et finances. p. 10

**Grand dossier.** La France vue d'ailleurs avec *Courrier international* : le regard de la presse étrangère sur l'élection et sur le pays. Un entretien avec le professeur Steven Laurence Kaplan : « Ce qui me gêne, c'est la perte de la jouissance de la confrontation ». p. 15 à 22

**Entreprises.** Comment les lobbies économiques ont mené leur campagne. Notre enquête auprès des fédérations professionnelles. p. 12

**Automobile.** Comment la politique s'est rangée des voitures : l'automobile façonne l'image des candidats mais elle n'est plus partisane. p. 27



## Vue de l'étranger

AVEC *Courrier International*, notre dossier montre la France vue de l'étranger : larges revues de presse, articles inédits de correspondants à Paris de grands quotidiens européens et dessins de presse. Autre regard décalé : les images de campagne du photographe Patrick Artinian.

## Proche-Orient : l'ONU à Jénine

APRÈS un revirement complet de la position des Etats-Unis, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté à l'unanimité, vendredi soir 19 avril, l'envoi d'« une équipe d'établissement des faits » dans le camp palestinien de Jénine, en Cisjordanie. A l'issue de quatre à cinq jours de combats, une partie de ce camp de réfugiés, bastion des groupes palestiniens les plus militants, a été totalement rasée par l'armée israélienne. Avant de changer de position, l'administration Bush, jeudi encore, se disait prête à user de

son veto à l'encontre d'une telle mission. Mêmes hésitations à Jérusalem, où le ministre des affaires étrangères, le travailliste Shimon Pérès, était partisan d'une telle enquête, à laquelle s'opposait le chef du gouvernement, Ariel Sharon. C'est la quatrième résolution adoptée en moins d'un mois par le Conseil. Les trois autres, restées lettre morte, appellent à un cessez-le-feu immédiat entre les protagonistes et à un « retrait sans délai » de Tshal des villes de Cisjordanie.

► La résolution 1405

► Dans le camp palestinien, un « Ground Zero »

► Le débat sur la « séparation unilatérale »

Lire page 2

## Charles et Camilla Parker Bowles, c'est officiel

### LONDRES

de notre correspondant

Une nouvelle page de l'histoire de la royauté a été tournée à la suite du décès de la reine mère : l'officialisation de la liaison entre le prince Charles et son amie, Camilla Parker Bowles. La présence de celle-ci sous le dôme de l'abbaye de Westminster lors des funérailles de Queen Mum l'a précipitée sous les feux de la rampe. Tout comme l'escorte policière de la Special Branch dont elle a bénéficié pour gagner Burkhall, un des châteaux de la défunte où elle console le prince de la perte de sa grand-mère adorée. La bien-aimée pourrait prochainement emménager avec l'héritier à Clarence House, résidence londonienne de feu la souveraine. Le mariage de Charles avec Camilla est-il interdit par l'Eglise d'Angleterre ? La Couronne et l'Eglise, dont le monarque est « gouverneur suprême », ont au fil des siècles trouvé de nombreux accommodements. On se contenterait ainsi d'un mariage civil à la mairie de Chelsea et d'une courte lune de miel en Ecosse. Le

prochain départ à la retraite de l'actuel archevêque de Canterbury, Mgr George Carey, volontiers rigoriste sur la question, devrait faciliter la tâche des deux amants. Le bookmaker William Hill prend déjà les paris que le duo convolera l'an prochain en justes noces.

Cette divorcée d'un officier de l'armée, mère de trois enfants, dispose de bien des atouts pour assumer le rôle de compagne royale. Présidente de l'association nationale de lutte contre la décalcification osseuse, elle connaît tous les arcanes du mouvement caritatif, ce qui plaît chez les Windsor. Face aux ragots et anathèmes, elle est toujours restée d'une discrétion exemplaire sur sa vie cachée. Enfin, comme l'indique un courtisan, « la reine est consciente que, si la question du mariage n'est pas réglée dans les plus brefs délais, la question de sa succession pourrait tourner à la comédie de boulevard ».

La favorite peut se targuer d'avoir mieux réussi que son arrière-grand-mère, Alice Keppel, l'amante du trisaïeul du prince, le roi Edouard VII, qui n'avait jamais été présentée à

la Cour. Mais la voie royale est un parcours d'obstacles. Jusque-là très sobre et se gardant de porter un jugement moral sur cette idylle, la presse populaire est repartie à l'offensive. Ainsi une chronique méprisante de l'*Evening Standard*, publiée au lendemain des obsèques, évoque, à propos de Camilla, « un passé tumultueux, une popularité incertaine ». Les critiques soulignent que la reconquête de l'opinion, très hostile après la mort de Diana, s'est faite par le truchement de fuites organisées par Mark Bolland, le directeur de la communication du prince Charles. Ce Machiavel n'aurait pas hésité à ternir l'image des autres Windsor. Car si l'opinion est favorable au mariage de son futur roi, c'est à condition qu'il s'agisse d'une union morganatique, que cette femme mal fringuée et au charme un tantinet chevalin ne devienne pas reine. Le nom de la future épouse princière aurait été choisi : Camilla Windsor. Pour le meilleur et pour le pire...

Marc Roche

## SUPPLÉMENT

### « The New York Times » dans « Le Monde »



VÉTÉRAN du journalisme américain, ancien patron du bureau du *New York Times* à Washington, R.W. Apple dit ici pourquoi la situation au Proche-Orient lui paraît plus explosive que jamais. C'est aussi ce qu'on pense dans les camps de réfugiés en Jordanie et, très largement, chez les jeunes Israéliens. Trois articles dans notre supplément hebdomadaire, qui offre le regard du *NYTimes* sur les sciences, la mode, Hollywood, la viticulture en Californie et la danse comme thérapie - parmi d'autres sujets.

La Fnac aime le nouvel album de Magdalena

# Kož ená

une révélation Deutsche Grammophon

MAGDALENA KOŽENA CHANTE GLUCK, MOZART ET MYSLIVEČEK.

COMPOSITEUR ORIGINAL DE BOHÈME, CONTEMPORAIN DE MOZART ET DE GLUCK.

MAGDALENA KOŽENA, une superbe voix d'aujourd'hui



471 334-2

Retrouvez Magdalena Kožená en rencontre-dédicace à la Fnac Italiens le 27 avril à 16 heures

## SCIENCES

### Des momies incas par milliers



A PURUCHUCO, près de Lima, des archéologues péruviens ont découvert une nécropole inca contenant des milliers de momies très bien conservées. Lire page 26

## ANALYSE

### Schizophrénie hexagonale

LE CONSTAT valait il y a deux mois. Il s'impose avec encore plus d'évidence aujourd'hui. Jamais les Français n'avaient été aussi flotants, désabusés, indécis, ronchons, tiraillés, dubitatifs, bref, imprévisibles, à la veille d'un premier tour d'élection présidentielle. Si l'on excepte le cru atypique de 1969, quand la gauche était encore dans les limbes, chaque scrutin depuis quatre décennies avait imposé sa dramaturgie : de Gaulle en ballottage en 1965, Giscard terrassant la vieille garde gaulliste en 1974, Mitterrand imposant les espoirs du peuple de gauche en 1981, puis les équivoques de la France unie sept ans plus tard ; en 1995, enfin, Jacques Chirac blackboultant les prudences balladuriniennes, tandis que Lionel Jospin prenait date.

Rien de tel cette année. Mais une campagne épidémique, invertébrée. Un scénario décousu rebondissant sur un mot (« usé », appliqué par le candidat socialiste au chef de l'Etat), un drame (la tuerie de Nanterre), une image (les larmes d'« Arlette »), un geste (la gifle de Bayrou). Une mise en scène bancale, où les contre-performances des vedettes annoncées laissent la part belle aux seconds ou aux petits rôles. Mieux, une campagne qui, loin de répondre aux interrogations des électeurs, a plutôt accentué leur perplexité et leur frustration, et au terme de laquelle toutes les surprises sont imaginables. Comme si l'on devait oublier l'arithmétique électorale rassurante de la V<sup>e</sup> République, cette bipolarité commode qui, avant même le premier tour, dessine deux

campes autour de deux champions et leurs alliés, contraints ou consentants. Comme si cette présidentielle 2002 invitait au contraire à faire l'apprentissage des calculs de probabilité et des logiques floues, où le résultat final découle d'une accumulation d'incertitudes contradictoires.

La France, en effet, semble plongée en pleine schizophrénie, si l'on veut bien retenir ces deux symptômes élémentaires : la « dissociation » de la pensée, de l'action ou de l'affectivité ; « le détachement à l'endroit de la réalité avec repli sur soi et prédominance d'une vie intérieure livrée aux productions fantasmagiques », selon Jean Laplanche.

Gérard Courtois

Lire la suite page 23

# INTERNATIONAL

## PROCHE-ORIENT

Le **CONSEIL DE SÉCURITÉ** de l'ONU a adopté à l'unanimité, dans la nuit du vendredi 19 au samedi 20 avril, une résolution prévoyant l'envoi dans le camp de réfugiés palestiniens de Jénine, en Cisjorda-

nie, une commission « d'établissement des faits ». A l'intérieur du camp, dont l'armée israélienne s'est retirée et où le quartier central de Hawashin a été aplati par les **BULLDOZERS** israéliens, les habitants, avec

des moyens de fortune, sont à la recherche des morts et d'**ÉVENTUELS SURVIVANTS**. Le président palestinien, Yasser Arafat, s'est engagé à faire traduire en justice, dès la levée du siège du complexe présiden-

tiel de Ramallah où il est enfermé, les meurtriers présumés du ministre israélien du tourisme, Rehavam Zeevi. A **BETHLÉEM**, les négociations pour la levée du siège de l'église de la Nativité sont bloquées.

## Les Nations unies vont enquêter sur le drame du camp de Jénine

Après un retournement inattendu de Washington, la résolution 1405, prévoyant l'envoi d'une « équipe d'établissement des faits » à propos des combats qui se sont déroulés lors de l'offensive de Tshal contre le réduit palestinien, a été adoptée à l'unanimité et avec l'aval d'Israël

### NEW YORK (Nations unies)

Tard dans la nuit du vendredi 19 au samedi 20 avril, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé une enquête internationale sur ce qui s'est passé dans le camp de réfugiés palestiniens de Jénine, en Cisjordanie. La résolution 1405, la quatrième depuis un mois sur le Proche-Orient, est aussi la première adoptée avec l'aval du gouvernement israélien. Le texte, voté à l'unanimité, demande au secrétaire général d'envoyer « une équipe d'établissement des faits » à Jénine, théâtre des affrontements les plus violents de l'offensive lancée par l'armée israélienne en zones autonomes palestiniennes en Cisjordanie.

Frustré par « l'échec » de la mission du secrétaire d'Etat américain, Colin Powell dans la région, et « consterné » par les propos du pré-

sident américain George W. Bush, qualifiant le premier ministre israélien, Ariel Sharon, d'« homme de paix », le groupe arabe avait déposé dès mercredi un texte qui était menacé d'un veto américain. Mais vendredi, alors que, à New York, l'ambassadeur américain, John Negroponte, déclarait dans l'après-midi que son pays était opposé à une enquête à Jénine, à Washington, le porte-parole de la Maison Blanche indiquait, peu de temps après, que le président Bush souhaitait voir « les faits établis sur les événements à Jénine » et apportait son soutien à une enquête.

### « NOS MAINS SONT PROPRES »

Mêmes contradictions chez les Israéliens, M. Sharon refusant toute enquête et le ministre des affaires étrangères, Shimon Pérès, « invitant » le secrétaire général de

l'ONU, Kofi Annan, à dépêcher une mission exploratoire à Jénine. « Venez voir, nous n'avons rien à cacher, nos mains sont propres », aurait dit M. Pérès.

A en croire des sources informées, c'est le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, qui a « convaincu » son homologue israélien de la nécessité d'une enquête à Jénine, où les Palestiniens accusent l'armée israélienne d'avoir commis un « massacre ». Les autorités israéliennes, qui démentent formellement cette accusation, se sont heurtées à des pressions internationales croissantes, ainsi qu'à des rapports d'organisations de défense des droits de l'homme et aux témoignages des représentants de l'ONU qui se sont rendus à Jénine quant à l'étendue des dégâts.

Fruit d'un compromis « dououreux », l'adoption de la résolution est aussi le résultat de manœuvres

diplomatiques subtiles de certains diplomates arabes, notamment le Palestinien Nasser Al-Kidwa qui, malgré les réticences habituelles de la Syrie, a su convaincre le groupe arabe d'accepter des amendements pour faire du projet de résolution un texte « acceptable pour quatorze des quinze » pays membres du Conseil. Il a ainsi renoncé à la demande de présence « d'une tierce partie » dans

la région et a rayé les mots « massacre » et « enquête » du texte.

Sa tâche, a-t-il déclaré au Monde, a été « considérablement facilitée » par un changement de position « radical » de Londres, qui s'est prononcé en faveur d'une investigation à Jénine et dont l'ambassadeur, Jeremy Greenstock, a piloté un texte de compromis acceptable pour les Américains. La résolution évoque égale-

ment l'inquiétude « provoquée par la terrible situation humanitaire de la population civile palestinienne » et souligne l'urgence de faciliter le travail des organisations humanitaires.

« Nous avons créé un processus qui se déroule de la façon suivante : les Arabes proposent, presque chaque jour, un projet de résolution ; Washington commence par s'y opposer sans pourtant refuser d'en parler, et à la fin de la journée, c'est Washington qui présente son propre texte, basé sur nos demandes », explique un ambassadeur arabe. C'est tout de même une bonne évolution, à la fois de la position des Américains mais aussi de celle des Arabes. Nous avons fait comprendre aux Syriens que leur attitude empêchait le monde arabe de se prononcer d'une seule voix et que c'est inacceptable. »

Afsané Bassir Pour

## Dans le camp de Jénine, un « Ground Zero » palestinien

### JÉNINE

de notre envoyé spécial

Seule la main de l'enfant, grise à force de répéter un mouvement mécanique dans le tas de cendres, du matin au soir, remue vaguement. Lui paraît fasciné, le regard égaré. Parfois, rarement, il parle en regardant vers le sol. Peut-être s'adresse-t-il à lui-même, ou à un disparu sous la montagne de ruines. Dans le camp de réfugiés de Jénine, là où fut la place Hawashin, chacun a perdu un parent. Pour cet enfant et les autres, l'opération militaire israélienne « Mur de protection » et la résistance palestinienne sont synonymes d'apocalypse.

Il existe dans le monde des villes plus détruites, de Vukovar à Grozny, de Mostar à Kaboul. Mais rarement un quartier a été à ce point réduit à néant. Englouti ! La place Hawashin est un « Ground Zero » palestinien. Une fois l'œuvre de destruction militaire réalisée, une fois le ballet des avions, des hélicoptères et des chars d'assaut achevé, le quartier a été écrasé, méthodiquement aplati. Durant quatre jours, tanks et bulldozers ont tassé les débris, sachant que cela compliquerait la recherche des corps, sans considération pour d'éventuels survivants prisonniers des ruines.

Un homme, muni d'un piolet déginglé, s'acharne à chercher sa maison sous des mètres de terre et de pierres. Son fils aîné a disparu. Il creuse depuis cinq jours. Son premier trophée, vendredi, est un album de photographies. En regardant les images de temps plus heureux, il pleure. Une femme remue la terre avec ses ongles, ses trois enfants autour d'elle. Le mari a disparu. Peu à peu, elle extrait des objets personnels des décombres, que les bambins accumulent dans un landau rouillé.

Un bulldozer palestinien déblaye un coin de gravats. Des voisins affirment que, à cet

endroit, une famille de huit personnes a sombré dans l'abîme. Les fossoyeurs, démunis, sans matériel adéquat, creusent une sorte de puits afin de s'infiltrer sous les plaques de ciment. Peine perdue. Aucun corps n'apparaît...

Les premiers jours où les Palestiniens ont osé s'aventurer sur la place Hawashin, des mains, des têtes surgissaient des ruines, racontent-ils. Une trentaine de corps ont été exhumés. Des survivants ont été retrouvés, dont un homme qui a survécu dix jours à la destruction de sa maison. Parmi ces cadavres, il y a, selon le Croissant-Rou-

### Un « massacre » ? Impossible à vérifier tant l'éventuelle trace d'un crime est enfouie sous des mètres de ruines

ge, deux femmes, quatre enfants et deux vieillards. Tous les récits concordent : en ce « haut lieu » des combats, ce qui signifie que quelques dizaines d'hommes se sont battus avec leurs kalachnikovs contre des hélicoptères et des tanks, les habitants ont eu un délai de cinq minutes pour fuir avant l'arrivée nocturne des bulldozers. Beaucoup se sont réfugiés dans les ruelles adjacentes. D'autres sont restés chez eux : certains ne croyaient pas que Tshal allait raser le quartier, des femmes et des enfants attendaient le retour du chef de famille pour prendre une décision, des handicapés ne trouvaient pas une main secourable pour les emmener loin du chaos. Et les combattants, encerclés, ont décidé de se battre jusqu'à un dernier souffle.

La polémique fait rage sur les accusations palestiniennes d'un « massacre », impossible à vérifier tant l'éventuelle trace d'un crime est enfouie sous des mètres de ruines. L'envoyé spécial de l'ONU, Terje Roed-Larsen, a évoqué « une horreur qui dépasse l'entendement ». Le ministre de la justice israélien, Meir Shirit, a rétorqué que « la seule chose qu'il regrette, c'est qu'il n'y ait pas eu davantage de terroristes tués dans le camp de réfugiés de Jénine ». Et le gouvernement d'Ariel Sharon juge qu'une enquête indépendante est « inutile ».

Dans le jardin de l'hôpital, on déterrait vendredi la quarantaine de corps ensevelis à la hâte durant les combats. L'odeur des cadavres en état de décomposition. Les cris des femmes. Les larmes silencieuses des hommes.

Les morts exhumés ont été transportés jusqu'à un cimetière improvisé, un champ à l'orée du camp de réfugiés. A la fin des funérailles, tandis que des mères s'effondraient sous les oliviers, des tanks de l'armée israélienne, qui avait annoncé son retrait de Jénine la veille, descendaient la colline et revenaient en ville. Nouvel objectif militaire ou provocation ? Des tirs furent entendus durant vingt minutes sans que la cible soit déterminée.

« Le monde entier va discuter longtemps afin de déterminer s'il s'agit d'un "massacre" ou d'un quelconque "crime de guerre", dit un infirmier. Pour nous, la question est de savoir si nous sommes encore des êtres humains. Si la réponse est "oui", la communauté internationale doit enquêter et punir les coupables de la destruction de Jénine. Si la réponse est "non", comme cela paraît être le cas, elle nous oubliera très vite. Le problème, outre la colère et l'amertume, est l'éducation des enfants palestiniens. Comment convaincre nos fils de respecter Israël, de croire en l'avenir ? »

Rémy Ourdan

### Bethléem : dix-neuvième jour de siège

Le siège de l'église de la Nativité à Bethléem par l'armée israélienne en était, samedi 20 avril, à son dix-neuvième jour. Israël exige la reddition d'une trentaine d'activistes armés palestiniens qui se trouveraient parmi les assiégés. Les Palestiniens estiment que la présence d'une tierce partie, qu'il s'agisse de l'Eglise, de l'Union européenne ou des Américains, est « cruciale ». Les discussions portent pour l'heure sur l'entrée de nourriture et l'évacuation de blessés. Sept villes italiennes jumelées avec Bethléem ont demandé à Yasser Arafat de faire un geste pour débloquer la situation. Les municipalités de Montevarchi, Assise, Orvieto, Vérone, Greccio, Civitavecchia Petrelcina et Pratovecchio lui ont demandé de « retirer toute réserve à l'ouverture de négociations ». — (AFP, Reuters.)

## Yasser Arafat s'engage à faire juger les meurtriers de Rehavam Zeevi

LE PRÉSIDENT palestinien, Yasser Arafat, est prêt à juger les meurtriers du ministre israélien du tourisme, Rehavam Zeevi, en octobre 2001, dès que la situation à Ramallah sera normalisée, a déclaré, vendredi 19 avril, un haut responsable palestinien qui a requis l'anonymat.

Dans une lettre envoyée au gouvernement américain, M. Arafat déclare que les hommes recherchés par Israël pour le meurtre du ministre, en octobre 2001, « font actuellement l'objet d'une enquête et ils seront présentés immédiatement au tribunal de Ramallah, lorsque la situation sera redevenue normale » dans cette ville, a ajouté le haut responsable, citant des extraits de la lettre. Selon lui, Washington sait que les suspects ont été arrêtés par les services de sécurité palestiniens le 21 février et transférés de Naplouse à Ramallah, en pleine coordination avec l'Europe et les Etats-Unis.

### « CELA NE CHANGE RIEN »

« Cela ne change rien, a déclaré Raanan Gissin, le porte-parole du premier ministre israélien. Ils doivent être extradés. Si [Arafat] était censé les traduire en justice, cela aurait dû se faire depuis longtemps. » « Ils ont commis un crime en territoire israélien. Ils seront traduits en justice en Israël. Au lieu de

les arrêter, Arafat leur a offert un sanctuaire », a ajouté M. Gissin. Israël affirme que ses troupes continueront d'assiéger le QG d'Arafat jusqu'à ce que lui soient remis ces suspects ainsi qu'un responsable palestinien soupçonné d'implication dans l'affaire de la cargaison d'armes interceptée en mer Rouge et apparemment destinée à l'Autorité palestinienne.

Dix Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens jeudi soir et vendredi matin dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Plusieurs d'entre eux tentaient d'attaquer des soldats et des colons. L'un d'eux a fait exploser, vendredi, sa voiture bourrée de 100 kg d'explosif à un barrage militaire israélien proche du bloc de colonies de Gush Katif, dans la bande de Gaza. Deux soldats israéliens ont été légèrement blessés.

Un photographe palestinien de l'agence américaine Associated Press, Nasser Chayah, a déclaré vendredi que sa fille, Dounya, née prématurément, était décédée parce que les délais imposés aux barrages routiers de l'armée israélienne l'avaient empêché de la conduire à temps dans un hôpital de Naplouse. A Ramallah, deux enfants de 9 et 12 ans ont été tués par des tirs. Selon les Palestiniens, ils s'étaient aventurés dans la rue alors que la ville est sous couvre-feu. — (AFP, Reuters.)

## Une « séparation unilatérale » pour sortir de l'impasse

Cette idée, revenue dans l'air avec l'Intifada, gagne du terrain en Israël et s'affine avec le temps

### JÉRUSALEM

correspondance

L'idée est populaire et refait régulièrement surface dans la société israélienne depuis le début de l'Intifada en septembre 2000, mais elle s'est affinée avec le temps. La « séparation unilatérale » fut d'abord la réponse spontanée et désespérée de nombreux Israéliens à l'échec des négociations de Camp David et au déclenchement de l'Intifada. Elle l'est toujours, mais elle est désormais assortie de perspectives ultérieures de négociations.

Il s'agit d'établir une frontière, matérialisée par une clôture électrifiée comme il en existe avec le Liban ou la Jordanie, afin d'empêcher les attentats. Où passerait-elle ? Quelques-uns, très rares, proposent de la faire sur les lignes de la guerre israélo-arabe de 1967, seul moyen d'éviter les contestations palestiniennes et internationales. D'autres, à l'autre extrémité de l'échiquier politique, suggèrent d'encercler chaque ville palestinienne, ainsi transformée en grande prison. En réalité, la plupart des partisans de la « séparation unilatérale » proposent une solution intermédiaire, qui restituerait aux Palestiniens entre 65 % et 80 % de la Cisjordanie, l'évacuation de toutes les petites colonies devant assurer la continuité territoriale.

En revanche, les questions de Jérusalem et des réfugiés resteraient en suspens, jusqu'à ce qu'il soit possible de négocier. Car, à l'origine de tous ces plans, proposés par les uns ou par les autres, politiques, militaires, ou universitaires, il y a le même constat : l'impossibilité de négocier un accord définitif à court terme et donc la nécessité de trouver un moyen de mettre fin à la violence.



« La question est de savoir si Ariel Sharon est prêt à évacuer les colonies »

DANNY YATOM

Cette impasse est jugée liée aux personnalités de Yasser Arafat et d'Ariel Sharon, mais aussi à la méfiance réciproque qui s'est établie entre les deux peuples depuis dix-huit mois.

« En faisant une frontière, on arrêterait les terroristes et du même coup les représailles et la souffrance des Palestiniens, nos voisins avec qui nous devons vivre pour l'éternité », remarque A. B. Yehoshoua. L'écrivain israélien (Voyage à l'an mille, Calmann-Lévy) soutient le mouvement « Sortir grands », créé il y a une quinzaine de jours. Il n'aime pas

beaucoup ce nom, destiné à balayer l'idée que partir des territoires palestiniens constituerait une capitulation. Pour lui, le retrait de ces territoires est « primordial » et la délimitation d'une frontière « essentielle » pour un Etat, « chose qu'Israël a brisée en 1967, créant ainsi un vacuum ».

Une frontière, même contestée, évite de nombreux problèmes. La situation sur le Golan, conquis sur la Syrie en 1967, en est pour lui un parfait exemple. Quant à la mise en œuvre d'une force internationale d'interposition entre Palestiniens et Israéliens, elle pourrait alors s'avérer utile, estime-t-il. Pour ce sympathisant du parti de gauche Meretz, la frontière ne serait pas « un Mur de Berlin ». Il y aurait des points de passage permettant aux Palestiniens de venir travailler en Israël. Enfin, « la frontière n'empêcherait pas les négociations, au contraire même », souligne M. Yehoshoua.

Cette option de séparation associée à des pourparlers est celle retenue par Danny Yatom, ancien général et ancien directeur du Mossad. Ce proche conseiller d'Ehoud Barak lors du sommet israélo-palestinien de Camp David (juillet 2000), propose avec deux universitaires, Moshe Amirav et Joseph Ginat, un plan de séparation sur des bases territoriales temporaires, associé à un accord

de paix à long terme reprenant les termes de l'initiative saoudienne adoptée par la Ligue arabe. Ce plan a été publié le 18 avril dans le quotidien israélien *Yediot Aharonot*, afin de susciter un débat au sein du gouvernement.

Pour M. Yatom, la formule saoudienne a trois avantages : elle permet de remplacer des négociations bilatérales avec les Palestiniens par des pourparlers avec le monde arabe et, par conséquent, de régler la question de Jérusalem et celle des réfugiés, dans des conditions qui semblent plus favorables à Israël que les positions palestiniennes.

Quant à savoir si Ariel Sharon, qui a proposé l'idée d'une conférence régionale avec les responsables arabes modérés, se saisira de l'idée, rien de moins sûr. Le projet de M. Yatom s'articule autour de trois points théoriquement acceptés par M. Sharon : la reconnaissance d'un Etat palestinien, un accord intérimaire et enfin le plan saoudien. « La question est de savoir si Ariel Sharon est prêt à évacuer les colonies », s'interroge M. Yatom, qui, sceptique sur les intentions du premier ministre, estime que le Parti travailliste devra en faire son programme pour les prochaines élections.

Catherine Dupeyron

## TROISIÈMES CYCLES

### EXPERTISE INFORMATIQUE 9 MASTERS SPÉCIALISÉS

- **Pôle Informatique pour le décideur**
  - Master "Informatique Financière"
  - Master "Management et Informatique"
  - Master "Décisions e-Stratégies de l'Entreprise"
- **Pôle Nouvelles Technologies de l'Information**
  - Master "Nouvelles Technologies Numériques"
  - Master "Réseaux Haut débit"
  - Master "Technologies Wireless"
- **Pôle "Systèmes Informatiques"**
  - Master "Sécurité Informatique"
  - Master "Systèmes d'Information d'Entreprise"
  - Master "Traçabilité et Logistique"

**EPITA PARIS SUD MASTERS**  
14-16, rue Voltaire • 94276 Le Kremlin-Bicêtre cedex  
Tél. 01 44 08 01 01 • M° Porte d'Italie • e-mail : [masters@epita.fr](mailto:masters@epita.fr)

**EPITA**  
L'INGÉNIEUR INFORMATIQUE

[www.masters.epita.fr](http://www.masters.epita.fr)

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## Des experts de l'ONU tentent de fixer la frontière entre l'Éthiopie et l'Érythrée

Le conflit a fait quelque 80 000 morts

### UN LITIGE TERRITORIAL ANCIEN ET MEURTRIER



#### BADMÉ

de notre envoyé spécial

D'un côté de la ville, un panneau rouillé et troué de balles indique des destinations en Éthiopie. De l'autre, on ne va nulle part. Voici Badmé, le village-symbole de toute la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Pour cette poignée de maisons perdues dans une plaine hébétée de soleil, où poussent, dans la poussière, une fois par an, d'incertaines récoltes de sésame ou de sorgho, les deux pays voisins sont entrés en conflit. Depuis 1998, l'Éthiopie et l'Érythrée se sont battues sur trois fronts, le long de leurs 1 000 kilomètres de frontière, pour régler par la force leur litige. Aujourd'hui, sous la pression de la communauté internationale, elles tentent de fixer les limites de leur territoire respectif.

Après avoir saigné leurs économies pour s'armer, enrôlé leurs populations et laissé – selon les estimations les plus prudentes – 80 000 morts sur les fronts, les ennemis ont signé, en décembre 2000, un accord de paix. L'enjeu était le tracé d'une frontière « incontestable ». Ce tracé, communiqué le 13 avril aux deux pays par la commission frontalière auprès de la Cour de justice de La Haye, et rendu public quelques jours après, devait fixer, en particulier, le sort de Badmé. Or, surprise, le village, trop petit ou trop symbolique, ne figure pas sur la carte publiée à La Haye. Inévitablement, l'Éthiopie, puis l'Érythrée ont affirmé avoir hérité de la ville martyre. Faute d'une réponse claire, les observateurs de l'ONU à Asmara, la capitale érythréenne, sont allés chercher leurs propres cartes, notamment celles qu'avaient établies les Soviétiques dans les années 1970, sur lesquelles le hameau apparaît.

Ces observateurs sont arrivés à la conclusion que, « selon toute vraisemblance », Badmé se trouverait en secteur érythréen. Une simple « évaluation », sans portée officielle, d'autant que, comme le précisent les Nations unies, « il y a une marge d'erreurs sur toutes les cartes existantes. Tant qu'une cam-

pagne de photos aériennes de la région n'aura pas été faite, personne ne sera en mesure de trancher la question ».

Jusqu'à nouvel ordre, le hameau aux habitants chassés par la guerre, où ne restent plus que des soldats et des ânes, reste donc sous contrôle éthiopien. Mais l'idée d'une possible victoire cartographique érythréenne commence à faire son chemin. Quand on lui demande où passe la frontière, Weldewergis Welemariam, le responsable de l'administration de Badmé, répond : « Notre gouvernement l'a affirmé : Badmé est pour toujours en Éthiopie. » Assis devant l'un des bars de la ville, Mamuye Legesse envisage déjà l'exil : « L'Érythrée nous a fait la guerre, détruit nos maisons, volé notre bétail. Cohabiter avec ces gens est impossible ? »

#### POINT SENSIBLE

Sur les trois anciens fronts, d'autres déplacements de population devront avoir lieu. Mais Badmé est le seul point véritablement sensible, malgré le travail de la commission frontalière, jugé « équilibré » dans les milieux diplomatiques d'Asmara. L'exégèse soignée des trois traités coloniaux signés entre 1900 et 1908 par l'Italie, alors puissance tutélaire de l'Érythrée, et l'Éthiopie indépendante devrait néanmoins permettre, à terme, de résoudre les différends territoriaux.

Une fois le tracé fixé, les obstacles à une vraie solution pacifique seront encore nombreux. La démarcation de la frontière ne pourra se faire sans une longue campagne de déminage, notamment en Érythrée, où l'on recense 2 millions de mines et d'obus non explosés. Avec l'aide de la Mission de l'ONU en Éthiopie et en Érythrée, qui a créé une zone-tampon de 25 kilomètres de profondeur le long des anciennes lignes de front et veille à déjouer les « provocations », la commission procédera à la démarcation de la frontière. Ce jour-là, Badmé cessera peut-être d'être un symbole.

Jean-Philippe Rémy

## En Kabylie, le culte des « martyrs » de 2001 alimente le sentiment de révolte de la jeunesse

Une grande marche devait avoir lieu, samedi, à Tizi-Ouzou, pour rendre hommage aux victimes des émeutes du « printemps noir » et appuyer les revendications berbères

#### TIZI-OUZOU

de notre envoyé spécial

Le mausolée n'était pas achevé pour le premier anniversaire de l'assassinat de Massinissa Guermah, le

#### REPORTAGE

« Continuez ! »  
Voilà ce qu'a dit mon frère lorsqu'il a reçu une balle »

18 avril, mais qu'importe. La tombe du premier « martyr » du « printemps noir » kabyle, le cœur du monument, est en place, avec ses quatre étages de blocs de briques, symbole, explique son père, Khaled, de « quatre décennies de dictature en Algérie ». Reconnaisable à un béret rouge sang sur lequel est brodé le nom de son fils, tué le 18 avril 2001 dans les locaux de la gendarmerie locale d'une rafale de kalachnikov, le visage mangé par une barbe frisée, le père de Massinissa évoque avec une fierté douloureuse le mausolée en construction. Des portraits des grandes figures de la Kabylie – le chanteur Matoub Lounès, l'écrivain franco-phonie Mouloud Feraou, assassiné par l'OAS en 1962 et enterré à proximité – encadreront celui de son garçon.

Le lieu est austère et le site splendide. Ensermé dans le hameau d'Agouni-Arous, au fin fond de la Grande Kabylie, le cimetière fait face au puissant massif du Djurdjura et à ses sommets où la neige s'accroche encore en ce début de printemps. La tombe de Massinissa n'est pas le seul lieu de recueillement porté par une année de révolte populaire. Dans les villes de Grande et de Petite Kabylie, là où sont tombés d'autres « martyrs »,

des stèles provisoires jalonnent des avenues et sont autant de lieux de recueillement. A Tizirt, une cité balnéaire paisible, un immense tissu de soie noire enveloppe l'arbre au pied duquel est tombé, début avril, Djamel, assassiné, selon les habitants, par des gendarmes en folie. Les habitants – en particulier les jeunes – viennent déposer des bougies.

Des légendes naissent, pieusement entretenues. Celles des derniers mots, des derniers gestes des « martyrs » avant de mourir. « Continuez ». Voilà ce qu'a dit mon frère Sennour lorsque, le 26 avril 2001, il a reçu une balle tirée par les gendarmes », affirme son frère, Mohammed, lui aussi militant de la cause berbère. Plus à l'est, dans la ville d'Azazga, les habitants montrent le mot « Liberté » tracé à même le sol et en lettres de sang par un autre jeune avant de succomber. Tenus pour responsables de ces morts, les gendarmes font figures de parias. Lorsque, dans un souci d'apaisement, une brigade est délocalisée, les jeunes investissent les bâtiments et saccagent tout. Le résultat est spectaculaire dans le centre-ville d'Azazga, où les locaux de la gendarmerie ne res-

semblent plus à rien. De l'ancienne bâtisse ne subsistent que des murs fantomatiques noircis par les cocktails Molotov. A Seddouk, à Chemini, dans la wilaya (préfecture) de Bejaïa, le spectacle est le même.

#### DES GENDARMES « EN PRISON »

Un sort identique guette peut-être la caserne de Ouadhia. Avec ses dizaines de fenêtres obstinément bouchées par des tôles de fortune, ses lampadaires qui pendouillent aux quatre coins du bâtiment, ses arbustes calcinés, elle a une allure piteuse. Une douzaine de gendarmes, peut-être davantage, s'y terrent depuis des mois, ravitaillés de nuit, lorsque la ville dort. « On ne les voit jamais. Ils sont en prison, en quelque sorte », résume un vendeur de cigarettes installé à proximité, sur le trottoir.

A quelques dizaines de mètres, des ouvriers mettent la dernière main aux futurs locaux de la police, un corps civil mieux accepté par la population. La relève, dit-on, n'est plus qu'une question de jours. Les adultes souhaitent qu'elle se passe sans histoire. Ils sont impatientes de voir les gendarmes déguerpir, mais moins que leurs enfants. « Si les gendarmes ne sont

pas partis le 20 avril, ça va être la guerre. On va tout casser », prévient un jeune de Ouadhia, approuvé par ses camarades.

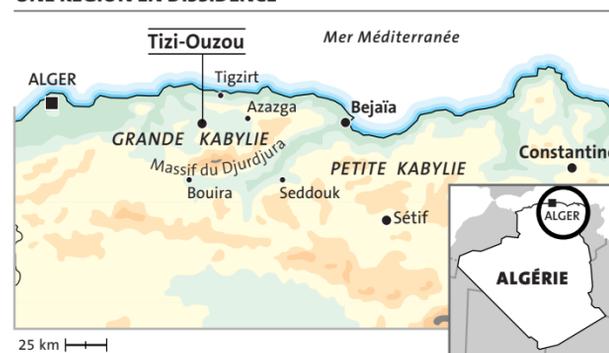
Les adolescents sont en première ligne dans les manifestations. Trop jeunes pour avoir participé aux révoltes d'octobre 1988 contre le régime, ils ont pris la relève de leurs aînés. Visages masqués, ils affrontent avec hargne et détermination les CNS (Compagnies nationales de sécurité, l'équivalent des CRS). « On est prêts à mourir », lancent-ils à qui veut les entendre.

Et c'est vrai : la majorité des victimes n'ont pas 20 ans. L'encadrement est formé par la fameuse Coordination des ârachs, des daïras (sous-préfectures) et des communes (CADC). On peut critiquer son côté archaïque, sourire devant ses revendications fourre-tout, mais le mouvement est enraciné dans la société kabyle. Début avril, à Ksar-el-Souk, une bourgade proche de Tizi-Ouzou, où se tenait une réunion d'ârachs, la centaine de délégués étaient à l'image de la population – mâles : des gens modestes mais résolu. Il y était question de l'organisation d'une marche pour soutenir des délégués convoqués par le tribunal. Tout le monde a pu s'exprimer. Un participant a lu une lettre ouverte grandiloquente ; un autre a proposé que les femmes soient conviées à la marche ; un troisième a plaidé pour une grève des commerces... Le président de séance a écouté tout le monde, Fin manœuvrier, il a fini par rallier l'assistance à son point de vue.

Deux jours plus tard, la marche a eu lieu à Azazga. Elle a réuni près de 2 000 personnes. Et, comme les précédentes, elle a tourné à l'affrontement de rue entre jeunes et forces de l'ordre. Comme s'il s'agissait d'une répétition avant la grande marche du 20 avril.

Jean-Pierre Tuquoi

#### UNE RÉGION EN DISSIDENCE



## Forêts : les mesures de conservation de la biodiversité repoussées à... 2010

#### LA HAYE

de notre envoyé spécial

Il faudra attendre 2010 pour que, peut-être, des « mesures » permettent de stopper la perte de la biodiversité : celle-ci « s'accélère à un rythme sans précédent, ce qui pourrait remettre en cause la vie sur notre planète telle que nous la connaissons actuellement », selon le plan stratégique de la convention sur la biodiversité défini à La Haye lors de la conférence sur la biodiversité qui s'est achevée vendredi 19 avril.

La centaine de ministres de l'environnement présents se sont fixé la date de 2010 en se déclarant « résolus à renforcer leurs efforts » pour rendre ces mesures effectives dans huit ans. Effectivement, elles ne sont pas pour aujourd'hui : la conférence, chargée de concrétiser la convention sur la diversité biologique signée en 1992, a échoué à s'entendre au sujet des forêts primaires, qui sont l'un des principaux refuges de très nombreuses espèces vivantes.

Elle a certes adopté un ambitieux programme de travail sur les forêts comportant pas moins de 130 « activités » relatives à la meilleure connaissance et à la préservation de celles-ci.

Mais la participation des Etats à l'ensemble de ces activités est facultative, et le groupe d'experts qui a été créé pour suivre ce programme n'a pas de mandat politique. Le terme de « forêts primaires » (c'est-à-dire qui n'ont jamais été exploitées) a été soigneusement exclu de tous les textes.

#### « LIGNES DIRECTRICES »

Le Brésil a mené la bataille sur ces différents points, avec le soutien des pays amazoniens et du Canada. « Le programme met trop l'accent sur la conservation », explique Mitzi Costa, directrice de la division environnement du ministère des affaires étrangères du Brésil. Or, 22 millions de Brésiliens habitent en Amazonie, qui couvre 40 % de notre territoire. Il serait injuste qu'ils ne puissent pas utiliser la forêt, alors que les pays développés ont décimé leurs propres forêts. »

Le bilan n'est cependant pas totalement négatif : comme le note Christoph Bail, chef d'unité de la protection de l'environnement de la Commission européenne, « le sujet des forêts est maintenant sur la table de la convention, ce qui n'était pas le cas auparavant ». Et si Greenpeace a fustigé

la faiblesse des résultats, le programme de travail a été salué par Les Amis de la terre.

La conférence a avancé plus nettement sur la question du partage des bénéfices issus des ressources génétiques. Elle a adopté des « lignes directrices » qui indiquent comment opérer ce partage entre les pays d'où provient la ressource et ceux qui en tirent des produits élaborés tels que des médicaments. Mais de nombreux pays en développement, notamment africains, voudraient que les règles deviennent juridiquement contraignantes.

« Ces lignes directrices présentent plusieurs défauts et, par ailleurs, elles ne contribuent pas à orienter l'argent vers la conservation des ressources », estime Mary Fosi, chef d'unité au ministère de l'environnement du Cameroun. L'adoption des lignes directrices est cependant généralement considérée comme un progrès : « Il a fallu dix ans de discussions pour qu'on en vienne enfin à toucher le vrai cœur du problème, la propriété intellectuelle », note ainsi José Ugalde, de l'Institut national d'écologie de Mexico.

Hervé Kempf

**BREITLING**  
1884  
INSTRUMENTS FOR PROFESSIONALS™

*Marley*  
Joaillier  
19 rue de la Paix • 75002 PARIS  
Tél. 01 42 65 68 71  
WWW.BREITLING.COM

# Le G7 relance la lutte contre le financement du terrorisme

Réunis à Washington, les sept pays les plus industrialisés ont décidé de dresser une nouvelle liste de personnes physiques et morales dont les comptes doivent être bloqués. Pour la première fois, c'est ensemble qu'ils la déposeront, lundi, à l'ONU

WASHINGTON  
de notre envoyée spéciale

C'est une grande première qui marque la détermination des pays du G7 de renforcer leur coopération en matière de lutte contre le financement du terrorisme. Vendredi soir 19 avril, en prélude à la réunion du G7, les ministres des finances et des gouverneurs de banque centrale des pays les plus industrialisés du monde ont organisé un dîner essentiellement consacré à ce sujet. Fait exceptionnel, 12 pays ont été conviés à se joindre à eux : l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn, les Bahamas, la Suisse, la Chine, l'Inde, le Koweït, la Malaisie, le Pakistan, le Brésil et la Russie.

Mais la grande nouveauté devait intervenir lors de la réunion du G7. C'est ensemble, et non pas à la seule initiative des Etats-Unis, que les Sept ont dressé une nouvelle liste de personnes physiques et morales liées au terrorisme dont les comptes seront bloqués en vertu de la résolution 1390 des Nations unies.

Et c'est ensemble qu'ils la déposeront, dès lundi matin, à l'ONU. En France, le décret d'application a déjà été préparé par Laurent Fabius. Il devrait être signé par Lionel Jospin dans les jours qui suivront.

Depuis sept mois, les Etats-Unis avaient pris seuls la tête de la lutte contre le financement du terrorisme. Quelques jours seulement après les attentats du 11 septembre, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, avait annoncé que la réponse financière aux attaques terroristes faisait partie intégrante de la stratégie de l'Amérique et pourrait se révéler aussi importante que les bombardements ou les opérations terrestres. Mais couper les circuits financiers du terrorisme se révèle être une tâche de longue haleine.

Selon les chiffres du Trésor américain, 104 millions de dollars (environ 115 millions d'euros) ont été bloqués depuis le début de cette guerre financière, dont 34 millions aux Etats-Unis et 70 millions dans le



reste du monde. Mais, reconnaît lui-même le secrétaire au Trésor, Paul O'Neill, « nous n'avons aucune idée de ce qu'il reste à faire ».

M. O'Neill a donc entrepris ces derniers quinze jours une tournée en Europe (Allemagne, France, Grande-Bretagne) pour remobiliser ses principaux partenaires. « Nous nous sommes engagés dans une mission qui manque de clarté sur le volume des fonds en question mais pour moi, l'objectif est de bloquer chaque transfert de fonds soutenant des organisations terroristes pour qu'elles ne disposent plus du carburant dont elles ont besoin pour commettre leurs actes affreux », a-t-il martelé à chacune de ses étapes.

## ACTIVITÉS LICITES

La difficulté, on le sait, est d'identifier des canaux par lesquels les organisations terroristes s'alimentent. Car contrairement au blanchiment d'argent qui recycle dans l'économie des flux financiers provenant d'activités criminelles, l'argent

du terrorisme provient de dons aux organisations caritatives ou d'activités le plus souvent licites et fait appel à des systèmes de transferts, comme les *hawalas*, difficiles à localiser. « Nous sommes loin d'avoir fini le travail », estime M. O'Neill. D'autant, reconnaît-il, que « les organisations terroristes sont intelligentes, elles constatent que le monde s'est allié pour intercepter, identifier les flux d'argent, et donc elles se tournent vers des moyens plus sophistiqués. Ce que nous savons, c'est qu'avec les comptes qui ont été bloqués au cours des sept derniers mois, nous avons fermé des canaux qui avaient permis à des organisations terroristes de recevoir des millions de dollars ».

L'engagement d'une coopération renforcée – qui permettra d'agir plus vite et simultanément – devrait se traduire dans le communiqué final du G7. Pour le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, « le travail de lutte contre le financement du terrorisme ne fait que commencer. Si le fanatisme est le cœur du terrorisme moderne, les finances sont leurs vaisseaux sanguins ». Le Groupe d'action financière (GAFI), spécialisé dans la lutte contre le blanchiment d'argent, a été chargé, en octobre 2001, par le G7, d'étendre ses compétences à la traque de l'argent du terrorisme. La Convention internationale pour la répression du terrorisme du 19 décembre 1999, qui fait obligation de pourchasser non seulement les terroristes mais également leurs commanditaires, permettrait de renforcer encore le dispositif. Mais sur 132 pays qui l'ont signée à ce jour, seulement 18 l'ont ratifiée, dont la France (récemment) et le Royaume-Uni. Les Etats-Unis ne l'ont pas encore fait.

Babette Stern

## Une nouvelle liste d'organisations et d'individus mis à l'index

LE G7 devait publier, samedi 20 avril, une nouvelle liste de personnes morales et physiques dont les comptes ont été gelés.

► **Aid Organization of the Ulema** : il s'agit du nouveau nom d'Al-Rashid Trust qui figurait parmi les premiers noms désignés comme finançant le terrorisme. L'organisation est située au Pakistan, où elle continue à avoir des bureaux qui ont levé des fonds au profit des talibans jusqu'en 1999.

► **Ahmed Idris Nasreddin** : il a fourni des aides directes à Youssef Nada et à la banque Al-Taqwa, désignés comme financiers du terrorisme par le département du Trésor, le 7 novembre 2001. A la même date, le Trésor a cité quatre nouvelles personnes connectées à Al-Taqwa : Zeinab Mansour-Fattouh,

Mohamed Mansour, Ahmed (Albert) Huber et Ali Ghaleb Himmat. Le groupe Al-Taqwa a longtemps agi comme conseiller financier d'Al-Qaïda et possède des bureaux en Suisse, au Liechtenstein, en Italie et aux Caraïbes.

► **Abdelkader Mahmoud Es-Sayed** : citoyen égyptien, il a été condamné pour trafic d'armes, d'explosifs, d'armes chimiques, falsification d'identité et immigration illégale. Il est considéré comme l'organisateur des réseaux Al-Qaïda en Italie.

► **Khalid Al-Fawaz** : il a été condamné aux Etats-Unis pour sa participation aux attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. Les Etats-Unis cherchent à le faire extraditer du Royaume-Uni, où il avait été envoyé par Oussama Ben

Laden, en 1994, pour y organiser les circuits d'Al-Qaïda.

► **Abu Hamza Al-Masri** : il se désigne lui-même comme le représentant officiel de l'Islamic Army of Aden, une organisation terroriste qui a revendiqué l'attentat contre l'*USS-Cole* au Yémen.

► **S'ajoutent à cette liste** quatre individus, membres du réseau d'Al-Qaïda opérant en collaboration avec des groupes similaires en Allemagne, au Royaume-Uni et en Algérie. Ce réseau fait partie du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), une organisation terroriste algérienne.

► **Aouadi** : il s'agit d'un ressortissant tunisien condamné en Italie et purgeant une peine

de cinq ans de prison pour trafic d'armes et d'explosifs. Il était celui qui fournissait de faux documents aux autres membres d'Al-Qaïda.

► **Mokhtar Bouchoucha** : citoyen tunisien, condamné en Italie, il purge une peine de cinq ans de prison pour trafic d'armes et d'explosifs.

► **Sami Ben Khemais Essid** : condamné en Italie, il purge une peine de cinq ans de prison pour trafic d'armes et d'explosifs.

► **Lased Ben Heni** : ressortissant libyen, il était l'agent de liaison entre la cellule italienne d'Al-Qaïda et celle de Francfort, démantelée en décembre 2000. Arrêté en Allemagne en octobre, Lased ben Heni a été extradé vers l'Italie.

## Des milliers de manifestants attendus à Washington

WASHINGTON  
de notre correspondant

Contre la mondialisation, contre l'entrée des troupes israéliennes en Cisjordanie, contre la guerre d'hier en Afghanistan et celle de demain en Irak, contre l'intervention américaine en Colombie, contre la Banque mondiale et contre le Fonds monétaire international (FMI), des dizaines de milliers de manifestants étaient attendus à Washington, samedi 20 et dimanche 21 avril.

Les mobilisations de ce genre, rituelles lors des sommets internationaux, étaient devenues difficiles après celle du G7 de Gênes, en juillet 2001, qui avait été marquée par la violence d'une partie des manifestants et par l'extrême brutalité de la police italienne. Les attentats du 11 septembre avaient eu un effet dissuasif sur les rassemblements prévus à Washington trois semaines plus tard. Les mouvements anticapitalistes avaient été

privés de la possibilité de manifester lors des négociations commerciales de Doha, au Qatar, et n'avaient pu le faire que très modestement à l'occasion du Forum économique mondial de Davos, organisé exceptionnellement à New York.

Les réunions printanières du FMI, de la Banque mondiale et des ministres des finances du G7 se prêtent davantage aux protestations. D'abord, plus de sept mois ont passé depuis les attaques terroristes sur New York et Washington, et l'émotion, de même que la crainte de nouvelles actions de ce genre, s'est un peu dissipée. Ensuite, l'administration Bush a été abondamment critiquée, à l'extérieur, pour son attitude au Proche-Orient et, avant cela, pour sa dénonciation menaçante d'un « axe du mal », contre lequel elle entend partir en guerre. Enfin, et surtout, l'action du gouvernement Sharon a soulevé, dans une grande partie du monde, une émotion dirigée

contre Israël et contre les Etats-Unis.

Aussi les manifestations organisées sous l'égide de Mobilization for Global Justice, qui réunit des mouvements antimondialisation, devaient-elles faire une large place à la solidarité avec les Palestiniens et fusionner, samedi, avec des cortèges centrés sur ce seul thème. Les initiatives à caractère pacifiste – et pacifique – lancées par des associations comme Answer (Act Now to Stop the War and End Racism) ou Stop the War, devaient dominer la journée de samedi. Celle de dimanche, avec un défilé des antimondialisation souhaitant s'approcher de la Maison Blanche, s'annonçait moins tranquille.

Les forces de police se préparent depuis plusieurs semaines. Ces derniers jours, elles ont nettoyé les avenues de tout ce qui pouvait être utilisé comme projectile ou comme gourdin.

Patrick Jarreau

## Vive polémique entre chaînes de télévision arabes à propos des vidéos d'Al-Qaïda

DOHA

de notre envoyée spéciale

Les nouvelles vidéos d'Al-Qaïda diffusées cette semaine par les chaînes de télévision arabes Al-Jazira (qatarie) et MBC (saoudienne) alimentent, dans les pays arabes, une vive polémique.

Lundi 15 avril, Al-Jazira matraque une « vidéo testament » d'un des Saoudiens auteurs des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, Ahmed Al-Ghamdi. Dès le lendemain, la presse saoudienne se déchaîne contre Al-Jazira. Daoud Al-Sharyan, qui dirige le bureau de Riyad du quotidien *Al-Hayat*, n'hésite pas à faire le rapprochement entre la diffusion des aveux du jeune kamikaze saoudien et la visite que s'apprête à effectuer, le 25 avril aux Etats-Unis, le prince Abdallah, héritier du trône saoudien. « Une visite qui survient après une féroce campagne américaine » contre le royaume wahhabite, note le journaliste, qui résume les arguments d'Al-Jazira : « La chaîne craignait que la cassette ne soit diffusée par une chaîne concu-

rente ou par le réseau des mosquées, nous dit-elle. Pourtant, Al-Jazira nous a prouvés par le passé qu'elle entretient des relations privilégiées avec Al-Qaïda... »

Le ton encore plus virulent du rédacteur en chef du quotidien *Echarq Al-Aoussat*, Abderrahmane Al-Rashed, reflète bien l'agacement de l'Arabie saoudite vis-à-vis du minuscule voisin qatari : « Les films des terroristes sont comme les films pornographiques : au début, c'est excitant, à la longue c'est lassant », ironise le journaliste, habituellement sérieux, qui juge que « l'impeccable couverture » par Al-Jazira des « dernières boucheries israéliennes » a été « ruinée » par la diffusion de la vidéo d'Al-Qaïda. L'avis est partagé par de nombreux journalistes arabes, y compris au sein d'Al-Jazira. Pour riposter, la chaîne satellitaire et saoudienne MBC décide, mercredi 17 avril, de diffuser, elle aussi, des « images inédites » des principaux responsables d'Al-Qaïda.

Cette « guéguerre » entre médias arabes a au moins obligé Al-Jazira à dévoiler, pour une fois, ses sources :

Mouassasat Essihab, l'entreprise « Les Nuages », en quelque sorte la « cellule vidéo » d'Al-Qaïda.

Ibrahim Heallah, chef de la rédaction d'Al-Jazira, reconnaît que la cassette a été reçue depuis quelques semaines : « Il y a trois semaines, un de nos informateurs au Pakistan nous a contactés, nous disant qu'il avait quelque chose d'important à nous montrer. Cette vidéo, composée d'images montées sous le titre « Le testament des martyrs des conquêtes de New York et de Washington », contenait deux informations importantes : le réseau Al-Qaïda donne une preuve de son implication dans les attentats du 11 septembre et il rappelle au monde qu'il est toujours actif. Pendant les massacres en Palestine, nous avons hésité à la montrer, mais une fois que notre reporter a pu pénétrer dans Jénine, il n'y avait plus aucune raison pour ne pas diffuser les aveux du terroriste saoudien. La politique de l'autruche qui consiste à ne pas voir les terroristes de son propre camp, les Arabes en ont suffisamment souffert... »

Tewfik Hakem

### APPEL INTERRELIGIEUX POUR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

## Au nom du Dieu de Moïse, de Jésus et de Mohammed, il faut cesser le combat

Filles et fils du Dieu d'Abraham, nous refusons le dikat de la guerre qui jette dans un corps à corps fratricide les peuples israélien et palestinien. Ce sang versé sur la terre sanctifiée par la Torah, l'Evangile et le Coran désespère l'humanité. Il outrage l'Esprit de vie et de paix qui fait battre le cœur des croyants. Au nom du Dieu de Moïse, de Jésus et de Mohammed, nous exhortons les responsables de cette guerre à cesser immédiatement le combat et à redonner toute sa primauté au dialogue, à la négociation. La

politique est la voie non-violente par excellence, la seule capable de répondre aux aspirations des sociétés israélienne et palestinienne à vivre libres, dans la justice et la sécurité.

Dans l'esprit de la dernière rencontre d'Assise, en janvier dernier, nous attendons des responsables religieux qu'ils mettent en pratique leurs engagements pour la paix. Nous leur demandons de mener ensemble une mission de bons offices sur place pour que les armes se taisent enfin. Les signataires de cet appel s'engagent à contribuer,

selon leurs moyens, à la réalisation et à la réussite de cette médiation. La guerre israélo-palestinienne a déchaîné jusqu'en France des passions criminelles mettant en péril des vies et des lieux de culte, notamment des synagogues. Face à ces violences, les responsables politiques actuellement en campagne ont le devoir de faire respecter les fondements démocratiques de notre communauté de destins. Nous appelons les croyants de ce pays à s'ouvrir aux autres, à être des éducateurs de paix et de respect mutuel. ■

### Les signataires de notre appel (liste provisoire au 16 avril) :

Olivier Abel, professeur d'éthique ■ Lofa Bobis, professeur à l'université de Lille ■ Khalid Bencheikh, universitaire ■ Scheib Bencheikh, grand mufti de Marseille ■ Gilles Bernheim, grand rabbin de la synagogue de la Victoire, Paris ■ Patrick Boulb, association Confrontations ■ Michel Camdessus, président des Semaines sociales ■ Malek Chebel, anthropologue et psychanalyste ■ André Cheuraqui, traducteur de la Torah, du Nouveau Testament et du Coran ■ Elie Chouraqui, cinéaste, metteur en scène des *Dir commandements* ■ Jean-Armand de Clément, président de la Fédération protestante de France ■ Hugues Cousin, bibliste ■ Philippe Decharne, ancien ministre, vénéral de l'honneur de la Loge Paris du Grand-Orient ■ Gérard Defois, évêque de Lille ■ Anne Delbè, comédienne et écrivain ■ Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne ■ Michel Dela, économiste ■ Michel Dubost, évêque d'Evry ■ François Dufour, vice-président d'Attac, responsable de la Confédération paysanne ■ Jean-Marc Dupoux, pasteur, secrétaire général de la Cimade ■ Hakim El Ghissassi, directeur du journal *La Médina* ■ Georgette Eljay, historienne ■ Michel Evdokimov, prêtre orthodoxe,

collégial national à l'œcuménisme ■ Charles Fitman, ancien ministre ■ Jean-Baptiste de Foucauld, vice-président de Démocratie et spiritualité ■ Marc Gantini, professeur émérite de médecine ■ Sylvie Germain, écrivain ■ Jean-Claude Guillebaud, journaliste et écrivain ■ Philippe Haddad, rabbin à Nîmes ■ Henri Hajdenberg, ancien président du Crif et du Congrès juif européen ■ Fridolin Hebrard, écrivain ■ Jean-Leup Herbert, anthropologue ■ Marcel Heriot, évêque de Soissons ■ Gérard Israël, historien ■ André Jacques, président de l'association Ecpet-France ■ Geneviève Jacques, Conseil œcuménique des Eglises ■ Michel Jondet, président de l'association Approches 92 ■ Jean-Paul Kauffmann, écrivain et journaliste ■ Larbi Kecheh, recteur de la Mosquée Adawa (Paris XIX) ■ Khadija Khalil, présidente de l'Union française des femmes musulmanes (UFFM) ■ Ryvon Knygier, rabbin à Paris ■ André Lacrampe, évêque d'Ajaccio ■ Emmanuel Lafant, prêtre, directeur national des Œuvres pontificales missionnaires ■ Albert Longchamp, jésuite ■ Dora Mabrouk, directrice du magazine féminin *Nawa* ■ Gabriel Marc, ancien président du Comité catholique contre la faim et pour le dévelop-

perment ■ Véronique Margon, théologienne dominicaine ■ Hamlaoui Mekachera, président du Conseil national des Français musulmans ■ David Messas, grand rabbin de Paris ■ Jean-Pierre Mignard, avocat ■ Lucien Nouwirth, ancien ministre ■ Jacques Moyer, évêque d'Amiens ■ Kamel Ouak, cheikh des *Dir commandements* ■ Marcel Perrier, évêque de Paris ■ Jean-Claude Petit, PDG de Malesherbes publications ■ Jacques Purpan, prêtre, vicaire général de la Mission de France ■ Tariq Ramadan, universitaire ■ Michel Ranard, directeur de la revue *Islam de France* ■ Albert Rouet, évêque de Poitiers ■ Michel Saudreau, évêque du Hôvre ■ Christian Sautier, ancien ministre ■ Michel Serfaty, rabbin à Ris-Orangis ■ René-Samuel Sirat, ex-grand rabbin de France ■ Smain, comédien ■ Bernard Stasi, ancien ministre ■ Marc Stenger, évêque de Troyes, pasteur à Paris ■ Hans Ucko, Conseil œcuménique des Eglises ■ Jérôme Vignon, fonctionnaire européen ■ Jean-Paul Willaime, président du journal *Réforme* ■ André Wormser, banquier ■

Moi aussi, je signe l'appel de **Témoignage chrétien** et autorise la publication de mon nom dans ses colonnes.

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Téléphone ou e-mail : ..... Signature : .....

Envoyez vos signatures par télécopieur (01 44 83 82 88), par mail (appeltc2002@yahoo.fr) ou par courrier à : Appel TC, 49, rue du Faubourg-Poissonnière 75009 Paris

## Henry Kissinger est attendu à Londres par les convocations de justices française et espagnole

Invité mercredi 24 avril dans la capitale britannique à l'occasion d'un séminaire, l'ancien secrétaire d'Etat américain risque de devoir s'expliquer sur ses liens passés avec le régime Pinochet

L'ANCIEN secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger s'expose de nouveau à quelques désagréments s'il maintient la visite qu'il a prévu de faire le 24 avril à Londres, où il est invité à un séminaire organisé par l'une des deux grandes organisations patronales britanniques, l'Institute of Directors, au Royal Albert Hall.

L'année dernière déjà, lors d'un séjour à Paris, il avait reçu à l'hôtel Ritz une visite de la brigade criminelle, venue lui remettre une convocation du juge Le Loire l'invitant à se présenter le lendemain au palais de justice pour y être interrogé comme témoin. A l'origine de cette requête : les plaintes contre Augusto Pinochet déposées par les familles de Français disparus sous le régime de la junte chilienne, plaintes qui avaient fondé par ailleurs la demande d'extradition adressée par la France à la Grande-Bretagne en 1998, quand l'ancien chef d'Etat chilien était détenu à Londres.

Un représentant de ces familles, apprenant que M. Kissinger envisageait un passage à Paris en mai 2001, avait demandé au juge d'instruction de l'interroger sur ses relations passées avec le régime d'Augusto Pinochet et sur les informations qu'il pouvait détenir à propos du « plan Condor », cette opération concertée entre plusieurs régimes sud-américains dans les années 1970 et 1980 pour éliminer les opposants et les traquer jusque dans leur exil. M. Kissinger n'avait pas obtempéré à cette première convocation, renvoyant le juge parisien vers les services compétents de l'am-

bassade et le département d'Etat. La juge d'instruction Anne-Sophie Chateau, qui a pris la suite du juge Le Loire sur ce dossier, faisant valoir la convention européenne d'entraide judiciaire, a délivré jeudi 19 avril,

ger sur les faits qui avaient justifié l'émission d'un mandat d'arrêt international contre Pinochet en 1998. La police britannique avait exécuté ce mandat d'arrêt et l'ancien chef d'Etat chilien avait été maintenu en séjour

gers ont pris des initiatives semblables à celles de leurs confrères espagnol et français. M. Kissinger a annulé une visite à Sao Paolo après avoir appris qu'un juge brésilien voulait l'interroger.

Un certain nombre de documents d'archives américains, aujourd'hui déclassifiés, font apparaître que la CIA, a été, au minimum, au courant des activités menées dans les années 1970 par les services secrets latino-américains, y compris à Paris, où étaient réfugiés de nombreux opposants chiliens, argentins, uruguayens.

Les juges français et espagnol souhaitent interroger M. Kissinger sur les informations dont il aurait pu disposer à l'époque en tant que secrétaire d'Etat, en particulier à propos de certains disparus. Me William Bourdon, qui représente les familles plaignantes, a transmis au juge un autre document déclassifié, émanant celui-là du département d'Etat : la transcription d'une conversation téléphonique de juin 1976, dans laquelle Henry Kissinger assure Pinochet de la « sympathie » de l'administration républicaine.

Claire Tréan

### « Nous avons beaucoup de sympathie... »

Avant de prononcer un discours devant une conférence internationale réunie à Santiago du Chili, en juin 1976, le secrétaire d'Etat américain téléphone à Augusto Pinochet. Extraits de la transcription de cette conversation : « Comme vous le savez, nous avons beaucoup de sympathie, aux Etats-Unis, pour ce que vous essayez de faire ici. (...) Je vais parler des droits de l'homme cet après-midi devant l'assemblée générale. J'ai reporté mon discours jusqu'à ce que j'aie pu vous parler. (...) Je traiterai des droits de l'homme en termes généraux. (...) Je ne peux pas faire moins sinon je provoquerais une réaction aux Etats-Unis qui déboucherait sur des sanctions législatives. Le discours n'est pas dirigé contre le Chili, je voulais vous le dire. »

L'aide militaire au Chili est à cette époque mise en cause par des sénateurs américains. « Il serait vraiment utile que vous nous disiez quelles mesures vous prenez dans le domaine des droits de l'homme, poursuit Henry Kissinger. Je ne dis pas cela pour affaiblir votre gouvernement. Je souhaite que vous réussissiez et que la possibilité de l'aide soit maintenue. »

via Interpol, une commission rogatoire internationale pour tenter à son tour de recueillir le témoignage de l'ancien conseiller et ministre des affaires étrangères de Richard Nixon. Elle a transmis aux autorités judiciaires britanniques une série de questions qu'elle souhaite lui voir posées et a demandé à pouvoir assister à l'interrogatoire.

forcé à Londres jusqu'en mars 2000, date à laquelle les autorités britanniques avaient décidé de ne pas accéder à la demande d'extradition de l'Espagne et de le renvoyer dans son pays pour raisons de santé.

Plusieurs autres magistrats étran-

### CONVERSATION TÉLÉPHONIQUE

Le juge espagnol Baltasar Garzon a effectué la même démarche peu avant. Lundi 15 avril, il a demandé aux autorités britanniques de lui confirmer la venue à Londres de Henry Kissinger, afin de pouvoir l'interro-

## L'ONU invite Cuba à progresser en matière de droits de l'homme

APRÈS avoir été condamné à trois reprises (1999, 2000, 2001) pour « la persistance de violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales », Cuba a subi un nouveau revers, vendredi 19 avril, lors de la 58<sup>e</sup> session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU (CDH) à Genève. La résolution, déposée par l'Uruguay et adoptée (23 pour, 21 contre et 9 abstentions) invite le gouvernement cubain « à s'efforcer de réaliser des progrès (...) dans le domaine des droits de l'homme, civils et politiques ». Le texte encourage également La Havane « à adhérer au pacte international relatif aux droits civils et politiques et au pacte international

### La Russie échappe à une condamnation

La surprise de la journée de vendredi à la Commission des droits de l'homme (CDH) de l'ONU est venue du rejet d'une résolution condamnant les exactions russes en Tchétchénie, qui avaient été condamnées en 2000 et 2001. Avec 16 voix contre, 15 voix pour et 22 abstentions, la Russie a échappé à une voix près à la condamnation. La Chine et l'Inde ont apporté leur appui à Moscou. « On ne peut faire de distinction entre bons et mauvais terroristes », a expliqué un délégué chinois.

Le Zimbabwe a aussi échappé à une condamnation, les pays africains ayant fait bloquer le projet européen. La CDH a encore adopté des résolutions sur l'Irak, la République démocratique du Congo, la Guinée équatoriale et le Soudan. — (AFP.)

relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ».

Rédigé dans des termes qui se veulent consensuels, critiquant même en termes à peine voilés l'embargo américain en faisant état de l'« environnement international hostile » de Cuba, la résolution se révèle redoutable dans son point 3 qui demande « à la haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme de prendre les dispositions voulues pour l'envoi d'un représentant personnel, afin que le Haut-Commissariat coopère avec le gouvernement cubain à l'application de la présente résolution ». Le dernier point renvoie l'examen de cette question à la prochaine session, en 2003, à l'occasion de laquelle « le représentant personnel de la

haut-commissaire présentera son rapport sur l'application de la présente résolution ».

Le mécanisme adopté est de type spécifique et non permanent, ce qui a permis le vote unanime des pays de l'Union européenne qui ont tous voté en faveur du texte, alors que, il y a encore quelques jours, la Belgique avait fait part de son hostilité et que la France n'était pas « insensible aux réserves exprimées », mais au final le principe d'une unité de l'Europe l'a emporté. Parmi les onze pays latino-américains membres de la Commission, seuls deux pays ont voté contre (Cuba, Venezuela), deux se sont abstenus (Brésil, Equateur) et les autres (Argentine, Chili, Costa Rica, Guatemala, Mexique, Pérou) ont soutenu le texte de l'Uruguay. C'est la première fois que Cuba est mis en cause par ses voisins, qui ont à cette occasion affronté leur opposition interne, en particulier au Mexique et au Pérou, où « le soutien à Cuba contre l'impérialisme américain » demeure très vif.

Pour éviter une telle humiliation, les officiels cubains ont déployé une énergie sans égale ces derniers jours, alternant la séduction, les menaces et pour finir les insultes, qualifiant les gouvernements d'Amérique latine décidés à voter la résolution de « Judas », de « serviles », « à genoux » devant les Etats-Unis.

Les autorités cubaines ont indiqué, avant le vote, qu'elles n'accepteraient jamais une mission « téléguinée par les Etats-Unis », ce qui risque d'isoler plus encore La Havane sur la scène internationale. Le premier test de cette nouvelle donne latino-américaine aura lieu en juin à Madrid à l'occasion du sommet ibéro-américain des chefs d'Etat et de gouvernement, où la dissidence cubaine a l'intention de se manifester. L'objectif des dissidents est de demander – avec le soutien des dirigeants réunis – à Fidel Castro de respecter les engagements souscrits en faveur de la démocratie, en particulier lors du sixième sommet ibéro-américain, tenu à Santiago et à Vina del Mar (Chili, en novembre 1996) et réitérés lors du neuvième, à La Havane (en novembre 1999), ainsi que l'engagement identique qui a été formulé à l'occasion du premier sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Union européenne, tenu à Rio de Janeiro en juin 1999.

Alain Abeillard

## Crash de Milan : les enquêteurs perplexes

MILAN. Les enquêteurs italiens s'interrogent sur les raisons pour lesquelles un petit avion de tourisme, piloté par un Suisse âgé de 67 ans, Luigi Gino Fasulo, a percuté jeudi un gratte-ciel de Milan, causant la mort du pilote et de deux femmes. Même s'ils excluent la thèse de l'attentat, les enquêteurs continuent de se demander comment un pilote expérimenté a pu, par un après-midi ensoleillé, précipiter son avion droit sur le plus haut gratte-ciel du pays. Le procureur général de Milan, Gerardo d'Ambrosio, a évoqué trois pistes : le malaise, le suicide ou l'incident mécanique. Le fils de Fasulo, cité par *La Repubblica*, a estimé que son père avait probablement tenté de se suicider, mais d'autres proches l'ont contredit. — (Reuters.)

## Silvio Berlusconi demande le départ de trois vedettes de la RAI

ROME. Au lendemain des nominations de directeurs majoritairement de centre droit à la tête des chaînes et journaux de la RAI (service public radio-télévision), Silvio Berlusconi a réclamé le départ de trois des plus célèbres journalistes de la RAI, Enzo Biagi (émission en début de soirée « Le Fait », sur la première chaîne), Michele Santoro (deuxième chaîne) et l'animateur d'émissions satiriques Daniele Luttazzi. « Ils font un usage criminel de la télévision publique, c'est un devoir de la nouvelle direction de faire en sorte que cela n'arrive plus », a intimé le président du conseil. Ces propos du chef du gouvernement, qui possède les trois principales chaînes privées de Mediaset, ont suscité un tollé, y compris dans la presse de centre droit. — (Corresp.)

### DÉPÊCHE

■ VENEZUELA : le secrétaire général de l'OPEP, le Vénézuélien Ali Rodriguez, a été nommé vendredi 19 avril à la tête de l'entreprise pétrolière nationale Petroleos de Venezuela (PDVSA). Il conservera son poste à l'OPEP si le cartel accepte ce cumul. La nomination par Hugo Chavez d'une nouvelle direction à la tête de cette entreprise avait été le détonateur du renversement pendant deux jours du président. — (AFP.)

NE PAS  
REGARDER LES  
PRÉSIDENTIELLES  
DE CANAL+  
PEUT ENTRAÎNER  
UN PRÉSIDENT  
GRAVE.

LES PRÉSIDENTIELLES DE CANAL+  
Le Vrai Journal des Présidentielles  
de Karl Zéro à 19H40,  
Les Guignols de l'Info à 19H55.  
Du lundi au vendredi en clair.  
CANAL+  
ET TELLEMENT + ENCORE

# FRANCE

## PRÉSIDENTIELLE

Le **PREMIER TOUR** de l'élection présidentielle, dimanche 21 avril, opposait **SEIZE CANDIDATS**, dont l'actuel chef de l'Etat, Jacques Chirac, et le premier ministre, Lionel Jospin. Close vendredi soir à minuit,

la campagne officielle a permis à plusieurs prétendants méconnus d'**EFFECTUER UNE PERCÉE**, alors qu'à la veille du scrutin, peu d'incertitudes restaient sur l'identité du « **TROISIÈME HOMME** » de l'élec-

tion, les derniers sondages accordant un net avantage à Jean-Marie Le Pen. La campagne aura aussi marqué la prédominance des **PROFESSIONNELS DE LA COMMUNICATION**, reléguant le militantisme politi-

que au second plan. Pour séduire les électeurs, nombre de candidats ont mis en scène leur **VIE FAMILIALE**, parfois leurs émotions. La bataille des projets a souvent été **ÉCLIPSÉE** par le contexte international.

## Quatre mois d'une campagne dominée par le duel Chirac-Jospin

Sur fond de conflits internationaux et de faits divers tragiques, la course à l'Élysée a suscité peu d'intérêt. Dans l'ombre du duel annoncé des deux cohabitants, les rares surprises sont venues des quatorze autres candidats. La plupart ont affiché leur famille et livré une part de leur intimité

**SEIZE CANDIDATS**, des épouses, des larmes, une gifle, et même un incendie : il aura été question de tout mais assez peu de programmes dans cette élection présidentielle dont voici l'éphéméride des quelques mois qui ont précédé le premier tour.

### JANVIER : L'ATTENTE

► **Bayrou et Superman.** Le 4, le candidat UDF, dont le livre-manifeste s'intitule *Relève* (Grasset), présente le site Internet de sa campagne et dialogue sur le Web avec les internautes. « *Concrètement, c'est quoi, la "Relève" ?* », l'interroge un correspondant baptisé « Superman ». Réponse de Bayrou : « *La relève dont la France a besoin, c'est de nouvelles équipes, des valeurs et du concret.* » « *Du bidon !* », conclut « Superman ».

► **Madelin impatient.** En présentant ses vœux à la presse, le 7, le candidat libéral fait ses comptes : « *Nous voici presque à cent jours du premier tour. Il serait temps que s'ouvre la campagne électorale.* » Candidat depuis plus d'un an, Alain Madelin (5 % dans les sondages), s'adresse sans ménagement à « *Chispin* » et « *Josrac* », en les suppliant d'arrêter de jouer à « *cache-candidat* ».

► **Chevènement et le « faux plat ».** Le chef de file du Pôle républicain distribue, le 19, leurs feuilles de route aux 1 200 représentants de ses comités de soutien. Au banquet qui suit, Lucie Aubrac, arrivée au dessert, le met discrètement en garde contre « *ces gens de droite* » avec lesquels il voisine désormais. Mais son souci est autre. Ses conseillers l'ont mis en garde contre « *le faux plat* » qui ralentira la campagne si Chirac et Jospin s'obstinent à retarder leur entrée en scène. Dans un paysage politique quasi désert, le « *Che* » oscille autour de 10 % des intentions de vote.

► **Chirac et ses « amis ».** Face aux barons de la droite réunis dans un salon, le 26, Jacques Chirac s'agace devant ce groupe compact qui se déchire par habitude : « *Je vous ai réunis pour écouter mes amis et mes soutiens. La droite est d'accord sur tout, mais ne cesse de se taper dessus. La gauche n'est d'accord sur à peu près rien, mais elle parvient à fonctionner ensemble.* » Alain Juppé, qui ne pense qu'au futur grand parti de droite qu'il dirigerait, insiste sur le besoin « *d'investir très vite les candidatures aux législatives* ». Philippe Séguin dit aussitôt le contraire. Le lendemain, les conseillers de l'Élysée assurent que « *la droite est en ordre de marche derrière Chirac* ».

► **Arlette fait le plein.** Le 30, sous les voûtes gothiques d'une église désaffectée de la Rochelle, près de 540 personnes sont venues écouter la candidate. La direction

de Lutte ouvrière se frotte les yeux : en 1995, le public était trois fois moins nombreux. La Rochelle crée un déclic chez les militants : battre le PCF est désormais à portée de main.

### FÉVRIER : LE DUEL DES « GRANDS »

► **Le Pen reçu comme les autres.** Le président du Front national participe, le 4, à l'émission de France 2 *Mots croisés*. C'est la deuxième fois qu'il est invité à débattre avec d'autres candidats. La notabilisation du chef de l'extrême droite est en marche. Jadis, il s'exprimait surtout en duplex.

► **Chevènement fait parler de lui.** Le 4, le député de Belfort, qui atteint 14 % dans les sondages, est en campagne entre Porto Alegre et les Antilles, mais sur le plateau de *Mots Croisés*, on ne parle que de lui. François Bayrou, Noël Mamère et Charles Pasqua commentent le « *phénomène* » Chevènement. Jusqu'à ce que le candidat des Verts ne constate : « *Tout de même, il est fort. On parle de lui alors qu'il n'est pas là.* »

► **Chirac entre en scène.** En quatre mots, le 11, le chef de l'Etat se mue en président-candidat : « *Oui, je suis candidat.* » Depuis quelques jours, il a décidé de bouleverser son calendrier. Car Lionel Jospin, qu'il croyait distancer dans une campagne éclair à la manière de François Mitterrand, semble prendre de l'avance. Le soir, sur TF1, il doit répondre sur les « *affaires* », le retour de Didier Schuller, les divisions de la droite, la dissolution, les promesses non tenues de 1995. La caméra surprend le battement nerveux de sa jambe. Le lendemain, il rassure ses proches : « *Il faut bien crever l'abcès...* »

► **Bayrou s'invite à Toulouse.** En milieu d'après-midi, le 23, le président de l'UDF s'assied au premier rang de la Convention de l'Union en mouvement (UEM), entre Alain Juppé et Christian Poncelet. « *Je suis venu parce que nous avons des choses à nous dire, les yeux dans les yeux, comme il sied entre amis* », déclare-t-il sur la scène, après avoir expliqué, devant 5 000 chiraquiens dubitatifs, tout le mal qu'il pense de la création d'un « *parti du président* ». Il se fait huer, mais savoureuse sa réussite : il a gâché la fête de son rival, le maire de Toulouse, Philippe Douste-Blazy.

### MARS : PERCÉE DES « PETITS »

► **Saint-Josse croule sous les signatures.** Le 8, le candidat des chasseurs possède déjà 581 parrainages, comme il le déclare à l'AFP. Il en déposera finalement 841 au Conseil constitutionnel. Au QG de Pau (Pyrénées-Atlantiques), il en est encore arrivé une petite centaine, le jour de la clôture. Son parti, CPNT, ne juge pas « *utile* » de faire prendre l'avion à un membre de l'équipe pour les déposer.

► **Robert Hue ne s'énervé pas.** Place du Colonel-Fabien, le candidat du PCF présente 25 engagements qui doivent lui permettre de se positionner, lui aussi, en superdélégué du monde du travail. La veille, une enquête de l'IFOP l'a placé sous la barre des 5 % quand Arlette Laguiller caracole à 9 %.

« *Que personne ne s'énervé, attendons* », recommande en public Robert Hue. En privé, il s'émeut de la place accordée par la presse à LO et s'en ouvre à Jean-Christophe Cambadélis, son interlocuteur habituel au PS, en demandant à ce dernier de faire jouer ses relations dans les médias.

► **Le faux pas de Jospin.** « *Fatigué* », « *vieilli* », « *usé* ». Les trois mots du premier ministre, prononcés le 10, dans l'avion qui le ramenait de la Réunion, ont été rapportés à Jacques Chirac en fin d'après-midi. Depuis son entrée en campagne, tous ceux qui l'accompagnent ont noté qu'il paraît ailleurs, las.

Mais le propos de Lionel Jospin constitue une aubaine. Tout de sui-



DANIEL SIMON/GAMMA

### JANVIER

Jean-Pierre Chevènement, ici devant les 1 200 militants de ses comités de soutien, lors du meeting du 19 janvier au CNIT, à la Défense, occupe le terrain en attendant l'entrée en lice des deux favoris. Dans un paysage politique quasi désert, le « *Che* » oscille alors autour de 10 % des intentions de vote.



PHILIPPE DESMAZES/AFIP

### DÉBUT MARS

Le premier ministre-candidat avec les journalistes, lors du voyage retour de sa visite sur l'île de la Réunion. Dans l'avion, Lionel Jospin juge son principal adversaire, Jacques Chirac, « *fatigué, vieilli, gagné par l'usure du pouvoir* ».



STEPHANE/GAMMA

### FIN MARS

Arlette Laguiller est aux anges. La candidate de Lutte ouvrière - ici, lors de son meeting du 24 mars à Nice - est au plus haut dans les sondages, qui lui accordent jusqu'à 10 % d'intentions de vote. Elle ferait presque figure de « *troisième homme* »...



IAN HANNING/REA

### AVRIL

Mardi 2 avril, les postulants ont jusqu'à minuit pour déposer au Conseil constitutionnel les signatures d'élus (au moins 500) qui leur permettront d'être officiellement candidat. Christiane Taubira (PRG) se présente rue Montpensier avec dix ultimes paraphes.

te, il voit « *le faux pas* ». « *Quand plus d'un tiers de l'électorat a plus de 60 ans, on n'insulte pas sur ce thème le président* » glisse Claude, sa fille et conseillère. Aussitôt ragaillard, Chirac annonce à ses amis : « *Maintenant, Jospin a mangé son pain blanc.* »

► **Fabius veut chiffrer le projet PS.** Rue de Solfétrino, au siège du PS, Lionel Jospin a convoqué, le 11, une quinzaine de personnes qui ont participé à la rédaction du projet. Laurent Fabius s'étonne, l'air de rien, que les quatre mesures phares qui seront présentées aux Français, dans sept jours, ne soient pas « *budgetées* » : la couverture logement universelle, le contrat autonomie pour les jeunes, la formation tout au long de la vie, les 900 000 chômeurs en moins d'ici à 2007.

Le jour J, Dominique Strauss-Kahn livre à la presse l'estimation chiffrée des mesures proposées

par le candidat. François Hollande rôle : « *C'est trop technique !* »

► **Sueurs froides au FN.** Jean-Marie Le Pen, qui s'inquiète de ne pas obtenir de réponses précises à ses demandes sur la collecte des 500 signatures, organise, le 11, une réunion extraordinaire avec son équipe. Il apprend qu'il lui manquerait au moins 140 parrainages. En fait, il en manque 250, mais il ne le saura que plus tard. Carl Lang, l'homme des situations désespérées, qui avait déjà organisé la collecte des signatures en 1988 et 1995, est chargé de prendre en main l'opération.

► **Le PT prend feu.** Le 13, vers 7 h 30, un incendie se déclare au siège du Parti des travailleurs, à Paris. Selon Daniel Gluckstein, candidat du PT à la présidentielle, les promesses de signatures récoltées « *auraient pu disparaître* ». Mais tel n'est pas le cas. Le lendemain, il sera le premier à déposer ses

500 parrainages au Conseil constitutionnel. Il y aura bien trois candidats trotskistes.

► **Mauroy et « les travailleurs ».** Au bureau national du PS, le 19, certains expliquent, *mezzo voce*, que le « *matériel* » ne parle pas assez aux militants. « *On ne parle pas assez des travailleurs. Il faut rassurer notre base sociale* », lance Pierre Mauroy, approuvé par François Hollande. Le lendemain, l'ancien premier ministre confirme son diagnostic devant Lionel Jospin. Ce qui devait être un « *tournant social* », prévu en fin de campagne, avec le slogan « *Présider une France plus juste* » - testé dès janvier - devient un « *virage à gauche* ».

► **Arlette pleure encore.** Dans les studios de RTL, le 24, la candidate pleure, pour la seconde fois. Six semaines auparavant, elle avait déjà été prise de sanglots au cours d'une émission. Si LO n'est pas

une « *secte* », avait expliqué à l'antenne un ancien militant, elle en a le fonctionnement.

Cette fois, la voix de la candidate se noue à l'évocation de l'enterrement de Pierre Bois, figure historique du parti, auquel la direction de l'organisation n'a convié qu'un cercle restreint de militants. Il n'empêche, « *Arlette* » tient la vedette. *Paris-Match* puis *Gala* lui consacrent de longs reportages photos. Plusieurs sondages la créditent de 10 %. Le PS commence à s'inquiéter.

► **Jospin abandonne l'insécurité.** Dès la mi-février, Jacques Chirac a décidé d'axer sa campagne autour d'un thème : l'insécurité, première préoccupation des Français dans les sondages. Lionel Jospin lui a emboîté le pas, confessant, le 3 mars, qu'il avait, au gouvernement, « *pêché un peu par naïveté* » sur le sujet. Las ! Les sondages ne récompensent pas ce choix. A Dijon, le 28, le candidat socialiste dénonce « *la campagne obsédante* » du président-candidat, lui reprochant de mener campagne « *comme s'il s'agissait d'être candidat au poste de ministre de l'Intérieur* ».

### AVRIL : SEIZE CANDIDATS

► **Le Pen et Mégret déposent leurs signatures.** Le 2, ils apportent l'un 534 signatures, l'autre 525 au Conseil constitutionnel. Hormis Charles Pasqua, tous les prétendants déclarés ont obtenu les paraphes nécessaires : ils seront seize sur la ligne de départ. Les clips de campagne de Bruno Mégret, diffusés quelques jours plus tard, sont dénoncés par le MRAP.

Sur l'un d'eux Bruno Mégret coupe un air de rap pour le remplacer par du Beethoven. Commentaire : « *Restons maîtres chez nous.* » Les sondages qui lui accordaient de 1 % à 2 % des suffrages montent à 3 %.

► **La gifle de Bayrou.** Le 8, des jets de pierre brisent une vitre de la mairie de quartier de la Meinau, à Strasbourg, où s'est rendu le candidat centriste. François Bayrou s'arrête pour discuter avec quelques jeunes. S'apercevant que l'un d'eux est en train de lui faire les poches, il lui donne une gifle. Vingt-quatre heures plus tard, après la diffusion des images, la campagne se résume à une question : pour ou contre la « *taloche strasbourgeoise* » ?

► **Besancenot crève l'écran.** Le 9, la campagne officielle ouvre les studios du 20 heures de France 2, de TF1 puis le *Vrai-journal* de Canal + au candidat de la Ligue communiste révolutionnaire, très bas dans les sondages. A l'aise, le jeune postier développe ses thèmes réunis sous le slogan : « *Nos vies valent plus que leurs profits.* » L'effet est immédiat.

Rue Taine, au siège de la LCR, Alain Krivine est assiégué de coups de fil : « *Mais il est bon votre candidat !* » De l'Atelier de campagne de Lionel Jospin, Jean-Christophe Cambadélis, mi-figue mi-raisin, félicite la Ligue pour son « *sens du casting* ».

Quelques jours plus tard, les sondages pointent un « *frémissement* » de 2 % à 4 %.

► **Bernadette sur tous les fronts.** L'épouse du président est au Puy, en Haute-Loire, le 15. Depuis près de deux mois, elle visite les départements où, par manque de temps, son mari n'ira pas. Elle se taille un franc succès en tenant un discours très militant en faveur de la parité et très ironique sur... les hommes en général et le sien en particulier.

« *Il n'a jamais changé une couche, ne s'est jamais levé la nuit lorsque nos filles pleuraient* », dit-elle lors d'un déjeuner. La justification suit : « *Il a toujours beaucoup travaillé. Son vrai souci, c'est la marche de la France.* » Au retour, radiieuse, elle sourit : « *Vous voyez, les vieux ont encore du ressort.* »

Récit du service France

**MÉDAILLE D'OR 2001**  
concours NF ameublement  
**DETAILLANT - GROSSISTE**  
**VEND AUX PARTICULIERS**  
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

**MIEUX QUE DES SOLDES**

**MATELAS • SOMMIERS**  
Vente par téléphone possible  
fixes ou relevables - toutes dimensions.  
**SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI**  
**SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX**  
Garantie 5 et 10 ans

**CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC**  
Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas

**MOBECO**  
► 247, rue de Belleville - Paris 19<sup>ème</sup>  
► 50, avenue d'Italie - Paris 13<sup>ème</sup>  
**01.42.08.71.00 - 7/17**  
5500 m2 d'exposition  
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

## Désormais, les prétendants à l'Élysée mettent en scène sentiments et vie privée

Evolution « à l'américaine » ou effet de mode passager ? Jamais les candidats n'auront autant affiché leur intimité, notamment leurs épouses dans une campagne présidentielle

**LA CAMPAGNE** pour le premier tour de l'élection présidentielle, scrutin en lui-même fortement personnalisé, aura été, plus que par le passé, l'occasion d'un véritable étalage d'intimité. Un phénomène qui a gagné ceux des candidats qu'on aurait pu croire les mieux immunisés contre ce phénomène : Jean-Pierre Chevènement et Arlette Laguiller.

Dans un chapitre de son livre programme *Le Courage de décider* (Robert Laffont), le candidat du Pôle républicain confie, en effet, sa répugnance et les raisons pour lesquelles il a été conduit, cette fois, à les surmonter : « En général, écrit-il, je déteste parler de moi, mais puisque je me présente à la plus haute fonction, il est de mon devoir de décrire dans quelles conditions je suis sorti miraculeusement d'un coma de trois semaines [en septembre 1998]. » S'ensuit un récit relatant minutieusement les étapes de sa reprise de conscience. Au cours de la campagne, M. Chevènement fera venir sur le plateau de l'émission de Michel Drucker, « Vivement dimanche », le 16 décembre 2001, quelques-uns des médecins de l'hôpital du Val-de-Grâce qui l'avaient soigné en septembre 1998.

La cuisinière militante de la candidate de Lutte ouvrière s'est fissurée à plusieurs reprises au cours de cette campagne, qu'elle a elle-même jugée éprouvante physiquement. Notamment lorsqu'une question posée au « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI » à propos de l'enterrement de Pierre Bois, figure historique de LO, amena Arlette Laguiller à verser quelques larmes (*Le Monde* du 26 mars).

### POCHES DE RÉSISTANCE

Les frontières sont-elles brouillées, au point de transformer le cœur même de la vie privée en matière de discours politique ? Si ces frontières reculent, il reste tout de même quelques poches de résistance. Ainsi, même si la plupart des candidats montrent volontiers leurs compagnes, et si la plupart d'entre elles se prêtent au jeu, la participation des enfants demeure encore discrète. Leurs silhouettes ont néanmoins commencé à se profiler, au hasard de meetings ou d'interviews. C'est ainsi que Sylviane Agacinski, la femme de Lionel Jospin, n'a pas hésité à confier à François Giroud, dans le *Nouvel Observateur* (4 avril), la « gratitude infi-



### AU QG

Le 14 avril Bernadette Chirac, au Tapis rouge, lors d'une séance de dédicaces de son livre *Conversations*. Elle y relate des épisodes de sa vie privée.



### À LA TÉLÉVISION

Sylviane Agacinski, le 11 janvier sur le plateau de l'émission « Arrêts sur image ». L'épouse de Lionel Jospin a participé activement à la campagne, tenant meeting avec et même sans son mari.

nie » qu'elle éprouvait pour la générosité dont son mari a fait preuve envers son fils Daniel, qui était âgé de cinq ans lorsqu'elle rencontra le futur premier ministre, en 1989.

Pour ce qui est du couple présidentiel, l'essentiel – en l'occurrence les aventures de Jacques Chirac et la maladie de sa fille Laurence – avait été évoqué publiquement, dès l'automne 2001 (*Le Monde* du 23 octobre 2001), par la femme du chef de l'Etat, Bernadette Chirac, dans son livre d'entretien qui s'est vendu à plus de 300 000 exemplaires (*Conversations*, Plon). La présence toujours plus importante des femmes de candidat dans la campagne s'est confirmée lorsque Babeth Bayrou, avec son plus jeune fils, André (13 ans), a été hissée par son mari à la tribune du congrès de l'UDF, à Amiens, le 2 décembre 2001.

L'extrême droite n'est pas en reste : sur les panneaux électoraux le candidat du Mouvement

national républicain (MNR), Bruno Mégret, s'affiche en compagnie de sa femme, Catherine, maire de Vitrolles (Bouches-du-Rhône). La dernière apparition en date a été celle de la compagne d'Alain Madelin, Karine Fenal, un chef d'entreprise d'origine suédoise, que le candidat de Démocratie libérale (DL) a présentée, le 17 avril, lors d'un meeting à Marseille.

### « HOMME COMME LES AUTRES »

Pour Etienne Schweisguth, du Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof), l'importance prise par l'intimité dans les campagnes politiques s'explique par un passage, en vingt ans, d'une situation de confrontation « manichéenne » entre droite et gauche à une politique « à l'américaine ». Dans un contexte marqué par le consensus, où les différences entre les programmes de la plupart des candidats sont peu apparentes, « l'honnêteté de Jospin, la

chaleur de Chirac » en viennent à jouer un rôle grandissant dans la présentation de l'offre politique. Peut-être faut-il également attribuer aux progrès de la mentalité démocratique ce fait qu'un candidat à la présidentielle soit requis, désormais, de se montrer avec le visage d'un « homme comme les autres ». A cet égard, les épouses et les enfants, dans un contexte où la famille traditionnelle est sans cesse remise en question, ne suffisent plus à « humaniser » les hommes politiques.

Plus inhabituel, et plus spécifique à cette campagne, aura été l'étalage des sentiments. Comme si les larmes, les rires, les émotions venaient montrer que l'idéal type du politique, y compris dans les plus hautes fonctions, n'est plus le fonctionnaire au service du « monstre froid » qu'est l'Etat, mais un être capable de sensibilité, voire de « compassion ». Comme si la garantie que le prochain président correspondra bien aux normes de la société démocratique devait aussi se mesurer à la capacité du candidat à savoir « craquer » !

Du coup, consultants et psychanalystes s'autorisent désormais à analyser ces nouveaux « patients ». A l'image de Jean-Pierre Friedman, auteur d'un ouvrage intitulé *Du pouvoir et des hommes*, Jacques, Lionel, Jean-Pierre et les autres... (Michalon), habitué des campagnes électorales depuis 1965, qui peut affirmer que « Lionel Jospin représente le type le plus achevé du refoulé ».

Ou que Jacques Chirac aurait un complexe de « nain politique » quand il se compare au général de Gaulle.

Nicolas Weill

## Les quatre principaux enjeux d'un premier tour placé sous le signe de l'incertitude

Le Parti communiste joue sa survie politique

**SEIZE CANDIDATS** – un record – et des millions d'électeurs toujours hésitants à la veille du scrutin. Voici les enjeux d'un premier tour de toutes les incertitudes.

► **Le rapport de force Chirac-Jospin.** Placé en tête du premier tour par tous les instituts de sondage, Jacques Chirac espère distancer Lionel Jospin de quatre points. Dans cette hypothèse, « c'est plié pour la gauche car cela crée une dynamique imparable », affirme Antoine Rufenacht, le directeur de campagne du chef de l'Etat. Un écart plus faible dramatiserait le face-à-face entre les finalistes de l'entre-deux tours et obligerait à prendre en compte les doléances des autres candidats de la droite et de courtiser les électeurs de l'extrême droite. Pour Lionel Jospin, un retard de deux points sur M. Chirac constituerait un important handicap. « C'est moins le score que l'écart avec Chirac qui sera important », explique François Hollande, le premier secrétaire du PS.

► **Le poids du Front national.** Profitant du feuillet des parrainages, Jean-Marie Le Pen a trouvé sa place dans le débat électoral. Ni la concurrence de Bruno Mégret (Mouvement national républicain) ni son discours plus policé sur la sécurité et l'immigration par rapport à ses campagnes de 1988 et 1995, n'ont, semble-t-il, altéré son poids électoral. Le président du FN se voit même au deuxième tour en devançant M. Jospin ce qui « provoquerait un séisme politique d'envergure européenne », selon son entourage. Mais son objectif est d'abord de dépasser les 15 % de suffrages obtenus en 1995. Fort de ce matelas de voix, il pourrait alors peser sur le second tour et menacer la réélection de M. Chirac

qu'il n'a cessé de pourfendre.

► **Le destin du Parti communiste.** Robert Hue joue une partie difficile. Les sondages ne lui accordent au mieux que 5,5 % des intentions de vote, en recul significatif avec les 8,64 % de voix réunis en 1995. Le président du Parti communiste se contenterait déjà d'égaliser les 6,8 % de votes obtenus en 1988 par André Lajoinie, pourtant le plus mauvais score du PCF à une élection présidentielle.

A moins de 5 %, M. Hue placerait son parti dans une situation explosive, surtout si Arlette Laguiller (Lutte ouvrière) le devançait assez nettement comme les enquêtes d'opinion le prévoient régulièrement. Le PCF examinera également de près le score de Noël Mamère (Verts) qui entend devenir le principal partenaire du PS.

► **Le sort de Bayrou et de Chevènement.** Encouragé par les sondages qui le créditaient pendant quelques semaines de 13 % d'intentions de vote, Jean-Pierre Chevènement s'est pris à rêver de faire « turbuler le système » et de « sortir les sortants ». Prisonnier de ses ambitions, le candidat du Pôle républicain a pris un gros risque. A moins de 8 %, son score serait considéré comme décevant et c'est son avenir politique qui serait alors remis en question.

Pour François Bayrou, c'est exactement l'inverse. Longtemps confiné au niveau d'un petit candidat par les sondages, il a exploité sa giflette médiatique. Du coup, le président de l'UDF compte au moins sauver la face en s'approchant de son score (9,3 %) réalisé aux élections européennes de 1999. « A 6 %, nous serons incontournables », estime un responsable de l'UDF.

Elie Barth

## Le recours à l'intimité est de règle aux Etats-Unis

Le phénomène, qui date des années 1970, a plusieurs fois joué un rôle-clé

**ON FAIT** généralement remonter l'irruption de l'intimité dans les campagnes présidentielles et, plus généralement dans la vie publique américaine, au début des années 1970. A cette époque, fleurissent les mouvements féministes qui contribuent, notamment, à politiser les questions de sexualité. Mais, paradoxalement, cette évolution se fait aussi par le biais de la droite conservatrice, traumatisée par la démission, en 1974, du président (républicain) Nixon, à la suite du scandale du Watergate.

Telle est l'opinion d'un spécialiste d'études américaines, Vincent Michelot, maître de conférence à l'université Louis-Lumière (Lyon-II). Selon lui, dans les années 1960 et 1970, c'est autour des droits des femmes et des questions d'identité ethnique ou sexuelle que l'intime se métamorphose en enjeu politique.

A fin des années 1970 et au-delà, le phénomène passe aussi par le filtre des valeurs religieuses et familiales professées par *Moral Majority*, le courant politico-religieux conservateur.

Certains estiment que le basculement de la campagne de 1988, qui avait opposé le républicain George Bush au démocrate Michael Dukakis, se serait fait sur une question des plus personnelles. Au cours d'un débat télévisé, le meneur de jeu demanda à M. Dukakis s'il maintiendrait son

opposition à la peine de mort au cas où sa femme Kitty (présente dans la salle) venait à être violée et assassinée. On considéra que sa réponse – négative – manqua d'émotion et qu'il s'était trop empressé de changer de sujet (*Le Monde* du 15 octobre 1988).

Le rajeunissement des présidents américains constitue également, selon M. Michelot, une cau-

« Jusqu'aux années 1970, on voyait peu les enfants, tout simplement parce que les candidats étaient des gens âgés »

VINCENT MICHELOT (LYON-II)

se importante de la présence croissante des épouses et des enfants dans les campagnes présidentielles. « Jusqu'aux années 1970, on voyait peu les enfants, tout simplement parce que les candidats étaient des gens âgés, constate-t-il. La femme du général Eisenhower avait à peu près le même statut que celle du général de Gaulle. De même, lors de la campagne de Bush père, on a peu vu Bush fils. »

Le contraste est grand avec le rôle d'Hillary Clinton. « Elle était détestée par la droite américaine, qui avait opéré une fixation sur elle et en avait fait une sorte de figure repoussoir », rappelle M. Michelot. Sa campagne en faveur de la réforme du système de couverture maladie, en 1993, en avait fait pour les conservateurs l'incarnation de l'hydre « étatique ».

Très présente lors de la campagne de 1992, M<sup>me</sup> Clinton le fut moins en 1996. Quant à la fille du président, Chelsea, Bill Clinton a tenté de la protéger de la curiosité des médias, au moins jusqu'à sa majorité.

L'implication de l'intimité et du politique aux Etats-Unis a culminé avec l'affaire Lewinsky, qui a exhibé la vie privée d'un président américain sur la place publique. « Aujourd'hui, alors que la question de l'égalité sexuelle est devenue plus importante que celle de l'égalité ethnique, l'irruption de l'intime à travers l'affaire Lewinsky a joué un rôle essentiel... et négatif », pense M. Michelot.

« Par cette incartade frôlant le ridicule, poursuit le chercheur, Clinton s'est en effet privé de la tribune morale d'où il aurait pu influencer sur les programmes d'affirmative action visant à réduire les écarts entre les hommes et les femmes. »

N. W.

Pour avoir des nouvelles d'Arlette, Jacques, Lionel, et les autres, appelez Christine.

Composez le 711 puis tapez #50.

Avec Orange, retrouvez toute l'actualité des élections analysée par une experte de la politique : Christine Ockrent.



Prévisions, petites phrases, débats et tendances, analysez tout un été avec Orange. C'est votre meilleur ami. Un ami qui questionne du lundi au vendredi à écouter sur votre mobile Orange. A côté de votre téléphone, il y a un petit bouton orange. C'est le bouton de la politique.

Le futur, vous l'aimez comment ?



# Des militants concurrencés par les experts en communication

La plupart des candidats utilisent les conseils d'« experts en élections ». L'image médiatique envahit la vie politique. Mais les militants, moins nombreux, jouent encore un rôle dans la logistique des partis et le contact de proximité avec les électeurs

**AGENCES** spécialisées, conseillers en communication, entourages professionnalisés à l'extrême, il n'est désormais pas un candidat à l'élection au poste de président de la République qui ne s'appuie sur un aréopage estampillé « experts en élections ». Les principaux protagonistes de la vie politique française l'admettent : la lutte pour le pouvoir est de plus en plus gérée par les techniques du marketing où l'image d'un candidat le dispute à ses idées. En marge de ce combat de géants arbitré par des rendez-vous très médiatiques, les militants des partis s'activent. De marchés dominicaux en porte-à-porte, d'affichages nocturnes en « tractages » matinaux, rien ne les décourage, même si leur nombre décroît.

De quels poids pèsent leurs efforts dans le résultat du vote ? Difficile à évaluer. Sont-ils les grands absents de cette campagne ? Absents sûrement pas, mais de moins en moins nombreux, c'est certain. Leur mobilisation se traduira-t-elle finalement en suffrages ? Eric, jeune militant PS du Rhône, n'en doute pas : « Je suis sûr qu'on gagne des voix. La meilleure intervention radiophonique ou la meilleure émission télé ne remplace pas le dialogue de proximité. »

## « ENVIE DE DISCUTER »

Même constat chez Michel, militant RPR dans le même département. « On a l'impression que les Français ont envie de discuter. Souvent, nos interlocuteurs nous prennent d'abord pour des Martiens,

puis une fois la glace rompue, on voit à quel point ils aiment parler politique », insiste-t-il.

Contact direct, débats improvisés, distribution de brochures et collages d'affiches constituent l'essentiel des tâches réservées aux militants. « Il y a quelques années, le rôle des militants, leur dévouement, comptait pour beaucoup dans une campagne. Aujourd'hui, les missions qui leur restent sont moins nombreuses. En raison des lois électorales, on dépense moins d'argent, on adresse moins de courrier, on colle moins d'affiches », remarque Roland Minoudier, responsable de la campagne de Jacques Chirac dans le Rhône. Il n'empêche, les bénévoles assurent toujours la logistique des partis même si au RPR on a dû faire appel à un

prestataire de services pour distribuer une partie du programme de Jacques Chirac, diffusé à 12 millions d'exemplaires. « Sur les 350 000 exemplaires que nous avons reçus pour Lyon, les militants en placent environ un tiers, le reste est pris en charge par une société », explique M. Minoudier. « Au cours des dernières années la relation des militants avec le parti s'est transformée », reconnaît-il.

## « À LA CARTE »

« Aujourd'hui, on milite un peu à la carte. » Le temps des adhérents disciplinés et disponibles à toutes heures est révolu. Eric, adhérent du PS depuis à peine quelques semaines, bat sa première campagne. « J'ai envie de servir les autres, dit-il. Mais je ne me vois pas consacrer 100 % de mon temps au parti. »

Même les plus anciens acquiescent. Marie-France, trente-quatre ans de Parti communiste derrière elle, relève qu'elle « continue à militer sous des formes différentes ».

« L'époque n'est plus la même », lance-t-elle comme pour se consoler. Raymond, qui approche la cinquantaine dont une bonne moitié de militantisme au PCF, formule différemment ce même constat : « Le modèle militant n'existe pas. La société évolue et la façon de militer évolue avec. » « Lors des trois dernières élections, le Parti communiste avait un peu oublié l'apport original des militants. Les déconvenues aidant, on y revient aujourd'hui », se réjouit-il. Au RPR, Michel avoue avoir une certaine nostalgie de l'enthousiasme qui animait la campagne de 1995. « On avait la sensation d'un enjeu plus important. Tout le monde était mobilisé. Même les soirs de match. Aujourd'hui, quand il y a un match à la télé, plus personne ne vient à la permanence », regrette-t-il.

Depuis 1974, Joëlle a mené toutes les campagnes. Militante socialiste, promotion 1971, elle était au congrès d'Épinay - « côté Ceres », dit-elle non sans fierté. Cette syndicaliste, employée « à la Sécu de Lyon », écume son quartier de 5<sup>e</sup> arrondissement de la capitale des Gaules. Programme de Lionel Jospin en main, elle frappe aux portes ; aucun digicode ne lui résiste. « Je sonne au hasard, j'explique qui je suis et on m'ouvre à tous les coups », affirme-t-elle. Au bout de trente ans de militantisme local, Joëlle est connue. A 56 ans - elle est née en 1946, « le 10 mai », sourit-elle - ce quasi-vétéran du PS regrette les « nuits de collage et la fraternité qu'elles faisaient naître », mais ne concède rien du rêve qui l'anime : « Je milite toujours pour le socialisme, même si c'est moins exaltant que cela le fut. »

Reste qu'en proie à une hémorragie sans précédent, les bataillons militants se sont spectaculairement réduits. Et cette campagne présidentielle en témoigne.

Yves Bordenave

Nonna Mayer, chercheuse au Cevipof (CNRS-Sciences-Po)

## « La crise du militantisme n'est pas générale »

**Le militantisme est-il condamné au déclin ou a-t-il changé ?**

Il évolue. Un certain type d'engagement issu des deux grandes matrices idéologiques du catholicisme et du communisme est en crise. La figure du militant à vie, totalement engagé au service d'une cause collective, avec une vision du monde, un projet de société, est datée. Mais le déclin n'est ni continu ni général. Il y a des vagues de mobilisation, des trajectoires croisées. Si le militantisme syndical décline depuis les années 1970, on a vu apparaître SUD et les coordinations. Depuis 1981, le militantisme partisan a chuté à gauche et augmenté à droite et à l'extrême droite. La vitalité du secteur associatif, en revanche, est patente. Et même les mouvements qui déclinent peuvent resurgir. Une enquête que nous menons avec un chercheur hollandais, Bert Klendermans, sur une comparaison des militants d'extrême droite dans cinq pays européens montre que si ces organisations déperissent après la seconde guerre mondiale, elles survivent à la manière

d'un réseau dormant. Il y avait des familles et des lieux - cafés, librairies, salons - où de vieux militants conservaient la flamme. Et puis survient un événement qui redonne un débouché politique à cette mouvance. Le mouvement peut alors se reconstruire et attirer des jeunes, comme pour le FN après 1984.

**Quelles sont les principales mutations du militantisme ?**



« Les militants d'aujourd'hui cherchent des structures souples, plus participatives, plus conviviales »  
NONNA MAYER

Le militantisme d'adhésion serait en train de céder la place à ce que Jacques Ion, dans *La Fin des militants* ? (1997), a appelé le militantisme d'association. Globalement, l'engagement est plus distancé, plus individualisé, moins englobant. On s'engage sur une cause ponctuelle et précise, quitte à l'abandonner quand on en trouve de plus attrayantes. Bien sûr, il y a des passe-

relles entre les diverses formes d'action militante. La société fait toujours du nouveau avec de l'ancien : les militants associatifs ont été souvent formés dans des syndicats ou des partis classiques. Et pratiquent volontiers la multi-appartenance...

**Que recherchent les militants d'aujourd'hui ?**

Dans toutes les démocraties occidentales, on assiste à la montée de valeurs individualistes et antiautoritaires et au déclin des grandes idéologies. Plus autonomes, plus contestataires, les citoyens privilégient d'autres enjeux par rapport auxquels partis et syndicats classiques paraissent décalés. Ces structures sont hiérarchiques, centralisées, peu démocratiques. Leurs dirigeants apparaissent souvent peu représentatifs, coupés d'une base réclamant plus de jeunes, de femmes, de membres des minorités. Les militants d'aujourd'hui cherchent des structures souples, plus participatives, plus conviviales. Ils ne veulent pas être encadrés et se mobilisent sur des causes délaissées qui leur semblent justes, urgentes et concrètes : environnement,

humanitaire, lutte contre le sida, droits des exclus, etc. Ils inventent d'autres modes d'action plus festifs, passant par la musique (le rap), Internet et le happening.

**Y a-t-il des moments favorables à l'essor militant ?**

Bien sûr, et cela est vrai collectivement et individuellement. Il faut réintroduire la notion du temps dans l'analyse du militantisme. Comme le montre Albert Hirschman dans *Bonheur privé, action publique* (1983), les moments où l'on s'investit dans la vie publique alternent avec ceux où, déçu, on s'en détourne. Il y a aussi dans la vie des moments d'entre-deux plus favorables au militantisme : lorsqu'on n'est pas encore entré dans la vie active ou lorsqu'on prend sa retraite, et puis, au hasard de la vie, dans les périodes de rupture ou de transition. Enfin, des époques sont plus propices à l'effervescence militante et vont marquer des générations politiques, comme Mai 1968 ou les années 1990 en France.

Propos recueillis par Claire Guélaud

## Couleur, taille, slogan : ce que révèlent les affiches des seize candidats

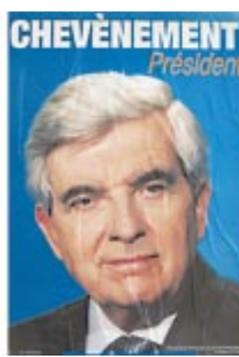
Du bleu pour l'extrême droite, du rouge pour Lionel Jospin et Christiane Taubira, du texte pour l'extrême gauche. Le choix n'est jamais neutre

**QUAND** elles ne sont pas déchirées, taguées ou barrées d'insultes vengeresses, les affiches des seize candidats à l'élection présidentielle recèlent des signes qui ne trompent pas sur leur positionnement politique, leur stratégie de communication et leur espoir plus ou moins grand de figurer au second tour. Petit tour d'horizon des images officielles serrées en haie d'honneur, dimanche 21 avril, à la porte des bureaux de vote.

Premier constat : plus les candidats cherchent à s'ancre à gauche, plus leur affiche compte de texte. A l'extrême gauche, la photo de Daniel Gluckstein (Parti des travailleurs) est toute petite, et le visage d'Arlette Laguiller (Lutte ouvrière) est cantonné à la vignette, en haut à gauche d'un texte fleuve. Nettement plus enlevée dans son graphisme, l'affiche d'Olivier Besancenot, candidat LCR, montre le visage du facteur-candidat sur



« un texte qui s'est aéré au fur et à mesure que son score dans les sondages croissait », observe Jean-Paul Gourévitch, auteur de *L'Image en politique* (Hachette Littératures). Le texte devient l'ultime argument. L'affiche officielle de Robert Hue, elle aussi accompagnée d'un long texte, appelle une dernière



fois « au vote qui va compter » et récapitule « plan d'urgence contre les inégalités », « allocation d'autonomie à 700 euros, etc. ».

Comme Arlette Laguiller, Robert Hue aime les affiches. D'un côté, il y a cet ultime placard officiel, et de l'autre, le florilège de créations plus ou moins artisanales, militantes et collées à la sauvagerie avant le scrutin. Parmi elles : les quatre affiches créées en mars par l'ex-publicitaire, aujourd'hui animateur, Frédéric Beigbeider, et les nombreuses affiches de « situation » qui ont, une à une, égrené les thèmes de campagne : Robert Hue à la manifestation des « Lu » ; Robert Hue en discussion avec les jeunes ; Robert Hue serrant la main à un dirigeant malien... Au PCF plus qu'ailleurs, « l'affichage militant conserve toujours vraiment toute sa valeur » même si « aucune affiche ne convainc vraiment (...), elle rappelle quelque chose, crée un signe, une ambiance », explique-t-on dans l'entourage de M. Hue. « La multiplication des affiches et des styles révèle une difficulté de cohérence », rétorque M. Gourévitch.

Au centre, à droite, et chez les partenaires de la gauche plurielle, l'image s'impose progressivement.



François Bayrou (UDF), Christine Boutin (FRS), Noël Mamère (Verts) ou Christiane Taubira (PRG) posent en cadre plus ou moins serré, leur visage occupant parfois toute l'affiche. Contrairement aux partis d'extrême gauche, le message, ici, se focalise sur la personne. François Bayrou se veut décontracté, chemise ouverte sur fond blanc, Noël Mamère cultive la dualité sur un fond vert-blanc, Christiane Taubira sourit de trois quarts, Alain Madelin, propose son meilleur profil, comme Lionel Jospin. Mais l'affiche du candidat socialiste, de format horizontal, est souvent mangée par celle d'un concurrent collée deux par deux sur les panneaux des petites villes.

## « LA COULEUR DE LA FRANCE »

Quand le rapport du texte à l'image ne parle plus, « la façon qu'ont les candidats de se mettre en scène fait exploser le clivage droite-gauche », analyse M. Gourévitch. Sur ces affiches, les codes couleurs évoquent les combats politiques. A l'extrême droite, on trouve des fonds bleus - « la couleur de la France », rappelle l'historien Michel Pastoureaux, favorite de 60 % des Français. Ici, le bleu parta-



ge avec le noir les vertus de la morale, lit-on dans son *Dictionnaire des couleurs de notre temps* (Ed. Bonneton). Sans surprise, le bleu est utilisé par Jean-Marie Le Pen (FN) et Bruno Mégret (MNR), mais aussi par Alain Madelin ou Corinne Lepage (Cap 21), qui se présente sur un fond bleu marin. Même le candidat du Pôle républicain, Jean-Pierre Chevènement, a opté pour un bleu uni et dur qui l'ancre dans la tradition des couleurs historiques de la droite. A gauche, Christiane Taubira, et Lionel Jospin jouent le rouge - totalement -, cédant ainsi à la symbolique du feu et du sang, du danger et de la passion.

Moins émotif, Jacques Chirac (RPR) dispose de l'affiche la plus sophistiquée : un zoom le montre bronzé et souriant incrusté sur « un fond neutralisé » - on la devine plus qu'on ne le voit -, lumineux mais neutre. Certains candidats s'affichent sur des fonds identifiables dans le but de travailler leur représentativité, comme Jean Saint-Josse (CNPT), qui pose devant un paysage rural lisible. Bruno Mégret, lui, figure, sur son affiche faite à partir d'un photomontage, au côté de sa femme,

## Aux RG, les simulations remplacent les sondages

**MINISTRE SOCIALISTE** de l'intérieur après la Libération, Jules Moch les appelait « les météorologues de l'opinion ». Officiellement privés de toute attribution politique, les renseignements généraux (RG) analysent toujours, à l'approche des scrutins nationaux, la carte électorale dans ses moindres recoins pour fournir au gouvernement sa propre prévision chiffrée. Pour la première fois cette année, le service de renseignement du ministère de l'intérieur ne se base sur aucun sondage proprement dit : l'Office central de sondages et de statistiques (OCSS), qui abritait les policiers-sondeurs, a été dissous en décembre 1997 par Jean-Pierre Chevènement, sur l'ordre de Lionel Jospin.

Le directeur central des RG, Yves Bertrand, est donc revenu aux « anciennes méthodes » : les « estimations » confidentielles qu'il livre à son ministre - cinq depuis le mois de décembre - se fondent sur des simulations de vote effectuées par les RG dans tous les départements, incluant le nombre supposé de votants, de bulletins nuls et les scores estimés de chaque candidat. La méthode ne repose plus sur de classiques questionnaires soumis à des électeurs sélectionnés - l'OCSS travaillait sur un échantillon national de 4 000 personnes, contre 800 à 1 000 pour les instituts classiques - mais sur la capacité des RG à saisir l'humeur des villes et des campagnes, grâce à des milliers d'entretiens informels avec des présumés « relais d'opinion » (secrétaires de mairie, commerçants, notables).

A priori discutabile, la technique semble pourtant supporter la comparaison. Testée lors des élections municipales de mars 2001, elle n'avait, pas plus que les sondages, prévu de « vague bleue » mais avait annoncé, par exemple, les défaites d'Elisabeth Guigou et de Jack Lang. Qu'importe d'ailleurs la méthode : les chiffres des RG nourrissent encore le fantasme. Après une fuite dans *Le Canard enchaîné* qui présentait M. Chirac comme le favori des RG, M. Bertrand, soucieux d'éviter l'ire de Matignon, a interdit à son service d'établir une simulation du deuxième tour.

Florence Amalou



**MEDECINE - PHARMACIE**  
Prépa. annuelle aux concours de 1ère année

**PARAMÉDICAL**  
**CARRIERES SOCIALES**  
Prépa. annuelle aux concours

**DROIT - SCIENCES PO.**  
Prépa. annuelle et d'été aux concours

**BTS OPTICIEN LUNETIER**  
Prépa. à l'examen national

**PROFESSEUR DES ECOLES**  
Prépa. au concours du CRPE

Direction : Docteur JF PONCET

Etablissement d'enseignement supérieur privé déclaré auprès des Rectors régi par la loi du 12 juillet 1875.

**COURS GALIEN - Site internet : www.cours-galien.fr**  
Paris : 92 rue de Rennes 75006 Tél. 01 53 63 00 22  
Lyon : 10 rue Antoine Lumière 69008 Tél. 04 78 00 06 20  
Dijon : 32 rue Chabot Charny 21000 Tél. 03 80 66 26 00  
St Etienne : 31 rue du 11 novembre 42100 Tél. 04 77 43 95 00  
Montpellier : Pitot Bât. E - Place Mirouze 34000 Tél. 04 67 61 95 42  
Grenoble : 18 rue Aimon de Chissé 38000 Tél. 04 76 03 15 99  
Clf Ferrand : 4 avenue Marx Dormoy 63000 Tél. 04 73 29 32 32  
Strasbourg : Ouverture mi juin 2002 - Tél. 04 78 00 06 20

## De New York à Jénine, de Toulouse à Nanterre, des imprévus sanglants ont troublé la campagne

Après les attentats aux Etats-Unis, Jacques Chirac a profité un temps de sa fonction de chef de la diplomatie. Lionel Jospin a dû gérer les suites de l'explosion de l'usine AZF

LES AFFAIRES du monde n'ont eu de cesse de s'inventer, violemment parfois, dans la course à la présidentielle. La tragédie y a parfois mis un coup d'arrêt. Souvent, elle a nourri les débats. Toujours, elle a constitué un enjeu de campagne.

► Le 11 septembre 2001, deux avions percutent les tours jumelles du World Trade Center. « Dans un moment aussi grave, la campagne électorale est mise entre parenthèses », juge alors le candidat UDF François Bayrou. La plupart des candidats annulent leurs déplacements. Jacques Chirac et Lionel Jospin jouent l'union sacrée. Pour ce dernier, « c'est ensemble que le gouvernement et le président, dans des circonstances de ce type, agissent ».

Mais s'ils parlent « d'une seule voix », ils rivalisent dans les médias. Pour M. Chirac, c'est l'occasion de rappeler ses fonctions de chef de la diplomatie et de donner une dimension internationale à sa campagne. Le 13 septembre, il apparaît sur la chaîne CNN, avant d'être le premier président à rencontrer George W. Bush, à Washington, après les attentats, puis à se rendre sur les ruines des *twin towers*.

Les autres candidats ne tardent pas à se diviser sur le soutien à la riposte américaine. Alain Madelin (DL) appelle à une « solidarité totale ». Jean-Pierre Chevènement plaide pour un usage de la force « ciblé et dosé ». Olivier Besancenot (LCR) et Arlette Laguiller (LO) dénoncent l'impérialisme américain et s'opposent à l'intervention en Afghanistan. Comme les Verts et le PCF, qui affirment leur autonomie au sein de la gauche plurielle.

Alors qu'une majorité de Français se disent solidaires du peuple américain, la crise offre aux futurs candidats à la présidentielle une tribune sur les relations internationales. Certains en font les frais. En déclarant qu'il préfère le « charisme de Ben Laden à celui de George Bush », Dieuonné fait un accroc à son image. Quant à Robert Hue, il déstabilise une partie de son électoral en faisant observer une minute de silence au conseil national du PCF.



19 septembre 2001. Jacques Chirac survole « Ground Zero », l'emplacement où s'élevaient les deux tours du World Trade Center, détruites lors des attaques du 11 septembre. Il est le premier chef d'Etat à rendre visite à George W. Bush après les attentats.

► Le 21 septembre, la bataille électorale se réveille à peine qu'elle est à nouveau perturbée : l'explosion de l'usine chimique AZF de Toulouse fait 29 morts, 2 500 blessés et des dégâts considérables. Le président et le premier ministre se livrent à une course de vitesse pour arriver le premier sur les lieux du drame. M. Jospin entrevoit l'avantage de sa fonction – être celui qui annonce une somme importante pour les réparations – mais aussi ses contraintes : répondre à l'angoisse de tous ceux qui, en France, vivent à proximité d'usines à risque. Il sait que son efficacité en tant que premier ministre ne pourra qu'asseoir sa stature de futur candidat.

Prudent, il préfère ne « pas trancher à l'avance » sur l'avenir du site. C'est dans cette brèche que s'engouffre M. Chirac, qui appuie sans réserve les partisans d'une fermeture du pôle chimique toulousain. Les autres candidats s'emparent de l'occasion pour se faire connaître en rendant visite aux sinistrés. Les Verts en profitent, eux, pour lancer leur campagne sur les risques industriels. Le 17 janvier, de retour sur les lieux, Noël Mamère assène : « S'il y a un candidat qui a sa place ici, c'est bien celui des Verts. »

S'ils ont fait dévier la campagne de son cours, les attentats aux Etats-Unis et l'explosion de Toulouse ne l'ont pas totalement « gelé » : les deux catastrophes, et le cortège de mesures qui les ont accompagnées (la réactivation du plan Vigipirate), installent définitivement le thème de l'insécurité au cœur de la campagne.

Certains ont déjà intégré les événements tragiques survenus depuis septembre à leur argumentaire de campagne. Au lendemain du 11 septembre, Bruno Mégret (MNR) fustige « la menace islamiste, et notamment sur la France ». Pour Charles Pasqua, alors candidat, les attentats font de la sécurité un thème majeur de la campagne. « Il faudra bien parler de la poudre des banlieues », estime-t-il. Tout comme Jean-Marie Le Pen, les deux candidats ont également donné crédit à la thèse de l'attentat après l'explosion de l'usine AZF.

► Le 27 mars à Nanterre, Richard Durn tue huit conseillers municipaux. L'émotion est considérable et, une nouvelle fois, la campagne semble marquer une pose. Mais, quelques heures après la tuerie, en déplacement à Savigny-sur-Orge (Essonne), le président-candidat déclare : « L'insé-

rité, ça va de l'insécurité ordinaire au drame que nous avons vécu. » Le PS parle de « récupération ». Sur TF1, M. Chirac riposte le lendemain en dénonçant les « défaillances » du ministère de l'intérieur après le suicide du tueur au Quai des Orfèvres. Tous se retrouvent unis, le 2 avril, sur le stade de Nanterre, pour une cérémonie solennelle à la mémoire des victimes.

► Le 30 mars, un autre événement prend aussitôt le relais. Deux synagogues sont attaquées, à Lyon et à Marseille. D'autres actes antisémites sont commis à la suite du durcissement du conflit israélo-palestinien. Les tensions entre communautés juives et arabes s'amplifient à mesure que Tsalal progresse dans Jénine et Bethléem. Le 10 avril, de jeunes juifs d'une équipe de football de Bondy sont agressés. M. Jospin doit à nouveau endosser ses habits de premier ministre, et M. Chirac n'hésite pas à l'interpeller.

La plupart des autres candidats s'empresent de condamner ces agressions. Quand ils n'en sont pas les victimes indirectes : Noël Mamère est pris à partie par de jeunes juifs qui lui reprochent ses positions « pro-palestiniennes ».

Caroline Veunac

## Télévisions et radios organisent la soirée des résultats avec des recettes déjà éprouvées

Les présentateurs vedettes sont mobilisés

ON ne change pas des modèles qui gagnent. Les télévisions et les radios préparent des nuits électORALES sensiblement identiques à celles du premier tour de l'élection présidentielle de 1995. TF1 et France 2 restent dans le registre grands-messes, qui commenceront respectivement à 19 heures et à 18 h 50. Une montée en puissance vers l'heure fatidique des premières estimations à 20 heures est orchestrée pour laisser ensuite la place aux débats avec les représentants des candidats, les duplex avec les QG de campagne et les déclarations des politiques, sans oublier les informations livrées par les correspondants ou envoyés spéciaux dans les régions. Parmi les interlocuteurs d'ores et déjà annoncés de part et d'autre, Roselyne Bachelot (RPR), François Hollande (PS) et Jean-Pierre Raffarin (DL).

TF1 joue la carte Patrick Poivre d'Arvor et Claire Chazal, qui présenteront la soirée entourés, notamment, de Philippe Méchet, directeur de la Sofres. Sur France 2, David Pujadas animera les festivités : le présentateur du 20 heures sera accompagné par Olivier Mazerolle, directeur de l'information de la chaîne, et Pierre Giacometti, directeur des études politiques d'Ipsos. France 3, qui commencera dès 18 h 40, remplira sa mission de chaîne de proximité en présentant une édition spéciale qui voyagera de Paris dans les régions en association avec France Info, le réseau France bleue, et l'institut CSA.

LCI commencera son concert de déclarations, débats et autres reportages à 19 heures avec Jean-François Rabilloud en chef d'orchestre, entouré de Jérôme Jaffré, directeur du Cécop, et Pierre-Luc Séguillon. La chaîne d'informations proposera « en accord avec les chaînes » les estimations des différents instituts de sondage. Parce qu'elle occupe le même immeuble que TF1, LCI profitera de la visite des hommes et femmes politiques de passage dans « la grande maison », et vice versa, explique-t-on à la chaîne. A 23 heures, elle proposera un débat entre intellectuels avec Max Gallo (président du Pôle républicain), Denis Tillinac (comité de soutien de Jacques Chirac),

Michel Wieviorka (comité de soutien de Lionel Jospin) ; i-télévision propose également une émission spéciale de 19 heures à 2 heures du matin en association avec France Inter.

M6 joue la variété. La chaîne donnera les premières estimations dans son journal « 6 minutes », puis diffusera un « E = M6 » spécial machines extraordinaires, pour revenir à l'élection présidentielle à 20 h 30 pendant cinq minutes, avant le traditionnel résumé sportif du dimanche soir. Puis elle proposera, à 20 h 50, *L'Homme de Rio*, de Philippe de Broca, avec Jean-Paul Belmondo et Françoise Dorléac. La rédaction sera à nouveau mobilisée à 23 heures, pendant dix minutes. M6 diffusera ensuite le film érotique *Emmanuelle*, de Just Jaeckin, avant de refaire un point sur la présidentielle.

### TF1 et France 2 jouent le registre grands-messes, qui commenceront respectivement à 19 heures et 18 h 50

Comme en 1995, Canal+ propose une soirée électorale vraiment très particulière, de 19 h 30 à 22 heures, avec une édition du « Vrai journal » de Karl Zéro, avant que Les Guignols ne prennent la relève. Au registre comique, RTL aura un invité toutes tendances confondues en la personne de l'imitateur Laurent Gerra, qui interviendra toutes les demi-heures au cours d'une soirée électorale classique ponctuée par des interventions politiques, des débats et des reportages, à partir de 18 h 40. Europe 1, France Inter et France Info ne seront pas en reste, qui consacreront aussi leur nuit à l'élection. France Inter présentera, à 22 h 30, un sondage CSA sur les estimations du vote pour le second tour... en attendant le 5 mai.

Bénédicte Mathieu

## Insécurité, impôts et finances au cœur de la campagne

Le premier thème a dominé la campagne, les autres ont créé la polémique entre les deux favoris

JUSQU'À l'avant-veille du premier tour, la sécurité aura été l'un des enjeux majeurs de l'élection présidentielle. Vendredi 19 avril, Lionel Jospin a regretté « l'excès de place » accordé aux faits divers dans les « grands médias télévisés » avant d'appeler à « ne pas confondre ceux qui ont des comportements violents et la jeunesse » car, a-t-il insisté, « une société qui a peur de sa jeunesse est une société qui n'a pas d'avenir ». Sur Europe 1, Jacques Chirac a précisé, jeudi 18 avril, qu'il « donnerait immédiatement un coup d'arrêt à l'insécurité dès la formation du gouvernement ». Il a rappelé quelques-unes de ses propositions : « justice de proximité, centres fermés pour les multirécidivistes dangereux, modernisation des prisons ».

Le 3 mars, sur TF1, M. Jospin avait avoué « avoir péché un peu par naïveté » en croyant que la baisse du chômage ferait reculer l'insécurité. Un aveu aussitôt exploité par la droite, obligeant, du coup, le candidat socialiste à muscler son discours. A plusieurs reprises, il a milité pour des sanctions rapides

en réponse à toute infraction, la mise en place d'un ministère de la sécurité publique et l'institution d'établissements fermés.

Partisan du concept de la « tolérance zéro », Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national, a suggéré un référendum sur le rétablissement de la peine de mort. Jean-Pierre Chevènement a plaidé, au nom du Pôle républicain, en faveur des centres de retenue fermés destinés aux mineurs les plus durs et pour un durcissement de la loi Guigou sur la présomption d'innocence. Si Arlette Laguiller (LO) n'a pas abordé le sujet, François Bayrou (UDF), auteur d'une gifle largement médiatisée lors de son déplacement à Strasbourg, a promis d'étendre les prérogatives des maires.

Les impôts ont été au cœur de la campagne du premier tour. M. Chirac veut avant tout éviter de renouveler l'expérience malheureuse de 1995 : à peine élu, le nouveau président de la République avait augmenté de deux points la TVA pour respecter les critères de Maastricht, avant d'être battu par la

gauche aux élections législatives de 1997.

Le président-candidat a mis la baisse de la fiscalité au centre de son projet. L'impôt sur le revenu (IR) doit, sur la prochaine législature, baisser de 15 milliards d'euros, soit de près d'un tiers. Pour la moitié des Français qui n'y sont pas soumis, il n'a rien prévu, si ce n'est une « remise à plat » de la taxe d'habitation qui serait, au passage, réduite de 2 milliards d'euros. Pour les entreprises, il prévoit une baisse des charges de 6 milliards d'euros et des allègements fiscaux de 7 milliards d'euros consacrés pour l'essentiel à la baisse de l'impôt sur les sociétés. Dominique Strauss-Kahn juge cette ambition fiscale irréalisable.

### CONCENTRER SUR LES MÉNAGES

Lionel Jospin, lui, a préféré se concentrer sur les ménages, auxquels il promet une baisse de l'IR de 5 milliards d'euros et une hausse de la prime pour l'emploi pour un montant de 5 milliards d'euros. Créé en 2001, ce crédit d'impôt destiné aux salariés modestes a concerné 8,5 millions de foyers en 2001 et constitue un nouvel avantage fiscal pour ceux qui ne payent pas d'impôt sur le revenu. M. Jospin s'est aussi engagé à réduire de moitié (soit 4 milliards d'euros) la taxe d'habitation, qu'il qualifie d'« injuste » et d'« archaïque ».

Dans le programme pluriannuel de finances publiques pour la période 2003-2005 que le gouvernement a transmis à la Commission européenne en décembre 2001, la France s'engage à équilibrer ses finances publiques en 2004, alors qu'en 2002 les déficits devraient représenter près de 2 % du produit intérieur

brut (PIB). A l'occasion du sommet de Barcelone, le 15 mars, M. Chirac et M. Jospin ont confirmé cet engagement pour 2004. Si les conclusions des conseils européens n'ont pas de force juridique, elles engagent la crédibilité des signataires.

M. Chirac estime que cet objectif n'est pas tenable, sauf à accepter de casser la reprise économique. Il préfère donc repousser la réalisation de cet objectif à 2007 et, entre-temps, baisser les impôts et les charges de quelque 30 milliards d'euros pour soutenir l'économie. M. Jospin, lui, entend respecter ses promesses de premier ministre, tout en menant un programme de baisse de la pression fiscale de 18 milliards d'euros. Le premier ministre-candidat compte sur un rebond de la conjoncture économique qui permettrait à la France d'atteindre un rythme de croissance annuelle supérieur à 3 % dès la fin 2002. L'Etat se constituerait ainsi une nouvelle « cagnotte » fiscale, qui lui permettrait de respecter ses engagements européens tout en baissant les impôts.

Une note interne de la direction du budget, révélée par *Les Echos* (Le Monde du 6 avril), juge que la France ne parviendra pas à équilibrer ses finances publiques sans augmenter les impôts. Le ralentissement de la conjoncture depuis un an, que le gouvernement n'avait pas anticipé quand il a transmis son programme pluriannuel de finances publiques à Bruxelles, l'en empêcherait. Laurent Fabius parie aujourd'hui sur un déficit public de 1,7 % à 1,8 % du PIB en 2003, qu'il compterait donc résorber en un an.

Elie Barth et Virginie Malingre

## Des postiers refusent de distribuer les plis électoraux

DES FACTEURS des Bouches-du-Rhône et d'Angoulême ont refusé de distribuer les plis électoraux, jugeant insuffisantes les compensations proposées par La Poste – 10 heures payées contre 15 heures revendiquées – pour ce travail qui demande à chacun d'entre eux de porter une charge supplémentaire de plusieurs dizaines de kilos.

Vendredi 19 avril, en raison de ce mouvement, ce sont des étudiants ou des agents contractuels qui ont distribué les plis électoraux dans deux arrondissements de Marseille (2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>), à Istres et aux Pennes-Mirabeau (Bouches-du-Rhône). A Aubagne, un préavis de grève a été déposé. A Angoulême, les facteurs refusent, depuis le 16 avril, de distribuer les 28 000 plis électoraux.

Dans le Finistère, la CGT et SUD-PTT appellent à une grève illimitée des tournées, à partir du 24 avril, pour protester contre « l'insuffisance des compensations ».

### DÉPÊCHES

■ **DOUANIERS : le ministère des finances recevra, lundi 22 avril au matin, les organisations syndicales** de douaniers, qui ont décidé d'appeler, mardi 23 avril, à une nouvelle journée nationale d'actions. Les douaniers de la branche surveillance ont annoncé leur intention de poursuivre le mouvement entamé le 15 mars, dans un communiqué intersyndical (CGT, FO, CFDT, SUD, UNSA-SPNDF, Snuddi et CFTC) au lendemain d'une très forte mobilisation nationale. Les 9 000 douaniers en tenue (sur un total de 19 500 douaniers) demandent le doublement de leur prime de risque et une amélioration de leur retraite.

■ **RETRAITES : Jacques Chirac et Lionel Jospin, interrogés par FO** sur le maintien de la retraite à 60 ans à taux plein, ont fourni des réponses qui n'ont pas satisfait l'organisation de Marc Blondel. Sur son site Internet, FO a présenté, vendredi 19 avril, les réponses des deux candidats et ses analyses.

La centrale syndicale a estimé notamment que les candidats s'engageaient bien à maintenir l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans mais sans garantir que ce départ puisse se faire à taux plein, ce qui était la préoccupation essentielle des futurs retraités.

■ **HOSPITALISATION PRIVÉE : les salariés bénéficieront d'une convention collective unique** en raison de l'accord, signé jeudi 18 avril, entre la Fédération de l'hospitalisation privée (FHP), le Synerpa (patronat des maisons de retraite), la CFDT et la CFTC. Cette convention, unique (CCU), représente une « augmentation salariale de l'ordre de 12 % à 14 % au sens large », a indiqué à l'AFP le délégué général de la FHP, Alain Coulon.

Selon ce dernier, la convention conduit à une « augmentation de 3 % pour les salaires minimum mensuels, et de 5 % pour la rémunération annuelle garantie ». FO et la CGT consultent leurs adhérents.

Formation supérieure  
aux affaires internationales



Ecole Internationale  
de Montpellier

Un programme en 4 années après le bac  
Un degré international : le BBA Honours

www.supdeco-montpellier.com  
EIM@supco-montpellier.fr  
Tel : 04 67 10 26 26



# SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Des membres de l'**ARISTOCRATIE FRANÇAISE** se déchirent désormais sur le terrain judiciaire. A la suite des procédures engagées par quatre de ses frères et sœurs, le prince **HENRI D'ORLÉANS**, l'aîné des

onze enfants du comte de Paris, a déposé, le 9 avril, une plainte pour contester la **SUCCESSION** de son père. Il accuse l'entourage du comte de Paris d'avoir utilisé un faux document pour modifier, quelques

jours avant sa mort, les dispositions du testament. L'« héritier » du trône de France cherche par ailleurs à savoir comment l'immense **FORTUNE FAMILIALE** a été dilapidée. Quelques semaines auparavant, une

autre héritière désargentée, **MARIE DE LUYNES**, fille cadette du onzième duc de Luynes, avait porté plainte contre ses six frères et sœurs pour faire annuler la donation consentie par son père.

## La grande aristocratie française règle ses comptes devant la justice

Trois ans après la mort du comte de Paris, son fils aîné, Henri d'Orléans, a porté plainte devant le tribunal de Paris pour « faux et usage de faux » et « escroquerie ». Il dénonce les conditions dans lesquelles s'est déroulée la succession de son père et s'interroge sur la dilapidation de sa fortune

L'**ARISTOCRATIE** française ne règle plus ses comptes dans le secret de la famille. A la suite des procédures judiciaires engagées par quatre de ses frères et sœurs, le prince Henri d'Orléans, nouveau chef de la famille de France, est sorti d'une longue réserve pour contester publiquement les conditions dans lesquelles s'est déroulée la succession de son père, feu Monseigneur le comte de Paris. Dans une plainte déposée devant la doyenne des juges d'instruction du pôle financier de Paris, Edith Boizette, le fils aîné de la famille royale accuse l'entourage de son père défunt d'avoir fabriqué et utilisé un faux document « qui change totalement la nature de la succession ». Quel-

ques semaines plus tôt, c'est une autre héritière désargentée de grande lignée princière, Marie de Luynes, fille cadette du 11<sup>e</sup> duc de Luynes, descendant du connétable de Louis XIII, qui avait déposé plainte auprès d'Edith Boizette pour régler un différend financier l'opposant à ses six frères et sœurs (lire ci-dessous).

Près de trois ans après la mort de son père, le 19 juin 1999, le prince Henri d'Orléans, l'aîné des onze enfants du comte de Paris, a annoncé qu'il allait « demander à la justice de remettre les choses en ordre ». Le 9 avril, son avocat, M<sup>e</sup> Michel Gaudart de Soulages, a déposé plainte contre X... avec constitution de partie civile, pour « faux et usage de faux, escroquerie, violation du secret professionnel ». D'une voix douce, le nouveau chef de la famille de France, dont le visage ressemble à s'y méprendre à celui de son père, explique avoir patienté le temps nécessaire « pour ne pas attaquer sans preuves » dès la mort de son père. A l'époque, quatre de ses frères et sœurs avaient saisi les tribunaux pour assurer la succession du comte et déterminer l'étendue de sa fortune. Longtemps persuadés d'appartenir à l'une des familles les plus riches d'Europe, les héritiers avaient découvert que le patrimoine familial était inférieur à 80 millions de francs (12,2 millions d'euros), une « situation catastrophique » dont ils entendaient bien trouver la cause. « Pendant deux ans, j'ai écouté, cherché, investigué avec mes avocats, pour savoir pourquoi il ne reste plus rien de notre immense fortune familiale, résume le nouveau comte de Paris. Car même en allant au casino tous les jours, on n'arrive pas à dépenser une telle somme. »



La signature du haut a été apposée sur une lettre du 9 juin 1999, par laquelle le comte de Paris aurait demandé à son notaire, dix jours avant sa mort, de remettre à la disposition de son chauffeur « l'ensemble des documents » en sa possession, incluant ses testaments olographes. La signature du bas figure sur le dernier testament connu du comte, rédigé moins d'un mois plus tôt, le 12 mai 1999.



L'« héritier » du trône de France pose ici avec ses cinq fils. Michel et Henri (debout à partir de la gauche) ainsi que Jacques (à droite) dénoncent les conditions de la succession de leur père. Cette photo est extraite du livre « Les ténébreuses affaires du comte de Paris » (Albin Michel), écrit par le prince Jacques d'Orléans.

Les investigations menées par les experts judiciaires n'ont permis de lever qu'une partie du voile. Ceux-ci ont notamment découvert que le comte de Paris avait retiré, de 1990 à 1999, près de 11 millions de francs en liquide (1,6 millions d'euros) au rythme de 500 000 francs par trimestre, sans connaître la destination de ces sommes. L'enquête a mis en lumière les relations financières qui liaient le comte à son ancienne garde-malade, Monique Friese, avec laquelle il vivait en concubinage depuis près de vingt ans. Aujourd'hui âgée de 79 ans, celle-ci est accusée par cinq des dix héritiers d'avoir indûment bénéficié des largesses de Monseigneur, qui lui a acheté une propriété dans l'Oise, où il avait auparavant financé pour 2 millions de francs de travaux. Selon un rapport d'expertise, le

comte de Paris a également acquitté une cinquantaine de factures d'un montant total de 2,5 millions de francs aux entrepreneurs, choisis par M<sup>me</sup> Friese pour la décoration intérieure d'un modeste pavillon de la banlieue de Dreux (Eure-et-Loir).

### DOCUMENT TROUBLANT

L'enquête a surtout mis à jour l'existence d'un document troublant, que le comte aurait adressé dix jours avant sa mort à son notaire habituel. Il s'agit d'une copie d'une lettre dactylographiée, retrouvée lors d'une perquisition effectuée au siège de la banque Sogip, à Paris, là où le banquier Antoine Huguenin, homme de confiance du comte de Paris et trésorier de sa Fondation Saint-Louis, était en charge de son patrimoine. Par cette lettre, l'« héritier » du

trône de France demandait à son notaire habituel de remettre à son chauffeur « l'ensemble des documents » en sa possession – notamment ses testaments olographes – « pour être ensuite déposé à la Fondation Saint-Louis ». Or, la véracité du document est immédiatement apparue douteuse aux yeux du prince Henri, tant la signature du comte y différait de celle apposée sur ses précédents courriers. « Cette signature était tellement mal imitée que cela m'a d'abord fait rire, se souvient le chef de la famille de France. Même très malade, mon père signait de la même manière. »

Le document a été expertisé par un graphologue, qui a conclu que feu le comte de Paris n'en était « très probablement pas l'auteur ». L'anomalie n'a pas empêché la remise au chauffeur des documents demandés, qui ont été dépo-

sés chez un notaire de Strasbourg à la veille du décès du comte. Ce transfert a-t-il permis de faire disparaître une version du testament postérieure à celle du 12 mai, par laquelle le comte de Paris instituit en quelques lignes son épouse comme unique légataire de l'usufruit de toute la succession ? Le nouveau comte de Paris, qui a porté plainte pour « faux et usage de faux », attend désormais une réponse de la justice, persuadé que cette « fausse signature change totalement la nature de la succession ».

### « AUCUN TOUR DE PASSE-PASSE »

Par l'intermédiaire de leur avocat, quatre des frères et sœurs du comte de Paris ont fait savoir qu'ils ne souhaitent ni commenter ni s'associer à la démarche de leur frère aîné. Antoine Huguenin estime, de son côté, qu'« il n'y a pas grand chose à dire sur la succession, déposée, et en ordre », sur laquelle « il n'y a eu aucun tour de passe-passe ». Poursuivi pour « violation du secret professionnel », le notaire strasbourgeois chargé en extremis du dossier, M<sup>e</sup> Vincent Schott, affirme, pour sa part, avoir toujours agi « dans le cadre d'une mission confiée de son vivant par le comte de Paris dont la brusque fin a surpris tout le monde ». La transmission des pièces à son cabinet avait été demandée par le comte « deux mois avant sa mort », précise-t-il. « Tout ce gâchis est indigne de ce que doit représenter la Maison de France dont l'image ne correspond pas à l'appât du gain », conclut-il à propos de ces héritiers « qui cherchent un trésor caché dans leur esprit ».

Alexandre Garcia

## Le duc de Luynes accusé par sa sœur de « tentative d'escroquerie »

La « gauchiste » de la famille a déposé plainte

**FILLE CADETTE** du onzième duc de Luynes, la comtesse Marie d'Albert de Luynes Dunois, 54 ans, n'a pas l'habitude de mâcher ses mots quand elle évoque « le troupeau » familial ou son « ennui de voir toujours les mêmes gens » dans les soirées mondaines. « Ils me prennent pour une gauchiste, confie-t-elle, parce que cela me choque que les gens très riches partent à l'étranger où ils s'ennuient à mourir pour ne pas payer d'impôts, ne rêvant que de revenir à Paris. »

Depuis la mort de ses parents, en 1993, elle entretient les plus mauvaises relations avec son frère Jean, douzième duc de Luynes, à qui elle n'a jamais pardonné de l'avoir « chassée » du château familial de Dampierre (Yvelines), une fois ses parents disparus, en mettant toutes ses affaires « dans un sac-poubelle ». Elle l'accuse surtout d'avoir bénéficié des privilèges de primogéniture et de masculinité de l'Ancien Régime, lors d'une donation-partage consentie par son père en 1977 entre ses sept enfants. « Le père a largement avantagé son fils aîné au détriment de ses autres enfants », résume son avocat, M<sup>e</sup> Henri Alterman, qui a engagé, contre les six autres héritiers, une procédure civile devant le tribunal de Tours pour faire annuler la donation. Le frère aîné a bien tenté de négocier en proposant à sa sœur rebelle – qui a quand même hérité de 11 millions de francs – de lui verser « 100 000 francs par an, en Suisse, pendant vingt ans », selon Marie de Luynes. Mais celle-ci a refusé l'arrangement, au motif qu'elle n'habitait pas la Suisse et qu'elle ne voyait pas d'intérêt « à y ouvrir un compte ». Depuis, l'affaire n'a cessé de s'envenimer.

Au mois de novembre 2001, Marie de Luynes a porté plainte contre son frère avec constitution de partie civile devant la doyenne des juges d'instruction du pôle financier de Paris, Edith Boizette,

pour « usage de faux documents et de faux certificats » et « tentative d'escroquerie ». Elle accuse le duc de Luynes d'avoir produit, à l'occasion de la première procédure civile, une attestation mensongère de son banquier justifiant que le père était « parfaitement au courant des prélèvements effectués par son fils », en l'occurrence 14 millions de francs retirés entre 1990 et 1993. Depuis des années, Jean de Luynes s'occupait des affaires de son père, le duc Philippe de Luynes, dont il recevait les instructions. Or ce dernier a été victime, en août 1991, d'un grave accident cérébral qui a rapidement entraîné une hémiplegie totale. « Ce patient est resté durant deux ans dans le service, grabataire, ne communiquant pas, totalement dépendant », atteste un expert médical près la cour d'appel de Paris, selon qui « les actes qui auraient pu être imputés au patient ne sauraient être considérés comme valides ».

### « RAGOTS DE BAS ÉTAGES »

Le père était-il au courant des retraits massifs de son fils ? « Je n'ai jamais dit que j'avais rencontré le duc de Luynes au cours des quatre ou cinq dernières années de sa vie », se défend Hubert Heilbron, associé gérant de la banque Lazard, qui accueillait une partie des comptes du duc. Pour lui, Marie de Luynes « joue sur les mots » alors que rien n'interdisait à son frère d'effectuer des retraits en vertu d'un pouvoir écrit qu'il détenait depuis 1974. Jean de Luynes ne voit de son côté qu'une « histoire montée de toutes pièces » par sa sœur « un peu excentrique ». « Nous sommes sept frères et sœurs, et elle est la seule à broncher, déplore-t-il, préférant consacrer ses efforts à la restauration d'un patrimoine dévasté par les tempêtes plutôt qu'à des « ragots de bas étage ».

A. Ga.

## La fortune disparue de la famille d'Orléans

Du premier patrimoine foncier de France, il restait, à la mort du comte de Paris, 78 millions de francs

**LES HÉRITIERS** de la Maison de France étaient prévenus. De la fortune familiale, l'une des plus importantes du pays après la seconde guerre mondiale, les légataires du comte de Paris n'auraient que des « miettes », comme le leur avait annoncé leur père, quelques semaines avant de mourir, le 19 juin 1999. « Je ne vous laisserai que de la haine », avait-il également confié à l'une de ses filles, dans une formule prémonitrice... Près de trois ans après sa mort, cinq de ses descendants ont entrepris des procédures judiciaires, contre l'avis de tous les autres, pour tenter d'élucider les conditions dans lesquelles la fortune familiale a été dilapidée : des 400 millions de francs de l'époque hérités en 1940 du duc de Guise, il ne restait plus, en 1999, que 78 millions de francs, provenant pour l'essentiel de bijoux, de liquidités et de la possession de 2 000 hectares en forêt de Thierache (Aisne).

Or, deux années plus tôt, le comte et la comtesse avaient fait état de meubles, bijoux et objets de collection à caractère historique pour un montant de 14,7 millions de francs, qui n'apparaissent plus dans la succession. Cette dernière disparition s'ajoute à une liste très longue de biens vendus à tour de bras, dès le début des années 1980 : en l'espace de quinze ans, le comte a cédé pour près de 100 millions de francs d'objets d'art, tableaux et

bijoux, selon les calculs de son fils Jacques, chef de file des rebelles.

Le vaste patrimoine de la famille d'Orléans, premier propriétaire foncier du pays après la seconde guerre mondiale, aurait d'abord souffert des conseils d'un homme d'affaires peu avisé, qui aurait fait perdre au comte de Paris 500 millions de francs dans les années 1950, comme l'affirme le prince Jacques d'Orléans dans *Les ténébreuses affaires du comte de Paris* (Albin Michel, 1999). Ce patrimoine n'a par ailleurs cessé d'être amputé de la plupart de ses palais, vendus les uns après les autres par le comte de Paris. Dès 1946, le chef de la famille de France et ses sœurs cèdent le manoir d'Anjou, résidence d'exil de la famille à Bruxelles, puis le palais des Orléans à Palerme (Italie) et le château du duc de Guise dans les Ardennes. En 1980, le comte se sépare du château du Nouvion, où il est né, vendu 1 million de franc à la ville de Roubaix. Trois ans plus tard, il se sépare du manoir du Coeur-Volant à Louveciennes, devenu centre de formation de la BNP, puis, en 1988, de sa somptueuse résidence du Portugal, la Quinta do Anjinho, cédée aux pompiers de la ville. En 1991, il vend 30 millions de francs un immeuble de rapport à Neuilly.

La patrimoine artistique n'échappe pas à cette frénésie. Dès le milieu des années 1980, le comte de Paris multiplie les cessions, vendant en 1986 un tableau d'Ingres représentant le duc d'Orléans pour 15 millions de francs. A l'Etat, il est obligé de céder une parure de Marie-Antoinette (300 carats de saphirs de Ceylan et diamants), après s'être fait interpellé à la frontière par la douane alors qu'il s'appretait à la vendre en Suisse, en toute illégalité. Après un conseil extraordinaire, la commission du Louvre a racheté la parure 5 millions de francs, alors que le Louvre en proposait une somme de plus de 7 millions en 1983. Il cède pour la même somme une autre parure,

celle de la reine Marie-Hortense. En 1996, le comte se débarrasse enfin du mobilier des appartements particuliers de ses ancêtres royaux, de tableaux et d'objets d'art provenant de la Quintal, lors d'une vente aux enchères organisée par Sotheby's à Monaco. Il empêche plus 15 millions de francs.

### LE BÉNÉFICE DES VENTES

Une large partie du patrimoine familial a enfin été léguée à la Fondation Saint-Louis, créée en 1974 par le comte de Paris pour assurer la préservation de certains bâtiments historiques. Celle-ci est propriétaire du château d'Amboise, et de la chapelle royale de Dreux ou du château de Bourbon l'Archambeau, ainsi que d'un important mobilier.

Reste le bénéfice introuvable de ces ventes, estimé à plus de 100 millions de francs. « En faisant disparaître notre patrimoine, c'est la continuité de notre mission qu'il tente d'hypothéquer » analysait Jacques d'Orléans, pour qui son père a voulu faire de « l'échec systématique des objectifs qui donnaient un sens à sa vie » l'échec de sa propre famille.

« Qui a intérêt à ce que la fortune de la famille de France disparaisse ? », s'interroge à son tour Henri, nouveau chef de la famille de France. « Qui a intérêt à ce que la famille de France, dont je suis le chef, soit anéantie par ce moyen ? Ce sont ces questions que je vais poser pour qu'elles soient débattues en justice. »

A. Ga.

En avant-première sur [www.actes-sud.fr](http://www.actes-sud.fr) [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) les premiers extraits du nouveau roman de **PAUL AUSTER**

**LE LIVRE DES ILLUSIONS**

Sortie en librairie le 7 mai **ACTES SUD**

# CALVITIE

**Des cheveux naturels et définitifs.**

**Microgreffes.**

**Découpe folliculaire sous microscope.**

renseignement et documentation sur simple demande

**TEL: 01 53 83 79 79**

3615 INFO CHAUVE 0 456 10 1111

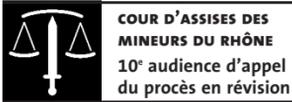
[www.clinique-matignon.com](http://www.clinique-matignon.com)

**CLINIQUE MATIGNON**

5, AVENUE MATIGNON 75008 PARIS

# Au procès Dils, les familles des victimes expriment leur douleur sans cesse ravivée

Les parents de l'accusé affirment une nouvelle fois leur certitude de l'innocence de leur fils



**COUR D'ASSISES DES MINEURS DU RHÔNE**  
10<sup>e</sup> audience d'appel du procès en révision

LYON

de notre envoyé spécial

Leur vie à tous, famille des deux victimes ou parents de l'accusé, semble s'être arrêtée, il y a maintenant plus de quinze ans, sur cette fin de journée. Pour la famille Dils, ce dimanche 28 septembre 1986 ne fut qu'un retour banal de week-end, dont Jean Dils, le père, ancien employé chez Citroën, détaille, vendredi 19 avril, les gestes anodins : la voiture qu'on décharge, la table qu'on prépare. Selon les présomptions qui pèsent sur son fils Patrick, c'est à ce moment-là, à la nuit tombée - vers 18 h 45, 19 heures - qu'allant chercher des timbres dans une benne-poubelle de courrier administratif, celui-ci aurait, sans raison apparente, et dans un très bref laps de temps, fracassé le crâne d'Alexandre et de Cyril, 8 ans, sur un talus SNCF voisin.

« Il est monté dans sa chambre, déclare M. Dils. Il s'est changé, nous a rejoint à table et nous a dit : "J'ai

pas trouvé de timbres". » « J'étais déçu qu'il n'ait rien trouvé pour sa collection », ajoute son épouse, Jacqueline, une mère au caractère trempé. Elle s'exclame : « Le lundi, c'est le jour de la lessive. Du sang, je l'aurais vu ! » Tous deux racontent les mois qui ont suivi. « On en parlait tous les jours. Son comportement n'a absolument pas changé. »

Tous deux se souviennent du directeur d'enquête, l'inspecteur Bernard Varlet : « Quand Patrick dira la vérité, vous le reverrez. » Puis de la juge Mireille Maubert, qui crut bon de n'autoriser aucun colloque, pendant vingt et un mois, à l'adolescent. Puis de la première cour d'assises en 1989, à Metz, et, dans le réquisitoire, de cette référence à la peine de mort abolie, que, impressionnés, ils ont retenu par malentendu comme une réquisition. Enfin, de ces quinze ans de détention.

La présidente, les parties civiles, s'étonnent encore des aveux de leur fils, sept mois après les faits, et de ses absences, au début de sa corresponsabilité, de protestation d'innocence. Le père, désolé : « Je suis pas dans sa tête à lui ! » La mère : « S'il avait été coupable, je me serais

suicidée. Je n'aurais pas supporté d'avoir engendré un monstre. »

Pour les parents d'Alexandre, pour la mère de Cyril, assistée à la barre d'une psychologue, la douleur est sans cesse ravivée. « Cela fait seize ans que ça dure, dit Serge Beckrich. A chaque fois qu'on essaie d'oublier, ça revient, dans la presse, à la télé. » Son épouse : « C'est un perpétuel combat de vivre ça. » « Je vois encore cette pendule au-dessus du frigo. Je m'inquiétais. Je suis partie à 18 h 25. »

« CE N'EST PAS POSSIBLE »

Avec son mari, ils se sont retrouvés sur le talus vers 18 h 50, cherchant, criant le nom de leur enfant. Alexandre était habitué à rentrer tôt. Dans le dossier, les derniers signes de vie remontent à 17 h 15. Qu'avaient-ils pensé, en 1987, en apprenant que leur jeune voisin, Patrick Dils, avait avoué ? « Ce n'est pas possible ! » Ils ne disent pas, à la cour, leur conviction. Lorsque Francis Heaulme a comparu, ils se sont absentés. Mais leurs avocats, fermés au doute, ont agi tout au long de l'audience en procureurs.

« C'est atroce, c'est quelque chose que je ne pardonnerai jamais, ajou-

te Ginette Beckrich, la grand-mère. C'est tout quelque chose qui est parti en moi. » Cette femme intarissable explique comment, soucieuse d'aider la police judiciaire, elle livrait en 1986 tout ce qui, colporté dans le voisinage, pouvait nourrir les soupçons. Ainsi, la mise en cause d'Henri Leclair, ce manutentionnaire du quartier, lui aussi passé aux aveux, avant d'être blanchi.

Elle dit encore ce qu'en avril 1987 lui a dit l'inspecteur Varlet : « On a l'assassin qui a tué les deux enfants. » « Moi, j'ai dit : "Non, monsieur Varlet, c'est pas vrai ! » Il m'a dit : « Madame Beckrich, si on vous le dit, c'est qu'il est vrai. » Son mari, Camille, solide octogénaire lorrain, en vient alors à dire comment, le soir des faits, il força le barrage policier pour aller voir les enfants. « Vous n'auriez pas dû... », tente la présidente. Mais déjà la rage a monté et, arrachant presque la barre, dans un cri : « C'était plus fort que moi ! Et ils n'avaient plus de figures ! Ils étaient méconnaissables. C'était quelque chose d'horrible ! Vous croyez que je peux dormir la nuit ? Vous pouvez pas savoir. »

Jean-Michel Dumay

# Enquête sur Richard Reid : les gardés à vue relâchés

SIX DES SEPT personnes placées en garde à vue, mardi 16 avril, à la brigade criminelle, dans le cadre de l'enquête sur Richard Reid (à droite sur la photo), ont été remises en liberté, vendredi matin 19 avril. La septième devait également être relâchée par les policiers samedi matin. Ces sept personnes d'origine pakistanaise étaient soupçonnées d'avoir fourni un soutien logistique à



Richard Reid, qui avait embarqué le 22 décembre 2001 dans un avion à destination de Miami avec une charge d'explosifs dissimulée dans ses chaussures (Le Monde du 19 avril). Aucun élément probant permettant de valider cette thèse n'a été réuni par les enquêteurs. L'un des Pakistanais interpellés, en situation irrégulière, a toutefois été transféré à la 12<sup>e</sup> section des renseignements généraux qui lui a notifié, vendredi, son arrêté de reconduite à la frontière.

DÉPÊCHES

■ **EUTHANASIE : une enquête administrative est en cours au centre hospitalier universitaire (CHU) de Besançon (Doubs), à la suite d'accusations lancées par des infirmiers, concernant des thérapies de « fin de vie » pratiquées par des médecins au service de réanimation chirurgicale, a indiqué, vendredi 19 avril, la direction de l'hôpital. Le professeur Annie Boillot, chef du service mis en cause, a dénoncé des « insinuations calomnieuses colportées par quelques agitateurs au sein de l'hôpital ».**

■ **JUSTICE : le rappeur Booba a été mis en examen et écroué, vendredi 19 avril, pour « tentative d'homicide volontaire ».** Il est soupçonné d'avoir tiré sur un jeune homme de 20 ans à la sortie de la boîte de nuit Studio 287, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis).

■ **DISPARITION : le maire de Noyon (Oise), Bertrand Labarre, est porté disparu depuis une partie de pêche en solitaire à Belle-Ile (Morbihan), mercredi 17 avril au soir. D'importants moyens de recherche ont été mobilisés pour retrouver l'élu (RPR), qui devait être candidat aux élections législatives en juin dans l'Oise.**

■ **AMIANTE : le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante disposera d'un budget de 552 millions d'euros en 2002** pour assurer son fonctionnement et indemniser les victimes, a annoncé son conseil d'administration, vendredi 19 avril, à l'issue de sa première réunion.

■ **VANDALISME : des extrémistes juifs ont saccagé, vendredi 19 avril, une exposition de photos, à Paris, dans un local qui devait accueillir un débat sur la crise au Proche-Orient à l'initiative du comité France-Palestine et du mouvement pacifiste La Paix maintenant.**

■ **DÉCÈS : la doyenne des Français, Germaine Haye, s'est éteinte, jeudi 18 avril, à l'âge de 113 ans, dans la maison de retraite de Mortagne-au-Perche (Orne) où elle résidait.**

# Le frère du chauffeur de Djerba menacé d'expulsion vers la Tunisie

LYON

de notre correspondant

Sans nouvelles jusqu' alors des autorités françaises, la famille de Nizar Ben Mohamed Nawar, ce jeune Tunisien identifié comme le conducteur du camion chargé de gaz qui a explosé devant la synagogue de Djerba, tuant 16 personnes le 11 avril, a été interrogée par des policiers lyonnais, jeudi 18 avril. La police judiciaire, qui agit dans le cadre de l'enquête préliminaire ouverte par la section antiterroriste du parquet de Paris, a interpellé, à leur domicile, à Saint-Priest (Rhône), les parents, l'oncle et les quatre frères et sœurs de Nizar, pour ensuite les interroger dans ses locaux. Auparavant, ils avaient fouillé l'appartement occupé par l'un des frères, Walid, à la recherche d'éventuels documents et numéros de téléphone. Les policiers français cherchent notamment à savoir si Nizar s'est rendu récemment en France. Sa famille et son entourage affirment qu'il n'a jamais mis les pieds sur le sol français, mais effectué un séjour en Corée, puis au Canada, où il a suivi une formation de tourisme. Le jeune homme, selon ses parents, travaillait depuis dans une agence touristique de Djerba.

L'interrogatoire effectué jeudi n'aurait permis de retenir aucun élément à l'encontre de la famille. Walid n'a pas pour autant recouvré sa liberté. La police judiciaire s'est aperçue qu'il résidait en France sans titre de séjour et l'a immédiatement remis entre les mains de la police aux frontières (PAF). Sans attendre, le préfet du Rhône lui a signifié un arrêté de reconduite à la frontière, fixant la Tunisie comme pays de destination.

RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL

Le jeune homme de 22 ans est retenu depuis vendredi au centre de rétention administrative de Saint-Exupéry. Il a déposé une double demande d'asile politique auprès de l'Office de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) et d'asile territorial à la préfecture, procédure qui suspend l'exécution du renvoi par le préfet. Son avocat, Laurent Sabatier, a, de son côté, formé un recours devant le tribunal administratif de Lyon contre l'arrêté préfectoral, qui devrait être examiné lundi 22 avril. Il fera valoir les risques encourus par son client si ce dernier était expulsé en Tunisie, s'appuyant notamment sur la lettre testament publiée par le

quotidien arabophone londonien *Al Qods al-Arabi*, dans laquelle Nizar demandait à son frère de « finir ce qu'il avait commencé et de mourir comme lui en martyr ». « Les policiers tunisiens vont être persuadés que je suis dans l'affaire et que je suis un terroriste, alors que je n'ai rien à voir avec tout ça. Il faut que je reste en France, même si je dois rester en prison », nous a expliqué Walid, joint par téléphone au centre de rétention.

Né en Tunisie, dans la région de Ben Gardane, Walid a rejoint, en 2000, avec sa mère et ses trois frères et sœurs, le père installé dans le Rhône depuis 1971. Etant majeur, il n'a pu faire partie de la procédure de regroupement familial dont a bénéficié le reste de sa famille. Il est entré en France avec un visa touristique et y est resté sans titre de séjour régulier. Son frère Nizar était le seul à résider encore en Tunisie. Depuis qu'ils ont appris, par des journalistes, la nouvelle de l'implication de Nizar dans l'attentat de Djerba, les parents et Walid ne cessent d'affirmer leur ignorance quant aux dérives supposées de leur fils. « Nous ne savons rien. Nizar n'est jamais venu en France. Il ne s'est jamais conduit com-

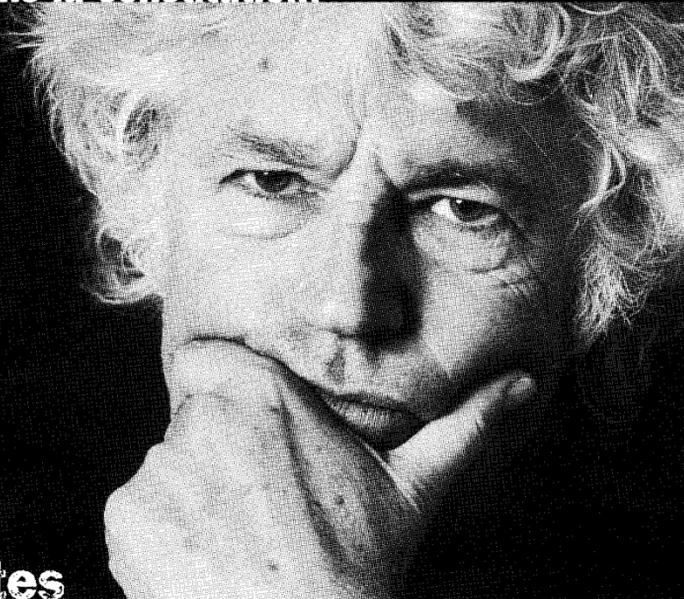
me un fondamentaliste », répètent-ils, abasourdis. Samedi matin, le tribunal devait se prononcer sur le prolongement de la rétention de Walid au centre de Saint-Exupéry.

Sophie Landrin

■ **La famille de Paul Sauvage, le Français décédé lors de l'attentat, a porté plainte contre X... pour homicide volontaire, vendredi 19 avril.**



“ Avec le WWF, comme 89% des Français,\* je veux un droit à l'environnement dans la constitution. ”



**Vous êtes d'accord avec moi ?**

**Téléphonez-moi au WWF**  **N° Indigo 0 820 024 024**

**ou écrivez-moi ”**

WWF-France  
188 rue de la Roquette  
75011 Paris - France  
[www.wwf.fr](http://www.wwf.fr)

*JJ Annaud*  
**Jean-Jacques Annaud**

\* Sondage IPSOS/ WWF/Terre Sauvage

# Un rapport officiel s'alarme de la situation sanitaire en outre-mer

Le gouvernement a réaffirmé sa volonté d'améliorer l'offre de soins

L'ÉCART entre la situation médico-sanitaire des départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) et celle de la métropole reste considérable. Un an après avoir pris l'engagement de « porter une attention particulière » à la prévention et à l'organisation des soins dans les DOM-TOM, Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé, et Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ont diffusé, vendredi 19 avril, une synthèse des projets et des actions engagés. Ce document dresse un état des lieux sans concession du paysage sanitaire mais assure que « la nécessaire mise à niveau de l'offre de soins » est en marche.

► **Maladies infectieuses et tropicales.** Liées à la spécificité de ces zones géographiques, certaines d'entre elles ont une fréquence ou une gravité « qui méritent une attention toute particulière », souligne le document. Ainsi, la drépanocytose (maladie du sang héréditaire) touche, dans les départements français d'Amérique, « 1 nouveau-né sur 250 ». Le paludisme atteint environ 5 000 personnes par an en Guyane, tandis que la dengue, cette autre infection transmise par les moustiques, concerne surtout les Antilles, la Guyane et la Polynésie où, en 2001, une épidémie a touché 15 % de la population. Quant à la leptospirose (maladie infectieuse transmise par les rongeurs), son incidence est « cent fois

plus élevée dans les DOM-TOM qu'en métropole ». Pour lutter contre ces affections, les ministères ont notamment prévu de créer, cette année, trois nouveaux centres de référence de la drépanocytose et de renforcer la lutte contre la dengue et le paludisme.

► **Problèmes liés à l'environnement.** La pollution de l'eau par les pesticides utilisés pour l'agriculture (à la Réunion, en Guadeloupe et Martinique) est jugée « particulièrement préoccupante ». Des études vont être lancées pour évaluer les risques et les niveaux d'exposition des populations aux pesticides par les apports alimentaires. En Guyane, le problème prioritaire est celui des intoxications au mercure utilisé par les orpailleurs. « Il en résulte une dissémination importante de ce métal dans les fleuves qui se concentre dans la chair des poissons », indique le rapport. Une campagne de sensibilisation a été lancée pour inciter les habitants à « adapter leur comportement alimentaire ». Enfin, en Nouvelle-Calédonie, le taux de décès dus aux cancers de la plèvre (lié au contact avec l'amiante) est « environ cinq à dix fois plus élevé que celui observé en milieu professionnel dans les pays industrialisés ». Une aide de 700 000 euros a été apportée pour démolir et reconstruire 500 maisons recouvertes d'un enduit composé de trémolite (fibre d'amiante).

► **Pathologies à prévalence élevée.** Maladies cardio-vasculaires, alcoolisme, sida, ces problèmes de santé « cosmopolites » ont une incidence « particulièrement lourde » dans les DOM-TOM. La prévalence du diabète dans l'outre-mer est « 2 à 3 fois celle de la métropole ». 70 % de la population polynésienne « souffre d'un surpoids », ajoute le rapport. Les accidents vasculaires cérébraux représentent « une des premières causes de mortalité en Martinique ». Une campagne nutritionnelle est prévue dans les DOM.

En terme de toxicomanie, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane se caractérisent par « une prédominance des consommateurs de crack, source de violences, et d'une polyconsommation de substances (alcool et drogues) illicites ». Face aux conduites addictives, ces départements « souffrent d'une insuffisance de professionnels et de structures de soins ». Les personnes atteintes par le VIH découvrent leur maladie « très tardivement et beaucoup ne se font pas traiter ». De plus, la prise en charge des enfants atteints par le virus du sida ou orphelins « constitue une urgence ». Enfin, l'amélioration de la couverture vaccinale en Guyane (tuberculose, DT Coq-polio, rougeole, oreillons, rubéole) représente un autre « impératif de santé publique ».

Sandrine Blanchard

# ENTREPRISES

## PRÉSIDENTIELLE

Les **FÉDÉRATIONS** professionnelles ont mené campagne pour faire entendre la voix de leurs adhérents auprès des **CANDIDATS** à la présidence de la République. De l'industrie textile aux laboratoires pharmaceu-

tiques, en passant par la restauration, la boulangerie ou l'agriculture, les lobbies de tous les secteurs, pour tenter d'obtenir des **ENGAGEMENTS** avant le vote, ont assailli les QG de campagne de certaines de cour-

riers et de demandes. Si **JACQUES CHIRAC** a pris soin de répondre de façon personnalisée, parfois même de recevoir des représentants de tel ou tel secteur, **LIONEL JOSPIN** a préféré faire traiter ces sollicitations

par ses porte-parole. Textile, pétrole, banque, transports, biotechnologies et pharmacie : *Le Monde* a passé au crible le **CATALOGUE** de revendications de six lobbies parmi les plus organisés.

## Comment les lobbies économiques ont mené leur campagne

Les fédérations professionnelles, représentant toutes sortes de secteurs d'activité, du textile à la boulangerie, en passant par l'agriculture ou les transports, rivalisent d'imagination pour tenter d'obtenir des candidats à la présidence des engagements avant le vote

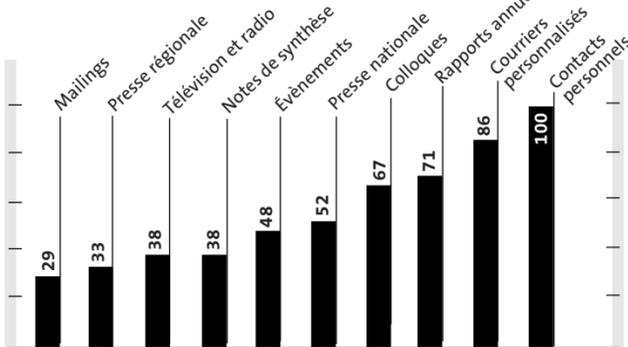
**LES FÉDÉRATIONS** professionnelles ont participé à la campagne pour l'élection présidentielle, mais discrètement. Ces lobbies ont profité de l'échéance pour interpeller les candidats sur des revendications spécifiques à chaque secteur. De l'industrie textile aux laboratoires pharmaceutiques, en passant par la boulangerie, l'agriculture ou les transports, l'objectif est le même : se faire entendre des prétendants à l'Élysée, pour obtenir d'eux des engagements avant le vote. Depuis un mois, les QG de campagne sont submergés par des centaines de sollicitations.

Certaines organisations ont été reçues parfois par le candidat en personne. Jacques Chirac a ainsi rencontré, dès janvier, Philippe Pouletty, président de France Biotech, groupement d'entreprises spécialisées en biotechnologies. C'est à ce moment-là, avant que les programmes ne soient rendus publics, qu'il est essentiel de convaincre. Le candidat Chirac reprend d'ailleurs l'une des propositions de l'association, concernant le statut du créateur d'entreprise innovante.

Mais de tels rendez-vous sont rares. C'est pourquoi la plupart des organisations se contentent d'envoyer un questionnaire. La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) a, elle, choisi d'envoyer une lettre ouverte

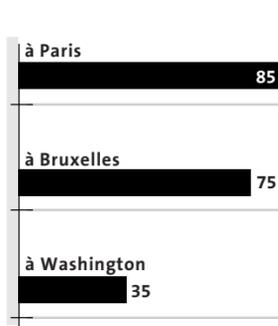
### COMMUNICATION ET « VEILLE », LES DEUX OUTILS DES ENTREPRISES

Moyens utilisés auprès des parlementaires pour communiquer en pourcentage



Source : Cabinet de conseil en lobbying Ai2P

Sociétés françaises qui disposent d'un service de « veille » en pourcentage



\*Étude réalisée en janvier sur un panel de 23 entreprises.

aux seize candidats. Tous n'ont pas répondu, tous n'ont pas l'infrastructure pour traiter chaque demande.

Jacques Chirac et Lionel Jospin sont les principales cibles des groupes de pression. A l'Atelier, le QG de Lionel Jospin, on comptabilise plus de 700 courriers, dont plus de 200 provenant d'organisations professionnelles. Même chose chez M. Chirac, où l'on note une prédominance des demandes de l'hôtellerie et du BTP. Les questions posées vont de l'orientation politique générale à la mesure concrète. « On nous a même demandé quelles

étaient nos propositions concernant le « webcasting » ! », raconte Olivier Ferrand, coordinateur de la cellule « étude, riposte et propositions » auprès de Pierre Moscovici (PS).

Pour répondre, chacun a sa stratégie. « Jacques Chirac signe toutes les réponses en personne », assure Richard Senghor, qui reçoit ces questionnaires pour la cellule « déclinaison du projet » au Tapis rouge, le QG du candidat-président sortant. Au PS, on préfère mettre en avant les porte-paroles et l'équipe de campagne. Une façon pour le candidat Jospin de ne pas s'enga-

ger ? « Certaines questions sont trop précises, répond M. Ferrand. Lionel Jospin n'est pas candidat pour être chef de bureau dans un ministère. En outre, il ne veut pas prendre des engagements à tour de bras. De toute façon, il est physiquement impossible qu'il lise toutes les demandes. » Idem pour les rendez-vous : malgré ses demandes, M. Pouletty, de France Biotech, n'a pas rencontré M. Jospin mais le secrétaire d'Etat à l'Industrie Christian Piarret et le ministre de l'économie Laurent Fabius, conseiller spécial de M. Jospin durant la campagne. Un choix

### TROIS QUESTIONS À... OLIVIER LE PICARD

**1 Vous êtes ancien président de l'Association française des conseils en lobbying et PDG du cabinet Communications et Institutions. Pensez-vous qu'une campagne électorale soit le meilleur moment pour faire entendre ses revendications ?**

Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent. Et je vois mal un candidat accepter telle ou telle proposition d'un lobby. Les grands enjeux de cette campagne sont très macroéconomiques, or les lobbies défendent des intérêts microéconomiques. Toutefois, en campagne électorale, chacun écoute ce que les lobbies ont à dire pour défendre leur point de vue. Il

**2 Toutes les fédérations n'ont pas le même poids. Existe-t-il des réseaux privilégiés ?**

Dans les fédérations professionnelles, il y a une hiérarchie. Certaines sont plus importantes, comme les assurances, mais les choses évoluent. Désormais, dans le domaine de la communication, il y a des intérêts qui n'existaient pas il y a dix ans et qui ont de plus en plus de poids. Les fédérations

traditionnelles de la métallurgie ou de l'agriculture ont de moins en moins de pouvoirs. L'aéronautique est bien représentée. Les problèmes du secteur sont pris en compte. Quant aux réseaux, je n'y crois plus. Certains subsistent encore, mais aujourd'hui les choses sont plus complexes. Pour qu'une campagne de lobbying fonctionne, il faut une politique de communication efficace et se trouver des alliés. Pour cela, il faut s'accorder sur un plus petit dénominateur commun.

**3 Le lobbying semble moins développé en France qu'aux Etats-**

**Unis par exemple, pourquoi ?**

Ce n'est pas exact du tout. Le lobbying existe aux Etats-Unis depuis longtemps. Mais il s'agit d'un pays fédéral : chaque Etat a sa propre réglementation, sa propre législation, il existe des cabinets spécialisés qui aident les entreprises. En Europe, les cinq plus grands pays (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie et Espagne) sont au même niveau en termes de lobbying. Le phénomène est apparu partout au même moment, au début des années 1980.

Propos recueillis par N. Ba.

## Six fédérations professionnelles en quête de promesses

**BANQUE,** biotechnologies, pétrole, pharmacie, textile et transports : ces six secteurs rompus au lobbying ont élaboré et présenté aux politiques, parfois avec succès, leur catalogue de revendications.

► **Banques.** Le lobby bancaire vise essentiellement à diminuer la taxation de l'épargne financière. La Fédération bancaire française (FBF) propose de simplifier le système et de le rapprocher de ceux des autres pays de la zone euro, en abaissant notamment à 25 % le taux d'imposition des plus-values de cession. Un allègement significatif des obligations déclaratives des établissements est aussi défendu. Le directeur général de la FBF, Gilles Guitton, estime qu'un travail en amont, à destination des parlementaires, est nécessaire pour éviter que ne s'accumulent les freins à la compétitivité. « C'est un métier de gardien de but », avoue-t-il, qui s'opère « à visage totalement découvert, même si 90 % de ce qui va modeler le paysage bancaire français se décide à Bruxelles ». Par ailleurs, les banques souhaitent que le prochain législateur précise la définition du blanchiment d'argent, jugée particulièrement floue.

► **Biotechnologies.** France Biotech et Objectif 2010, représentant les entreprises du secteur, sont satisfaits d'avoir contribué au vote de la loi SAS (sociétés par action simplifiées) en 1999 et à la loi Biotech 2002. Philippe Pouletty, président de ces associations, a rencontré régulièrement Christian Piarret, secrétaire d'Etat à l'Industrie, et Laurent Fabius, ministre des finances. Il a demandé aux hom-

mes politiques de s'engager sur une plus grande mobilité des chercheurs, le doublement du budget de la recherche et développement d'ici cinq ans, et un ensemble d'aides financières et fiscales susceptibles d'encourager la création et le développement d'entreprises innovantes. France Biotech propose notamment un statut de jeune entreprise de moins de 18 ans (JEM 18) qui accorderait aux entrepreneurs des avantages fiscaux pendant les dix-huit premières années de l'entreprise.

► **Pétrole.** « Nous ne parlons pas directement aux candidats ou aux partis », explique Jean-Louis Schilansky, délégué général de l'Union française des industries pétrolières (UFIP). Nous faisons du lobbying éventuellement par le biais du Medef. » L'UFIP plaide pour une plus grande stabilité du cadre réglementaire, l'harmonisation fiscale sur les produits pétroliers au niveau européen, un renforcement de la concertation et milite contre l'écotaxe. « Le pétrole a une dimension stratégique très importante, liée à l'indépendance énergétique de la France », souligne M. Schilansky. Pour se faire entendre des politiques, l'UFIP organise, par exemple, des séances de travail.

► **Pharmacie.** Pour Bernard Lemoine, vice-président du Syndicat national des industries pharmaceutiques (SNIP), les « résultats concrets en matière de lobbying sont relativement minces », l'objectif avoué étant plutôt « de sensibiliser les acteurs publics aux contraintes de compétitivité des industriels ». Sur un point, le syndicat estime

avoir fait évoluer les mentalités : l'idée selon laquelle les objectifs nationaux de progression des dépenses maladie (Ondam) sont systématiquement inférieurs à la progression « naturelle » des besoins, du fait notamment du vieillissement de la population.

Le SNIP formule des revendications précises à l'approche des élections : reconnaissance d'un statut du médicament innovant, doté d'une fiscalité et d'un régime de propriété intellectuelle adaptés ; alignement des prix et des délais d'accès au marché (assez longs en France) sur les normes européennes. Mais le lobbying s'exerce surtout indirectement : les industriels cherchent à influencer les consommateurs pour susciter une demande qui, remontant vers les pouvoirs publics, peut les mener à décider le remboursement de certains médicaments.

► **Textile.** L'Union des industries textiles (UIT) avance cinq exigences : l'allègement des charges sur les bas salaires, la suppression de la taxe professionnelle, la primauté des accords collectifs sur la loi, la suppression des droits de douane supérieurs à 15 % sur les produits textiles de tous les marchés mondiaux, enfin la consolidation d'une zone préférentielle de libre-échange avec tous les pays d'Europe centrale, la Turquie et le Maghreb. En 1995, « nous avions déjà travaillé sur l'allègement des charges sur les bas salaires », raconte Thierry Noblot, délégué général de l'UIT. [Le premier ministre] Alain Juppé avait ensuite fait voter une loi dans ce sens ».

Une bonne part du budget de

l'UIT est consacrée à des actions de lobbying, reconnaît son président Guillaume Sarkozy : « Nous avons des spécialistes et des juristes qui sont mieux armés que quiconque pour défendre nos idées. »

► **Transports.** La Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR) est entrée en campagne dès la semaine internationale du transport et de la logistique, en mars, à Villepinte (Seine-Saint-Denis). Un texte a ensuite été diffusé auprès des élus locaux et envoyé aux prétendants à l'Élysée, accompagné pour la première fois de « 10 questions aux candidats à la présidentielle ». La FNTR y demande une généralisation de la norme de 44 tonnes pour le poids total maximal des camions, des primes à la casse des véhicules anciens les plus polluants, la mise en place d'un carburant utilitaire européen à un niveau supportable pour les transporteurs, et l'élaboration de carburants de substitution plus propres pour remplacer les carburants issus du pétrole. Sept candidats ont répondu : Jacques Chirac (RPR), Lionel Jospin (PS), Robert Hue (PCF), Jean-Pierre Chevènement (Pôle républicain), Corinne Lepage (Cap 21), François Bayrou (UDF), Jean-Marie Le Pen (FN). Leurs réponses sont disponibles sur le site de la FNTR (www.fntr.fr) et publiées dans la *Lettre du transport routier*. La FNTR a rencontré Dominique Bussereau pour M. Chirac et Bernard Soulaiges pour M. Jospin, deux ministres des transports potentiels.

N. Ba., M. F. et A. So.

rêts, cette époque est révolue, selon les professionnels du lobbying.

En ce qui le concerne, Guillaume Sarkozy, président de l'Union des industries textiles (UIT), récusé l'idée d'un contact privilégié avec le RPR, grâce à son frère, le député des Hauts-de-Seine Nicolas Sarkozy : « RPR ou pas RPR, cela ne change rien. Je suis élu pour une fonction, lui aussi. Les gens sont sérieux à gau-

### Les boulangers très écoutés

Président de la Confédération nationale de la boulangerie et de la pâtisserie française, Jean-Pierre Crouzet se refuse à faire du « lobbying direct auprès des candidats ». Le lobbying existe pourtant dans la profession, mais au niveau local et sur la durée... M. Crouzet revendique la paternité de textes législatifs votés après la pression des boulangers. La loi Auroux, en 1982, relative aux libertés des travailleurs reconnaît la spécificité du métier. En 1993, le décret sur le pain de tradition française défend une mie sans additifs ni surgélation. Les boulangers manifestent dans les départements pendant et après l'élection présidentielle de 1995 : Jean-Pierre Raffarin, alors sénateur DL de la Vienne, vole au secours du pain. En 1997, ces efforts portent leurs fruits avec la loi sur l'enseigne boulangère — qui différencie boulangeries artisanales et industrielles.

Aujourd'hui, les boulangers, menacés par la directive européenne qui autorise 106 additifs, demandent au prochain gouvernement de préserver la qualité du pain français et d'aménager la réduction du temps de travail à la profession.

« Comme à droite, ils savent ce que je représente. » Pour lui, le lobbying « s'exerce envers les deux grandes familles politiques qui ont une chance d'être au gouvernement, sans esprit partisan ». Ce serait donc moins une affaire de politique que de dossiers bien construits.

Nicolas Barotte, Marc Ferracci et Aude Soulaige

## Baisse d'audience pour « Loft Story 2 »

**LA DEUXIÈME** grande soirée de « Loft Story 2 » sur M6, jeudi 18 avril, n'a rassemblé que 5 888 000 téléspectateurs, soit 26,8 % de parts d'audience, malgré l'entrée de deux nouveaux locataires dans le loft. Au même moment, la fiction de TF1, « Une femme d'honneur », a attiré 9 964 000 téléspectateurs, soit 40,3 % de parts de marché. Il y a une semaine, l'émission de lancement de la deuxième saison du jeu de télé-réalité de la chaîne privée avait établi un record historique avec 8,2 millions de personnes, enregistrant même un pic d'audience à 10,4 millions de téléspectateurs.

Selon M6, ce recul serait dû « aux effets de la première soirée », dont le caractère sexuel trop affirmé aurait notamment déplu aux téléspectatrices de moins de 50 ans. La direction des programmes de la chaîne aurait enjoint Endemol, producteur du jeu, de redonner à l'émission son caractère familial.

### DÉPÊCHES

► **CANAL+ : un comité d'entreprise extraordinaire a été convoqué pour mardi 23 avril** après-midi. Xavier Couture, le nouveau président du directoire du groupe Canal+, choisi par Vivendi Universal, prendra ses fonctions lundi 22. Son prédécesseur, Pierre Lescurer, s'est engagé, vendredi 19 avril, à publier « le moment venu », le montant exact de ses indemnités de départ, pour couper court aux rumeurs.

► **AFF : le PDG de l'Agence France Presse, Bertrand Eveno, s'est engagé à réexaminer les propositions de primes et promotions** faites par la direction pour 2002. Celle-ci a publié vendredi, comme le demandaient les syndicats, le montant des primes « exceptionnelles » accordées à 23 journalistes, dont la révélation avait provoqué un mouvement de grève jeudi et vendredi au service français de l'agence.

► **ALVENTIS CROPSCIENCE : les élus du comité d'entreprise de la filiale d'Alventis reprise par Bayer** se sont prononcés, dans une lettre aux deux groupes, pour la localisation du siège du futur Bayer Crop Science à Lyon, en rappelant « les engagements » pris par le groupe Bayer sur le maintien à Lyon d'un « nombre significatif d'emplois ».

► **ENRON : Jeff McMahon, le directeur général du courtier en énergie en faillite, a annoncé vendredi sa démission** au 1<sup>er</sup> juin, après seulement quatre mois en exercice. M. McMahon avait rejoint Enron en 1994. Il avait dénoncé, en interne, les pratiques financières et comptables qui ont finalement mené à la chute de l'entreprise.

► **MICROSOFT : Bill Gates témoignera lundi à Washington dans le cadre du procès antitrust** qui oppose son groupe à neuf Etats américains, a annoncé vendredi la firme de logiciels informatiques.

## LE GRAND DOSSIER



GUT. Dessin paru dans « Neue Zürcher Zeitung », « Elections », (Zurich). (Les dessins de ce supplément ont été sélectionnés par « Courrier international » pour « Le Monde ».)

# LA FRANCE VUE D'AILLEURS

**M**AIS où est passée Amélie Poulain ? Où est la fraîcheur ? Où sont la fête, l'imagination, l'enthousiasme, le cœur ? Désappointés, les médias étrangers, qui avaient un peu hâtivement vu dans l'héroïne du plus gros succès mondial du cinéma français cette année la nouvelle Marianne, la cherchent en vain dans la campagne présidentielle. Mais d'Amélie Poulain point : il n'est question chez nos confrères venus nous observer que de déclin, d'ennui, de blocages, de personnel politique usé et de frilosité.

Venus examiner à la loupe une campagne qui fait bailler tant de Français, ils se sont livrés à cet exercice avec un œil compatissant. « Une affaire bizarre », avoue *The Economist* à propos des seize candidats du premier tour. Et d'ailleurs, que voulez-vous faire avec un tel personnel politique ? C'est d'abord sur les candidats que se concentre le désenchantement de la presse étrangère ; non seulement ils sont vieux, mais cela fait trop longtemps qu'ils traînent dans le paysage politique. Même les marginaux sont des dinosaures, Arlette Laguiller, Jean-Marie Le Pen... « On a les hommes politi-

ques qu'on mérite », relève, moins charitable, un journaliste britannique. Ils sont d'ailleurs plusieurs à souligner que le seul à avoir formulé des propositions pour moderniser la politique, Christian Blanc – plus apprécié des médias étrangers que de la presse française –, n'est pas candidat et n'a pas de parti.

L'autre raison pour laquelle les correspondants étrangers partagent notre manque d'enthousiasme pour cette campagne, c'est qu'elle est surtout intéressante par ce qu'elle ne dit pas. Ce qui en est absent. Ce qu'elle cache. Et ce dont on refuse de débattre. Il y a, bien sûr, la fameuse « absence de vision » de nos candidats qui n'arrivent décidément pas à nous faire rêver, mais c'est presque devenu un poncif dans les démocraties de l'après-guerre froide. N'était-ce pas, il y a deux ans, le grand drame de la campagne présidentielle américaine – « the vision thing », comme disent les communicants ?

Plus grave est l'absence de l'Europe de nos débats électoraux, sauf pour la critiquer, un exercice auquel se livrent abondamment les candidats trotskistes et Jean-Pierre Chevènement sous les yeux médusés de nos partenaires européens. Et plus incompréhensible est la disparition totale du thème des « affaires », de la corruption et de la morale en politique ; nos voisins italiens sont prati-

**Avec « Courrier international », « Le Monde » donne la parole à la presse étrangère, qui pointe les ridicules hexagonaux et l'absence de passion européenne**

quement les seuls à ne pas s'en étonner. Quel que soit le vainqueur, résume *l'International Herald Tribune*, son mandat sera affaibli par « le refus des principaux candidats de débattre des sujets susceptibles d'inverser la perception du déclin de la France ». Parmi les sujets évités dans cette campagne, la presse étrangère place au premier rang les corporatismes et les intérêts particuliers de divers groupes socio-professionnels, suivis de l'échec de l'intégration raciale.

Reste l'éternel sujet de perplexité pour tout observateur de l'Hexagone : la France et ses contradictions. Voir la France à travers les yeux des journalistes étrangers, c'est lire tout et son contraire. « Un pays où Zinedine Zidane est idolâtré mais où l'on voit rarement un visage nord-africain sur une affiche publicitaire », constate *Time Magazine*. Un pays où les patrons passent des heures à déjeuner tout en restant compétitifs dans la grande aventure de la mondialisation, dont ils savent tirer profit. Un pays où la puissance de l'Etat est perçue comme un facteur de blocage mais qui dispose du réseau ferré grande vitesse le plus moderne du monde, grâce à l'Etat.

Pour essayer de comprendre, certains vont un peu plus loin dans l'étude psychologique. Frappé par l'importance croissante du week-

end en France, Cesare Martinetti, correspondant de *La Stampa* à Paris, constate cet effet des 35 heures : « Le centre de gravité de l'existence s'est déplacé du temps de travail à celui du non-travail. Les 35 heures ont transformé le travail en pure quantité. » C'est une révolution, s'étonne-t-on hors de nos frontières, sur laquelle aucun candidat ne propose de revenir. Mais, là aussi, les avis divergent. « En dehors des rangs du PS, il est difficile de trouver des Français qui s'avouent satisfaits », note Dorothea Hahn, du quotidien de Berlin *Tageszeitung*. La loi sur les 35 heures, qui avait démarré sous la forme d'une grande réforme sociale, se révèle n'être qu'un grand bluff. » Heureusement, il y a cette petite merveille d'exotisme créée dans les collectivités locales pour améliorer la gestion du temps des Français, le Bureau des temps, grand sujet d'extase parmi nos confrères.

Dans cette quête perpétuelle d'une France cohérente, c'est à John Lichfield, correspondant de *The Independent*, que revient peut-être la palme : une France raisonnable, rêve-t-il, pourrait être celle des TGV sans le système qui permet aux conducteurs de train de prendre leur retraite à 50 ans après avoir travaillé 12 heures par semaine.

Sylvie Kauffmann

## SOMMAIRE

### UN PAYS CRITIQUÉ

Une revue de presse internationale dessine un portrait mi-irrité mi-fasciné de l'Hexagone. Les 35 heures sont diversement appréciées, de même que l'antiaméricanisme, la tradition dirigiste de l'Etat ou le thème de l'exception culturelle. p. 16 et 17

### CANDIDATS EN IMAGES

Le photographe Patrick Artinian a suivi pour *Le Monde* tous les candidats en déplacement à travers la France. p. 18 et 19

### L'ABSENCE DE DÉBAT

A travers une seconde revue de presse internationale consacrée à la campagne, nos confrères étrangers déplorent l'absence de vrai débat et moquent l'américanisation de la vie politique. Le correspondant à Paris de *The Independent* souligne que la France reste bloquée par ses corporatismes. p. 20 et 21

### L'ENTRETIEN

Pour Steven Laurence Kaplan, professeur d'histoire européenne, la France ne s'engage pas assez en faveur de l'Europe. p. 22

Quand elle se penche sur le cas français, la presse internationale est assez unanime pour reconnaître que notre pays est bel et bien un cas. La relation au temps libre est regardée tantôt avec intérêt, tantôt avec ironie, de même que notre entêtement à ne pas aimer l'Amérique

# Un pays envié et critiqué

## Commentaires aigres-doux sur les singularités hexagonales

Les 35 heures, l'antiaméricanisme ou l'exception culturelle fascinent ou irritent, jusqu'à la caricature

**P**OURQUOI la France est-elle différente ? » Accompagnée d'une photo boudeuse d'Audrey Tautou, l'Amélie de Jean-Pierre Jeunet, la question barre la « une » de l'hebdomadaire américain *Time*. En période d'élection, les articles consacrés à notre pays tentent souvent de cerner cette différence. Or, lorsque cet « exotisme à la française », comme le note *Time*, affecte des domaines aussi sensibles que l'orthodoxie économique, la place des Etats-Unis ou l'exception culturelle, les jugements s'emballent. D'un journal à l'autre, d'un pays à l'autre, les commentateurs passent de l'enthousiasme au dénigrement, voire à la caricature. C'est le cas du très libéral *Business Week*, pour qui tout va mal dans « une économie française traditionnellement dirigiste ». Inutile donc d'espérer que « l'Hexagone puisse un jour adopter le capitalisme de marché à l'américaine ».

En se penchant sur le sort que la France réserve à sa jeunesse, l'hebdomadaire américain a trouvé une éducation nationale en crise, des classes bondées et une insécurité croissante. Sans même parler de l'université qui « prépare si mal au marché du travail », ni de la place « aberrante » du secteur public dans la vie économique du pays, ni même des trente-cinq heures. Le résultat est éloquent : « Depuis 1995, le nombre de citoyens français vivant à l'étranger a crû de 30 %. Ils sont aujourd'hui 240 000 dans la Silicon Valley, alors que 200 000 autres ont fui en Grande-Bretagne. Une véritable hémorragie. »

Pour le quotidien britannique *The Independent*, à l'inverse, « en France tout semble aller pour le mieux ». En effet, « l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que la France avait le meilleur système de santé au monde. En matière

socialiste de Lionel Jospin, le pays a réalisé davantage de privatisations à la Thatcher que bon nombre de ses voisins, ce qui a contribué à rendre son économie plus compétitive. » Un compliment à double tranchant... en France tout du moins.

Quant aux 35 heures, décrites par *Business Week* comme une hérésie économique ruineuse, le quotidien britannique, lui, n'y voit que des avantages. « D'abord, les Français sont nettement plus flexibles en pratique qu'en théorie. Les 35 heures auraient pu être un désastre. Mais, à mesure que le dispositif s'est mis en place, les entreprises sont par-

ce en son destin national ». En clair, si l'aversion envers les Etats-Unis envahit les discours politiques, « c'est parce que la France est en crise. Une crise complexe qui commence avec son déclin militaire, passe par une économie sclérosée et se termine par une vision défensive de la culture ».

Cette analyse cruelle n'est pas partagée par la *Süddeutsche Zeitung*. Si le quotidien allemand reconnaît l'obsession américaine de la France, il constate que « l'antiaméricanisme n'est plus ce qu'il était ». Pour la *Süddeutsche*, « alors que l'armée française n'a

un vrai discours de gauche ou si Jacques Chirac haussait le ton, les Français se seraient peut-être intéressés à cette campagne. Mais les deux hommes sont trop malins, trop protégés et surtout trop terrifiés à l'idée d'agacer les électeurs pour risquer d'être spontanés. » Du coup, « les journalistes s'ennuient ferme » et « les interviews télévisées des deux favoris ne se départent jamais d'une déférence de bon ton. La dernière fois que Jacques Chirac a été interrogé par Patrick Poivre d'Arvor, on aurait dit qu'un vieillard se faisait mordre par un épagneul édenté ». Quant à Lionel Jospin, « personne n'a même pensé à lui demander ce qui le distinguait réellement de la plupart des candidats de droite ».

L'encéphalogramme désespérément plat de la campagne a donc détourné les quotidiens étrangers de la politique pour mieux commenter une autre passion française : l'exception culturelle. Etonnamment, c'est dans le très libéral *Financial Times* qu'on rencontre le plus d'indulgence. « La vérité est que les efforts des Français pour protéger leur culture rencontrent souvent moins de succès qu'ils ne l'imaginent. Les fast-foods prolifèrent malgré la promotion de la gastronomie nationale et les lois qui enserrent l'usage du français sont difficiles à appliquer. Quant aux aides au cinéma, si elles permettent à des films d'être produits, elles ne leur assurent le succès ni en France ni, surtout, à l'étranger. »

Cela dit, concède le *FT*, « si l'exception culturelle ne garantit pas le succès des films, au moins permet-elle au cinéma français de ne pas disparaître entièrement, comme tant d'autres cinématographies européennes ». Après tout, conclut le quotidien britannique, cette « lubie française » n'est pas si coûteuse et permet de maintenir une certaine diversité. De plus,

tous les talents artistiques et littéraires venus des quatre coins du monde. A l'instar des Roumains Cioran et Ionesco, du Grec Castoriadis, du Belge Caillois ou du Suisse Jean-Luc Godard, d'innombrables musiciens, cinéastes, poètes, philosophes, sculpteurs, peintres, écrivains quittaient leurs pays d'origine, contraints ou non, et couraient s'installer à Paris. Pourquoi ? Parce que, en plus de la stimulante atmosphère de créativité et de liberté qui y régnait, Paris était une ville culturellement ouverte, accueillante pour les étrangers, où le talent et l'originalité étaient les bienvenus et étaient adoptés avec enthousiasme, sans distinction d'origine ».

Cette description paradisiaque d'un Paris universel contraste, aux yeux de Vargas Llosa, avec la situation actuelle. « Qu'a-t-il pu se passer pour que cette capitale internationale des arts décline aussi rapidement ? Jadis cosmopolite, Paris succombe aujourd'hui à un provincialisme chauvin et ridicule en réclamant frénétiquement "l'exception culturelle". La France veut empêcher que les produits artistiques étrangers - entendez américains - ne viennent maculer sa sacro-sainte identité culturelle. » Pour l'écrivain, « se défendre contre l'influence étrangère est le meilleur moyen de tuer sa propre culture. Si la France n'avait pas ouvert ses frontières aux "produits étrangers", jamais elle ne serait par-

« Nulle par ailleurs en Occident, le rejet des Etats-Unis ne se porte mieux qu'aux terrasses des cafés de la rive gauche parisienne. L'antiaméricanisme a toujours été inversement proportionnel à la confiance de la France en son destin national »

THE SPECTATOR

venues à compenser bien des effets négatifs de la loi en négociant une plus grande flexibilité du travail. Ensuite, l'élite française est remarquablement soudée et instruite. Résultat, lorsque l'élite a décidé de faire quelque chose, elle agit vite et bien. Tranquillement, sans faire de vagues, l'Etat et les entreprises travaillent main dans la main à étendre le périmètre des sociétés françaises à l'étranger. Une telle cohésion permet à nos voisins français de se constituer un empire commercial planétaire sans avoir l'air d'y toucher. »

pas officiellement réintégré les forces de l'OTAN, le président Chirac n'a pas hésité un instant à mettre un contingent à la disposition des Etats-Unis pour attaquer les bastions du terrorisme ».

En somme, « il y a longtemps que les ressentiments complexes contre "l'hyperpuissance", qui hantent les âmes françaises, ne sont plus teintés des ambitions illusoire d'une ancienne puissance mondiale. Les dirigeants français ont très bien compris que seule l'Europe pouvait contribuer à l'équilibre mondial. On se

« La dernière fois que Jacques Chirac a été interrogé par Patrick Poivre d'Arvor, on aurait dit qu'un vieillard se faisait mordre par un épagneul édenté » THE GUARDIAN

venue à faire rêver tant de jeunes artistes du monde entier. Et l'idée aberrante que la culture aurait besoin d'un glacis bureaucratique et douanier pour ne pas périr n'a pu prospérer en France que pour une seule et unique raison : parce que la culture française n'est plus que l'ombre d'elle-même. »

Il reste tout de même quelques intellectuels européens pour défendre une certaine idée de la culture qu'on ne trouverait qu'en France. C'est l'avis de Giuliano Ferrara, par exemple, qui, dans les pages de l'hebdomadaire italien *Panorama*, avoue aimer ce pays « à l'identité si forte et si vivante ». Que cette dernière confine parfois au « jacobinisme ou à l'autocongratulation », qu'importe ! « Les Français aiment passionnément la culture et en ont fait un véritable secteur industriel où travaillent 4,5 millions de personnes ».

Cela vaut bien de supporter un peu de pédanterie. La France reste ce pays étonnant où « les intellectuels sont divisés » et où « l'art subtil de l'analyse » trouve encore sa place dans les médias. Le pays, en somme, « le plus riche d'idées claires et élégantes qui soit au monde ».

Antony Bellanger,  
« Courrier international »  
pour « Le Monde »

★ Sur [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com), dans le dossier « France-élections », vous pouvez retrouver tous les articles concernant la France vue de l'étranger.



GLEZ. Dessins parus dans « Le Marabout » (Ouagadougou).

d'éducation, nos voisins français réussissent bien mieux que nous [les Britanniques] : leur taux d'alphabétisation est nettement plus élevé. Après les sombres pronostics de naguère, le chômage, qui dépassait 13 % en 1998 est redescendu sous la barre des 10 %. Les sarcasmes sur les faiblesses de l'économie française ne sont plus de mise, vu la longue liste d'entreprises françaises ayant racheté des sociétés étrangères. Si cette économie est faiblarde, alors qu'est-ce qu'une économie forte ? » Tandis que *Business Week* s'irritait de la persistance du dirigisme économique, *The Independent* juge que, sur ce point précis, la France a bien changé. « Sous le gouvernement

Cette différence française se traduit aussi en termes politiques. La plus évidente, pour la plupart des commentateurs, est la persistance d'un antiaméricanisme qui transcende le clivage droite-gauche. C'est ce que constate *The Spectator*, pour lequel l'élection présidentielle est l'occasion rêvée d'un retour en force « des grands prêtres de l'antiaméricanisme ». L'hebdomadaire britannique constate que « nulle part ailleurs en Occident le rejet des Etats-Unis ne se porte mieux qu'aux terrasses des cafés de la rive gauche parisienne ». Peut-être parce que « l'antiaméricanisme a toujours été inversement proportionnel à la confiance de la Fran-

contente donc à Paris d'une insoumission purement rhétorique contre le grand frère, qui disparaît dès que les choses deviennent sérieuses ».

Quant à l'avenir de la République, il n'intéresse guère à l'étranger. Sauf, peut-être, quand il pourrait s'incarner en Jacques Chirac, ce président « si baroque » aux yeux du *Guardian*. Le quotidien londonien s'étonne encore que le président-candidat, « sur qui pèsent des soupçons de mensonge et de corruption, ait toutes ses chances pour le second tour de l'élection ». Il attribue cette « incongruité », inimaginable au Royaume-Uni, à l'enlèvement d'une campagne sans enjeu. « Si seulement Lionel Jospin tenait

ces subventions ne faussent que marginalement la concurrence. Car qui peut un instant imaginer que « le cinéma français soit de taille à affronter l'énorme machine Hollywood ».

Pour sa part, Mario Vargas Llosa n'a pas cette indulgence, un rien méprisante. Il fait partie des opposants acharnés à l'exception culturelle française. Dans un article publié par le quotidien argentin *La Nación*, l'écrivain commence par se souvenir avec nostalgie de l'époque où « Paris était une fête ». C'était les années 1960, et « aucune autre ville au monde n'avait encore remplacé Paris. Elle était l'aimant qui attirait et assimilait

# qui ne laisse pas indifférent

## Bataille entre vieilles connaissances

Joaquin Prieto, correspondant d'« El Pais » à Paris, s'étonne de voir une gérontocratie briguer la présidence de la République

QUAND tant de gens hésitent entre l'abstention et les options extrémistes, on peut raisonnablement s'interroger sur la pérennité d'une classe politique dans laquelle même les rôles contestataires sont tenus par des personnages qui occupent la scène publique depuis aussi longtemps qu'un Jean-Marie Le Pen ou une Arlette Laguiller. Vue de l'extérieur, l'étrange ambiance de cette campagne laisse supposer une crise de représentation et de leadership, dont le signe le plus évident est que la gérontocratie ne sévit pas seulement chez les candidats du « système », mais aussi chez ceux qui appellent à un vote de protestation contre ce système, comme si tout se limitait à un règlement de comptes entre vieilles connaissances.

Les premières élections du XXI<sup>e</sup> siècle se font avec des candidats qui, sauf rares exceptions, sont ceux du dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle. Mais le plus difficile est encore de les faire entrer dans le cadre étroit que constitue la division entre gauche et droite. On peut se demander si ce corset, imposé par le scrutin majoritaire, a toujours un sens.

D'abord, à cause de l'évident désir de centrisme qui émane de ceux qui votent pour les partis « de gouvernement ». Deux forces politiques, les néogaullistes et les socialistes, se sont relayées au gouvernement de la V<sup>e</sup> République, sans autre exception que celle de Giscard d'Estaing. Des personnalités comme Poher, Lecanuet ou Barre témoignent de cette force qu'a pu représenter le courant politique centriste. Mais les cohabitations successives de socialistes et de néogaullistes ont réduit le centrisme au rôle d'un petit parti, destiné à compléter la droite. De leur côté, les socialistes apparaissent comme la force qui doit conduire la gauche, empêchant toute autre évolution, par exemple vers une alliance avec le centre ou vers un style de gouvernement à la Tony Blair.

Lionel Jospin a dirigé un gouvernement qui a fait preuve d'une certaine compétence. L'habileté qu'il a déployée au gouvernement lui a permis de réduire certains conflits de fond dans la société française, en introduisant des réformes telles que les 35 heures, dont même la droite n'exige plus l'abolition. Pourtant, il a vu se dresser contre lui une

série de secteurs de la gauche, réfractaires à lui donner leur soutien au second tour parce que l'accuser de ne pas être assez à gauche leur semble porteur d'avenir.

Quant à Jacques Chirac, ses préoccupations pour la sécurité urbaine et l'écho de ses propositions sur cette question dans de larges couches de l'opinion ont obligé les socialistes à rapprocher leur discours de celui de l'adversaire, en le nuancant, mais sans nier la dimension atteinte par le problème. Enfin, si nous parlons impôts, comment douter que les baisses proposées par Chirac visent à se concilier le vote des « cols blancs », sans reconnaître pour autant qu'elles auront pour résultat un affaiblissement de l'Etat-providence ?

Mais, dans le camp même de Jospin, qui doit continuer à demander de l'argent aux cadres et aux entreprises s'il ne veut pas renoncer à financer des politiques sociales, certains dirigeants conseillent de « poursuivre la baisse » des impôts.

Fondamentalement, l'idée est claire : de nombreux symptômes montrent que les deux partis de gouvernement les plus importants, et donc leurs candidats, ont des programmes qui se rapprochent ou se voient forcés de présenter des solutions assez peu éloignées, parce que c'est sur eux qu'est retombée ou que retombera la responsabilité de gouverner, et donc d'arbitrer entre les différents intérêts. Mais leur actuel alignement politique les oblige à exagérer leurs différences pour le temps de la campagne électorale : c'est trop artificiel, et le public le voit bien. D'où les difficultés que rencontre l'électeur à faire la distinction entre les deux propositions, et le remplacement d'un tel effort par une lamentable exploitation de petites phrases malheureuses.

Au-delà de la division gauche-droite, s'en dessine une autre qui est en relation avec les positions européennes de la France et son attitude générale devant l'internationalisation de l'économie. Cette fracture était déjà visible lors du référendum sur le traité de Maastricht, et elle s'est prolongée dans l'intervention en ex-Yougoslavie ou dans les positions face à la mondialisation, un phénomène que 25 % des Français identifient avec l'hégémonie des États-Unis.

Il semble clair qu'une partie des milieux politiques et sociaux fran-

çais considère que le pays a tout à perdre dans l'ouverture à l'Europe. Les Français ne sont pas les seuls Européens qui rechignent à accepter la prépondérance de la « bureaucratie de Bruxelles » sur le pouvoir politique national, mais c'est à coup sûr l'un des peuples chez qui cette méfiance se manifeste avec le

plus de force, rejoignant parfois le soutien aux mouvements contre la mondialisation et les tentatives de maintenir à toute force l'idée que les immigrés doivent s'intégrer dans la société « un par un », sans reconnaître le « multiculturalisme » de la tradition anglo-saxonne qui entend laisser sur la scène publi-

HASHEY. Dessin paru dans « The Wall Street Journal » (Bruxelles).

que un espace ouvert à l'expression de communautés différenciées. Le politologue Pascal Perrineau appelle « société fermée » les partisans de toutes ces résistances.

Ce fleuve alimente des courants situés aussi bien à gauche qu'à droite. Jean-Pierre Chevènement a transféré sur la Banque centrale

européenne la suspicion qu'il manifestait auparavant à l'égard de la monnaie unique ; mais Arlette Laguiller, elle aussi, a besoin d'une « société fermée », parce que ses propositions économiques et sociales ne seraient réalisables que dans un pays violemment protectionniste. Et, dans le camp de la droite, Le Pen et Mégret représentent un courant qui est tellement lié à l'idée d'une France traditionnelle et « allégée » des immigrés que cela se traduit forcément par une position antieuropéenne. Encore heureux que le passage à l'euro se soit fait correctement, évitant ainsi ce qui aurait pu être un dangereux élément de la campagne électorale.

En somme : comme tous les pays européens, la France connaît une ouverture institutionnelle et culturelle, en plus de la mondialisation économique et des phénomènes de délocalisation d'entreprises. Mais un nombre non négligeable d'hommes politiques et de leaders syndicaux considèrent cela comme un risque pour l'avenir. La résistance est encore plus grande quand il s'agit d'engager une véritable décentralisation interne : si les partis « de gouvernement » (la droite, les socialistes) l'entreprenaient pour de bon, Chevènement se tournerait vers le peuple pour lui dire : « Je vous avais prévenus. » Et dans un électoralat dont l'âge moyen est élevé – une personne sur deux en âge de voter a plus de cinquante ans –, habitué à une France uniforme d'est en ouest, il n'est pas difficile de trouver des gens qui se demandent quel besoin à leur pays de s'embarquer dans ce genre de complications. Un pays qui a l'importance de la France doit résoudre cette crise latente qu'il traîne avec lui. Il lui faut un pouvoir fort ; mais, en même temps, une réforme des règles du jeu politique ne sera possible qu'avec un large consensus national. Ce qui n'est pas facile à obtenir, si l'on en juge par les coups de massue qui ont écrasé une petite tentative d'autonomie pour la Corse. Le président qui sera élu le 5 mai sera obligé de dramatiser l'importance d'obtenir une majorité cohérente aux législatives de juin, d'autant plus que le camp politique battu arguera probablement des bienfaits d'un contre-pouvoir.

Joaquin Prieto  
Traduit de l'espagnol par  
François Maspéro



## La nouvelle religion du temps libre

Pour Cesare Martinetti, correspondant du quotidien italien « La Stampa » à Paris, la loi sur les 35 heures nourrit une vague d'individualisme

SI les Français se sont peu passionnés pour cette campagne électorale, la raison en est que les candidats ont beaucoup parlé, mais pas du sujet qui occupe les Français : le temps libre. Quelles idées y a-t-il pour le week-end ? Aucune. Et c'est peut-être mieux ainsi car la France souffre – déjà – de l'image d'un pays hyperréglementé, dans le bon et le mauvais sens du terme. Mais, pris au milieu de cette dialectique paradoxale (une politique qui multiplie le temps libre, aucune proposition politique pour l'occuper), il se peut que les électeurs se soient sentis autorisés à ne pas trop s'intéresser à ce monde à l'atmosphère toujours un peu suspecte qui s'appelle la politique. C'est pourquoi ils jugent équivalents les programmes de Chirac et de Jospin, qui, en fait, ne le sont pas.

Bien entendu, cela n'est pas une analyse économique, pas plus qu'une grande enquête sociologique, mais au contraire une observation tendancieuse qui part d'une constatation personnelle : nulle part ailleurs je n'ai entendu d'une manière aussi massive, rythmée et quasi liturgique l'expression complice :

« Bon week-end ! » C'est un viatique qui commence à se promener dans l'air le jeudi et arrive au point culminant le vendredi, lorsque, dans chaque couloir du bureau, à chaque salut dans la rue, retentit un rituel « Bon week-end ! »

C'est comme si le temps de la vie était divisé en « week-ends » et « non-week-ends ». Et, pourtant, certains travaillent le samedi et le dimanche pour faire fonctionner, vivre et survivre une ville, avec tous ses services collectifs. En Italie, les journaux sortent sept jours sur sept. Alors, quand on me souhaite « bon week-end » le vendredi soir, je ne sais pas si le mien sera « bon » ou « mauvais ». Souvent, mon journal me « ruine » la fête en me demandant un article.

La loi sur les 35 heures a représenté beaucoup plus qu'une simple réduction du temps de travail. On discutera encore longtemps des résultats économiques et sociaux de cette loi. Mais une chose est évidente : le centre de gravité de l'existence s'est déplacé du temps de travail à celui du non-travail. Et cela est d'autant plus vrai dans les catégories et les situations où la mise en

place des 35 heures est plus difficile. Lorsque le différend a éclaté dans les hôpitaux, un médecin m'a dit : « Quand je prends mon tour de garde la nuit, j'enchaîne deux jours de travail, je fais mes 35 heures en deux jours. Que ferai-je au cours des cinq

jours de la société », comme l'a dit Jacques Chirac il y a quelques jours. Et ce même si aucune étude ne dit que la réduction du temps de travail a eu pour conséquence « de meilleures conditions de travail » ou « plus de plaisir à travailler ».

On a beaucoup parlé de sécurité en ignorant que l'angoisse est produite et multipliée par les bavardages sur le manque de sécurité bien plus que par la réalité elle-même

qui restent ? » Il s'agit là d'une situation bien emblématique et d'ailleurs toujours pas résolue. Pour ce médecin, le problème est devenu le temps libre. Pourtant, toutes les enquêtes sur les effets des 35 heures mettent en évidence une réalité positive : « plus de temps libre, plus de liberté », « plus de jours de vacances », « plus de temps pour soi et pour la famille ». Bref, « une évolution natu-

En tout cas, c'est une énorme révolution conceptuelle : les 35 heures ont transformé le travail en pure quantité. Une révolution que l'on ne peut pas laisser de côté. Aucun candidat à la présidentielle, de droite ou de gauche, ne propose de les abolir. Ceux qui les critiquent le font avec précaution. L'unique adversaire déclaré des 35 heures, Alain Madelin, renverse l'analyse d'un point de

vue libéral et dit : non aux 35 heures pour être plus libre et choisir la manière dont on veut mener sa propre vie.

Le revers politique de tout cela, d'après moi, est que les 35 heures ont amorcé une nouvelle vague d'individualisme qui, additionnée à la vague de refus de la politique qui traverse l'Europe, a produit les résultats que nous avons pu voir se refléter cette semaine dans les sondages : la fin de la confiance dans les mouvements collectifs, le vote comme mesure de la rancœur sociale. C'est ce que les politologues appellent la fin de la politique, ce sentiment qui a porté au pouvoir en Italie Silvio Berlusconi, qui – comme l'a bien dit Marc Lazar dans une interview à La Stampa – est de ceux qui pensent que la démocratie est le cadre qui garantit à chacun de pouvoir s'occuper de soi-même et de faire fructifier ses propres intérêts.

Bien sûr, il faut attendre les véritables résultats des élections, mais les sondages ont une valeur en soi. Ils nous ont appris avec certitude que la majorité des Français ont dit un grand « non » à la politique traditionnelle, même à celle qui leur a

offert les 35 heures, car, c'est bien connu, le peu fabuleux destin des réformateurs est celui de n'être jamais remerciés par ceux qui profitent de leurs réformes. Aucun politique n'a vraiment su parler au cœur, aux désirs, aux plaisirs des gens. On a beaucoup parlé de sécurité en ignorant que l'angoisse est produite et multipliée par les bavardages sur le manque de sécurité bien plus que par la réalité elle-même. Ce sont les professionnels de l'insécurité qui en profiteront, à l'extrême droite comme à l'extrême gauche.

Et dire que pour donner un peu plus de sécurité il suffirait de toutes petites choses, comme plonger la main dans un sac de lentilles ou jeter des cailloux dans le canal Saint-Martin, ainsi que doivent le penser les huit millions de Français qui ont vu Amélie Poulain, champion social le plus sérieux de la dernière année, politiquement indéchiffable, mais existentiellement à la recherche de son « Bon week-end » hebdomadaire.

Cesare Martinetti  
Traduit de l'italien par  
Florence Djibedjian



Photographe  
à l'agence  
Contact Press  
Image,  
Patrick Artinian  
a suivi tous  
les candidats.  
Nous publions  
une sélection  
de ses clichés  
avec les  
légendes  
qu'il a rédigées

## Images de campagne



*Ci-dessus. Jacques Chirac au Théâtre du Palais-Royal. Les artistes soutenant Jacques Chirac s'y sont donné rendez-vous ce lundi matin 8 avril. Henri Salvador et Line Renaud sont les plus connus. Yves Duteil et Muriel Robin les plus jeunes. Sur scène, les différents intervenants n'ont qu'un seul slogan à la bouche : la baisse des charges et des impôts.*

*Ci-contre. Meeting de Jean-Pierre Chevènement à la Mutualité. La salle de la Mutualité de Paris est incontournable. Tous, ou presque, de droite comme de gauche, y ont tenu meeting. Pour Jean-Pierre Chevènement, c'était le 9 février.*

*Ci-dessous à gauche. Jean-Marie Le Pen à Béziers le 24 mars. Un admirateur offre une peinture représentant Jean-Marie Le Pen avec son épouse. A table, l'attaché de presse, sourire en coin, s'adresse au garde du corps de Le Pen et essaie de lui refiler le « tableau » afin qu'il le ramène à Paris.*

*Ci-dessous à droite. Meeting de Jean Saint-Josse à Amiens. Ils sont plus de 3 000, ce jeudi 28 février, à se presser dans le grand hall du Parc des expositions d'Amiens pour y écouter le leader du CPNT. A peine plus d'une dizaine de femmes font partie de l'assistance.*



## LE GRAND DOSSIER VUE D'AILLEURS



*Ci-dessus, à gauche. Daniel Gluckstein lors de la sortie annuelle du Parti des travailleurs devant le Mur des fédérés au cimetière du Père-Lachaise. Cette année, le PT a décidé de célébrer la Commune de Paris le 16 mars, soit, campagne électorale oblige, près de deux mois en avance sur la date habituelle.*



*Ci-dessus à droite. Réunion de l'UEM à Toulouse le 23 février. Roselyne Bachelot et François d'Aubert écoutent le discours de Michelle Alliot-Marie. La fête sera gâchée par François Bayrou, qui mettra les pieds dans le plat chiraquien lors d'une allocution sur les méfaits d'un parti unique à droite.*

*Ci-contre. Fin de meeting à Montreuil ce 11 mars. Olivier Besancenot a défendu son projet dans une langue de plomb bien rodée et assez étonnante dans la bouche d'un si jeune candidat. Une fille l'interpelle. Il la reconnaît et ils s'embrassent. Le candidat de la LCR donne encore une ou deux interviews aux télés et radios présentes et ira boire un verre avec elle.*



*Ci-dessous. Lionel Jospin à Liévin. C'était incontournable. Tout candidat socialiste qui se respecte se doit de faire un tour par les régions minières du nord de la France. Lionel Jospin n'y a pas coupé en ce samedi 13 avril. Il a déposé une gerbe sur le monument des victimes de la catastrophe de Liévin qui en ce 27 décembre 1974, deux jours après Noël, coûta la vie à quarante-deux mineurs de fond.*



Mener une campagne électorale en évitant d'aborder les questions de fond, comme les dérives corporatistes, voilà qui étonne la presse étrangère. Celle-ci voit dans la course à l'Elysée le reflet d'un mal français : le non-renouvellement du personnel politique

Dessin paru dans « The Economist » (Londres).



# Le statu quo du Un regard sévère et ironique

La presse internationale déplore l'absence de vrai débat dans la campagne et moque l'« américanisation » de la vie politique

**V**OULEZ-VOUS vous débarrasser de cette partie du statu quo ou de l'autre ? » Derrière l'ironie toute britannique, la formule de *The Independent* résume un sentiment largement répandu hors de nos frontières. Rendez-vous politique majeur de notre pays, l'élection présidentielle est perçue d'avance comme une occasion manquée pour la France. La presse étrangère attribue cela à plusieurs facteurs, d'autant plus déconcertants qu'ils sont dus à des particularités nationales apparemment bien établies, plus qu'à l'environnement politique et économique mondial.

Les hommes d'abord. Quelle alternative s'offre aux électeurs lorsque les deux principaux prétendants à l'Elysée sont les mêmes adversaires qu'il y a sept ans, qu'ils ont gouverné ensemble les cinq années écoulées et que, de surcroît, ils occupent les hautes sphères du pouvoir depuis plusieurs décennies ? Le reproche vaut également pour Arlette Laguiller et Jean-Marie Le Pen, déjà candidats en 1974, et pour Jean-Pierre Chevènement, trois fois ministre démissionnaire.

« La classe politique s'apparente à une troupe de répertoire en tournée, avec les mêmes vieux acteurs jouant les mêmes rôles depuis des dizaines d'années », juge *The Independent*. En France, nul Tony Blair, Gerhard Schröder ou José Maria Aznar pour apporter du sang neuf et des idées nouvelles. Le fait qu'une personnalité politique puisse se représenter devant les électeurs après avoir été battue lors d'un scrutin majeur est incompréhensible. Les partis sont définis comme de simples écuries présidentielles au service d'un candidat permanent, au détriment de la promotion des idées. « L'obsession de la fonction suprême a fait apparaître un système des partis spécifique à la France, dans lequel la longévité politique du chef est élevée au rang de nécessité inévitable », analyse l'hebdomadaire suisse *Die Weltwoche*.

Les institutions, ensuite. La première cohabitation était une curiosité pour le monde, la seconde une transition, la dernière est une ano-

malie. Ce partage forcé du pouvoir, si éloigné d'une grande coalition telle qu'a pu en connaître l'Allemagne, est rejeté comme le facteur essentiel du statu quo actuel. L'absence de grandes réformes intérieures et d'initiatives de la France sur la scène internationale lui est attribuée. « Comment la République "une et indivisible" pourrait-elle concevoir un grand dessein quand ses deux représentants marchent dans des directions opposées ? », interroge *Die Welt*.

Plus déstabilisant pour la vie politique, l'équilibre des pouvoirs en est modifié, et cela se ressent sur la campagne. Les commentateurs étrangers abordent plus facilement que les candidats la question fondamentale de cette année électorale : l'ave-

comme le signe d'une apathie morale inquiétante de la part d'une grande démocratie. De l'avis général, Jacques Chirac mène une campagne sans imagination et sans panache, mais qui, en étant centrée sur le thème de l'insécurité, se nourrit de l'actualité, comme la tuerie de Nanterre et les agressions antisémites. « Au bout de quarante ans, la machine électorale de Jacques Chirac est bien huilée. Et dans cette dernière campagne du président sortant, elle semble tourner à plein régime », constate simplement *The Guardian*.

Face à lui, Lionel Jospin est reconnu comme un homme sérieux, honnête et travailleur, mais souffrant d'un manque flagrant de chaleur humaine. Sa campagne est sévèrement jugée. Alors qu'il pouvait se

« Comment la République "une et indivisible" pourrait-elle concevoir un grand dessein quand ses deux représentants marchent dans des directions opposées ? » **DIE WELT**

nir de la fonction présidentielle, laquelle serait définitivement affaiblie en cas de nouvelle cohabitation. De ce point de vue, la prééminence élyséenne voulue par Charles de Gaulle et renforcée par le suffrage universel a disparu. « La V République est finie, même s'il n'y aura pas de faire-part officiel », affirme Flora Lewis, l'éditorialiste de *l'International Herald Tribune*.

Jacques Chirac contre Lionel Jospin, tel est donc le produit de ces exceptions françaises. Le duel est observé avec curiosité. D'un côté, un président sortant qui - sujet d'incompréhension permanent - peut rester au pouvoir, briguer un second mandat et avoir de bonnes chances de l'emporter malgré de multiples mises en cause par la justice. Cette tolérance est interprétée au mieux comme un désenchantement face aux pratiques d'une classe politique d'un autre âge, au pire

prévaloir d'une expérience gouvernementale plutôt flatteuse, le premier ministre n'a pas su se bâtir une stature présidentielle. Il n'a pas su se positionner clairement, menant « une campagne en zigzag qui a débuté avec une affirmation qui a fait le bonheur des caricaturistes, "Je suis socialiste mais mon programme n'est pas socialiste" », blâme *La Stampa*.

Alors que la présence à ses côtés de personnalités comme Dominique Strauss-Kahn, notamment apprécié par la presse allemande, était accueillie comme un gage de compétence, le trop-plein de personnalités aux ambitions contradictoires est désormais jugé comme une faiblesse. Les observateurs étrangers, qui constatent le manque d'intérêt des Français pour la campagne et stigmatisent le face-à-face inévitable entre Jospin et Chirac, ne sont pas réellement surpris par la tournure protestataire du scrutin. Mais ils regrettent

qu'aucun des quatorze autres candidats ne représente une alternative crédible. Alors que le dernier Parti communiste influent en Europe glisse vers un déclin qui paraît définitif, la présence de trois trotskistes et le succès attendu d'Arlette Laguiller nourrissent de nombreux commentaires sur la persistance de la foi marxiste la plus radicale.

« Où ailleurs qu'en France une trotskiste retraitée de 62 ans pourrait-elle lutter pour la troisième place lors de l'élection la plus importante du pays ? », s'étonne *The Irish Times*. Au-delà d'une curiosité suscitée par les sondages, la candidate de Lutte ouvrière, comme avant elle Jean-Pierre Chevènement, ne fait cependant pas illusion. Et le score attendu de Jean-Marie Le Pen, personnage jugé sans avenir, n'est plus vraiment analysé comme une tendance politique majeure. « Les candidats sans chance de succès ne présentent pas d'originalité, ils sont juste un miroir déformé de la société française, renvoyant l'image d'un pays hostile à la nouveauté et au changement », tranche le *Corriere della Sera*.

Au bout du compte, seuls deux projets comptent vraiment. Entre Jacques Chirac et Lionel Jospin, les convergences sont nombreuses et nourrissent le diagnostic d'une élection sans perspectives. La nécessité de satisfaire l'électorat le plus large possible est bien comprise, mais il s'agirait avant tout d'une question de culture politique commune à la grande majorité des candidats. « Aucun d'entre eux ne semble rompre avec les principes de base de la politique française des dernières décennies. Pour les deux principaux candidats, l'Etat garde une place prépondérante dans tous les recoins de la vie nationale, avec un rôle permanent dans l'économie », observe ainsi *l'International Herald Tribune*.

Jacques Chirac est considéré comme favorable aux entreprises et Lionel Jospin est crédité de la baisse du chômage et de nombreuses privatisations. Mais ni l'un ni l'autre n'inspirent confiance aux journaux acquis au libéralisme, qui se préoccupent surtout de l'avenir des retraites, de la réforme d'un Etat jugé trop lourd et de la libéralisation de services publics reconnus comme efficaces mais trop coûteux. Plus généralement, la frontière entre la droite et la gauche n'est plus clairement identifiée. La cohabitation au long cours et le non-renouvellement de la classe politique sont une fois encore désignés comme les responsables de cet affaiblissement des lignes du débat. Seul *Le Temps* conçoit cette élection présidentielle comme l'occasion d'opérer un vrai choix politique. « Il y a, au fond, une différence de philosophie de l'Etat, argumente le quotidien suisse. Pour Jacques Chirac, ce dernier doit favoriser l'activité économique par des incitations et supprimer les contraintes qui pèsent sur les entreprises et sur les initiatives individuelles ; l'Etat doit se recentrer sur sa fonction de protecteur des individus [sécurité]. Pour Lionel Jospin, l'Etat doit être le grand régulateur de la vie économique et sociale. Ce sont deux conceptions du contrat social. »

Au fond, nos voisins semblent regretter les vieux affrontements qui permettaient de prendre clairement parti, et la vision d'un président gaullien élevé au rang de guide de la nation. « Où sont l'imagination et le courage ? », clame le *Financial Times*. Ni Chirac ni Jospin n'ont encore fourni leur vision du pays en 2007, sans parler d'une vision qui insufflerait de la confiance. La campagne n'a pas besoin de rhétorique hautaine ou de prescriptions politiques détaillées, mais d'une plus grande clarté de la part des deux principaux candidats et d'un véritable débat. Chirac et Jospin sont enlisés à défendre des propositions mal financées ou basées sur des prévisions de croissance trop optimistes. La France mériterait mieux. »

L'autre fait marquant de cette campagne présidentielle est la place

toujours plus importante jouée par la communication. La mise en scène millimétrée des meetings, les séances photo dans la presse people et le nombre de conseillers en communication, en particulier Claude Chirac, dont la relation personnelle et professionnelle avec son père fascine, sont comptabilisés comme autant de signes d'une américanisation croissante de la politique française, qui viendrait compenser le manque de substance du débat.

L'apparition des épouses des candidats sur le devant de la scène est à cet égard perçue comme une tentative un peu dérisoire de mettre encore plus en valeur des personnalités transformées en argument électoral. « Le marketing politique est la nouvelle vedette des élections françaises, déplore le quotidien argentin *Clarín*. De plus en plus, l'art de la politique cède la place à l'art de l'irréalité. On se rapproche d'un spectacle hollywoodien, et on cherche désormais des arguments électoraux susceptibles de convaincre la ménagère qui regarde la télévision à partir de 3 heures de l'après-midi comme les cadres exigeants qui n'allument leur poste qu'après 21 heures. Aujourd'hui, pour les candidats à la présidence, l'idéologie est morte et l'américanisation de la campagne électorale vient se substituer au fracas des débats d'idées. »

A l'issue de cette campagne particulière, sur quoi se décideront les Français ? Difficile à dire, d'autant que les rapports entre le personnel politique et les électeurs paraissent pour le moins ambigus. Ces derniers approuvent la cohabitation, mais ils encouragent les extrêmes. Ils jugent Lionel Jospin honnête, mais lui préfèrent Jacques Chirac. Bref, les Français ne savent pas ce qu'ils veulent. « Normalement, les

« Normalement, les politiques mentent à leurs électeurs. Mais dans cette élection bizarre, ce sont les électeurs français qui mentent à leurs politiciens »

**THE INDEPENDENT**

politiques mentent à leurs électeurs. Mais, dans cette élection bizarre, ce sont les électeurs français qui mentent à leurs politiciens, analyse *The Independent*. Les Français mentent lorsqu'ils disent qu'ils veulent le changement. Ils veulent des solutions aux problèmes croissants d'éducation, de santé et de retraite. Mais toutes les tentatives raisonnables d'aborder ces problèmes ont été mises en échec par des groupes qui ont défendu des intérêts particuliers et ont été soutenus par le grand public. Ils mentent ensuite quand ils réclament des dirigeants honnêtes et "carrés", qui feront tout ce qu'ils promettent de faire. Cela peut leur plaire à un niveau local ou même en ce qui concerne un premier ministre. Mais pas lorsqu'il s'agit de choisir un président. »

Illusions perdues, manque de civisme ? « Tous les sondages montrent que seulement la moitié des électeurs suivent la campagne avec intérêt, contre les deux tiers lors des scrutins des années 1980 et 1990 », note *El País*, en avançant une explication toute simple : « Peut-être la France se désidéologise-t-elle comme tant d'autres pays en Europe. »

**Eric Maurice,**  
« *Courrier international* »  
pour « *Le Monde* »

# politique, un Etat prééminent

## La maladie du corporatisme

Pour John Lichfield, correspondant du quotidien londonien « The Independent », l'Etat ne fait pas primer l'intérêt général sur les intérêts particuliers

LES historiens s'accordent à dire que la Grande-Bretagne est le pays de l'évolution et la France celui de la révolution. En Grande-Bretagne, nous dit-on, les changements de société, de Constitution ou économiques se font de façon imprévisible, mais relativement en douceur. La France, elle, connaît de longues périodes de blocage et de frustration, ponctuées par des explosions aussi destructrices que créatrices qui font avancer le pays. C'est ainsi que, dans les années 1790, les Français ont dû faire tomber des milliers de têtes pour parvenir aux libertés bourgeoises obtenues par les Britanniques au fil des siècles.

En 1968, la jeunesse française a dû lancer des pavés sur les CRS pour avoir le droit de porter les cheveux longs et des pantalons violets, comme le faisaient les étudiants de l'autre côté de la Manche. C'est en tout cas ainsi que cela se passait autrefois. Or pratiquement personne ne s'est rendu compte que, ces vingt dernières années, les deux pays, apparemment lassés par leur propre histoire, ont échangé ce qui était devenu leur rôle traditionnel. Avec l'accession au pouvoir de Margaret Thatcher, en 1979, la Grande-Bretagne est devenue un pays révolutionnaire, avec tous les progrès et toutes les douleurs que cela implique. Les vieilles certitudes étouffantes et les entraves à l'économie ont volé en éclats, mais – comme dans le cas de la Révolution française ou de toute autre révolution – la destruction ne s'est pas limitée, loin de là, à ce qui méritait d'être détruit.

Des dizaines de milliers d'emplois d'ouvrier ont été sacrifiés sur l'autel du monétarisme. L'ancien régime [en français dans le texte], autre-

ment dit les investissements publics dans les chemins de fer, l'éducation et la santé, a été renversé. Un dynamisme nouveau a vu le jour, mais nous sommes aujourd'hui seulement en train de découvrir à quel prix. Certains historiens révisionnistes français soulignent même que la Révolution française a bloqué le développement économique et industriel de l'Hexagone pendant trente ans ou plus. Dans le même temps, la France a connu une période de lent changement, du moins lorsque changement il y a. La France n'est plus ce pays centré sur lui-même, impénétrable, clientéliste et doté d'un Etat tout-puissant qu'elle était jusque dans les années 1970, voire 1980. C'est avec réticence et brutalité qu'elle est allée de l'avant, sans se départir de son essence française, sans renoncer à son service public, mais sans grande créativité ou dynamisme non plus.

La France est-elle en pleine évolution ou bien traverse-t-elle l'une de ces périodes de blocage qui précèdent une grande explosion ? Il serait agréable de penser que le résultat du scrutin apportera la réponse. Mais ce n'est pas le cas. Les grandes interrogations auxquelles la France est confrontée – les impôts, les retraites, l'éducation, la santé, son rôle en Europe – seront laissées de côté ou esquivées pendant les cinq ans à venir. Comme me l'a confié récemment un baron provincial du centre droit : « Ce sont des élections pour rien. Au mieux des élections de transition. Je crois que beaucoup de gens le savent, et cela contribue au sentiment malsain de frustration qui règne dans notre pays. Les vrais problèmes ne pourront pas être résolus tant que cette génération politique, celle de Jospin et de Chirac, n'aura pas disparu. »

Depuis les années 1980, la Grande-Bretagne et la France ont pris des chemins différents, équivalant à une expérience sur les approches opposées de la modernité. En conséquence, chacun des deux pays est obsédé par ce qui arrive à l'autre – et il est fréquent qu'il en donne une fausse interprétation ou une représentation erronée. Du côté britannique du tunnel sous la Manche, nous avons une vision très contradictoire de la France.

C'est : a) le pays qui a tout faux. Ses impôts sont élevés, son droit du travail trop rigide, ses bureaucraties

mais la grande majorité des parents de classe moyenne et aisée n'en continuent pas moins à y avoir recours. Et, plus important, les chiffres de la croissance de la France des cinq dernières années ne sont pas mauvais du tout. Pris année par année, ils sont meilleurs que ceux de la Grande-Bretagne, même si cela peut s'expliquer en partie par une reprise naturelle après la profonde récession du milieu des années 1990.

Evidemment, dans une certaine mesure, ce sont les deux faces du même euro. Si la France paie davantage d'impôts, a plus de fonctionnai-

savoir combien de temps ce modèle de services publics fonctionnant sur la base d'impôts élevés pourra survivre dans un monde d'investissements mobiles et de concurrence internationale. Le problème sous-jacent – jamais évoqué dans le cadre du débat électoral – consiste à venir à bout des intérêts particuliers solidement implantés qui s'opposent à toute réforme, alors que l'opinion française a pris la surprenante habitude de soutenir des intérêts étriés aux dépens des intérêts nationaux – autrement dit, les siens.

Partout dans l'Hexagone, dans les grandes villes comme dans la France profonde [en français dans le texte], on entend la même plainte : « Les politiciens ? Ils font beaucoup de promesses mais ils n'en tiennent aucune. » Les politiques, s'ils en avaient le courage, pourraient eux aussi se plaindre. « Les électeurs ?, diraient-ils. Ils nous demandent beaucoup, mais ils soutiennent les forces qui résistent au changement. »

Ces dix dernières années, toutes les tentatives visant à s'attaquer aux réformes nécessaires – concernant les retraites, l'éducation ou la taille démesurée du ministère de l'économie et des finances – ont été mises en échec par l'égoïsme et l'entêtement avec lesquels des catégories socio-professionnelles ont défendu leurs propres intérêts. Dans l'immense majorité des cas, qu'il s'agisse des chauffeurs routiers, des enseignants, des fonctionnaires ou des agriculteurs, l'opinion s'est montrée d'une indulgence extraordinaire, allant jusqu'à soutenir les grévistes.

En Grande-Bretagne, Margaret Thatcher a brisé l'emprise de ce type d'intérêts catégoriels. Hélas (et elle fut en cela une véritable révolutionnaire), elle a également mis en piè-

ces la tradition et la qualité des investissements dans les services et les infrastructures publics. Or il n'est pas absolument nécessaire de les détruire du même coup. Pour évoluer, au lieu de stagner ou d'exploser, la France doit trouver le moyen de préserver la qualité de son service public, tout en abolissant ces sacro-saints intérêts.

Pour cela, il lui faut continuer à investir dans les lignes de TGV, mais arrêter de tolérer un système qui permet aux conducteurs de train de ne travailler que douze heures par semaine et de prendre leur retraite à 50 ans et à taux plein. Pour cela, il lui faut renforcer un système de retraites en voie d'effondrement, en autorisant des régimes privés (ce qui, à l'heure actuelle, est illégal). Cela passe aussi par la préservation ou l'amélioration de la qualité de l'éducation nationale, en brisant le pouvoir des enseignants, qui font évoluer le système en fonction de leurs propres intérêts et non de ceux des élèves.

La capacité de la France à aller de l'avant n'est pas freinée par l'étatisme, mais par le corporatisme. En un sens, l'Etat est trop faible pour imposer le genre de changements que les responsables politiques sensés, de droite comme de gauche, reconnaissent comme nécessaires. Or il est probable que ni un président Jospin ni un président Chirac II n'aura une vision assez large ou ne disposera du soutien de ses concitoyens, pas même de son propre camp, pour être plus qu'un gestionnaire de crise. La France se prépare à cinq années d'esquives et de dérives. Reste à savoir si, au bout de ce laps de temps, elle sera mûre pour évoluer – ou pour une révolution.

John Lichfield



MIX & REMIX. Dessin paru dans « L'Hebdo » (Lausanne).



## Jospin-Berlin, une relation sans passion

Le premier ministre-candidat sacrifie à la profession de foi franco-allemande, mais il ne propose rien, regrette Gerd Kröncke, de la « Süddeutsche Zeitung »

IL y a eu une époque où la relation franco-allemande était quelque chose de particulier. On avait commencé par le respect qu'un vieil homme, Charles de Gaulle, éprouvait pour un homme encore plus âgé, Konrad Adenauer, et vice versa. Plus tard vinrent les rencontres lourdes de symboles puis les gestes de réconciliation devant les tombes de soldats – le chancelier Kohl qui donne la main à Mitterrand. Des deux côtés du Rhin, les prédécesseurs des dirigeants actuels ont tenté de lui donner une âme, ce qui leur était d'autant plus facile qu'ils s'inscrivaient eux-mêmes dans une tradition de réconciliation. Or ceux qui sont aux commandes

aujourd'hui sont plus jeunes et n'ont rien à se pardonner mutuellement. Au début de sa carrière, Gerhard Schröder était orienté vers la Grande-Bretagne – en admettant qu'il se soit tourné vers quelque pays que ce soit. Son partenaire français Lionel Jospin ne s'est jamais fait remarquer par une affinité particulière pour l'Allemagne – un de ses proches qualifie d'« agnostique » le rapport qu'il entretient avec elle.

Pour dire les choses de façon neutre : Jospin n'a rien contre l'Allemagne. Ses deux principaux soutiens, Pierre Moscovici, ministre des affaires européennes, et Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, font partie de ceux qui regardent

au-delà du Rhin avec scepticisme. Ce dernier a beau insister sans cesse sur la fréquence de ses rencontres avec Joschka Fischer, cela ne l'a pas empêché de traiter publiquement son homologue allemand de « joueur de flûte » parce que ça l'arrangeait sur le plan intérieur.

Schröder et Jospin sont tous deux en campagne, et la relation franco-allemande ne représente actuellement à leurs yeux, au mieux, qu'un paramètre tactique. Puisqu'il faut une symbolique franco-allemande – c'est ce qu'on a conseillé au premier ministre-candidat –, elle doit ouvrir la voie à l'Élysée. D'où la forme qu'a prise le rendez-vous de Berlin, le 5 avril – Lionel Jospin à la cathédrale

française du Gendarmenmarkt. Sa visite ne s'adressait pas aux Allemands, mais principalement aux dizaines de milliers de Français qui vivent en Allemagne et qui sont pour lui aussi importants que les habitants de l'île de la Réunion par exemple.

Jacques Chirac, son adversaire gaulliste, est considéré par ses homologues comme un « Européen de raison ». Dans la première moitié de son mandat, qui arrive à son terme, quand Helmut Kohl, dont il se sentait plus proche, était aux commandes côté allemand, on a souvent invoqué le moteur, parfois nommé l'« axe », Paris-Berlin. Cette relation privilégiée a peut-être été

victime de son succès depuis, même si cette nouvelle normalité est ressentie par certains comme un retour en arrière. Quoi qu'il en soit, Jospin, qui est un homme sobre, voit les choses sans passion. Pour lui, l'Allemagne est un bon voisin. C'est déjà quelque chose. Dans un entretien publié par Libération le 2 avril, il déclare que la relation « franco-allemande » ne devrait pas être une affaire exclusive et devrait être « féconde ». Il ajoute qu'il a toujours considéré l'idée d'un axe comme trop fermée sur elle-même et juge nécessaire de la redéfinir. Cela n'a rien de tragique du point de vue allemand : Schröder n'a laissé aucun doute sur le fait

qu'il voit les choses exactement de la même façon. La cordialité est révolue. Il faut reconnaître que ce n'est pas le bon moment pour faire l'inventaire des relations franco-allemandes, car celles-ci ne jouent aucun rôle dans la campagne. Pourtant Jospin fait référence à l'Europe – « Je suis totalement européen » –, alors que ce n'est pas non plus un thème particulièrement important.

Le premier ministre a beau ne pas être persuadé que Français et Allemands sont les parents de la famille européenne, ils restent les piliers de soutien de l'édifice et demeurent incontournables.

Gerd Kröncke



**STEVEN LAURENCE KAPLAN** est professeur d'histoire européenne à l'université Cornell, aux Etats-Unis. Spécialiste du XVIII<sup>e</sup> siècle français, il a publié notamment *Le Meilleur pain du monde. Les boulangers de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Fayard, 1996) et *La Fin des corporations* (Fayard, 2001). Son dernier livre, *Le Retour du bon pain* (Perrin), sera en librairie en mai.

**Pour Steven Laurence Kaplan, la France est un pays bien étrange avec son système électoral à deux tours et son désintérêt pour l'Europe, qui est à ses yeux le seul moyen d'échapper à une mondialisation qui ne serait qu'une américanisation**

## « Ce qui me gêne, c'est la perte de la jouissance de la confrontation »

**Vous êtes en France depuis le début de l'année. Comment jugez-vous la campagne présidentielle ?**

Ce qui me frappe d'abord, c'est que vous, journalistes, vous avez suscité une grande attente en entretenant le suspense sur l'entrée en campagne des deux grands candidats, en les poussant à se déclarer. On attendait avec impatience que les gladiateurs pénètrent dans l'arène. Et on est plutôt déçu. Pourquoi ? Ce n'est pas que les deux hommes soient sans mérite, mais d'abord ce sont les deux sortants, ils ont entre eux une relation compliquée, ambiguë, qui comporte de fortes tensions, mais aussi des ententes profondes. C'est pourquoi ils ont eu du mal, dans un premier temps, à se démarquer l'un de l'autre. Et puis il y a votre système à deux tours, très bizarre pour un Américain : chez nous, la campagne est peut-être trop longue, mais une fois qu'on a voté, c'est fini !

**L'atténuation des divergences idéologiques n'est-elle pas à vos yeux un signe de maturité politique ?**

Il est vrai que la France est devenue une République du centre, comme l'ont écrit naguère François Furet, Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon. C'est ce qui explique d'ailleurs la disparition du centre en tant que tel. Il a fallu la gifle de Strasbourg pour que Bayrou existe pendant quelques minutes. Et c'est dommage, parce qu'il a de bonnes idées, même si ce ne sont pas les miennes. Son intervention à Toulouse, au meeting de l'Union en mouvement, a été peut-être le seul moment fort de la campagne : lorsqu'il a dit que si tout le monde pense la même chose, alors on ne pense pas, il a eu tout à fait raison. Aujourd'hui, Jospin et Chirac se disputent le centre. Du coup, Jospin a été obligé, en fin de campagne, de gauchir son discours. Quant à Chirac, il cherche une France « en grand », ce qui est un poncif. Tous les deux veulent une France « ensemble », mais sans jamais réfléchir sur le lien social, sur l'échec du modèle d'intégration républicaine...

**C'est l'un des aspects du débat sur la sécurité.**

Oui, mais justement ils n'en parlent pas. Cette question est la grande absence de la campagne. Qu'il y ait un problème de sécurité, je le crois, même si cela gêne la gauche et si cela arrange la droite, comme aux Etats-Unis où la droite - voyez Giuliani à New York - s'est toujours présentée comme le parti de « la loi et l'ordre » et où la gauche n'a jamais bien su comment lui répondre. Jospin a voulu corriger le tir, comme Gore et Clinton l'avaient fait chez nous. Mais le fond du problème n'est pas là. Le vrai problème n'est pas celui de l'immigration ni de l'islamisme, mais bien celui du modèle républicain. On n'en parle pas. Seul Chevènement pose les bonnes questions, mais ses réponses sont archaïques. Je ne dis pas qu'il faut abandonner le modèle républicain - sinon, on va encore dire que décidément les Américains n'y comprennent rien -, mais qu'il faut se demander pourquoi il est en panne. La « naïveté » de Jospin, qui a découvert que le chômage n'était pas la seule cause de l'insécurité, m'a choqué. Comme la démagogie de Chirac, qui a essayé de « récupérer » la tuerie de Nanterre.

**Y a-t-il d'autres grandes questions absentes de la campagne ?**

L'absence de tout débat sur l'Europe entre les principaux candidats est gravissime.

**Cela prouve qu'ils sont d'accord entre eux...**

Ils sont peut-être d'accord entre eux, mais ils n'ont pas expliqué aux Français ce que cela veut dire. L'exemple du sommet de Barcelone est instructif. Les chefs d'Etat et de gouvernement y ont décidé, en catimini, d'allonger de cinq ans la durée du travail. Quand ils sont revenus en France, ni Chirac ni Jospin n'en ont dit un mot. Ils avaient fait là-bas sous la table ce qu'ils auraient dû faire ouvertement. L'Europe, c'est votre avenir, c'est la possibilité pour vous d'échapper à une mondialisation qui ne serait qu'une américanisation. Il est dommage que personne n'en parle, à l'exception des souverainistes, qui tiennent sur ce sujet un discours réducteur.

Sur la mondialisation, Chirac et Jospin disent la même chose : qu'il faut l'humaniser, l'atténuer, la maîtriser. Mais ils oublient de rappeler que la France est déjà dépassée, que son économie dépend de son commerce extérieur deux fois plus que celle des Etats-Unis et que 40 % de sa Bourse appartient à des étrangers. Il est consternant que la plupart des candidats ne s'expriment pas franchement sur cette question.

**Revenons à l'affaiblissement du débat idéologique. N'est-il pas un indice, parmi d'autres, d'une américanisation de la vie politique française ?**

Oui, on pourrait dire que la France entre, en quelque sorte, dans la cour des grands. Mais, avec ses exceptions multiples, en a-t-elle vraiment envie ? La France politique est peut-être plus mature, moins agitée, moins divisée, mais entre ce discours et le comportement des Français il reste un abîme. Vous avez, d'un côté, une France apparemment moins idéologisée et, de l'autre, toujours une grande violence, symbolique souvent, réelle parfois, dans les relations sociales. La France semble hésiter entre la réduction de ses différences et la volonté de les maintenir. Ce qui me gêne dans cette adhésion au paradigme policé des démocraties avancées, c'est la perte de la jouissance de la confrontation, de la volupté du débat.

**Vous pensez qu'on est allé trop loin dans l'apaisement des passions...**

Je pense qu'il ne correspond pas à votre tempérament, à vos impératifs affectifs. Le résultat, c'est que vous laissez le champ libre à Arlette Laguiller ou à Jean-Pierre Chevènement. Je trouve cela dangereux. Je trouve

dangereux d'inventer une Arlette qui incarne tout ce qu'il y a de noble dans l'aventure de la différence ou de permettre à Chevènement de récupérer tout ce qu'il y a de rigoureux dans le modèle jacobino-républicain. Le programme d'Arlette, pour qui le regard de près, fait froid dans le dos. Quant à Chevènement, ce n'est pas tout à fait le général Boulanger, mais il inquiète. En voulant jouer de plus en plus sur la marge, Chirac et Jospin ont ouvert une brèche qui permet, à gauche plus qu'à droite, à d'autres acteurs d'occuper un espace qui devrait être celui des grands débats.

**La percée de l'extrême droite est-elle l'expression du même phénomène ?**

Il existe en France un consensus mou autour de quelques idées incarnées, balisées par Chirac et Jospin, et les autres n'ont pas d'espace pour s'exprimer

Je ne crois pas. Elle relève d'une tradition ancrée dans l'expérience française du siècle dernier, et même du précédent. Jean-Marie Le Pen est un grand tribun, un homme charismatique, mais il exploite aussi un fonds de commerce qui a ses racines dans la France contre-révolutionnaire. Il a été aidé par le système des cinq cents signatures, qui lui a permis de jouer sur sa victimisation : il aurait été inconcevable de l'exclure de la compétition.

**Vous critiquez le système des cinq cents signatures. Quelle est la procédure suivie aux Etats-Unis ?**

Chez nous, les candidats se présentent Etat par Etat. Il leur faut disposer d'un certain nombre de signatures de citoyens. Dans certains Etats, il peut y avoir une demi-douzaine de candidats, mais jamais seize, comme chez vous. Sur le plan national, il y a souvent un troisième candidat, comme Ralph Nader en 2000. Le candidat communiste est présent aussi, le plus souvent, dans la plupart des Etats, mais personne n'y prête vraiment attention, d'autant plus qu'il n'y a aucune obligation pour les chaînes de télévision de respecter l'égalité des temps de paro-

Bush est un homme profondément conservateur, ancré dans une vision chrétienne du monde et dans une anthropologie de l'homme extrêmement sombre, même si elle se double d'un versant lumineux dans l'au-delà. La vision de Gore est plus moderne, plus ancrée ici-bas, fondée sur une conception plus optimiste de l'homme. Sur le plan économique, Bush croit vraiment que le marché arbitre et qu'il ne faut pas y toucher, Gore est plus favorable à l'intervention de l'Etat, il ne veut pas tout abandonner à la main invisible. De ce point de vue, Chirac et Jospin sont beaucoup plus proches l'un de l'autre, ils sont tous les deux dirigistes, tous les deux jacobins, tous les deux très attachés aux acquis des Français.

**Que pensez-vous du faible score d'Alain Madelin, le chantre du libéralisme, dans les intentions de vote ?**

Il m'étonne. Madelin veut incarner la modernité, il dit qu'il faut « dégraisser le marmouth », comme dirait l'autre, il veut réformer l'Etat. Je sais bien qu'en France on ne peut pas réformer l'Etat, mais tout de même son message devrait plaire, d'autant que les jeunes ne connaissent pas son passé d'extrême droite au mouvement Occident. Pourquoi suscite-t-il si peu de réactions ? Parce qu'il existe en France un consensus mou autour de quelques idées incarnées, balisées par Chirac et Jospin, et que les autres n'ont pas d'espace pour s'exprimer.

**D'autres sujets d'étonnement ?**

L'indifférence des Français à l'égard des « affaires » et des casseroles que traîne Chirac. Vous me direz que la corruption existe aussi aux Etats-Unis, que les dirigeants d'Enron ont donné des centaines de milliers de dollars à Bush, mais ce n'est pas la même chose. S'il y avait le moindre soupçon que Bush ait acheté du foie gras avec de l'argent d'Enron, il ne s'en remettrait pas. Chirac est comme Reagan : c'est l'effet Tefal, rien n'acrocche. Quand François Hollande a parlé d'une « fracture morale », j'ai pensé que la question allait rebondir, alors qu'elle est tout de suite retombée. Cela veut-il dire que les Français sont cyniques et que pour eux les hommes politiques sont tous pourris ? Je le crains. Ce que je vois, c'est qu'on parle des affaires, et puis qu'on passe à autre chose.

**On a beaucoup parlé aussi du rôle des communicants...**

Parmi les mots qui ont pris le pouvoir depuis dix ans en France, celui de communication est pour moi le plus détestable. C'est nous qui avons inventé ces méthodes, bien sûr, qui visent à occulter et à manipuler, mais il me semble que même chez nous elles sont mises en pratique avec plus de pudeur. En France, elles ont tué ce que j'appellais tout à l'heure la jouissance de la confrontation.

**Que pensez-vous de la présence des épouses dans la campagne ?**

Là aussi l'Amérique a donné l'exemple. On a beaucoup vu M<sup>me</sup> Bush aux côtés de son mari. M<sup>me</sup> Gore est une militante sur les questions sociales. Quant aux Clinton, chacun sait que le grand homme politique de la famille, c'est Madame. Chez vous, les animaux domestiques ne sont pas encore sur les photos, mais ça viendra.

**Si vous étiez électeur en France, pour qui voteriez-vous ?**

Pas pour Arlette, c'est certain. Je crois que je voterai pour Jospin, tout en regrettant qu'il n'ait pas fait campagne autrement. Je vous l'ai dit, Chirac me fait penser à Reagan, même si, bien sûr, il n'a rien à voir avec l'idéologie reaganienne. Je fais référence à sa relation avec les Français. Reagan disait aux Américains : je suis comme vous, vous pouvez compter sur moi. Jospin, lui, me rappelle Gore. Il n'a pas le contact avec les gens. Il essaie d'être comme eux, mais ça ne marche pas.

**Vous avez voté pour Gore ?**

J'ai voté pour Gore un peu à contre-cœur, par rejet de Bush. Mais j'en veux beaucoup à Nader. Il a joué dans la campagne le rôle que jouent ici Chevènement et Laguiller. Et il a fini par faire battre Gore.

INGRAM PINN. Dessin paru dans le « Financial Times » le 22 février (Londres).



Propos recueillis par Thomas Ferenczi

## CHRONIQUE DU MÉDIATEUR

PAR ROBERT SOLÉ

## Manchette posthume

PERSONNE ne s'est étonné que *Le Monde* réserve sa manchette du 28 mars à l'effroyable tuerie de Nanterre. La manchette du lendemain, consacrée au suicide du tireur, ne devait guère être critiquée non plus. En revanche, plusieurs lecteurs ont vivement réagi à la « une » du 10 avril, barrée par ce titre : « Les confessions de Durn qui voulait vivre en tuant. » *Le Monde* annonçait ainsi la publication d'extraits du journal intime de l'homme qui, deux semaines plus tôt, avait froidement tiré sur les membres du conseil municipal, tuant huit personnes et en blessant dix-neuf autres.

Dans ce journal intime, saisi par les policiers et versé au dossier judiciaire, Richard Durn écrivait : « *Le conformiste que je suis a besoin de briser des vies, de faire du mal pour au moins une fois dans ma vie avoir le sentiment d'exister. Le goût de la destruction, parce que je me suis toujours vu et vécu comme un moins que rien, doit cette fois se diriger contre les autres parce que je n'ai rien et que je ne suis rien. Pourquoi continuer à faire semblant de vivre ? Je peux juste pendant quelques instants me sentir vivre en tuant.* »

L'intérêt d'une telle publication est contesté par Michelle Cosmao (Paris) : « *Durn a choisi de mettre lui-même un point final à une vie qu'il ne supportait plus. Pourquoi ne pas s'en tenir à cette ponctuation définitive ?* » Sophie Lemercier-Goddard (Rome) ironise : « *Il est certain que les extraits de ce journal intime sont absolument essentiels pour qui veut comprendre l'actualité nationale...* » Puis elle laisse éclater sa fureur : « *Quelle honte ! Tout est clair depuis le premier jour : Richard Durn est dépressif, suicidaire, il est passé à*

*l'acte, un point c'est tout. Quant à l'affirmation que ce journal intime pourra apaiser la douleur des proches des victimes, quelle indécence ! J'attends avec impatience la "une" de demain avec les confessions de Jean-Charles Denis, le tueur de Vannes, et ses photos de vacances à Quiberon.* »

Ces deux lectrices me permettront de penser que les deux pages consacrées au drame de Nanterre – et dans lesquelles le journal intime de Richard Durn n'occupait qu'une partie – ne manquaient pas d'intérêt. On y trouvait un compte-rendu détaillé des auditions de Richard Durn au Quai des Orfèvres, le témoignage de son seul ami, des précisions sur ses antécédents psychiatriques... Ces informations n'étaient pas une insulte aux familles des victimes, qui ont besoin de comprendre les raisons du drame et souhaitent d'ailleurs que l'enquête continue malgré le suicide de l'assassin. On peut s'interroger, en revanche, sur la manière dont *Le Monde* a utilisé et présenté le journal intime en question.

ALLAIT-IL lui consacrer une troisième manchette ? « *Au moment où la situation politique devient de plus en plus tendue au Moyen-Orient, claironner en gros titre que Le Monde a réussi – bel exploit ! – à se procurer les confessions de Richard Durn me semble tout à fait consternant* », écrit Philippe Lagny (Paris-10<sup>e</sup>). C'est au moins une manchette de trop, en pleine campagne présidentielle en France, guerre au Proche-Orient, bouleversements en Asie, famines et instabilité en Afrique, crises en Amérique latine », commente en écho Michel-Igor Gourévitch (courriel). A quand le prochain grand titre en

« une » sur les amours de Richard Durn et de la princesse Diana (exclusivité *Le Monde*) ? » Elisabeth Chareton (courriel) enfonce le clou : « *Paris Match devrait vous faire un procès pour concurrence déloyale : qu'est-ce qu'ils vont pouvoir raconter sur Durn après votre "une" d'aujourd'hui ?* »

Les manchettes possibles ne manquaient pas ce jour-là. *Le Monde* disposait d'une autre exclusivité, ou moins aussi intéressante : l'appel de quatre-vingt-huit intellectuels arabes contre l'antisémitisme.

R IEN n'interdisait de publier des extraits du journal de Richard Durn et de les annoncer en première page, mais sans manchette ni tapage. « *Votre "une" est une véritable consécration posthume pour cet homme qui visait à prendre les médias en otage et qui, grâce à vous, a réussi son coup* », affirme Lydie Boudet (Paris). Et Bernard Jacrot, de Cucuron (Vaucluse) : « *Je n'ai rien à dire, bien au contraire, sur les deux pages intérieures qui sont très informatives. Mais n'avez-vous pas pensé à ceux qui liront à l'étagère de chaque kiosque votre gros titre ? Il y a dans notre société beaucoup d'autres Durn en puissance...* »

Les mots choisis pour la manchette étaient, en tout cas, mal venus. Ce titre (« Les confessions de Durn qui voulait vivre en tuant ») pouvait être ressenti, ne serait-ce que par les familles des victimes, comme une justification de l'acte criminel d'un psychopathe. « *Vous faites le jeu de ce fou, commente M. Macary (courriel). Lui-même a justifié son geste en affirmant qu'il voulait exister. Le présenter ainsi revient, d'une certaine manière, à lui donner raison.* »

Ce n'était pas, à vrai dire, le seul titre contestable de ce *Monde* du 10 avril. En page Horizons, on pouvait lire une bonne enquête sur l'exploitation sexuelle de jeunes réfugiés africains par des salariés d'organisations humanitaires. Un sujet consternant. Mais le titre de cet article ne l'était pas moins : « *Le viol humanitaire en question* ». Viol humanitaire...

## Schizophrénie hexagonale

Suite de la première page

L'analyse clinique est, de ce point de vue, saisissante. Jamais l'électeur ne s'était vu offrir, lors d'une présidentielle, une telle diversité de choix : seize candidats, le kaléidoscope de toutes les tribus politiques françaises, à la seule exception du RPF de Charles Pasqua. Il ne fait pas de doute que la campagne officielle a donné à chacun l'occasion de sortir de l'anonymat, de se faire connaître, voire d'éveiller la curiosité. Pourtant domine le sentiment de ne pas avoir le choix, tellement le second tour a cannibalisé le premier : les deux finalistes présumés sont connus depuis belle lurette et personne n'est parvenu à contester sérieusement leur leadership. Jacques Chirac et Lionel Jospin, l'un et l'autre sortants et au coude à coude

depuis cinq ans, sont bien en peine d'incarner une alternance dans un pays qui n'a pas manqué une occasion depuis vingt ans de changer de majorité à la première occasion.

La « dissociation » de l'électeur n'en est que plus spectaculaire. Privé de son rôle d'arbitre dans les primaires chargées de départager le chef de file de chaque camp, privé, tout autant, de sa responsabilité de sélectionneur des deux adversaires du duel de second tour, il a transformé le premier en une vaste consultation à la proportionnelle intégrale, capable d'étonner leurs attentes, leurs peurs ou leurs revendications. Depuis 1979 aux européennes, depuis 1983 (partiellement) aux municipales, depuis 1986 aux régionales (et fugitivement aux législatives), les Français ont redécouvert les charmes incertains du scrutin proportionnel que la IV<sup>e</sup> République avait discrédité. Ils ont même fait de ces élections les laboratoires dont sont sortis le Front national aux élections euro-

péennes de 1984 ou les écologistes aux régionales de 1992.

Mais il s'agissait de rendez-vous de moindre importance. Au contraire, le détournement de présidentiel le auquel on assiste actuellement menace de bousculer toutes les règles du jeu de façon d'autant plus imprévisible qu'il prélude aux législatives de juin, lesquelles donneront, ou non, au prochain président les moyens de ses ambitions.

## SA « PASSION », SON « DÉSIR »

La schizophrénie ne s'arrête pas là. Que reprochent aujourd'hui les Français aux responsables politiques de tout poil et de tous bords ? De leur promettre la lune, de leur vendre du vent et de ne pas tenir leurs engagements. C'est la cause principale du désintérêt actuel pour la politique, voire de son rejet. Or que s'approprient-ils à faire le 21 avril, semble-t-il ? A venir grossir le flot des votes protestataires, qu'ils soient d'extrême gauche ou d'extrême droite, chasseurs ou

même chevènementiste. Autrement dit, à se laisser bercer par les promesses les plus intenables et les fantasmes les plus irréels. Et que rétorquent-ils à qui s'efforce de tracer des perspectives réalistes et des propositions réalisables ? Trop prudent ! Trop timoré ! Pas assez ambitieux !

De même, qu'attendent les électeurs du prochain chef de l'Etat ? D'abord qu'il soit honnête, soulignant toutes les enquêtes. Mais les mêmes semblent ne pas écarter l'hypothèse de reconduire Jacques Chirac dans ses fonctions. Après un septennat rythmé par les affaires financières liées à ses anciens mandats de maire de Paris et de président du RPR, après sept ans d'enquêtes judiciaires auxquelles il n'a pu échapper que grâce à la protection constitutionnelle dont il bénéficie, a-t-on pourtant jamais vu président plus discrédité sur ce plan-là ? Etrange « dissociation », là encore, de l'affectivité ou de la pensée que les observateurs étrangers, stupéfaits, ne sont pas les derniers à pointer du doigt. Restent les candidats. Eux aussi semblent en proie à ce « détachement à l'endroit de la réalité avec repli sur soi ».

A commencer par les deux principaux. L'un et l'autre avaient abordé la campagne côté cœur, Jacques Chirac déclarant sa « passion » pour la France et les Français, Lionel Jospin bien décidé à faire naître du « désir » autour de sa candidature. Pourquoi pas ? Or ils ont, jusqu'à présent, pris leurs désirs pour des réalités : tout laisse penser qu'ils abandonneront le second tour avec le score le plus faible jamais recueilli, ensemble, par les deux finalistes d'une élection présidentielle, faute d'avoir suscité l'engouement ou l'adhésion.

Plus sérieusement, le président de la République depuis sept ans et le premier ministre depuis cinq ans ne sont pas les plus mal placés pour mesurer les « décisions importantes » que la France va devoir prendre, selon l'expression de M. Chirac le soir de sa déclaration de candidature. Lionel Jospin, de son côté, n'est-il pas entré en lice pour « *présider autrement* », c'est-à-dire « *présenter un projet au pays, prendre des engagements et les tenir* » ?

Deux mois plus tard, ni l'un ni l'autre ne sont parvenus à convaincre de leur détermination à engager avec les Français le débat au fond sur l'avenir du pays, qu'il s'agisse de sa place dans le monde et de son rôle en Europe, du pacte républicain et du pacte social. Le président sortant a préféré esquiver pour mieux surfer sur l'obsession obsidionale de l'insécurité. Le premier ministre sortant s'est trouvé inexplicablement paralysé au moment de l'engager. Eux aussi, eux les premiers, semblent victimes de cette schizophrénie. Ils ont encore quinze jours pour se soigner. Et les Français avec eux.

## Le Monde ÉDITORIAL

## Foot en débâcle

LE FOOTBALL traverse une époque formidable. On y parle d'actionnariat et de droits audiovisuels, de faillites et de rachats, de conseils d'administration qui se sabordent, de convocations devant les juges, d'enquêtes préliminaires et de plaintes contre X..., de liens supposés avec le milieu et d'agents véreux, de journaliste ou de patron de brasserie propulsés du jour au lendemain à la tête d'un club prestigieux. Et on n'entend plus guère parler des aventures du ballon rond. Quelle logique à cela ? Celle de l'argent, sans doute. L'arrivée soudaine et massive de l'argent dans ce qui reste malgré tout un sport – et, en France, le plus populaire et le plus pratiqué – a brouillé les valeurs et semé le trouble dans les esprits, sinon dans les consciences.

Comment les présidents de clubs professionnels ont-ils pu espérer, en portant Gérard Bourgoïn à la tête de la Ligue nationale de football (LNF) en 2000, que celui-ci pourrait défendre leurs intérêts et leur assurer à la fois crédibilité et compréhension des pouvoirs publics ? Placer à la tête du football professionnel français un ancien industriel dont le groupe venait de déposer son bilan, ex-président du Centre national des indépendants (CNI), était peut-être un geste fort à l'intention d'une ministre de la jeunesse et des sports communiste. Espérer que ledit président de la LNF, connu pour gérer ses affaires à la hussarde, se contenterait de jouer les seconds rôles était pure illusion. Pour n'avoir rien voulu entendre, les hiérarchiques de la LNF ont dû prendre, vendredi 19 avril, la décision de saborder leur conseil d'administration, seule solution pour se

défaire d'un président devenu indésirable, mais accroché à sa parcelle de pouvoir.

Au même instant, Robert Louis-Dreyfus, le président-mécanicien de l'Olympique de Marseille, annonçait la nomination de Christophe Bouchet, journaliste au *Nouvel Observateur*, à la tête de l'actionnaire majoritaire du club phocéen, la société Eric Soccer. Là encore, quelle logique ? Faire d'un homme, assurément talentueux et entreprenant, mais sans grande expérience de la gestion d'équipe, le nouveau patron du club le plus ingérable de France relève d'une démarche difficilement décriptable. Quelles sont les intentions de M. Louis-Dreyfus ? Après avoir osé rappeler Bernard Tapie et avoir tenté sans succès de faire cohabiter celui-ci avec un expert-comptable puis un magistrat, ce qui manifestait un certain sens de l'humour, il jette son dévolu sur le représentant de la troisième profession avec laquelle l'ancien ministre de la ville connut quelques démêlés... Pour brouiller un peu plus la manœuvre, Robert Louis-Dreyfus choisit un homme dont les rapports avec Bernard Tapie semblent plus complexes que ne le laisserait supposer la teneur acerbe des livres qu'il lui consacra il y a quelques années.

Les dirigeants du football français devraient avoir une autre conception de leur mission. Celle-ci, loin des manigances de couloirs et des combines d'appareils, devrait être la suivante : exercer sur le jeu et ses clubs une tutelle saine et sans ambiguïté, d'autant plus transparente et lisible que le foot, comme les autres grands sports – et on ne reviendra pas là-dessus –, est aussi une affaire au sens commercial du terme.

## Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani

Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel

Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenzli, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman,

Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ;

Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ;

Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ;

Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

## RECTIFICATIFS

JEUNES ÉLECTEURS. Dans l'article intitulé « Le franc parler des électeurs de 18 ans » (*Le Monde* du 13 avril), la parole a été donnée, notamment, aux élèves du lycée Léonard-de-Vinci, situé à Levallois, et non, comme il a été indiqué par erreur, à ceux du lycée de la Folie-Saint-James, à Neuilly.

LA MAISON RUSSE DE MEUDON. Le Centre d'études russes Saint-Georges, ouvert par les jésuites à Istanbul en 1921, déplacé à Namur en 1925, s'est installé à Meudon, dans les Hauts-de-Seine, en 1946, et non pas à Meudon-la-Forêt, comme il a été indiqué par erreur (*Le Monde* du 19 avril)

dans l'article qui faisait état des menaces qui pèsent sur cette institution.

## PRÉCISION

CHRONIQUE PRÉSIDENTIELLE. Contrairement à ce que pouvait laisser entendre la légende accompagnant la photo prise par Patrick Artinian lors de la conférence de presse de Jean-Marie Le Pen au siège du Front national (*Le Monde* du 18 avril), le jeune homme au premier plan n'est pas un militant du FN mais un membre de l'équipe du réalisateur Serge Moati qui suit la campagne présidentielle pour France 3. Nous prions Ludovic Lamy d'accepter nos excuses.

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 43. ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunsbourg  
94852 Ivry cedex



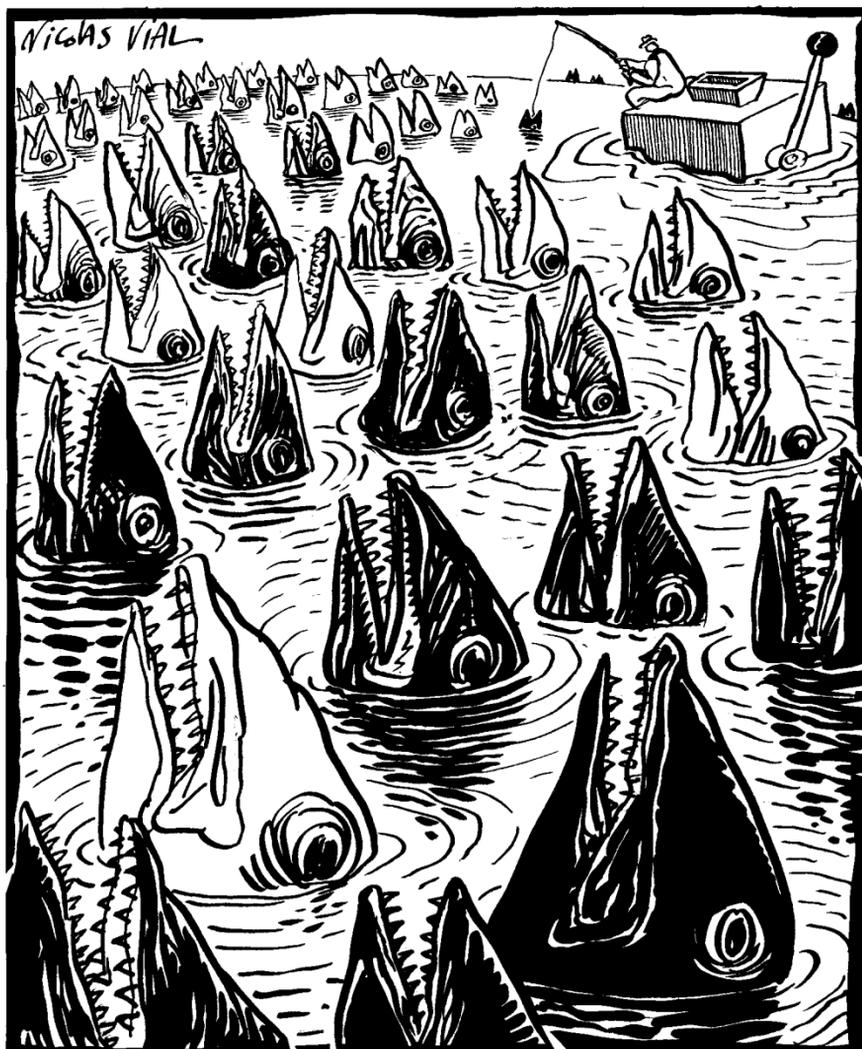
Le Monde

Président-directeur général : Dominique Alduy  
Directeur général : Stéphane Corn

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218  
75326 PARIS CEDEX 05  
Tél. 01-42-17-39-00 - Fax: 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

Gérard Courtois



# AUJOURD'HUI

## SPORTS

**CHRISTOPHE BOUCHET**, journaliste du *Nouvel Observateur* et auteur de trois livres assez sévères sur Bernard Tapie, a été nommé à la surprise générale, vendredi 19 avril, à la tête de Eric Soccer, la société qui détient

la majorité des parts de la SASP OM, par **ROBERT-LOUIS DREYFUS**, le président de l'Olympique de Marseille. **BERNARD TAPIE**, responsable du secteur sportif de l'OM jusqu'à la fin de la saison, s'est déclaré surpris

par cette annonce : « C'est du Grand-Guignol ! Son nom avait été suggéré, et j'avais pris cela pour un canular. » Par ailleurs, Le conseil d'administration de la **LIGUE NATIONALE** de football a été contraint à une

démission collective pour chasser son président, **GÉRARD BOURGOIN**. Enfin, les clubs professionnels pourraient se voir priver des **FINANCEMENTS PUBLICS**, faute de s'être mis en règle avec la loi.

## Le journaliste Christophe Bouchet est parachuté à la tête de l'OM

Le président de l'Olympique de Marseille, Robert Louis-Dreyfus, a nommé Christophe Bouchet (39 ans), journaliste au « *Nouvel Observateur* » et auteur de trois livres décapants sur Bernard Tapie, à la tête d'Eric Soccer, la société qui détient la majorité des parts de la SASP OM

**UNE NOUVELLE FOIS**, le président de l'Olympique de Marseille, Robert Louis-Dreyfus, a surpris tout son monde. En nommant, vendredi 19 avril, un journaliste du *Nouvel Observateur*, Christophe Bouchet, 39 ans, à la tête d'Eric Soccer, la société qui détient la majorité des parts de la SASP OM, il a étonné jusqu'à ses plus proches collaborateurs. Il avait pris soin, malgré tout, de prévenir Jean-Claude Gaudin, le maire (UDF) de Marseille. L'arrivée de Christophe Bouchet a été officialisée, en milieu de journée, par un communiqué sur les sites Internet de l'OM et du *Nouvel Observateur*.

« J'ai choisi Christophe Bouchet parce qu'il est l'un des meilleurs connaisseurs de l'OM, de son histoire ancienne et récente. Il connaît le monde du football, mais aussi les milieux politiques, économiques et juridiques », a affirmé Robert Louis-Dreyfus. Et le président de l'OM de préciser : « Il agira en tant qu'actionnaire de l'OM, il prendra toutes les orientations stratégiques du club, lequel est placé sous la direction du directeur général Etienne Ceccaldi, pour la partie administrative, et du futur manager général pour la totalité de la partie sportive. » Un communiqué qui renvoie, sur le site Internet du *Nouvel Observateur*, aux articles publiés dans l'hebdomadaire par le même Christophe Bouchet, alors journaliste, sur le sujet OM.

Le mélange, voire la confusion des genres, peut laisser pantois. Pas un mot, en revanche, sur Bernard Tapie, qui était censé rester le responsable du secteur sportif de l'Olympique de Marseille jusqu'à la fin de la saison. Vendredi 19 avril, l'ancien ministre tombait des nues à l'annonce de cette nomination : « C'est du Grand-Guignol ! Son nom avait été suggéré, a-t-il expliqué au Monde, et j'avais pris cela pour un



JEAN-MARIE HERVIO/FLASH PRESS/DPPI

canular. » D'après Bernard Tapie, 4 ou 5 personnes avaient été pressenties pour prendre la tête d'Eric Soccer. Il avait fait connaître sa préférence pour l'une d'elles, un ancien d'HEC. « C'est clair, Christophe Bouchet n'était pas mon candidat, a encore assuré Bernard Tapie. Il faut du crédit, de la compétence et de la maturité pour un tel poste. C'est ni fait ni à faire, c'est même franchement n'importe quoi. Enfin, celui qui choisit est responsable. Et quand on se trompe dix fois dans ses choix... Bouchet, les seules fois où il est venu au Stade-Vélodrome, c'était pour dire du mal de l'OM ! »

L'actuel responsable sportif de l'OM et Christophe Bouchet entretiennent des liens complexes. Auteur de trois livres mordants sur Bernard Tapie du temps de sa splendeur industrielle, il ne l'avait certes pas ménagé, utilisant à son propos, par exemple, cette phrase assassine : « Il s'efforce de repousser les limites morales de la société. » Les deux hommes s'étaient, semble-t-il, rapprochés ces dernières années. Mais la cohabitation s'annonce explosive, si cohabitation il y a. Car Bernard Tapie, vendredi 19 avril, envisageait de mettre fin prématurément à ses fonctions :

« Compte tenu de la tournure des événements, confiait-il au Monde, je crois que je vais me désintéresser des deux derniers matchs que l'OM devait disputer. »

### RÉDUIRE LES COÛTS

Quelle va être réellement la mission de Christophe Bouchet ? Il compte arriver en milieu de semaine prochaine à l'OM, où il devrait s'installer dans les locaux du club. Il devrait mettre à profit une période de quelques semaines pour se familiariser avec les dossiers marseillais, avant de s'investir pleinement. Dans l'entretien qu'il a accordé

au Monde, il ne fait pas mystère de ses intentions. Il prend soin de ménager Bernard Tapie : « Ma venue ne ressemble en rien à la chasse au Tapie. » Il recommande fermement « le maximum de discrétion » à Etienne Ceccaldi et se montre catégorique sur l'avenir financier du club : « Le fantasme du chèque de Robert Louis-Dreyfus, c'est terminé. » Il va lui falloir, pour cela, réduire un effectif pléthorique et une masse salariale démesurée.

Bernard Tapie ne croit pas en ses chances de réussite : « Il faut une maîtrise totale de la finance ! Moi, j'avais réussi à alléger les dettes, à

moyen terme, de 45 millions d'euros. Mais bon, Robert Louis-Dreyfus fait ce qu'il veut de son club. Moi, je n'aurai été qu'un épisode, un épiphénomène. Il reste mon ami, comme je demeure le sien. Maintenant, à la tête du club, on va avoir un journaliste et un attaché de presse »

### CECCALDI « CORNAQUÉ »

Une allusion à peine voilée à Etienne Ceccaldi, accusé de trop se répandre dans la presse ces dernières semaines. Ainsi, le président de l'OM n'aurait pas apprécié d'avoir été convoqué par le SRPJ de Marseille à la suite des déclarations de son directeur général, à propos de « la mainmise du milieu » sur le club. Il aurait encore moins supporté les « fuites » sur la date de son audition, mercredi 17 avril. Il avait pris la précaution, pourtant, d'atterrir à Nice et non à Marseille, pour éviter les journalistes. Peine perdue. Etienne Ceccaldi, aujourd'hui, se retrouve « cornaqué ».

L'OM, lui, va de crise en crise, cumule les ennuis judiciaires, et végète dans le ventre mou de la division 1. La venue d'un manager général ? Le nom d'Alain Perrin, entraîneur de Troyes, est souvent cité. Mais Lyon, très probable qualifié en Ligue des champions, lui aurait également fait des propositions. Et le contexte judiciaire peut en effrayer plus d'un. Une information judiciaire relative à une plainte déposée par l'OM pour « escroquerie » devrait être ouverte rapidement (*Le Monde* du 20 avril 2002), s'ajoutant aux quatre enquêtes préliminaires en cours et à l'instruction menée sur les transferts de joueurs, entre 1997 et 1999, par les juges marseillais. De quoi réfréner les ardeurs des plus audacieux.

Gérard Davet  
et Frédéric Potet

### PROFIL UN OBSERVATEUR PRIVILÉGIÉ

Ce n'est pas la première fois qu'un journaliste est propulsé à la tête d'un club de football de D1. Charles Biétray, au Paris-SG, et Noël Couëdel, au FC Lorient, se sont aventurés dans ce milieu, sans guère de succès. Avant eux, l'OM, déjà, avait inauguré la voie avec Pierre Cangioni, là aussi brièvement.

La nomination de Christophe Bouchet est encore plus étonnante dans la mesure où celui-ci a écrit trois livres, pas très tendres, sur Bernard Tapie (*L'OM des années Tapie*, *L'Aventure Tapie et Tapie, l'homme d'affaires*). En poste au bureau de l'Agence France-Presse à Marseille entre 1986 et 1989, Christophe Bouchet a été un observateur privilégié des mœurs du plus extravagant des clubs professionnels. Muté à Lille, avant de rejoindre *Le Nouvel Observateur* en 1995, il a continué à traiter des affaires du football et du sport en général. « Je connais l'histoire ancienne et récente de l'OM », assure-t-il.

Parmi les dirigeants qui se sont succédé à la tête du club phocéen, cet ancien étudiant en mathématiques devrait incarner un style

novateur. Christophe Bouchet est un fan de moto et un joueur de badminton. A 39 ans, ce père de deux enfants dit aimer le « contact » avec les gens. Il promet d'instaurer un dialogue régulier avec toutes les composantes de la vie marseillaise et, surtout, les groupes de supporters. L'homme arrive également avec plusieurs projets dont un visant la construction d'un complexe commercial adossé au Stade Vélodrome. « Si après-demain, les clubs sont autorisés à entrer en Bourse, il leur faudra posséder des actifs durables. Le stade est vraiment un objectif », souligne-t-il.

Christophe Bouchet, enfin, estime être dans une « position idéale » pour la mission que lui a confiée Robert Louis-Dreyfus. « Je bénéficie d'un juste équilibre : j'adore Marseille et je ne suis pas marseillais. Je ne suis pas Parisien, non plus. Même en travaillant dans la capitale, je n'ai jamais voulu habiter à Paris », explique cet abonné au TGV qui va de la gare Montparnasse à Tours, sa ville d'origine.

F. P.

### VERBATIM

## « Tapie, un culot qui frise l'inconscience »

**DANS LE DERNIER LIVRE** qu'il a consacré à Bernard Tapie – *Tapie, l'homme d'affaires*, 1994 –, Christophe Bouchet s'était livré à une analyse ordonnée par grands thèmes (Tapie en banlieue, au Zénith, à Valenciennes, et le milieu...).

« Le vrai Tapie est bien celui que l'on entend ou que l'on voit, d'une brutalité excessive, physique ou intellectuelle, un homme à l'intelligence immédiate et fulgurante mais peu raisonnée et guère raisonnable. (...) Il s'efforce de repousser les limites morales de la société. Acculé, il montre encore un culot qui frôle l'in-

conscience. (...) Trois ans à peine après mai 1981, les socialistes se convertissent au libéralisme. Bernard Tapie, lui, a du nez et incarne cette époque paradoxale. (...) Son portefeuille de la Ville lui donne des ailes. Il est persuadé que ces nouvelles fonctions l'aideront à étouffer [*les affaires*] (...).

Bernard Tapie a consacré à l'Olympique de Marseille le temps qu'il n'a jamais pris pour gérer une entreprise. (...) Tout au long de ce feuilleton de l'été 1993 [*l'affaire Valenciennes-OM*], il a commis gaffe sur gaffe (...). A l'évidence, si Bernard Tapie s'était montré discret, l'affaire VA-OM ne serait plus pour lui qu'une péripétie. (...) La scène se passe place Beau-

vau, siège du ministère de l'Intérieur. Le ministre, M. Marchand, a accepté de recevoir le député des Bouches-du-Rhône. (...) Bernard Tapie (...) explique la situation : une personne de sa connaissance est en prison depuis plusieurs années. Selon lui, il serait judicieux de le faire libérer. (...) Le ministre de l'Intérieur racompane son visiteur et va demander quelques éclaircissements aux conseillers techniques de son cabinet. A l'énoncé du nom, les conseillers sursautent. S'ils connaissent Francis Vanverbergh ? Assurément. Car Francis Vanverbergh, dit « Francis le Belge », est le parrain du milieu marseillais. »

### Christophe Bouchet, PDG de la holding Eric Soccer

## « Ma venue ne ressemble en rien à la chasse au Tapie »

**Comment êtes-vous arrivé à la tête d'Eric Soccer, la holding de Robert Louis-Dreyfus qui possède la majorité des parts de l'Olympique de Marseille ?**

Ma première rencontre avec Robert Louis-Dreyfus date de 1995 lorsque celui-ci a racheté l'OM. Comme tout journaliste, je l'ai interviewé. Nous sommes revus plusieurs fois et le hasard des choses a fait que nous nous sommes parlé régulièrement à partir de la fin de l'été dernier. Lorsque Robert a compris que l'attelage Tapie-Ceccaldi n'irait pas très loin et que Bernard Tapie n'avait pas le cœur à cela, il s'est mis en quête de trouver quelqu'un. J'ai alors figuré sur une liste de quelques noms.

**Comment l'avez-vous convaincu ?**

Je lui ai dit qu'il y avait, à l'OM, un problème de légitimité du pouvoir. On ne sait pas qui décide entre, d'un côté, ceux qui sont sur place et qui font ce qu'ils veulent et, de l'autre, Robert Louis-Dreyfus, qui n'est pas intéressé par



la gestion du club ou qui ne s'en occupe que par intermittences. J'ai donné mon accord à Robert Louis-Dreyfus, à condition d'avoir une totale légitimité. Je vais prendre sa place en tant qu'actionnaire au sein du conseil d'administration de l'OM.

**Avez-vous hésité avant de vous lancer dans cette aventure ?**

J'ai eu une période de réflexion. Mais le défi me semblait beau à relever. J'adore Marseille et j'ai toujours été très attaché à l'OM. Je me suis dit : quitte à abandonner un métier merveilleux (celui de journaliste), autant relever un défi à la hauteur. Enfin, travailler avec Robert Louis-Dreyfus est un vrai bonheur. Il est d'une grande honnêteté, toujours très poli, très doux, et il formule les choses de telle sorte qu'il ne blesse jamais les gens.

**Ne craignez-vous pas qu'il vous soit reproché de ne pas bien connaître le milieu du football professionnel ?**

Je pense en savoir autant, si ce n'est plus, qu'un président de club qui vient de l'informatique ou qui est concessionnaire auto, et ils sont nombreux dans ce cas. Grâce à mon métier, j'ai pu suivre l'évolution du football. Un journaliste est

curieux et ouvert. Et il doit savoir s'adapter.

**Qu'allez-vous faire dans un premier temps ?**

Observer, regarder dans le détail ce qui se passe à l'OM, sans intervenir immédiatement. Mon rôle, en tant qu'actionnaire du club, sera double : mettre en place des procédures de contrôle des engagements financiers et décider des orientations stratégiques sur le plan structurel et sportif.

**Vous risquez d'être confronté à plusieurs personnes déjà en place, et notamment Bernard Tapie, que vous connaissez bien puisque vous avez écrit trois livres plutôt sévères sur lui dans les années 1990.**

La tentation serait forte de me présenter comme un adversaire de Bernard Tapie. Si cela fait bien longtemps que j'ai relativisé son parcours dans l'univers français, je considère que, sur le plan sportif, c'est un homme de grande intuition. Mon premier livre, *L'Aventure Tapie* (1992), avait été perçu par la presse comme très agressif à son encontre. Les lecteurs, eux, y ont découvert un homme sympathique, agréable et bien disposé. J'ai rencontré Bernard Tapie il y a une quinzaine de jours : il pense que je suis un journaliste qui a travaillé sans volonté de l'accabler. Ma venue à l'OM ne ressemble en rien à la chasse au Tapie. Il a décidé de prendre du recul avec l'OM : laissons-le faire.

**Vous devriez également faire de l'ombre au directeur général du club, Etienne Ceccaldi. Comment allez-vous travailler avec lui ?**

Nous allons établir ensemble des procédures de contrôle pour tout ce qui concerne les contrats et les relations que l'OM entretient avec les gens de l'extérieur. C'est lui qui, au quotidien, va continuer

cette tâche. Dans le maximum de discrétion.

**Comment définissez-vous votre rôle ?**

Comme celui d'un actionnaire qui a un peu négligé ses intérêts et qui les reprend en main. Il faut être convaincu d'une chose : le fantasme du chèque de Robert Louis-Dreyfus, c'est terminé ! On ne déboursa désormais de l'argent que pour du durable : des bâtiments pour le centre de formation, des améliorations pour le bien-être des joueurs, ou encore des travaux autour du Stade-Vélodrome.

**Votre première mission sera-t-elle de dégraisser un effectif aujourd'hui pléthorique ?**

Par le jeu des fins de contrats et des options non levées sur des prêts, l'effectif de l'OM va se réduire de façon spectaculaire, autour de 24 contrats professionnels. Mon idée est de recruter un manager général à l'anglaise, qui va contrôler l'ensemble du projet sportif. Il aura deux enveloppes : l'une pour le recrutement de nouveaux joueurs, l'autre pour l'ensemble des salaires, dont nous allons réduire la masse de 35 à 40 %. Nous pourrions ainsi recruter des joueurs susceptibles de composer une équipe qui vise une place parmi les cinq premières dès la saison prochaine.

**Allez-vous revenir sur les avantages dont bénéficient les groupes de supporters, qui commercialisent les abonnements à leur profit ?**

Non. Les abonnements continueront au même prix et selon le même modèle. Aucun des dirigeants qui se sont succédé à l'OM ces dernières années n'a véritablement entretenu de contact avec les supporters. Le seul qui a fait cela bien, finalement, c'était Bernard Tapie.

Propos recueillis par  
F. P.

## Le conseil d'administration de la Ligue nationale de football démissionne pour écarter Gérard Bourgoin

Le président de la LNF, élu en juillet 2000 pour quatre ans, a refusé obstinément de céder à la demande « unanime » des autres élus. Frédéric Thiriez a été nommé administrateur provisoire

**GÉRARD BOURGOIN** n'est plus le président de la Ligue nationale de football (LNF). L'épilogue du feuilleton était attendu, il s'est produit vendredi 19 avril vers 13 h 30 aux termes d'un conseil d'administration de près de quatre heures. Mais le scénario imaginé depuis plusieurs semaines par les présidents de clubs les plus influents ne s'est pas exactement déroulé comme prévu.

La destitution de « l'ex-roi du poutlet » s'est accompagnée d'une démission en bloc de l'ensemble des vingt-trois membres du conseil d'administration de l'instance dirigeante du football professionnel. « Le conseil d'administration, soucieux de restaurer l'image et la crédibilité de la LNF, a décidé de démissionner collectivement », a lui-même annoncé Gérard Bourgoin lors d'une conférence de presse organisée à la hâte. Les traits tendus, il affichait néanmoins une bonne humeur de façade : « J'ai le sentiment que le conseil d'administration a bien travaillé. »

A ses côtés, son successeur annoncé : l'avocat Frédéric Thiriez, trésorier général adjoint de la LNF, nommé administrateur provisoire chargé « d'expédier les affaires courantes et de convoquer une prochaine assemblée générale ». Cette dernière, officiellement prévue les 28 et 29 mai à Cannes, pourrait être avancée d'une ou deux semaines en raison de l'élection du nouveau président de la FIFA prévue pour cette date, juste avant l'ouverture de la Coupe du monde.

Frédéric Thiriez, pour remplir sa tâche, sera entouré d'un bureau provisoire composé de Jean-Michel Aulas (président de l'Olympique lyonnais et vice-président de la LNF), de Gervais Martel (président du Racing Club de Lens) et de Noël Le Graet, l'ex-président de la LNF, auquel Gérard Bourgoin avait succédé le 6 juillet 2000.

S'ajoutera bientôt à cette liste un représentant de chaque « famille » (arbitres, médecins et administratifs) du football. « Mon objectif premier est que la Ligue retrouve l'unité et la sérénité », a déclaré M<sup>r</sup> Thiriez, qui est avocat près le Conseil d'Etat

et la Cour de cassation. L'étau s'est donc refermé sur Gérard Bourgoin. Mais ce ne fut pas sans mal. Jusqu'au bout, l'ancien pilote de rallye aura donc gardé la même ligne de conduite, se retranchant derrière la légitimité conférée par son mandat de quatre ans. Jusqu'à ce dernier conseil d'administration. Si les acteurs dans un bel ensemble vantaient l'ambiance « constructive et sereine » de cette réunion, ce fut, semble-t-il, loin d'être le cas.

### ATMOSPHÈRE HOULEUSE

Selon nos informations, le putsch annoncé s'est déroulé dans une ambiance houleuse. A la requête unanime des membres du CA exigeant sa démission, Gérard Bourgoin a opposé un nouveau refus catégorique. Les « frondeurs » ont alors avancé l'idée d'une démission collective. Le président ne pouvait s'y opposer, mais il a proposé, en vain, d'être maintenu à son poste au moins jusqu'aux prochaines élections.

« Ça a été dur, il a eu du mal à se ranger à l'idée d'être sacrifié », raconte un témoin. Car si la décision « unanime » permet d'entretenir l'illusion d'une certaine cohésion, elle évite surtout d'en arriver à une solution encore plus radicale : une révocation votée en assemblée générale.

« Je n'ai pas été trahi, ni démissionné », se défendait Gérard Bourgoin, parlant « d'un échec collectif ». Au fil des minutes, il s'est laissé à quelques commentaires, plus dans son style. Ainsi, après avoir reconnu être « un peu triste », il usait d'une métaphore,

### « Soyons pragmatiques et non dogmatiques »

Frédéric Thiriez, le nouvel homme fort de la Ligue nationale de football (LNF), dont il a été nommé administrateur provisoire vendredi 19 avril, a confié au Monde ses principaux objectifs. Plaçant son action sous le signe de « la rigueur, du respect et de la réussite », cet avocat a appelé à l'unité. « Je pense que nous avons une chance d'y arriver, car le bureau provisoire rassemble toutes les sensibilités, a-t-il déclaré. Si on se respecte les uns les autres tout en renouant le dialogue, on aura bien progressé. Soyons pragmatiques et non pas dogmatiques. »

Concernant les prochains dossiers à l'étude, Frédéric Thiriez a expliqué : « Nous allons reprendre les chantiers en cours. Le premier, énorme, concerne la renégociation des droits télévisés dans un contexte international difficile. Il y a également de vrais problèmes qui se posent, comme la propriété des droits, des marques et des stades par les clubs. »



L'avocat Frédéric Thiriez a été nommé administrateur provisoire de la LNF.

à contre-sens, dont il a le secret : « Je suis comme un jeune lycéen qui passe son bac et qui voit son nom sur la liste. » Le « recalé » concluait : « Je suis sans doute un peu trop franc, pas assez soumis, trop indépendant. »

« C'est une excellente solution pour la Ligue qui va pouvoir retrouver une légitimité », commentait pour sa part Jean-Michel Aulas. Le président de l'OL, grand artisan de l'intronisation de Gérard Bourgoin à l'été 2000, ajoutait : « Il y avait un problème et ça ne datait pas d'aujourd'hui ». Les maladresses répétées du président de la LNF (appel d'offres sans concurrence pour les droits radio, renégociation maladroite des droits télévisés) discréditaient les projets ultra-libéraux (introduction des clubs en Bourse, propriété individuelle des droits télévisés, acquisition de la mar-

que du club) défendus par le vice-président délégué de la LNF et dont Gérard Bourgoin n'aurait dû assurer que la simple mise en application. « Il y a une différence entre l'attente et le résultat », résumait M. Aulas.

Jean-Louis Triaud, président des Girondins de Bordeaux et vice-président de la LNF, soulignait que cette décision avait été prise « pour le bien du football ». Il ajoutait : « On a constaté de nombreux blocages de l'institution à la veille de négociations importantes, il était ennuyeux d'avoir à la tête de la LNF une personnalité qui rendait les choses plus compliquées ».

Le problème n'était pas simple : comment soutenir ces projets devant un nouveau ministre des sports avec comme porte-parole un président qui était encore il y a quelques jours candidat aux législatives dans la 2<sup>e</sup> circonscription de l'Yonne sous l'étiquette CNI ? Quel crédit accorder à un homme mis en examen pour « abus de pouvoir » et « abus de biens sociaux » en janvier 2001 dans la gestion de son ancien groupe de production de volailles BSA et visé par deux enquêtes préliminaires pour « escroquerie », « présentation de faux bilan » (BSA) et « mouvements de fonds suspects » au sein de sa société Pebercan (exploitation pétrolière à Cuba) ?

Reste à gérer l'après-Bourgoin. Cela commence par des élections. Jean-Michel Aulas, qui avait été élu d'extrême justesse en juillet 2000, a fait appel à « l'intelligence pour que les élections se passent mieux qu'en 2000 ». Noël Le Graet, qui avait perdu son poste de président suite aux alliances passées par Jean-Michel Aulas, appréciera. Il n'a pas exclu de se représenter, et a lancé un appel « à la paix », souhaitant « oublier pour essayer de travailler ensemble ». Une prière que Gérard Bourgoin n'entendra peut-être pas. Resté populaire auprès des petits clubs, il pourrait chercher à faire payer son sacrifice en désignant des responsables. « C'est un match qui dure quatre ans et on n'a pas fait la seconde mi-temps », a-t-il lancé vendredi.

Etienne Labrunie

## Christian Califano, immergé dans le rugby néo-zélandais, nage dans le bonheur

Le pilier international participe au Super-12

**AUCKLAND (Nouvelle-Zélande)**  
de notre envoyé spécial

« Rentrer va être très, très, très dur. Cela représentera non seulement la fin d'un vieux rêve, mais aussi le terme d'une aventure fabuleuse. » Depuis son arrivée en Nouvelle-Zélande, en juillet 2001, Christian Califano plane sur un petit nuage. « Je ne réalise toujours pas ce qui m'arrive, avoue, les yeux brillants, le premier Français à tenter l'aventure chez les All Blacks. Il y a encore un an, je me faisais des films en regardant à la télévision des matches du Super-12 [le championnat qui oppose durant trois mois 12 équipes composées des meilleurs joueurs officiant en Nouvelle-Zélande, en Australie et en Afrique du Sud]. Et me voilà en train de participer à cette compétition. »

Comme un gosse, le pilier le plus capé de l'équipe de France (67 sélections) garde tous les objets sur lesquels sont inscrits le nom de son équipe, les Blues, qui regroupe la « crème de la crème » de trois clubs (Auckland, Northland, North Harbour) du championnat néo-zélandais, le National Provincial Championship (NPC).

En s'expatriant, l'homme aux oreilles en feuille de chou ne savait pas s'il allait vivre un conte de fées ou suivre un pénible chemin de croix. « J'avais tout à prouver. Je portais la lourde étiquette de membre de l'équipe de France et de champion de France avec le Stade toulousain », relève Christian Califano, qui s'est entraîné comme jamais, a perdu quelques kilos superflus et a retrouvé ses jambes de jeune homme.

Sa volonté de jouer aux antipodes ne date pas d'hier. Il est tombé amoureux de ce pays en 1994, lors d'une tournée avec l'équipe de France. Ses deux premières sélections chez les Bleus se termineront par deux victoires historiques.

### TATOUAGES MAORIS

« Ce pays est un véritable paradis, et la culture maori m'a tout de suite attiré », ajoute le Toulousain, le bras et le torse trois motifs inspirés de dessins traditionnels néo-zélandais. A Auckland, il a choisi de se faire graver sur le dos un tatouage symbolisant les quatre valeurs qu'il apprécie par-dessus tout : la famille, la protection, la force et les éléments naturels.

Sa passion pour la Nouvelle-Zélande n'a pas manqué d'attirer l'attention. « En 1996, Christchurch m'a contacté mais je venais de signer un nouveau contrat avec Toulouse. Deux ans plus tard, Wellington m'a approché, se rappelle le pilier. En février 2001, je me suis décidé à sauter le pas. Lorsque j'ai appelé mon agent pour lui annoncer mon intention de partir, il était dans le bureau du directeur du club d'Auckland. » Moins d'un mois plus tard, le contrat était signé.

Pour permettre à leur nouvelle recrue de jouer avec l'équipe de France en Afrique du Sud et en Nouvelle-Zélande, les dirigeants du club « kiwi » ont accepté que ses trois mois de préparation pour le championnat national soient raccourcis de six semaines. Quinze jours après le test perdu contre les

All Blacks à Wellington et un rapide séjour à Toulouse, Christian Califano est reparti aux antipodes avec sa femme, Annabelle, et ses deux filles, Clotilde et Clotilde. « Après l'atterrissage, ma femme m'a pris la main et m'a dit : "On y est, montre-moi ce que tu vaux". Cela m'a touché », reconnaît le Toulousain.

A l'aéroport, plusieurs dirigeants d'Auckland attendaient la famille. Les Néo-Zélandais ont mis les petits plats dans les grands pour gâter le « Frenchy », qui gagne aux antipodes un salaire inférieur à celui versé par Toulouse. « Le directeur, David White, nous a conduit dans un appartement de folie, avec une vue superbe sur la baie d'Auckland », se souvient le Français, qui a depuis emménagé dans une grande maison avec piscine construite dans un quartier chic de la ville.

### ENTRAÎNEMENTS INTENSES

Ces attentions doivent se payer comptant sur la pelouse. « Les entraînements sont extrêmement intenses. Si tu te donnes à 90 % de ton potentiel, on te considère comme un tricheur », note Christian, qui ne parlait que quelques mots d'anglais en arrivant à Auckland.

Certains jours, les entraînements débutent dès 7 heures. Les joueurs sont également priés de se servir de leur tête. « Quand je suis arrivé, on m'a remis un livre noir qui comprend notamment 65 combinaisons de jeu, que l'on doit connaître parfaitement », raconte le pilier. Avant et après chaque rencontre, les joueurs doivent se rendre dans une salle de classe, où les questions tactiques et théoriques sont décortiquées.

« Nous devons aussi avoir un comportement irréprochable en dehors des terrains », remarque le Toulousain, qui « s'est complètement immergé dans notre culture rugbyistique, selon Sean Fitzpatrick, l'ancien capitaine de l'équipe des All Blacks qui s'était inclinée face aux Bleus en 1994. Cela ne m'a pas étonné. C'est un des meilleurs piliers de l'histoire, après tout. »

Ses bonnes performances en NPC, où Auckland a chuté en demi-finale contre Canterbury, ont convaincu les sélectionneurs des Blues de faire confiance au « Froggy ». Aucun Européen n'avait jusqu'alors eu l'honneur de participer au Super-12, et « Cali » sera titulaire pour la 9<sup>e</sup> journée pour affronter les Bulls sud-africains.

Ce choix a choqué d'entrée certains locaux. « Nous avons dû prouver à la Fédération que nous manquions cruellement de piliers expérimentés », ajoute Sean Fitzpatrick, aujourd'hui coach des Blues. Il sera difficile d'obtenir une nouvelle autorisation pour Christian l'an prochain ou pour tout autre étranger. »

Le Toulousain n'a de toute façon pas prévu de rester, même s'il n'a toujours pas décliné l'offre d'Auckland de jouer une nouvelle saison.

« Je suis un espion ici. Je n'arrête pas de prendre des notes. J'aimerais faire partager mon expérience en Europe. Si un club me propose de me faire jouer encore deux ou trois ans avant de me nommer coach, je signe », rigole le pilier.

A bon entendeur...

Frédéric Therin

## Les subventions publiques aux clubs professionnels menacées

Le soutien des collectivités a été maintenu pour la formation, mais le football n'est pas en règle

**LE 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE**, lorsque l'automne s'annoncera, le football français pourrait se trouver fort dépourvu. Le risque pour les clubs professionnels est de voir la source des subventions publiques se tarir. A compter de cette date, la loi du 28 décembre 1999 sur le sport professionnel devrait entrer pleinement en vigueur. Or, si ce dispositif législatif a maintenu la possibilité de financements par les collectivités territoriales des sociétés commerciales sportives, il a émis des conditions : plafonnées à 2,3 millions d'euros par an, ces soutiens publics ne peuvent concerner que des missions d'intérêt général, au premier rang desquelles la formation. Sachant que, pour celle-ci, la loi a imposé d'autres conditions : les centres de formation des clubs devront au préalable avoir reçu un agrément par le ministère des sports et les relations entre jeunes en formation et clubs devront avoir été « clarifiées » dans une convention.

L'élaboration de cette convention type et du cahier des charges des centres de formation revenait aux fédérations. Une échéance leur avait été fixée : jeudi 25 avril, date à laquelle la Commission nationale du sport de haut niveau (instance composée de représentants de l'Etat, du Comité national olympique et sportif français, des collectivités territoriales, ainsi que de personnalités sportives qualifiées) doit rendre un avis sur ces documents.

Le football pourrait être le grand « absent » de cette réunion. Car si les fédérations de rugby, basketball, handball et cyclisme – les autres sports concernés par ces aménagements législatifs – ont produit des éléments jugés « corrects » au ministère de la jeunesse et des sports, le monde du ballon rond se fait tirer l'oreille : « Nous attendons

d'être saisis d'un projet conforme à la loi », indique-t-on au cabinet de Marie-George Buffet.

Sur la convention de formation, les autorités du football « restent avec les éléments de leur propre Charte qui confond convention de formation et contrat de travail », déplore-t-on au ministère, où, tout en rappelant que la loi stipule qu'un jeune formé dans un club lui devra les trois premières années de son premier contrat de travail, on pointe les risques pesant de ce fait sur le football : « Un jeune entré en formation à 16 ans pourra, à 19 ans, dire : "Je pars". Les autres fédérations ont opéré la distinction entre convention de formation et contrat de travail. »

Quant au cahier des charges des centres de formation, les pouvoirs publics indiquent n'avoir rien reçu

de la part du football. « Pourtant, relève-t-on auprès de M<sup>me</sup> Buffet, ce dont ils disposent n'est déjà pas mal et on pourrait presque l'agréer en l'état. » A quelques réserves près : « Il faut que ce soit le meilleur des critères de classement dont dispose le football qui serve de référence », souligne-t-on au ministère, où l'on ne cache pas que, dans quelques clubs, « certaines pratiques » pourraient être remises en cause.

### LE CAS DE LENS ET AUXERRE

Il y a quelques mois, l'administration avait fait état d'interrogations sur la capacité des centres de formation de Lens et Auxerre à délivrer un enseignement de qualité compte tenu du nombre de stagiaires, ou à préparer une insertion professionnelle. Dans ce contexte, M<sup>me</sup> Buffet n'avait pas assisté à

### DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILISME** : Michael Schumacher révèle qu'il s'est vu proposer par Ferrari « un contrat à vie ». Dans un entretien au quotidien allemand *Koelner Stadt-Anzeiger* du samedi 20 avril, le quadruple champion du monde affirme avoir eu « récemment un entretien avec le président de Ferrari, Luca Cordero di Montezemolo, qui m'a en quelque sorte proposé un contrat à vie ». « Si tu veux piloter jusqu'à 100 ans, alors tu peux piloter jusqu'à 100 ans, m'a-t-il dit », ajoute le pilote allemand.

■ **FOOTBALL** : la société de marketing sportif Sportfive a manifesté son intérêt pour l'acquisition des droits des prochaines Coupes du monde de football, selon *Le Figaro* du samedi 20 avril. L'entreprise dirigée par Jean-Claude Darmon a adressé une lettre en ce sens au liquidateur de KirchMedia, la branche en faillite du groupe Kirch qui détenait ces droits.

■ **GYMNASTIQUE** : l'équipe féminine de Russie a gagné le concours par équipes des championnats d'Europe de gymnastique artistique, vendredi 19 avril à Patras (Grèce). La Russie a devancé les Pays-Bas, l'Italie, l'Ukraine et la France.

■ **TENNIS** : Sébastien Grosjean s'est qualifié pour les demi-finales du tournoi de tennis de Monte-Carlo, à l'issue d'un match maîtrisé de bout en bout, vendredi 19 avril, face à l'Espagnol Albert Costa, battu 6-4, 6-2. En demi-finale, samedi, le joueur français devait affronter un autre Espagnol, Juan Carlos Ferrero, vainqueur de l'Allemand Tommy Haas (6-3, 6-1). L'autre demi-finale devait mettre aux prises l'Espagnol Carlos Moya et l'Anglais Tim Henman.

# Madame la Diabliesse

de Henry Barakat

**Suivi d'un débat**

avec Raja Amari et Hiam Abbas

animé par Thomas Sotinel (Le Monde)

**5,50€**

**JEUDI 25 AVRIL 20 H 30**

LE CINÉMA DU PANTHÉON - 13, RUE VICTOR-COUSIN 75005 PARIS

# Des milliers de momies incas découvertes dans une nécropole au Pérou

Un véritable trésor a été révélé par les archéologues péruviens dirigés par Guillermo Cock à Puruchuco, dans la banlieue de Lima.

Plus de 1 200 cocons de toile contenant un ou plusieurs individus ont été mis au jour. Le cimetière compterait 10 000 dépouilles et 50 000 objets

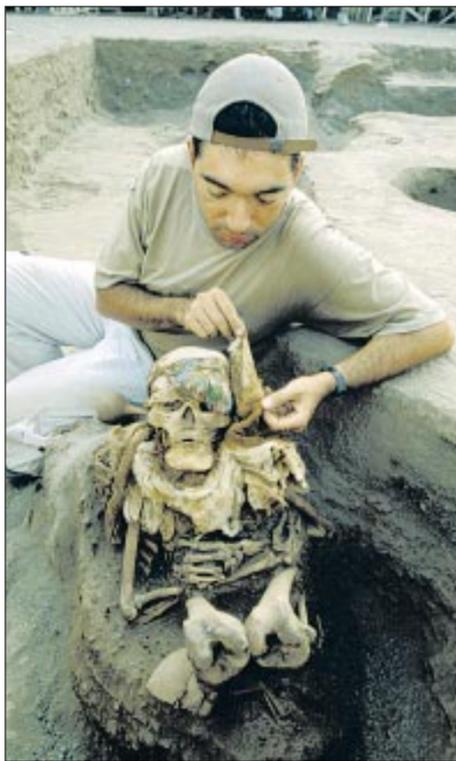
**SOUS UN BIDONVILLE** de la banlieue de Lima, à Puruchuco, dormait, depuis cinq cents ans, un trésor archéologique. Plus de deux mille momies de la période inca – hommes, femmes et enfants – viennent en effet d'être découvertes par une équipe d'archéologues péruviens dirigée par Guillermo Cock. Selon la revue *National Geographic*, qui publie l'information sur son site Internet (<http://nationalgeographic.com>), seule une petite partie du site a été explorée jusqu'à présent. Des prospections ultérieures pourraient faire monter le nombre des momies jusqu'à 10 000. « Cette découverte est l'une des plus importantes dans l'histoire de l'archéologie inca. Nous avons devant nous des années de travail pour les mettre toutes au jour et les étudier », explique Guillermo Cock.

Les archéologues savaient depuis longtemps que Puruchuco était le site d'un très ancien cimetière, mais ils n'osaient pas l'explorer de peur de perturber la population indienne des Andes réfugiée dans ce lieu pour échapper à la guérilla des années 1980. Par un hasard étrange, ce bidonville a été baptisé Tupac Amaru, nom du dernier Inca, fils de Manco Inca, décapité par les Espagnols en 1572 après une tentative désespérée de rébellion contre l'envahisseur.

Les scientifiques ont commencé par effectuer quelques prospections en 1999 et 2000, et c'est seulement à ce moment qu'ils ont mesu-



PHOTOS IRA BLOCK / NATIONAL GEOGRAPHIC



## DES MOMIES PRÈS DE LIMA



Plus de deux mille momies incas ont été découvertes sous un bidonville situé à Puruchuco, à l'est de Lima. Enterrés dans des caveaux de 16 à 60 m<sup>2</sup> de superficie creusés dans le sol à 3 ou 4 m de profondeur, et rebouchés par des gravats et du sable, les corps ont été trouvés en très bon état de conservation. Ci-contre, des archéologues exhument ces momies et enlèvent les tissus qui les enveloppent.

aussi remarquable, ajoute la chercheuse française. Mais elle n'est pas exceptionnelle. » Car il existe aux alentours de Lima un grand nombre de cimetières correspondant aux périodes préinca et inca. Ainsi, à 30 kilomètres au nord de la capitale péruvienne, dans la ville de Chancay, ont été mises au jour des nécropoles préincas qui ont livré des milliers de momies.

### MOMIFICATION NATURELLE

Les momies, dont 99 % résultent d'une momification naturelle, sont souvent présentées dans des *fardos*. « C'était un mode d'enterrement très répandu au Pérou, explique Danielle Lavallée, la présentation des morts sous forme de paquets funéraires était classique pour l'époque et la région. Les Péruviens de l'époque inca enterraient leurs morts le corps replié en position fœtale et accroupie. Et ils étaient entourés avec des mètres de tissus de laine ou de lin plus ou moins richement tissés ou décorés. » La hauteur de ces *fardos* individuels est en général de 1,5 mètre, et ils sont souvent surmontés d'une fausse tête. Cependant, « il est exceptionnel de trouver plusieurs corps dans un même *fardo* », ajoute la chercheuse.

Il reste toutefois à estimer avec précision l'âge des squelettes en faisant appel à des méthodes de datation au carbone 14, par exemple. Car l'évaluation actuelle s'appuie essentiellement sur la qualité du matériel archéologique découvert (tissus, parures et poteries).

La richesse de la découverte péruvienne devrait nous éclairer davantage sur les mœurs de l'empire inca, qui s'est construit en un siècle (entre 1430 et 1532) et qui brillait de tous ses feux jusqu'à la capture de l'Inca Atahualpa par Pizarro. Car, dans leur rage destructrice et leur appât du gain, les conquérants espagnols ont laissé peu de traces de cette brillante civilisation, en faisant notamment fondre en lingots tous les objets honorifiques en or de la caste impériale inca.

Christiane Galus

ré l'importance de leur découverte. Les recherches ont repris en 2001, avec l'aide financière du groupe *National Geographic*. Les archéologues ont creusé sous les routes, évi-

tant d'abîmer les habitations. Après seulement dix semaines de prospection, l'équipe de Cock a exhumé plus de 1 200 *fardos*, sortes de grands cocons contenant un ou plusieurs individus – adultes et enfants parfois réunis. Dans certains cas, l'ensemble pèse jusqu'à 180 kilos. Quarante de ces cocons sont surmontés d'une fausse tête humaine en coton.

### UN CLIMAT TRÈS SEC

Les corps enveloppés dans les *fardos* ont été remarquablement bien conservés. Dans certains cas les parties molles (les yeux et les parties génitales) sont encore présentes. Une situation due au climat extrêmement sec du désert côtier péruvien, où parfois il ne pleut pas pendant vingt ans. Ce qui devrait

faciliter l'étude ultérieure de ces restes humains par l'analyse génétique et devrait apporter des informations intéressantes sur l'état général de la population, les liens de parenté entre les morts, les sources de nourriture et les causes de décès.

Les scientifiques péruviens ont également mis au jour de 50 000 à 60 000 restes archéologiques (objets personnels, nourriture, ustensiles de la vie quotidienne). Ces objets, auxquels s'ajoutent les tissus plus ou moins riches qui enveloppent certaines des momies et les plumes spécifiques de l'élite inca, fourniront aux archéologues une mine de données sur les us et coutumes de cette population. Car ces momies « représentent au moins dix strates sociales différentes, depuis les

membres de l'élite inca jusqu'à des populations plus modestes », note Guillermo Cock.

La découverte de Puruchuco est donc « très intéressante, d'autant que les tombes n'ont pas été pillées », estime Danielle Lavallée, archéologue française spécialiste du Pérou et des régions andines et directeur de recherches au CNRS (laboratoire d'archéologie des Amériques à la Maison de l'archéologie et de l'éthnologie de Nanterre). On savait déjà qu'il existait à cet endroit un groupe d'édifices qu'on interprétait auparavant comme étant des lieux administratifs ou la demeure d'un dignitaire inca. « Mais on ne pensait pas que cela se trouvait au cœur d'une zone de nécropoles de cette importance. »

« La densité des momies est elle

## Juanita et Sarita, momies des glaces andines

A plusieurs reprises, des momies incas ont été découvertes dans les glaces des Andes péruviennes. Le corps d'une jeune fille sacrifiée à l'âge de la puberté, et appelée Juanita, fut découvert en 1995 dans la région d'Arequipa, dans la calotte glaciaire du Nevado Ampato à 6 300 mètres d'altitude. La « momie des glaces », vieille de cinq cents ans, se révéla être pour les scientifiques un véritable trésor d'informations, car le grand froid avait gardé le corps de Juanita dans un parfait état de conservation.

Ses organes pratiquement intacts, ainsi que les bactéries et les virus qu'ils contenaient, permirent de livrer des informations sur l'alimentation et l'état sanitaire des populations indiennes de l'époque. En 1996, une autre momie de jeune fille, dénommée Sarita, fut de nouveau découverte sur les hauteurs du Nevado Picchu Picchu, au-dessus d'Arequipa. Et en mars 1999, trois momies d'enfants étaient mises au jour au sommet du volcan Llullaillaco, à la frontière du Chili et de l'Argentine.

## Dataplay lance de nouveaux disques numériques de 32 mm de diamètre

**PAS MOINS** de 500 mégaoctets (Mo) de données stockés sur un disque de taille à peine supérieure à celle d'une pièce de 2 euros... Le nouveau support numérique annoncé par l'entreprise américaine Dataplay (Boulder, Colorado) ne mesure que 3,2 cm de diamètre et il contient pourtant presque autant d'informations numériques que son ancêtre, le CD de 12 cm (650 à 700 Mo). De quoi apporter un nouveau bouleversement dans la panoplie déjà passablement complexe des supports numériques.

Créée en 1998, Dataplay tente ainsi d'imposer son nouveau disque en profitant des progrès réalisés dans la gravure des disques optiques depuis le lancement du CD, en 1982. Le « Dataplay digital media » dispose de deux faces contenant 250 Mo de données (musique, vidéo, images, documents...). La densité d'information stockées est ainsi multipliée par 5 pour une face. Gravé des deux côtés, le disque Dataplay décuple la quantité de données rapportée à l'encombrement par rapport au CD. Un atout important dans un contexte où les fabricants de supports numériques ne rêvent que de miniaturisation afin de profiter au mieux de la vague des appareils nomades.

Malgré son incontestable succès dans le domaine de l'enregistre-

ment musical, le CD ne s'est pas vraiment imposé dans celui des baladeurs. D'où le lancement, en 1993, du MiniDisc (MD) par Sony. Un disque de 64 mm de diamètre enfermé dans un boîtier en plastique contenait alors 140 Mo de données. Grâce à un système de compression, le Japonais réussissait à loger le contenu d'un CD (74 minutes de musique) dans un seul MD. Tous les efforts de Sony n'ont pas suffi pour que le format s'impose comme remplaçant définitif de la cassette analogique à bande magnétique.

Aujourd'hui, la situation devient de plus en plus confuse. Depuis quelques mois, sont en effet apparus des mini-CD d'environ 200 Mo de capacité pour un diamètre de 8 cm, soit une surface divisée par plus de deux mais une quantité d'information divisée par plus de 3. Mais avec un avantage majeur : le gain en encombrement n'est pas réalisé au détriment de la compatibilité. Ainsi, un mini-CD fonctionne sur n'importe quel lecteur de CD de salon ou d'ordinateur. La version enregistrable (mini-CD-R) peut être utilisée avec les graveurs de CD. Seule nouveauté, de nouveaux lecteurs adaptés aux mini-CD, et qui n'acceptent donc pas les CD, ont été lancés avec une taille qui les rapprochent sensible-

ment des baladeurs à cassettes.

Il n'en va pas de même avec le Dataplay digital device. Comme le MD, il est enfermé dans un boîtier en plastique (33,5 mm par 42,1 mm pour 3 mm d'épaisseur) et impose l'acquisition de matériel spécial pour sa lecture et son enregistrement. Après l'expérience de Sony, quelles sont les chances de Dataplay de ne pas se heurter aux mêmes difficultés ?

### LEÇONS DU PASSÉ

L'entreprise américaine semble avoir tiré certaines leçons du passé. Avant de tenter de convaincre les consommateurs avec le lancement de ses nouveaux disques prévu pour juin aux Etats-Unis, elle s'est assurée le support de l'industrie. Côté fabricants, Dataplay s'appuie sur Toshiba et Samsung, qui doivent fabriquer des lecteurs dédiés à la musique et à la vidéo. Les premiers lecteurs musicaux sont annoncés pour la fin mai aux Etats-Unis avec des prix de vente compris entre 330 euros et 420 euros. Encore plus décisif, l'adhésion de trois grands de l'édition musicale, BMG, Universal et EMI devrait lui garantir la commercialisation de musique préenregistrée sur les nouveaux disques. Un titre de Britney Spears est ainsi annoncé pour cet été. Il faut dire que

Dataplay a soigné les éditeurs en intégrant à son système des moyens de protection des œuvres contre la copie numérique, ce dont les CD et mini-CD sont dépourvus. Dans le contexte de peur panique du piratage, cette garantie ne peut que séduire les éditeurs qui se plaignent d'une chute de 5 % des ventes mondiales de CD en 2001.

La capacité des nouveaux disques permettra d'enregistrer de 5 albums en format compressé, type MP3. Les éditeurs pourront commercialiser, sur le même disque, un album pour 18 euros tout en enregistrant d'autres titres qui resteront cachés jusqu'à ce que l'acheteur obtienne des codes d'accès sur Internet au prix de 9 à 15 euros par album supplémentaire. Une souplesse de mise sur le marché qu'aucun support numérique n'offre aujourd'hui. Ces perfectionnements qui privilégient les éditeurs pourraient rebouter les consommateurs accoutumés à la liberté de copie par l'utilisation des CD et CDR. Les Dataplay seront également handicapés par leur prix. Un disque vierge devrait revenir à environ 10 dollars (11,25 euros) alors qu'un lot de 10 mini-CD-R de 210 Mo chacun coûte aujourd'hui 12 euros...

Michel Alberganti

## Un puffin de 50 ans, plus vieil oiseau vivant

### LES OISEAUX

ont désormais leur doyen officiel, et c'est un marin. D'ordinaire, le puffin à pattes roses, qui passe le plus clair de son temps à voler au ras des vagues de l'Atlantique pour se nourrir, ne dépasse pas la trentaine d'années. Des ornithologues britanniques ont pourtant observé un individu de cette espèce âgé de 50 ans au moins, dans une colonie de reproduction sur les côtes du pays de Galles. En 1957, il avait 5 ans quand on lui fixa à une patte la bague qui aujourd'hui permet d'évaluer son exceptionnelle longévité. Le record de longévité dans le monde des oiseaux appartient toujours à une femelle albatros royal, disparue à 62 ans en 1990.



### DÉPÊCHE

■ **INTERNET** : l'expérience de vote électronique de Vandœuvre-Nancy (Meurthe-et-Moselle) pour l'élection présidentielle, d'abord interdite par un avis défavorable de la CNIL rendu le 11 avril, a été finalement autorisée. Au lieu de voter depuis leur domicile comme il était initialement prévu, les électeurs qui désirent participer à l'expérience se rendront dans un bureau de vote unique installé dans l'hôtel de ville, où trois ordinateurs seront installés dans trois isolements. « A aucun moment, l'identité de l'électeur ne pourra être rapprochée du mot de passe et du code d'accès qui lui seront confiés sur place pour lui permettre d'exprimer son vote », précise la mairie. – (AFP.)

Le Monde

Le Monde  
ECONOMIE

# Retraites : la réforme obligée

Mardi 23 avril avec *Le Monde* daté mercredi 24 avril

## La politique s'est rangée des voitures

L'auto façonne l'image des candidats, mais elle n'est plus partisane

**INUTILE** d'attendre le second tour pour désigner le vainqueur de l'élection de l'automobile présidentielle de 2002. Haut la main, le monospace – et plus précisément le ticket Renault Espace-Peugeot 806 – s'est imposé comme le moyen de transport favori de la plupart des candidats, en particulier des deux principaux, Jacques Chirac et Lionel Jospin. Alors que le président de la République comme le premier ministre effectuent d'ordinaire leurs déplacements officiels à bord de grandes berlines, Peugeot 607 ou Renault Safrane, leurs apparitions en tant que candidats auront systématiquement privilégié le monospace de location, vert foncé ou bleu marine. Interrogés, les états-majors développent les mêmes arguments. L'Espace ou le 806, disent-ils, sont plus pratiques que les limousines habituel-

quartier général de Lionel Jospin. Le souvenir encore présent du « gang des R25 » (la grande Renault avec chauffeur était devenue le symbole des dérives de l'après-mai 1981) incite sans doute à éviter ce qui pourrait ressembler à une limousine trop voyante.

Dans l'équipe du sortant, le monospace n'est pas non plus une découverte. Chargée de la communication du président de la République, Claude Chirac n'a jamais caché sa préférence pour ce type de voiture. Surtout depuis que « Les Guignols de l'info » mettent en scène la marionnette de Jacques Chirac à bord de la fameuse Citroën CX Prestige grise, au style très daté des années 1970, qui le transporta à travers Paris jusqu'à l'Hôtel de Ville au soir de son élection, le 20 mai 1995. Cette auto, qui était l'ancien véhicule de fonction

Citroën prépare une version présidentielle de son futur haut de gamme C6, attendu en 2004, mais, au siège de la marque, on assure n'être au courant de rien.

En tout état de cause, le futur carrosse républicain ne sera pas décapotable et il y a fort à parier qu'il ne s'inspirera pas non plus du style baroque des deux SM pompidoliennes. Quant aux deux principaux favoris à la course présidentielle, ils n'ont jamais avoué – contrairement à Gerhard Schröder, par exemple – une attirance particulière pour l'objet automobile. Si Jacques Chirac semble largement s'en désintéresser, Lionel Jospin se laisse séduire par un cabriolet Renault 19 qui, hélas, lui fut dérobé.

Il est bien loin le temps où la voiture française faisait écho à la politique et choisissait son camp. Personne n'ignore que Citroën est intimement lié à la geste gaullienne. A Londres, l'importateur de la firme au double chevron confia au chef de la France libre une Traction, modèle qui devint une sorte de compagnon de la Libération. La DS noire rivée à la route malgré deux pneus crevés lors de l'attentat du Petit-Clamart, en 1962, est une image d'Épinal du gaullisme. Georges Pompidou, qui ne dédaignait pourtant pas de rouler en Porsche, respecta la tradition, mais Valéry Giscard d'Estaing, qui lui aussi aimait prendre le volant, brisa un tabou en choisissant un beau jour de jeter son dévolu sur une nouvelle voiture officielle qui fit doublement sursauter les gardiens du temple. C'était une Peugeot 604, et elle était de couleur marron.

A gauche, la régie Renault, entreprise nationalisée, sera longtemps la « forteresse ouvrière », citadelle avancée des conquêtes sociales. Ses modèles permettent aux groupes sociaux en expansion (ouvriers qualifiés, fonctionnaires, employés) d'accéder à l'automobile et les accompagnent dans leur embourgeoisement. François Mitterrand ne jure que par le losange et ne fait pas mystère de sa préférence. En 1992, il se fait présenter dans la cour de l'Élysée la nouvelle Twingo.

N'en déplaise aux apparences – Louis Schweitzer, PDG de Renault, fut directeur de cabinet de Laurent Fabius à Matignon et Jean-Martin Foltz, son homologue de PSA, fit ses armes de haut fonctionnaire dans des cabinets de ministres RPR avant de rejoindre le privé – clivages automobiles et

### La cour de l'Élysée à la Bourse du commerce

Depuis le jeudi 11 avril et jusqu'au dimanche 14 avril (de 10 heures à 18 heures, entrée 4 € pour les plus de 14 ans), la Bourse du commerce de Paris (2, rue de Viarmes, Paris 1<sup>er</sup>) accueille l'exposition « Voitures de présidents », organisée par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Cette manifestation, dont le journaliste Alain Trampoglieri est le commissaire général, rassemble quelques-uns des fleurons automobiles élyséens dont une très belle Simca de la IV<sup>e</sup> République, une escouade de Citroën noires datées de l'ère gaullienne ou giscardienne (dont une discutable « reconstitution de la DS de l'attentat du Petit-Clamart »), une Safrane blindée, mais aussi l'ancienne CX de fonction de Jacques Chirac à la Mairie de Paris. La plupart des voitures réunies à la Bourse du commerce proviennent du Musée des voitures de chefs d'État installé au château de Montjalin, à Sauvigny-le-Bois, dans l'Yonne. Ouvert toute l'année, ce château-musée compte notamment une Lincoln américaine, une ZIL soviétique et une Papamobile.

les. On peut plus aisément travailler à bord, car la communication est facile entre l'avant et l'arrière. Jusqu'à sept adultes y prennent place, ce qui permet de limiter le nombre de véhicules accompagnateurs et, en plus, les monospaces peuvent rouler assez vite.

Une autre raison explique que le personnel politique s'entiche de ces voitures pour familles nombreuses. Pratiques, elles reflètent aussi une image plus moderne, moins guindée et donc plus proche de la population. La chute des berlines classiques, en particulier les modèles de haut de gamme, est depuis longtemps déjà une réalité du marché automobile, où la part des monospaces et, dans une moindre mesure, des 4x4 ne cesse de progresser. La politique est devenue modeste, son rapport à la voiture l'est tout autant. « Une noria de grandes voitures noires traversant une ville, ça ne fait plus très bon effet », glisse-t-on à l'Atelier, le

du chef de l'État, alors maire de Paris, et que convoitait le Musée du septennat, en Corrèze (son immatriculation est toujours 19 FLX 75), a été cédée à la présidence de la République par la municipalité parisienne, et rien ne dit qu'elle sera remise à l'honneur en cas de victoire.

#### LA DÉCAPOTABLE AU GARAGE

On peut accuser l'automobile de bien des maux, mais pas de celui de nourrir la politique-spectacle. D'ailleurs, la voiture d'apparat du rituel républicain se meurt. Livrées en 1972, les deux superbes Citroën SM décapotables carrossées par Chapron ont été discrètement écartées. Après avoir intronisé Jacques Chirac en 1995, elles ont accueilli de rares têtes couronnées. Depuis, elles prennent la poussière dans les sous-sols du Quai d'Orsay. On leur reproche d'être vieux jeu et, surtout, d'exposer dangereusement leur hôte. Il se murmure que



Jacques Chirac, le 20 mai 1995, traversant Paris à bord de sa CX.

politiques se confondent de moins en moins. En outre, les idées reçues sont mises à mal par un sondage réalisé par BVA pour l'Auto-Journal et publié dans le dernier numéro, daté du 18 avril, de ce bimensuel. On y apprend que la proportion d'électeurs de gauche est légèrement supérieure (51 %) chez Peugeot que chez Renault (48 %). Quant aux « citroënistes », ils se déclarent largement à droite (59 %), mais cette tendance s'ex-

plique sans doute beaucoup par leur âge, un peu supérieur à la moyenne. Les spécialistes du marketing discernent toutefois parmi les plus de 50 ans fonctionnaires ou salariés du secteur public et déclarant voter à gauche un attachement assez marqué pour Renault, lié à un héritage historico-politique. Mais, à Billancourt, cela n'intéresse pas grand monde.

Jean-Michel Normand

#### DÉPÊCHES

■ **HORS-SÉRIE.** L'Argus de l'automobile publie un numéro hors série spécialement consacré au marché de l'occasion : principaux modèles de référence, conseils pratiques, actualité des meilleures ventes et des versions les plus recherchées. Tiré à 90 000 exemplaires, ce « Hors-série occasions » sera en vente en kiosque jusqu'à la mi-juin, au prix de 4,50 €.

■ **OCCASION.** L'exposition nationale « Automobiles d'occasion » se tiendra du 30 avril au 12 mai dans le cadre de la Foire de Paris, à Paris Expo (porte de Versailles, hall 6). Un millier de véhicules seront présentés par des professionnels.

■ **PGO.** Le constructeur français PGO, spécialisé dans la fabrication de répliques de la Porsche 356, lancera au second semestre 2002 sa nouvelle 356-2, qui sera animée par un moteur de Peugeot 206 S16. Installé près d'Alès, PGO vise une production de 550 véhicules en 2003 et de 750 en 2004, et vient d'être introduit en Bourse.

■ **FORD.** La deux millionième Focus produite en Europe est sortie des chaînes de l'usine Ford de Saarlouis, en Allemagne, le 26 mars. Egalement fabriquée en Espagne, au Mexique, en Argentine et aux États-Unis, la Focus a déjà été diffusée à 2,5 millions d'exemplaires au total. Deux nouvelles versions sportives seront lancées en 2002, dont la RS, inspirée de la Focus du championnat du monde des rallyes.

■ **RENAULT.** Le Kangoo a passé le cap du millionième exemplaire, vient d'annoncer Renault. Produit à Maubeuge mais aussi au Maroc et en Argentine, ce véhicule à la fois utilitaire et familial est disponible en version rallongée, 4x4, électrique, ou fonctionnant au GPL. ■ **AUTOROUTES.** L'Association française des sociétés d'autoroutes (ASF) lance une campagne de sensibilisation sur le thème de la sécurité des personnels travaillant sur les chantiers. Il s'agit d'« inciter les automobilistes à adopter une conduite plus prudente, et notamment à ralentir à l'approche des zones balisées ».

## La Sécurité routière reste fidèle au parler-vrai

**LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE** a définitivement décidé de changer de ton. Sa dernière campagne d'affichage, où l'on peut voir un corps humain sur lequel a été incrusté par photomontage de la tête froissée, confirme une option choisie depuis juin 1999 et consistant à ne pas taire les conséquences humaines d'un accident, à montrer des images non pas choquantes en soi mais « interpellantes ». « En ville, il n'y a pas que des voitures accidentées », insiste la Sécurité routière dans ses nouveaux slogans qui rappellent qu'un tiers des accidents mortels ont lieu en ville ou dans la périphérie urbaine.

« D'après les sondages, la perception du public face au changement de tonalité de nos campagnes est tout à fait positive en termes d'adhésion mais aussi de mémorisation », assure Stéphanie Dupont, responsable de la publicité à la Sécurité routière. Apparu en juin 1999 avec le redoutable petit film *La Route fleurie*, de Raymond Depardon (des images d'ambulances et de carrosseries déchirées sur fond de musique bucolique), le langage « vérité », adopté depuis belle lurette dans les pays anglo-saxons mais longtemps rejeté en France, doit permettre d'aller à l'encontre de la tendance très française à sous-estimer le risque routier. « Les conséquences des accidents, en particulier ceux qui se produisent en ville, sont souvent plus dramatiques que l'opinion ne veut bien l'imaginer », insistent les experts du ministère des transports. Ceux-ci rappellent que près de la moitié des cyclistes tués le sont



La nouvelle campagne de la Sécurité routière, qui a choisi de ne pas taire les conséquences humaines d'un accident de voiture.

en agglomération, qu'un choc à 20 km/h sans ceinture de sécurité peut être mortel, que quatre conducteurs sur cinq dépassent les limitations de vitesse lorsqu'ils traversent une agglomération de moins de 5 000 habitants, et que trois quarts des conducteurs qui téléphonent omettent de s'arrêter aux passages pour piétons.

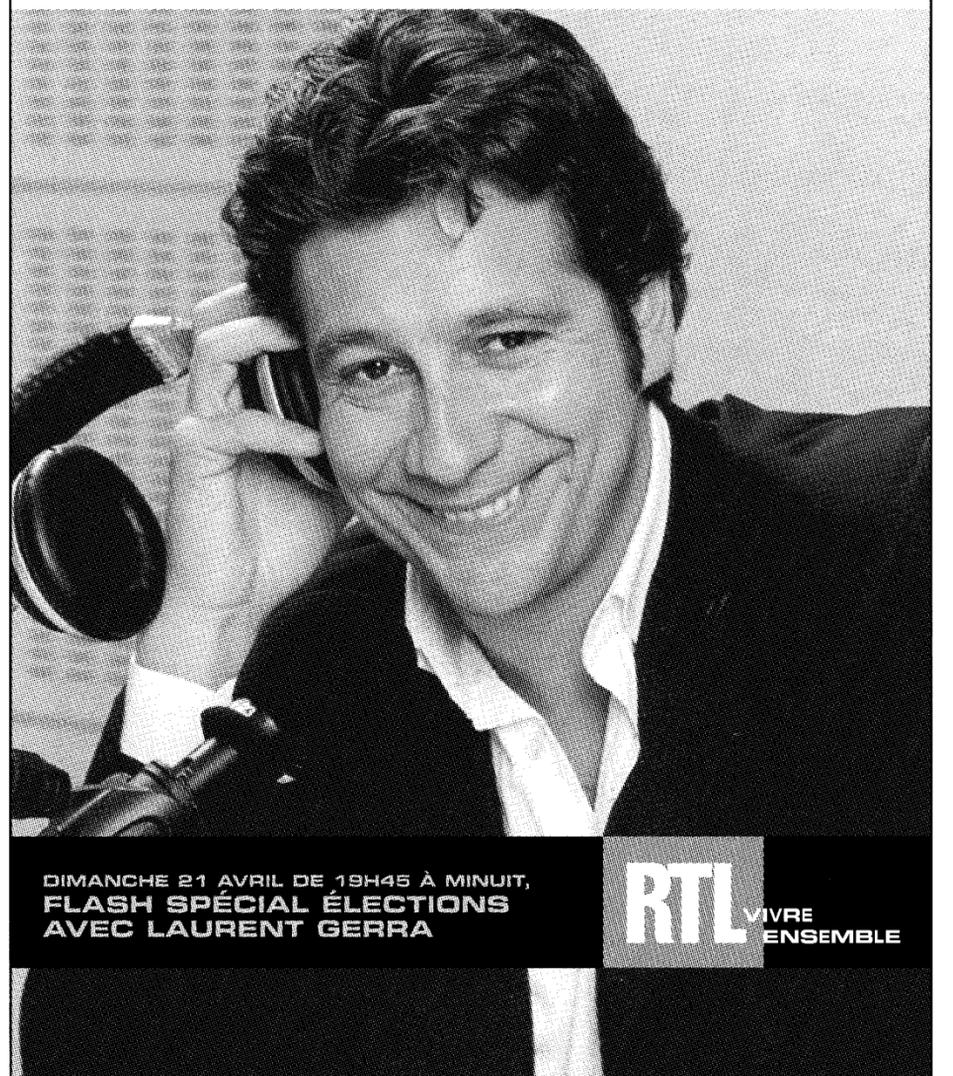
#### PAS DE SURENCHÈRE

Cette campagne sera prolongée par des actions lancées à l'initiative d'élus locaux et par des expositions, notamment celle intitulée « La rue de tous les dangers ou comment les apprivoiser », réalisée par des enfants, et qui se tiendra du 22 au 28 avril sur le parvis de la gare Montparnasse, à Paris. Le parler-vrai et la tonalité plus dure de la communication de la Sécurité routière, perceptibles depuis le tournant de 1999 – qui fai-

sait suite à une année 1998 qui s'était soldée par une augmentation du nombre de victimes –, doivent aussi éviter de tomber dans le piège de la surenchère ou de la répétition. « Il faut aussi savoir changer de registre et ne pas s'enfermer dans un type de message stéréotypé. C'est pourquoi toutes nos campagnes ne se déclinent pas sur le même ton », reconnaît Stéphanie Dupont, qui souhaite « décortiquer, chaque fois que c'est possible, les causes d'un accident » à des fins pédagogiques. L'objectif n'est pas seulement de faire prendre conscience des risques mais aussi, à plus long terme, de « relégitimer des règles simples, a priori anodines, mais essentielles ; respecter les distances, boucler les ceintures des enfants assis à l'arrière, respecter les limitations ».

J.-M. N.

# UNE SOIREE ELECTORALE SUR RTL, C'EST DRÔLE TOUTES LES 1/2 HEURES



DIMANCHE 21 AVRIL DE 19H45 À MINUIT, FLASH SPÉCIAL ÉLECTIONS AVEC LAURENT GERRA

RTL VIVRE ENSEMBLE

# AUJOURD'HUI

## Belle présence du soleil

**DIMANCHE 21 AVRIL**  
Lever du soleil à Paris : 6 h 50  
Coucher du soleil à Paris : 20 h 49.

L'anticyclone centré sur le Danemark influence le temps sur le pays. Le soleil brillera sur la plupart des régions et les températures seront en hausse. Une dépression située en Méditerranée favorisera un temps instable sur l'extrême Sud-Est et la Corse.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** Les nuages présents au lever du jour se disloqueront dans la matinée et le soleil brillera tout l'après-midi. Les températures atteindront 17 à 19 degrés au meilleur moment de la journée.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Les bancs de brume formés dans la nuit se dissiperont rapidement et on profitera d'un temps largement ensoleillé. Les températures atteindront 16 à 18 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** Les bancs de brouillard ou nuages bas présents au petit matin laisseront place à un ciel partagé entre nuages et belles périodes de soleil. Les températures seront en hausse généralement comprises entre 16 et 19 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Les brumes se dissiperont en début de journée et malgré quelques passages de nuages le soleil s'imposera sur toutes les régions. Les températures seront proches de 19 ou 20 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Sur le relief alpin le ciel sera parfois nuageux et quelques averses se produiront. Ailleurs les nuages présents en début de journée laisseront place au soleil. Les températures atteindront 16 à 21 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Sur la Côte d'Azur, le sud des Alpes et la Corse des averses parfois orageuses se déclencheront. Sur les autres régions le soleil brillera. Les températures seront très agréables, comprises entre 19 et 22 degrés.

**21 AVR. 2002 PRÉVISIONS**  
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE MÉTROPOLE		
Madrid	7/23 S	
Ajaccio	9/19 P	Milan 11/17 N
Biarritz	9/18 S	Moscou 6/12 P
Bordeaux	8/19 S	Munich 6/14 C
Bourges	3/18 S	Naples 11/18 N
Brest	8/17 N	Oslo 1/14 C
Caen	8/15 S	Palma de M. 10/18 S
Cherbourg	5/16 S	Prague 8/14 C
Clermont-F.	2/17 S	Rome 9/19 N
Dijon	3/18 S	Séville 11/29 S
Grenoble	6/18 N	Sofia 7/14 S
Lille	4/17 S	St-Petersb. 2/12 S
Limoges	5/17 S	Stockholm 3/17 S
Lyon	5/19 S	Ténérife 17/23 S
Marseille	7/20 S	Varsovie 9/19 C
Nancy	3/16 S	Venise 12/18 P
Nantes	7/18 S	Vienne 10/16 P
Nice	10/19 P	
Paris	4/18 S	
Pau	5/18 S	
Perpignan	12/22 S	
Rennes	7/18 N	
St-Etienne	1/16 S	
Strasbourg	4/16 N	
Toulouse	6/20 S	
Tours	5/17 S	

AMÉRIQUES		
Brasilia	17/28 S	
Buenos Aires	4/16 S	
Caracas	26/29 P	
Chicago	3/7 P	
Lima	19/24 P	
Los Angeles	10/17 S	
Mexico	11/29 S	
Montréal	-3/5 S	
New York	8/14 S	
San Francisco	9/17 S	
Santiago Ch.	9/23 C	
Toronto	1/7 S	
Washington DC	12/17 P	

AFRIQUE		
Alger	7/20 S	
Dakar	18/23 S	
Kinshasa	21/31 P	
Le Caire	15/24 S	
Nairobi	17/25 P	
Pretoria	11/26 S	
Rabat	13/26 S	
Tunis	13/19 P	

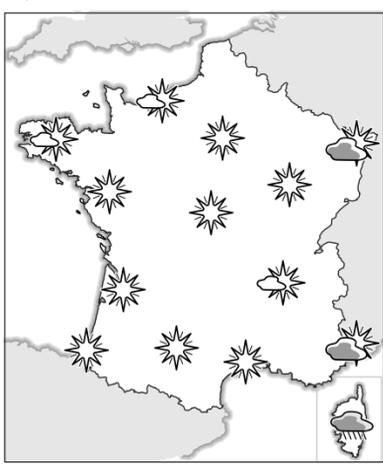
EUROPE		
Amsterdam	5/16 S	
Athènes	13/18 N	
Barcelone	9/17 S	
Belfast	11/15 C	
Belgrade	9/20 N	
Berlin	7/16 N	
Berne	4/14 N	
Bruxelles	2/18 S	
Bucarest	7/18 S	
Budapest	11/22 S	
Copenhague	4/11 S	
Dublin	9/14 P	
Francfort	8/18 N	
Genève	5/16 N	
Helsinki	1/13 S	
Istanbul	10/13 N	
Kiev	11/18 S	
Lisbonne	11/23 S	
Liverpool	8/17 S	
Londres	5/18 C	
Luxembourg	4/17 S	

ASIE-OcéANIE		
Bangkok	29/36 P	
Beyrouth	15/20 P	
Bombay	28/35 S	
Djakarta	24/29 P	
Dubaï	26/33 S	
Hanoï	25/29 P	
Hongkong	22/28 S	
Jérusalem	9/14 P	
New Delhi	24/41 S	
Pékin	18/27 S	
Séoul	11/20 S	
Singapour	26/32 P	
Sydney	18/24 P	
Tokyo	15/19 P	

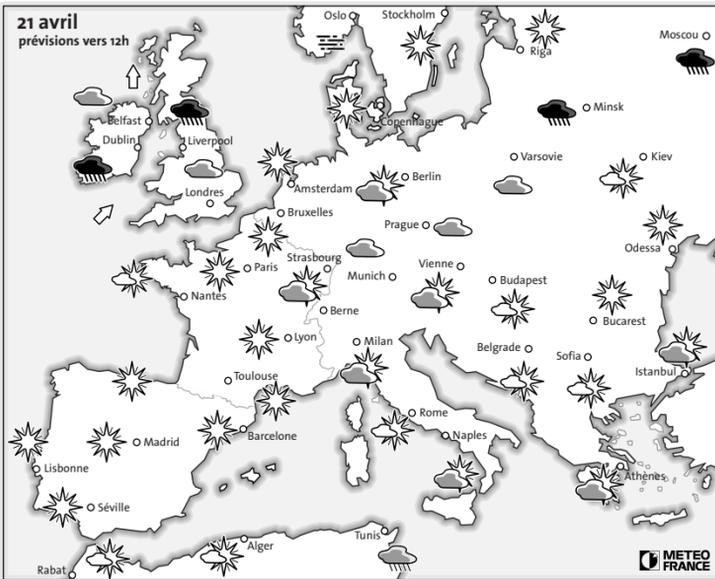


**21 avril prévisions vers 12h**

Soleil, Peu nuageux, Couvert, Brèves éclaircies, Averses, Pluie, Orage, Neige, Brouillard, Vent fort



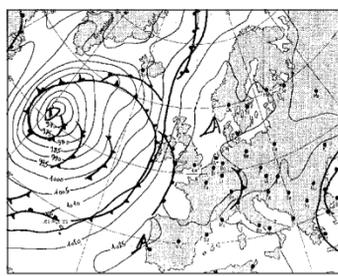
PRÉVISIONS POUR LE 22 AVRIL



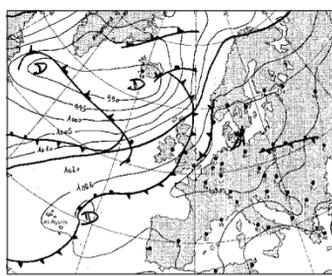
**21 avril prévisions vers 12h**

**41 €** ttc aller simple  
**NICE TOULOUSE TOULON MARSEILLE PAU**  
Familles, Couples, Jeunes et Seniors  
**AIR FRANCE**  
Au départ d'Orly, tarif soumis à conditions.

**Lundi 22 avril**  
Le temps restera instable sur les régions de l'extrême Sud-Est. Quelques averses parfois orageuses se déclencheront sur le sud des Alpes et la Corse. Sur les autres régions les nuages n'altéreront pas l'impression de beau temps. Températures en hausse.



SITUATION LE 20 AVRIL À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 22 AVRIL À 0 HEURE TU

## Le moustique, ou comment s'en débarrasser

**HISTOIRES NATURELLES**  
Tous les samedis datés dimanche-lundi, curiosités animales

**S'IL EST UNE CHOSE** sur laquelle tout le monde s'accorde, c'est bien celle-ci : le moustique est un fléau. Avec plus de 3 200 espèces décrites, on le trouve pratiquement dans tous les pays du monde. Et, dans nombre d'entre eux, les maladies qu'il propage constituent encore la principale cause de morbidité et de mortalité. La dengue hémorragique, qui ne fut longtemps présente qu'en Asie, touche désormais l'Amérique latine et les Caraïbes. Le paludisme, la plus répandue et la plus dévastatrice des maladies tropicales, est responsable, selon l'OMS, d'un à deux millions de décès par an dans le monde. Sans parler de la fièvre jaune et des encéphalites.

Dans nos régions, la situation est infiniment moins grave. A quelques exceptions près (des mousti-

ques infectés par le virus West Nile, sans doute transportés lors de vols aériens internationaux, firent à New York, en octobre 1999, plusieurs dizaines de victimes d'encéphalites), ces diptères hématoxyphages ne causent à l'homme que des désagréments superficiels - lesquels, il est vrai, suffisent amplement à les rendre odieux. Il faut toutefois leur rendre justice : sur la quarantaine d'espèces qui peuplent le littoral méditerranéen français, seul quelques-unes s'avèrent de nous asticoter. Ainsi *Aedes detritus* et *Aedes caspius*, grands amateurs des zones humides littorales. Et *Culex pipiens*, qui prolifère dans les eaux stagnantes et polluées des agglomérations, et se révèle le champion toutes catégories du piqueur urbain.

La championne, devrait-on dire ! Chez les moustiques des villes comme chez ceux des champs, le mâle est en effet hors de cause. Seule la femelle perfore et pompe, pour se repaître de sang après s'être accouplée - soit, en période

faste, tous les quatre jours. Il en va de sa descendance : sans les protéines que lui donnent ces copieux repas, elle n'aurait pas la force de faire mûrir ses œufs.

De dame moustique comment se débarrasser ? Dans le midi de la France, la question parut assez cruciale pour susciter la création, en 1958, d'un établissement public, l'Entente interdépartementale de démoustication (EID, Montpellier), chargé de coordonner la lutte dans cinq départements du Languedoc-Roussillon. Aujourd'hui encore, sa mission reste entière. Et si les recherches ont progressé en près d'un demi-siècle, le principal enseignement qu'en ont tiré les combattants est sans doute que l'arme idéale n'existera pas de sitôt.

Plusieurs méthodes, certes, sont désormais mises en œuvre selon les circonstances. Mais aucune n'est véritablement satisfaisante. Ni la lutte chimique par insecticides (contre lesquels de nombreux cas de résistance sont observés) ni la lutte mécanique (tra-

vau d'aménagement ou d'assèchement de zones humides). Ni même la lutte biologique ou génétique, dont les promesses, vantées depuis longtemps, ne sont toujours pas tenues.

### Des villes ou des champs, seule la femelle pique

Seule certitude en la matière : on ne châte bien que ce qu'on connaît bien, et la lutte contre les moustiques ne peut être efficace sans une connaissance fine de leur biologie. C'est la raison pour laquelle l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et l'EID viennent de réaliser un cédérom (français-anglais) qui, pour la première fois, recense l'ensemble des moustiques du Vieux Continent (*Les Moustiques d'Europe*, cédérom PC, 65 €. Diffusion : Francis Schaff-

ner, EID Méditerranée, 165, avenue Paul-Rimbaud, 34184 Montpellier Cedex 4 ; tél. : 04-67-63-67-63 ; fax : 04-67-63-54-05 ; courriel : fschaffner@eid-med.org).

Conçu pour permettre de s'y retrouver parmi une centaine d'espèces prospérant dans trente-sept pays d'Europe, ce document, destiné aux professionnels de la démoustication comme aux entomologistes, contient des fiches signalétiques sur chaque espèce (morphologie, écologie, répartition), ainsi qu'un accès simultané à une base de connaissance en bio-écologie et à une bibliographie indexée.

Si utile soit-elle, cette somme ne résout cependant pas le problème : comment se débarrasser des moustiques, et, surtout, de leurs satanées piqûres ? Rarement à cours d'idées et moins encore d'humour, l'évolutionniste américain Stephen Jay Gould avait bien évoqué une piste. Dans une de ses innombrables « Réflexions sur l'histoire naturelle », il raconte

comment une mutation « homéotique » (une petite modification génétique ayant l'immense pouvoir, au cours de l'embryogenèse, de commander la mise en place d'un organe à la place d'un autre) peut aboutir, lorsqu'elle touche le moustique *Aedes albopictus*, à la transformation des pièces de son appareil piqueur... en une paire de pattes.

« Quelle merveilleuse et délectable idée dans ce monde inondé de mauvaises nouvelles : des moustiques inoffensifs dotés de deux pattes supplémentaires ! », rêve-t-il (*Quand les poules auront des dents*, Le Seuil « Points Sciences », 1991). Avant de nous ramener à la dure réalité : ces moustiques-là, incapables de se nourrir, n'ont aucune chance de se reproduire - ni même de survivre. A moins, bien sûr, qu'on les maintienne en vie artificiellement, sur des tampons d'ouate imprégnés de sang frais... Ce qui serait tout de même un comble.

Catherine Vincent

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 096

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

### HORIZONTALEMENT

I. Les sauvages ne sont pas à leur place chez lui. - II. Comment faire travailler les ouvrières. - III. Pièce de bœuf. Se rendra. Poésie d'un autre temps. - IV. Manifesta. Son intérieur fait des éclats. Personnel. - V. Carte gagnante. Pièges des grands chemins. - VI. Evite que vous soyez au courant. Européen du Sud. - VII. Bien arrivé chez nous. Jaune et odo-

rante. Un lion dans les moteurs. - VIII. Fait monter la température. Article. Quand tout va bien, on n'a pas besoin de lui. - IX. Sur la portée. Comment se mettre au travail. - X. Reprirent possession.

### VERTICALEMENT

1. Un sponsor bien de chez nous. - 2. Chasse le mouton. - 3. Pour un petit repas à la grecque. - 4. Sur place, même retourné. A

l'apéritif ou en salade. - 5. Œuvre académique. Travaillera sur la plaque. - 6. Bretonne en mer. Militaire. - 7. Dans les petites larges. Large pour tout supporter. - 8. Coup de cheval en vache. Sanctionné. - 9. Un peu d'air. Des dunes dans les déserts. Livré en feuilles. - 10. Vient de la terre et de la mer. Voulait que les chrétiens et les réformés s'entendent. - 11. Facile à prendre. Premier en France. - 12. Sortie obligatoire. Un lapin à table.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 02 - 095

#### Horizontalement

I. Non-événement. - II. Orage. Ombre. - III. Bérénice. - IV. Liard. Humain. - V. Al. Iule. Etes. - VI. Ille. Arasa. - VII. Leu. Assis. Mu. - VIII. Pois. Négus. - IX. Œillère. Ale. - X. Nones. Usager.

#### Verticalement

1. Noblaillon. - 2. Oreille. EO. - 3. Nara. Lupin. - 4. Egérie. Olé. - 5. Vendu. Ails. - 6. Lasse. - 7. Nochers. Ru. - 8. Emeu. Aînés. - 9. Mb. Messe. - 10. Errata. Gag. - 11. Né. Ie. Mule. - 12. Transfuser.

## ÉCHECS

N° 1997

**WIJK AAN ZEE (2002)**  
Blancs : A. Grischuk.  
Noirs : B. Gelfand.  
Défense Petroff.

1. e4	é5	16. cxd5	Tc8
2. Cf3	Cf6	17. Dd1	C6-g5!(h)
3. Cxe5	d6	18. Cc5	Ch3+!
4. Cf3	Ce4	19. gxh3	Dg5+
5. d4	d5	20. Rf1(f)	Fxe5
6. Fd3	Fd6	21. dxé5	Fc6(f)
7. 0-0	0-0	22. Fc1(l)(k)	Dh4
8. c4	c6	23. Fxe4	dxé4
9. Dc2(a)	Ca6(b)	24. Fc3	Dh3+(l)
10. a3(c)	f5	25. Rg1	Fd5(m)
11. Cc3(d)	Cc7	26. Dxd5	Dg4+(n)
12. Tc1(e)	Rh8(f)	27. Rf1	Dh3+
13. b4	Fd7	28. Rg1(o)	Dg4+
14. Fb2	Ce6!(g)	29. Rf1 nulle	
15. cxd5	cxé5		

#### NOTES

a) Ou 9. Cc3, 9. Tc1, 9. Db3, 9. h3, 9. Fxe4 et le coup de texte.  
b) 9... f5 protège le C64 alors que la sortie du C-D est liée à un sacrifice de pion.  
c) Que les Blancs refusent car, après 10. Fxe4, dxé4 ; 11. Dxe4, Cb4 (ou 11... Tc8 ; 12. Dd3, Fg4 ; 13. Fg5, Dd7 ; 14. Cb-d2, h6 ; 15. Fc3, f5 ; 16. Cb3, Fxf3 ; 17. gxh3, Df7 ; 18. Cc5, avec un avantage microscopique aux Blancs) ; 12. Cg5, f5 ; 13. Dc2, f4 ; 14. Cc4, f3 ; 15. gxh3, Fh3 ; 16. Tc1, Dc7 ; 17. a3,

Fxh2+ ; 18. Rh1, Ca6 ; 19. Cg5, Ff5, les Noirs ont l'initiative.

d) La suite 11. cxd5, cxd5 ; 12. Fxa6, bxa6 ; 13. Dc6 est dangereuse pour les Blancs à cause de 13... Tb8 ; 14. Dxd5+, Rh8 ; 15. Dc4, Fb7!

e) 12. Db3, 12. Cc2 ou 12. c5 sont moins précis.

f) Le R noir ne doit pas rester sur la diagonale a2-g8.

g) Ce sacrifice du pion d5 est une idée superbe. 14... Fc8 (visant la case h5) est connu : 15. c5, Fc7 ; 16. Cc5, Fh4 ; 17. Tf1 (si 17. g3, Cc6 ; 18. Cc2, Cxf2 ; 19. Rxf2, f4!), Fg5 ; 18. Cc2, Fh5! ; 19. Cg3, Fg6 ; 20. Tf-é1, Ff4 ; 21. Fc1, Fxe5 ; 22. dxé5, Dh4 ; 23. Fb2, Cc6 ; 24. Ta-d1.

h) Toutes les pièces noires participent à l'attaque.

i) Si 20. Cg4, Cxf2!

j) Gagner la D par 21... Cd2+ ; 9. h3, 9. Fxe4 et le coup de texte.

k) La seule défense.

l) Si 24... Tc-d8 ; 25. Dg4!

m) Si 25... Tc-d8 ; 26. Cf4, Dh4 ; 27. Cg2.

n) L'attaque est terminée : si 26... Tc6 ; 27. Ff4! Avec un F en

moins, il est temps de donner un échec perpétuel.

o) Et non 28. Ré2?, Df3+ ; 29. Rd2, Tc-d8 avec gain de la D.

### SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1996

**B. PASTERNAK (1969)**  
(Blancs : Ré6, Ff7 et h2, Pa6 et g6. Noirs : Rh8, Tf8, Fb8, Ph7.)  
Si 1. Fxb8?, Txb8 ; 2. Rf6, hxg6 ; et si 1. Ré7?, Fxh2! ; 2. Rxf8, Fd6+ ; 3. Ré8, Fc5.  
1. a7!!, Fxh2 (si 1... Fxa7, Fc5 mat) ; 2. Fé8!!, Txe8+ ; 3. Rf7, Tg8 ; 4. a8=D!!, Txa8 ; 5. g7 mat.

### ÉTUDE N° 1997

**L. KUBBEL (1923)**



Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

# CULTURE

## DANSE

Pour célébrer les vingt ans de sa compagnie Rosas, la chorégraphe offre à son public une nouvelle création surprenante et foisonnante, « April Me », sur une musique de Thierry de Mey qui inclut la partition « Noces » de Stravinsky, écrite à l'origine spécialement pour le ballet classique

# La pièce montée d'Anne Teresa de Keersmaecker

### BRUXELLES

de notre envoyée spéciale

Tout oser, tout risquer encore, après vingt ans de créations. Se mettre à l'épreuve sans crainte de paraître arrogante, culottée, inconsciente. La reine Anne Teresa de Keersmaecker a souhaité que son public se souvienne de l'anniversaire qui célébrera les vingt ans de sa compagnie Rosas et les dix ans de son installation au Théâtre royal de la Monnaie, dirigé, à Bruxelles, par Bernard Foccroulle. Outre des reprises du répertoire avec orchestre, le bouquet des réjouissances, que tout le monde attend, est une création, dont on sait seulement qu'elle cachera en son sein *Noces* (rien que ça !), musique écrite exprès pour le ballet classique par Stravinsky en 1923. La chorégraphe a hésité, craignant que ce choix fasse trop « *Carmina Burana*, etc. ». En un mot, pas assez chic. Qu'à cela tienne ! D'une main, elle a attrapé Stravinsky, et de l'autre elle a bâti autour de lui un spectacle, de deux heures et plus, intitulé *April Me*, qui tient de l'usine à gaz ou des poupées gigognes.

Folle entreprise qui a trouvé son complice musical : le compositeur Thierry de Mey, collaborateur régulier de la chorégraphe. Tordus de rire, ou de peur, ils prennent la décision d'enchaîner *Noces*, inventant à la partition un prologue qu'ils nomment *Fiançailles*, ce qui est gonflé, et un *after hours* pour invités en descente d'amphétamines, ce qui est moderne. Pourquoi pas un DJ qui remixerait Igor S.? Le tout emballé sous le titre frissonnant d'*April Me*, néologisme emprunté à un poème d'E.E. Cummings, dont le vers *But if a Look Should April Me* (« Mais si un regard pouvait m'avrilier ») signe un superbe refrain. Anne Teresa de Keersmaecker n'a t-elle pas eu les yeux plus gros que le ventre ? On

est à Bruxelles où, du 3 au 6 avril, ont eu lieu les premières représentations. Comment faire comprendre cet immense bazar oriental, hanté par le désir d'aimer, mais que l'amour déserte. *Fiançailles*, la première partie, débute par une procession criarde qui dégringole du fond de la salle, portant à bout de bras les cadeaux des futurs mariés, dont une machine à laver. Leurs hurlements se mêlent à des chants de femmes de la plaine du Pô. Qui eux-mêmes enchaînent sur une autre voix, venue du Rajasthan, qui dit l'absence de l'aimé et le désir sans objet. Ces voix du monde créent une belle surprise. Car jamais Keersmaecker – qui a fait sa réputation en décortiquant avec sa danse les partitions contemporaines de Bartok, Ligeti, Reich, Cage, Xenakis, etc. – ne s'était encore aventurée sur le terrain des musiques populaires. Sur un plateau, frais comme le bleu du ciel, un couple danse un duo siamois, et disparaît.

Thierry de Mey, interprété *live* par six musiciens de l'ensemble Ictus, afin d'anticiper l'univers musical de Stravinsky, a choisi des percussions, retravaillées à l'électronique jusqu'à obtenir des couches sonores vibrantes, qui disent en cinq mouvements l'eau qui ruisselle, la terre qui frémit, le vent, le

tonnerre, puis le feu. Métronome, goutte d'eau, cloches ou déluge de batterie : c'est structuré, carré, imagé. Du prêt à danser. Dans lequel Anne Teresa de Keersmaecker s'engouffre. Les filles ont le buste dénudé, les garçons le torse nu ou portent des vestes ouvertes. Tous vêtus de jupes plissées ou de larges pantalons, bleu ou vert acide, qui s'envolent sur des spirales, des ivresses. Lignes de fuite, face-à-face, mais aussi figures brisées, sauts de chat, pliés jusqu'au sol.

### DEMOISELLES EN COLOTTES

Devenue familière des codes du théâtre, après quatre pièces, créées de 1997 à 2000 avec sa sœur Jolente, qui mêlaient des textes à la danse – *Just before*, *Quartett*, *I said I*, *In Real Time* –, Anne Teresa de Keersmaecker accroche le long du mouvement des anecdotes et des flirts. Marta Coronado, la future mariée, enterre sa vie de jeune fille, passant de bras en bras. On voit l'ambiance. Quand un je-ne-sais-quoi de forcé déséquilibre cette première partie. Bizarre sentiment que la chorégraphe montre trop son talent, « surdanse », surenchérit. Les mouvements trop compliqués de la scénographie dominent ceux de la danse. Pour preuve, ce besoin qu'elle a ressenti de clore *Fiançailles* par les premiè-

### Célébrations en France

- **April Me**, d'Anne Teresa de Keersmaecker. Avec Benjamin Boar, Marta Coronado, Alix Eynaudi, Jordi Gali, Fumio Ikeda, Cynthia Loemij, Ursula Robb, Taka Shamoto, Igor, Shyshko, Clinton Stringer, Julia Sugranyes, Rosalba Torres, Jakub Truszkowski. Jan Versweyvel (lumière). Inge Bûscher (costumes).
- **Rouen**, Opéra Leonard de Vinci. Les 23 et 24 avril, 20 h 30, soirée

répertoire avec des extraits de *The Lisbon Piece* (1998), *Toccata* (1993), *Ertz* (1992), *Fase* (1982), et *Bartok/Aantekeningen* (1986). Le 26, 20 h 30, *April Me*. Tél. : 02-35-71-41-36. De 9 € à 18 €.

- **Paris**, Théâtre de la Ville. Du 13 au 17 mai, 20 h 30, *April Me*. Du 21 au 25 mai, soirée répertoire. Du 28 au 31 mai, 1<sup>er</sup> juin, 20 h 30, *Rain* (2001). Tél. : 01-42-74-22-77. 22 €.



Dans la création « April Me », la mariée, héroïne non consentante chez Stravinsky, devient une allumeuse à la robe découpée jusqu'au nombril.

res mesures de *Noces*, avec un jeu sexy de filles en culottes portant à la main leurs robes rouges de demoiselles d'honneur. Un enjambement qui est une façon de dire au spectateur qu'après l'entracte, ça continue. Au cas où...

Pas plus qu'elle n'avait déjà chorégraphié sur des musiques du monde, Keersmaecker ne s'était risquée à danser sur de la musique écrite pour le ballet. *Noces* a excité son goût du détournement. Les musiciens d'Ictus, n'ayant plus rien à faire pendant vingt-quatre minutes, se mêlent aux danseurs, y compris Georges-Elie Octors, le directeur musical. Tout va bien, la mariée est en blanc, et les robes rouges, orange et roses sur fond bleu ravissent l'œil. Les danseuses passent latéralement les unes devant les autres, reprenant dans l'espace le thème de la tresse, qui est celui du livret. Les garçons, enlacés par les épaules, imposent leurs rondes sautées. On est chez

Stravinsky. Plus pour longtemps : car la mariée est une allumeuse, et le marié (Jakub Truszkowski) s'en fiche. Exit le drame du livret avec son héroïne non consentante.

Commence une sarabande pétulante, puis une débandade, avec des allées et venues incessantes entre la scène et la salle. Les filles ont les jupes remontées en haut des cuisses. La robe de la mariée est découpée jusqu'au nombril. Des vêtements volent derrière des paravents. Et les mariés finissent perchés sur leur machine à laver. Essorage dans les règles de Stravinsky. C'est résolument paillard, désinvolte. Pour l'*after hours*, qui enchaîne sans interruption, des filles circulent en nuisette. Dans le silence, Georges-Elie Octors dessine dans l'espace des chiffres, comme un code pour déchiffrer la soirée. Est-ce encore nécessaire ? Le marié hurle devant la télévision. Deux garçons se battent sur les débris du décor.

Qui cherche encore l'amour? Cecilia Bartoli distillant une aria des *Noces de Figaro* de Mozart ? La comptine d'une fillette indienne ouvre au tout dernier moment *April Me* sur l'ailleurs, les étoiles... On salue le pari fou des deux artistes. Mais Anne Teresa de Keersmaecker, sommée de confronter sa danse aux multiples éléments musicaux qu'en partie elle expérimente, perd en route l'amour et la nostalgie de l'amour. On ne la sent pas (ou plus) dans la représentation de cette jeu-nesse nombrilique. En fait, si cet *April Me* devait renvoyer à Stravinsky, il serait plutôt un *Sacre du printemps* qui ne dirait pas son nom... A l'issue des premières représentations, ATDK, pour le cercle étroit, sabrait ici un solo de batterie, recomposait, assez à cran, la scénographie dont elle était insatisfaite. *April Me* n'avait pas fini d'éclorre...

Dominique Fréret

## Une chorégraphe subversive rattrapée par les héritages

LA DANSE flamande, théâtrale par essence, est moins associée à l'œuvre d'Anne Teresa de Keersmaecker qu'à celle de Jan Fabre, Jan Lauwers ou Alain Platel. Et pourtant. La chorégraphe porte en elle une même violence. Mais, canalisée, maîtrisée, elle irrigue avec force des pièces formelles, qui cherchent à travers la musique, toutes les musiques, de Jean-Sébastien Bach à Magnus Lindberg, à faire jaillir la vie.

Moins directement engagée politiquement, c'est elle pourtant qui reçoit en 1998, à Sarajevo, le Grand Prix de la chorégraphie (The Golden Laurel Wealth) pour *Drumming*, tant il est vrai que sa danse est un hymne au vivant.

### LOOK PAUVRE TRÈS TRAVAILLÉ

« April Me est le désir de fusion entre deux êtres, et le regret de savoir que cette fusion n'existe pas ! dit-elle. En vieillissant, je crois que cette notion d'amour qu'on porte en nous se transforme. » Aujourd'hui mère de deux très jeunes enfants, elle enchaîne : « Vous savez, se sentir mère, c'est se sentir femme autrement, notamment dans notre rapport au temps. Les enfants redonnent aux choses leurs justes proportions. »

Végétarienne stricte, sèche de premier abord, si ce n'est cassante, Anne Teresa de Keersmaecker cultive un look pauvre très travaillé, qu'elle a rendu célèbre sur la scène, puisqu'il fut longtemps l'uniforme de ses danseuses. Elle revient sur ses hésitations à chorégrapier une musique de ballet, à s'inscrire dans

une lignée historique : « Il y a des compositeurs auxquels je me confronte tout le temps, comme Thierry de Mey, Bartok ou Steve Reich. Je n'avais jamais abordé Stravinsky, dont la musique est pourtant par excellence une invite à danser. J'ai, à cette occasion, découvert la version chorégraphique d'origine de Bronislava Nijinska, que j'ai trouvée très belle. J'étais sensible à cette histoire de mariage forcé. C'est Georges-Elie Octors qui m'a conseillé la version musicale de l'Ensemble Pokrovsky, avec ses voix plus nasillardes, rauques, qui ne sont pas celles des chanteurs d'opéra. De surcroît, dans cette version, toute la partie instrumentale, je ne sais si c'est pour des raisons économiques, a été enregistrée sur ordinateur, ce qui va dans le sens de Stravinsky, qui aimait tant le piano mécanique. »

La force d'ATDK ? Avoir su attirer, depuis *Fase*, qu'elle créait en 1982, tout juste âgée de 22 ans, un entourage musical de qualité : Thierry de Mey, son « dealer musical », comme elle dit, mais aussi Georges-Elie Octors, de l'Ensemble Ictus. L'absence de Fernand Schirren, son conseiller le plus fidèle, disparu récemment, l'a-t-elle déstabilisée ? En France, Anne Teresa de Keersmaecker fêtera l'anniversaire de sa compagnie Rosas chez ses supporters de toujours : à Rouen, à l'Opéra Léonard-de-Vinci, que dirige Laurent Langlois, ainsi qu'à Paris, au Théâtre de la Ville, où Gérard Violette coproduit la Flamande les yeux fermés.

D. F.

Après *Tout sur ma mère*, un film encore plus rare, plus fort, plus émouvant.

LE NOUVEL OBS

Un chef-d'œuvre.

LES INROCKS

Un mélodrame d'une beauté renversante.

LE MONDE

Le plus beau film de Almodóvar.

LE POINT

Une œuvre magnifique et bouleversante.

LE FIGARO

Un film d'amour fou.

TELERAMA

Le chef-d'œuvre de Almodóvar.

L'EXPRESS

un film de Almodóvar

parle avec elle

France inter Actuellement

**EXPOSITIONS** • Deux musées, à Lyon et à Saint-Romain-en-Gal, se penchent sur le passé méconnu des rives du Danube : ses populations se sont fondues dans la civilisation romaine

## Puisant dans ses racines celtes, la Hongrie invoque son passé européen

**VIENNE et LYON**  
de notre envoyé spécial

Rien n'est plus dissemblable que le Musée archéologique de Saint-Romain-en-Gal et le Musée de la civilisation gallo-romaine de Lyon. Le premier est un balcon ouvert sur le Rhône ; le second est enfoui sur les pentes de Fourvière. Ils ont pourtant été créés pour présenter l'héritage romain de la vallée du Rhône en s'appuyant sur des fouilles in situ. Leur politique d'exposition est complémentaire. C'est dans ces deux espaces que s'achève l'année magyare. On verra dans le premier édifice une exposition consacrée aux Celtes de Hongrie et, dans le second, sa suite logique, dédiée aux Romains du Danube.

Pourquoi évoquer une époque si lointaine et si méconnue des visiteurs français ? En voulant « celtiser » ses origines, la Hongrie manifeste peut-être le désir de mieux s'ancre dans l'Union européenne, à laquelle elle entend adhérer. La Hongrie, comme la Gaule – ou la Grande-Bretagne – a les mêmes ancêtres moustachus, amateurs de cervoise et de sangliers, « civilisés » par les mêmes Romains.

La première partie de l'exposition se tient donc dans le lumineux Musée de Saint-Romain-en-Gal. On y suit les premières populations installées dans la grande plaine traversée par le Danube. Nous sommes à la fin de l'âge du bronze et la future Hongrie est déjà un carrefour. Un peu plus tard, à l'âge du fer, débouchent les cavaliers qui viennent des grandes steppes de l'Est. Cimmériens puis Scythes apportent avec eux une métallurgie



PAUL VESSEYRE / MUSÉE ET SITES ARCHÉOLOGIQUES DE SAINT-ROMAIN-EN-GAL

*La Hongrie, comme la Gaule, a des ancêtres moustachus, amateurs de cervoise et de sangliers*

plus raffinée et les formes esthétiques qui leur sont propres. Des animaux affrontés, tout en volutes, décorent les mors de leurs chevaux, leurs bijoux et leurs armes.

Fait nouveau, ils ensevelissent leurs morts avec des bagages pour l'éternité – armes, animaux, vaisselles. Un de ces tumulus est reconstitué à Saint-Romain-en-Gal. Ces nomades sont à leur tour bousculés par les Celtes qui occupent le centre de l'Europe. Les vestiges celto-hongrois trouvés autour du Danube sont très voisins de ceux que l'on repère chez leurs cousins occidentaux. Mêmes emblèmes (le sanglier) ; mêmes types d'armes ; mêmes monnaies frappées à l'imitation des Grecs ; mêmes forteresses, ces oppida caractéristiques que l'on retrouve des Carpates aux monts d'Auvergne ; même esthétique, présente dès la fabrication de cette urne celto-hongroise (III<sup>e</sup> siècle av. J.-C.) où l'on voit des loups attaquant un cervidé.

Le deuxième acte se joue à Lyon, l'ancienne capitale des Gaules, dans l'obscur et mystérieux musée dessiné par Bernard Zehrffuss. Comme les Gaulois, les Celtes hongrois ont été romanisés dès l'arrivée des premières légions (vers 35 av. J.-C.). Quatre d'entre elles s'établiront à demeure – soit 20 000 hommes, sans compter les auxiliaires et leurs familles. L'exposition de Lyon nous permet de mesurer l'intensité de la romanisation de cette province : la Pannonie a suivi le même chemin que la Gaule. Le Danube qui coupe la putza est alors une frontière. Derrière cette ligne fortifiée, les populations adoptent progressivement les mœurs et la langue de leurs conquérants. On voit, à Lyon, sur une stèle funéraire (III<sup>e</sup> siècle), un couple de notables autochtones. L'homme, drapé dans sa toge, tient un parchemin à la main, comme un bon citoyen romain. Sa femme, en revanche, porte encore ses vêtements et ses bijoux traditionnels. Comme en Gaule, les dieux celtes se confondent vite avec Jupiter ou Dionysos. Viennent, ensuite, les cultes orientaux, de Cybèle ou de Mythra, très populaires dans tout l'Empire romain, de la Gaule à la Pannonie.

A partir du III<sup>e</sup> siècle, les frontières de la *pax romana* sont ébranlées. Les Celtes romanisés de Hongrie font cause commune avec les légions impériales. On voit à Lyon une double effigie de l'empereur Marc Aurèle, mort à la tâche en Pannonie, en affrontant les Marcomans. La première, académique, importée de Rome, est en bronze : la seconde, en pierre, plus fruste, a été taillée sur place par un artiste local pour lui rendre hommage. C'est après la chute de Rome que le destin des Celto-Romains de Hongrie diffère de nos Gallo-Romains. Les premiers vont être digérés par les envahisseurs déferlant de l'Est. A commencer par les Huns d'Attila, dont on peut voir un colossal et énigmatique cratère métallique. Les derniers nomades à se fixer dans ces plaines seront les Hongrois (vers 896), des peuples de langues finno-ougriennes, christianisés un siècle plus tard. L'oubli des Celtes sera total. Il faudra attendre le XIX<sup>e</sup> siècle pour que la Hongrie retrouve ses origines celtes. Et qu'elle revendique cette filiation européenne.

Emmanuel de Roux

**CELTES DE HONGRIE**, Musée archéologique de Saint-Romain-en-Gal, 2, chemin de la Plaine, Vienne (Isère). Tél. : 04-74-53-74-01. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures, jusqu'au 31 mai. De 2,3 € à 3,8 €. Gratuit le jeudi. Catalogue sous la direction de Miklos Szabo, RMN, conseil général du Rhône, 106 p., 23 €.

**MUSÉE DE LA CIVILISATION GALLO-ROMAINE**, 17, rue Cléberg, Lyon (Rhône). Tél. : 04-72-38-81-90. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures, jusqu'au 31 mai. De 2,3 € à 3,8 €. Gratuit le jeudi. Catalogue sous la direction d'Annamari Facsady et Paula Zsidi, RMN, conseil général du Rhône, 120 p., 23 €.



A gauche, un sanglier en bronze du I<sup>er</sup> siècle av. J.-C., emblème des Celtes. Ci-dessus, un portrait en bronze de l'empereur Marc Aurèle (II<sup>e</sup> siècle ap. J.-C.) importé de Rome en Hongrie.

**MUSIQUE** • Le concert de musique anglaise a souffert de la mauvaise acoustique du lieu

## Le Chœur de Radio France soumis à la rude épreuve du concert a cappella

LE RÉPERTOIRE a cappella est une discipline redoutable, mais qui permet de jauger les qualités et les failles d'un ensemble choral. On n'avait pas entendu depuis longtemps le Chœur de Radio France dans un tel cadre : souvent associés aux orchestres de la maison, pour de grandes fresques symphoniques ou des oratorios, les 114 membres salariés de ce chœur mastodonte se font pourtant régulièrement entendre dans des concerts plus intimistes, lors de leur saison d'abonnement à l'église Notre-Dame-du-Travail, un édifice art nouveau et industriel dont l'acoustique n'est, hélas ! pas des meilleures ni pour le public ni pour les chanteurs.

Cela explique certainement, mais partiellement, les énormes problèmes de justesse constatés au long de ce très intéressant programme de musique anglaise rare, conçu par le nouveau chef associé du Chœur de Radio France, le Britannique Philip White.

### INTONATION UN PEU BASSE

Les pupitres extrêmes (sopranos et basses) de cette formation posent d'évidents problèmes structurels : les basses chantent de manière trop grasse, et leur intonation un peu basse aggrave la propulsion du chœur à baisser de diapason en cours d'œuvre, un défaut courant chez les amateurs mais qu'il est difficile d'accepter chez une phalange professionnelle. On ne le constate presque jamais chez les BBC Singers, au RIAS Kammerchor ou aux Chœurs de la Radio suédoise, voire chez des formations d'amateurs comme le Chœur de la BBC ou la Joyful Company of Singers de Peter Broadbent.

Les sopranos ont une couleur

d'ensemble de laquelle s'échappent trop d'individualités : le son ne « prend » pas, devient agressif et aigrelet dans l'aigu. Le spectre harmonique général, créé par ces deux pupitres encadrant le reste des voix, ne « prend » pas lui non plus.

Dans les intervalles basiques de l'harmonie (tierces, quintes et octaves), le Chœur de Radio France ne parvient quasiment jamais à assurer des accords purs. On sait que l'émission *senza vibrato* pratiquée par de nombreux ensembles de musique ancienne est en partie contraire à la nature d'un chœur à vocation symphonique, mais il n'y a aucune raison de ne pas parvenir à une justesse sur ces accords parfaits au moins comparable à celle des bons orchestres symphoniques, et ce d'autant plus dans un répertoire très influencé par les polyphonies anciennes. Imaginez-on le début de la *Première symphonie* de Mahler « intonnée » de la sorte, avec des quintes, des octaves et des quarts qui « battent » à ce point ?

Par ailleurs, au cours de ce programme, on aura rarement été ému par les qualités de chaleur obtenues par Philip White, en dépit de pièces d'une grande beauté. Le nouveau patron du Chœur de Radio France a du pain sur la planche.

Renaud Machart

**ŒUVRES DE HERBERT HOWELLS**, Benjamin Britten, William Walton, Edward Elgar, Gerald Finzi, Chœur de Radio France, Philip White (direction). Eglise Notre-Dame-du-Travail, le 17 avril. Concert diffusé par France Musiques le 8 mai à 20 heures.

Soumis à un redressement de l'Urssaf, un cafetier lillois dénonce une législation « peu adaptée »

## L'épineux défraiement des groupes amateurs par les bars

LILLE

de notre correspondant régional

La salle était petite. Les clients ne payaient pas d'entrée ni de supplément les jours de concert pour lesquels il n'y avait aucune publicité, sinon le bouche à oreille : « Les gens entraient et, si cela ne leur plaisait pas, ils partaient », raconte André Creton. Pendant dix-huit ans, ce passionné a accueilli deux fois par semaine au Carré des Halles, son café du quartier de Wazemmes, des musiciens amateurs désireux de se frotter au public.

Jusqu'à ce jour funeste de 1998 où une inspectrice de l'Urssaf le somma de justifier les « indemnités » qu'il leur versait, et qui lui valaient de comparaître devant le tribunal des affaires sanitaires et sociales de Lille pour un redressement de 6 500 euros.

### « OUVRIR UN DÉBAT PUBLIC »

« C'est un grand naïf. S'il nous avait payés au noir, sans faire figurer nos défraiements dans ses comptes, il ne serait pas là », dit l'un de ses amis. Le Carré des Halles était un haut lieu de la vie musicale lilloise. Nombreux à l'audience, les musiciens de la région sont tellement persuadés de l'honnêteté du patron de ce café qu'ils ont fondé une association – La Tête au Carré – pour le défendre et surtout « ouvrir un débat public » sur les difficultés rencontrées par les rares lieux ouverts aux débutants. Leur site Internet ([www.lateteaucarré.org](http://www.lateteaucarré.org)) a déjà recueilli plusieurs milliers de signatures et des messages de soutien, dont celui d'Arnaud Delebarre, ancien directeur du Zénith de Lille et nouveau patron de l'Olympia à Paris.

« Si nous n'avions pas pu jouer au Carré des Halles pour faire nos preuves, nous ne serions jamais passés professionnels », s'insurge François

Tiset, porte-parole de l'association. Les salles commerciales n'invitent que des musiciens confirmés, et les boîtes de disques, dont nous sommes pourtant le fonds de commerce, ne s'impliquent pas dans la découverte de nouveaux talents. On compte 800 formations dans la région. Où pourraient-elles débiter sinon dans les bars ? »

Comme c'est la coutume dans ce genre d'établissement, André Creton offrait un défraiement – de 1 000 francs à 1 500 francs pour un groupe de trois ou quatre personnes – destiné à couvrir les frais des musiciens et à les aider à financer l'achat des instruments. L'infraction n'est pas contestable, son avocat le reconnaît. Mais il plaide « l'exception », au nom de ces musiciens débutants en butte à une législation « peu adaptée ». François Tiset précisera qu'ils sont tout à fait satisfaits de la législation s'appliquant aux professionnels. Il ne s'agit pas de « déréguler », mais d'offrir aux amateurs des conditions particulières « soigneusement encadrées et délimitées ». Sinon, lance-t-il, « les jeunes de 17 ans devront bientôt monter une SARL juste pour acheter une guitare ».

Dans son jugement, rendu jeudi 18 avril, la présidente du tribunal a refusé cette « exception », qui pouvait faire jurisprudence. « Vous auriez dû nous fournir des notes de frais », a-t-elle néanmoins ajouté. Un conseil déguisé pour l'avenir ? En attendant, les responsables politiques locaux et nationaux se disent conscients du problème : Catherine Cullen, l'adjointe à la culture du maire de Lille Martine Aubry, ainsi que Catherine Tasca, ministre de la culture, ont toutes deux commandé une étude sur le sujet.

Jean-Paul Dufour

UN FILM DE RAJA AMARI

**Satin rouge**

Un parfum enivrant.

★★★ PREMIERE

ZURBAN

www.diaphana.fr

24 AVRIL

BEUR FM

## Danse Le plaisir indien du corps au Centre Mandapa



**PARIS** La devanture mauve ne donne aucun indice sur l'identité du Centre Mandapa, situé dans une petite rue calme du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Pas besoin ! Tous les amoureux de la danse et de la musique indiennes savent que derrière cette vitrine vide se cache un lieu dévolu aux arts de l'Inde. Ils en connaissent l'entrée par cœur, avec ses quelques tables et ses étagères débordant de statuettes de Shiva ou de Ganesh, son corridor labyrinthique qui conduit à une salle de spectacles, modeste, mais convenable. Il y a quelques années, on s'y lovait sur des coussins. Aujourd'hui, Milena Salvini, directrice et âme de l'endroit, a posé un

léger gradinage et quelques rangs de chaises. Depuis vingt-sept ans que le Centre Mandapa survit, c'est vaillamment que vaillamment en toute modestie. Rien qui ne semble affecter Milena Salvini, regard bleu chargé de khôl dans un visage lunaire, pour qui la vie, et celle de son complice de mari Roger Filipuzzi, a pris son évidence grâce au kathakali. « C'était au Musée Guimet en 1963, j'avais 29 ans, se souvient Milena Salvini, italienne d'origine. Je suis tombée sur un livre évoquant ce théâtre dansé du Kerala, au sud-ouest de l'Inde. J'ai eu le coup de foudre, c'est aussi bête que ça, et je suis partie étudier là-bas. Au-delà de la puissance de la danse indienne et du plaisir du corps qu'elle procure, elle est aussi une célébration de la nature, du divin, mais aussi de l'être humain. Sans compter que l'abstraction et la narration y font naturellement bon ménage, ce qui n'est pas pour me déplaire. Ce premier voyage a décidé de mon destin. »

Destin n'est pas peu dire. Milena Salvini, réticente à se mettre en scène, n'hésite pas à utiliser certains mots quand il le faut. De même, sa discrétion vole en éclats lorsqu'il s'agit de militer pour les arts de son pays de prédilection. Elle devient une des plus ferventes ambassadrices de kathakali (dès 1967, elle monte la première tournée européenne avec la complicité de Jean-Louis Barrault) ou plus récemment de kutiyattam (ancêtre du kathakali). Parallèlement, elle inaugure le Mandapa : pour y donner des cours, puis y accueillir les artistes indiens de passage dans la capitale et tous leurs fans.

« Depuis la fin des années 1970, la diffusion des spectacles a évolué. Le gouvernement indien était à l'époque très réticent à l'idée d'exporter du théâtre qu'il jugeait barbare pour les Occidentaux. Grâce aux diffuseurs européens, les danses indiennes ont donc été reconnues internationalement et sont restées vivantes en se transmettant aux jeunes générations. Aujourd'hui, les programmer est plus facile – ne serait-ce que parce

que le nombre de troupes a augmenté –, mais il y a moins de curiosité de la part du public. »

En revanche, la fréquentation des cours au Mandapa reste, bon an, mal an, quasi identique. Signe des temps, les jeunes étudiantes atteignent souvent un haut niveau professionnel sans jamais être allées en Inde. « Ce n'est pas aussi surprenant que cela, explique Milena Salvini. Contrairement aux années 1970, on peut aujourd'hui s'imprégner en profondeur d'une culture en restant chez soi. Il est indispensable néanmoins, à un moment ou à un autre, de faire le voyage. »

Il suffit d'ailleurs de voir sur scène Alarmel Valli (au Théâtre des Abbesses jusqu'au 20 avril), « l'interprète aujourd'hui la plus émotionnelle de bhârata natyam », selon Milena Salvini, ou bientôt Madhavi Mudgal, pour rêver de suivre ces Indiennes-là où elles sont nées. Remarquable danseuse d'odissi (style originaire de l'Etat d'Orissa, au sud de Calcutta), Madhavi Mudgal est aussi une pédagogue de renom, marchant dans les traces de son gourou Kelucharan Mohapatra, 76 ans, dont l'évocation illumine Milena Salvini. « Il est comme le Roi-Soleil, honoré par toute l'Inde, en tant que maître et en tant qu'être humain. Il possède une générosité rare qu'il transmet à ses élèves partout dans le monde. C'est une sculpture vivante qui danse. » Kelucharan Mohapatra, Madhavi Mudgal et quelques-unes de ses élèves se partageront le plateau du Théâtre de la Ville, prouvant que la tradition se raconte à tous les temps, que l'on ait 20 ou 76 ans.

Rosita Boisseau

Centre Mandapa, 13, rue Wurtz, Paris-13<sup>e</sup>. Tél. : 01-45-89-01-60. Théâtre de la Ville, Madhavi Mudgal, Kelucharan Mohapatra, du 24 au 27 avril, 20 h 30. 2, place du Châtelet, Paris-4<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-74-22-77. De 15 € à 22 €. Photo : Madhavi Mudgal. © Marie-Noëlle Robert.

**GALERIES À PARIS** • Deux peintres au féminin interrogent les images à l'âge de la vidéo

## Geoffroy et Benzaken, la peinture devant la télé



Catherine Geoffroy, sans titre (2002). 162 x 131 cm. L'artiste analyse et décompose en tableaux une image photographique.

**LES PEINTRES** font comme tout le monde. Ils regardent la télévision. Achètent des appareils photo et vidéo numériques. Bricolent des images sur des écrans d'ordinateur. Et, quelquefois, finissent par éprouver un malaise, sinon une angoisse. Leurs images à eux, leurs images peintes à l'huile ou à l'acrylique sur une surface textile, quelle figure font-elles par comparaison ? Ont-elles même la moindre chance d'exister encore ou sont-elles définitivement obsolètes ? Depuis le pop, depuis Richter, cette inquiétude visite régulièrement les ateliers.

Catherine Geoffroy et Carole Benzaken, toutes deux âgées d'une quarantaine d'années, toutes deux attachées à la pratique picturale, en font leur sujet majeur depuis plusieurs années.

*De tableau en tableau, Geoffroy fait surgir des éléments différents et incongrus, des orthogonales mondrianesques, les courbes à la Munch d'une épaule*

Geoffroy agit de manière analytique. Elle prend des photos du genre le plus ordinaire, portraits de famille, vacances à la plage, pique-nique avec amis. Puis elle les étudie lentement. Elle commence par des croquis, par des aquarelles, puis passe à la toile. Elle pratique alors alternativement deux types de décomposition. La plus attendue est la fragmentation : à l'intérieur d'une image muette – une jeune fille de dos dans un jardin public avec un chariot de supermarché abandonné dans l'allée –, la peinture se déplace. Elle isole des morceaux qu'elle agrandit presque jusqu'à l'illisibilité – zoom avant. Elle se recule et déplace la focale d'un côté ou de l'autre – balayage latéral de la scène.

De tableau en tableau, elle fait surgir des éléments différents et incongrus, les orthogonales mondrianesques du chariot, les courbes à la Munch d'une épaule vue de dos. Les formats changent, la technique picturale aussi, plus souple ou plus raide, jusqu'à la pixellisation et la disparition des choses.

L'autre procédé est plus méthodique encore. Une image est traitée de trois manières différentes, de la plus apparemment photo-

graphique à la plus évidemment détruite. Dans cette dernière, il ne reste qu'un contour blanc, comme tracé à la craie, traversé par le passage ultra-rapide de touches horizontales de couleurs. Manière de rappeler que la représentation est de l'ordre du fantomatique et de l'instable. A tout instant ce que vous croyez voir peut s'émietter en une poussière de particules électriques. On songe à Weegee, à Antonioni et à Richter, inévitablement. Mais les peintures de Geoffroy n'ont pas l'impassibilité de celles de l'artiste allemand ni ses harmonies en gris. Elles sont agitées de dissonances chromatiques, les verts et les violets s'y font la guerre.

Carole Benzaken préfère le montage et l'incrustation. Chaque tableau est obtenu par l'addition d'images variées, comme autant d'écrans divisés en cases. Les signes du présent télégraphique abondent. Il ne faut attendre aucune cohérence narrative ou symbolique de ces œuvres, qui ont l'incohérence pour principe premier : flashes dans tous les angles, éblouissements, effacements.

Le procédé est efficace, quoique d'une simplicité un peu trop évidente. A s'en tenir à la citation et à la juxtaposition des images fugaces de la télé, la peinture court le risque de n'être pas beaucoup plus durable, faute de conserver assez de distance par rapport à son objet d'étude. Dans un angle de la galerie, l'artiste a disposé une vidéo en noir et blanc. Parce qu'elle est plus mystérieuse que ses peintures et plus pauvre qu'elles, elle retient plus longtemps le regard.

Philippe Dagen

CATHERINE GEOFFROY, galerie Corinne Caminade, 14, rue du Perche, Paris-3<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-72-27-04. Du mardi au samedi, de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 mai.

CAROLE BENZAKEN, galerie Nathalie Obadia, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris-3<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-74-67-68. Du mardi au samedi, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 18 mai.

**STÉPHANE PENCRÉAC'H**  
Galerie Beaubourg  
Château Notre-Dame des Fleurs  
Vence - Tél. 04 93 24 52 00  
<http://www.galeriebeaubourg.com>

## Théâtre

### PARIS ET ORLÉANS Lectures Palestine

Sous l'impulsion de l'auteur et metteur en scène Olivier Py, des comédiens et des metteurs en scène lisent au même moment dans plusieurs villes des écrits sur la Palestine, notamment les carnets de voyage des auteurs qui se trouvaient au Théâtre Al-Kasaba de Ramallah le 25 mars, à l'initiative du Parlement international des écrivains (PIE) : le Sud-Africain Breyten Breytenbach, l'Américain Russell Banks, le Français Christian Salmon, le Nigérien Wole Soyinka, l'Espagnol Juan Goytisolo, l'Italien Vincenzo Consolo... Plusieurs de ces textes ont été publiés dans *Le Monde* du 16 avril et sur le site du PIE ([www.autodafe.org](http://www.autodafe.org)). Egalement au programme, des poèmes de Mahmoud Darwish et des écrits d'auteurs israéliens tels Michel Warchawski et Amnon Raz Krakotzkin. Une dizaine de théâtres participent à cette opération, dont celui du Rond-Point à Paris, les centres dramatiques d'Orléans, Caen, Lorient, Marne-la-Vallée, Dijon, Nancy, Tours, Thionville, Saint-Etienne.

Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Franklin-D.-Roosevelt. Tél. : 01-44-95-98-10. Centre dramatique d'Orléans, boulevard Pierre-Ségelle, Orléans (Loiret). Tél. : 02-38-81-01-00. Le 22, à 20 h 30. Entrée libre.

## Exposition

### NORD Kirili, dialogue avec Carpeaux, trente ans de modelé

Alain Kirili, sculpteur, est passionné de jazz. Dans les boîtes de New York, où il vit une partie de l'année, il a appris les joies du « *boëuf* », l'association sauvage et temporaire de deux musiciens dont les instruments dialoguent pour le plus grand bonheur du public. Il a transposé cette expérience dans son art, en inventant une confrontation de ses sculptures avec celles de Carpeaux, dont il admire avec raison le « *fa presto* », la spontanéité et la vitesse d'exécution. De vrais moments d'émotion surtout lorsqu'à plus d'un siècle de distance, les deux artistes vibrent à l'unisson.

Musée des beaux-arts, boulevard Watteau, Valenciennes (Nord). Tél. : 03-27-22-57-20. De 10 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 20 heures. Visite guidée dimanche à 15 h 30. Fermé le 1<sup>er</sup> mai. Fermé mardi. Jusqu'au 23 septembre. 3 €. Le 22, à 20 h 30. Entrée libre.

## Classique

### TOULOUSE Sophie Koch

On avait entendu Sophie Koch dans d'excellents disques, enregistrés pour Le Chant du monde, dans lesquels elle interprétait des mélodies françaises et italiennes. Et puis on a découvert la mezzo soprano française en chair et en os, dans un très élégant, très musical et très bien projeté Compositeur, de l'*Ariane à Naxos*, de Richard Strauss, en concert, au Théâtre des Champs-Élysées, à Paris, sous la direction de Christoph von Dohnanyi. La voici, à Toulouse, dans l'exercice périlleux du récital public. Sa belle voix, sa bonne diction et sa musicalité n'auront aucune peine à convaincre le public toulousain dans ce programme consacré aux valeurs sûres de la mélodie et du Lied. Théâtre du Capitole, place du Capitole, Toulouse (Haute-Garonne). Le 23, à 20 h 30. Tél. : 05-61-63-13-13. 15,50 €. Le 22, à 20 h 30. Entrée libre.

## Sélection disques classiques par Renaud Machart

### DARIUS MILHAUD

*Intégrale des quatuors à cordes*

Quatuor Parisii



Voici quelques années que l'excellent Quatuor Parisii consacre une large partie de son temps à la musique française, dont il a gravé les chefs-d'œuvre essentiels pour le label Auvidis. Aujourd'hui, Naïve, qui a racheté les catalogues classiques Auvidis, édite un coffret intégral (reprenant des disques déjà parus, complétés par des enregistrements nouveaux) de la musique pour quatuor à cordes de Darius Milhaud, qui, en ce domaine comme en tant d'autres, fut d'une prolixité à la limite de la glotonnerie. Le compositeur français avait décidé, à 27 ans, de composer « dix-huit quatuors, un de plus que Beethoven », pari tenu et accompli entre 1912 et 1951. Il y a de tout dans ce corpus : de la musique écrite un peu trop au fil de la plume, deux quatuors (n<sup>os</sup> 14 et 15) qui se jouent séparément ou simultanément, formant alors l'*Octuor op. 291* (enregistré avec le concours du Quatuor Manfred). Mais il y a des chefs-d'œuvre aussi, de la musique d'une simple inventivité, comme Milhaud en avait, entre deux opus de trop,

l'inspiration presque miraculeuse. On reste pour notre part bouleversé par le *Troisième quatuor op. 32* (1916) avec voix (en l'occurrence celle de Véronique Dietschy), une sorte de longue plainte, immobile et déchirante, une méditation sur les temps de guerre. Cette édition paraît aussi pour fêter les cent ans de la veuve du compositeur, Madeleine Milhaud, toujours bon pied et bon œil, qui, dans le même temps, publie ses souvenirs, *Mon XX<sup>e</sup> siècle*, une série d'entretiens radiophoniques établis par Mildred Clary (édition France-Musiques/INA/Bleu nuit éditeur, 128 p., 20 €).

Un coffret de 5 CD Naïve V4900.

### THOMAS TOMKINS

*The Great Service, Anthems*

The Tallis Scholars,

Peter Phillips (direction)

Lorsqu'il fonda les Tallis Scholars à la fin des années 1970, le chef de chœur et musicologue britannique Peter Phillips ouvrit de nouvelles perspectives pour l'interprétation de la musique ancienne polyphonique, en particulier pour ce qui est de la musique anglaise. Le « son anglais » était dominé par celui des maîtrises d'enfants, brumeux, un peu suspendu et au-delà des contingences matérielles. Si immatériel qu'il manquait décidément de chair

et de sensualité. L'apport des Tallis Scholars a été de rendre une vraie incarnation à ce répertoire, en le faisant chanter à petit effectif par des voix adultes, droites, *senza vibrato*, mais pleines. Dans ses meilleurs moments, et surtout au concert, lorsque les voix peuvent s'épanouir librement dans une large acoustique, l'ensemble de Peter Phillips sonne d'ailleurs comme un plenum d'orgue. La réédition de ces enregistrements (un catalogue naguère vendu à Polygram puis racheté au groupe par Peter Phillips lui-même), qui ont pour beaucoup une quinzaine d'années, permet de mesurer la nouvelle étape qui a depuis été franchie dans l'interprétation, la conception et la restitution de ce répertoire : on aimera moins aujourd'hui la relative raideur de l'élocution, la monochromie des colorations, la quasi-absence de frémissement. En tout cas, la musique de Tomkins, chantée dans une justesse d'intonation parfaite, est de sublime qualité.

1 CD Gimell CDGIM 024.

Distribué par Abeille Musique.

### JOHANN SEBASTIAN BACH

*Le Clavier bien tempéré (deuxième livre)*

Frédéric Désenclos (orgue)

Les organistes ont à leur disposition,

## Danse

### TOULOUSE Voyage

Champion des ouragans spectaculaires, le collectif japonais Dumb Type composé d'architectes, de vidéastes, de danseurs et de musiciens, sait l'art de porter à l'incandescence un détonnant mélange d'effets visuels et sonores. En résidence de création au Centre de développement chorégraphique de Toulouse, ils y présentent leur nouveau spectacle intitulé *Voyage*, autour des thèmes de l'impuissance, du déclin de l'intelligence, de cette crise larvée, difficile à épingleur qui ronge actuellement les gens, qu'ils soient occidentaux ou asiatiques. Parallèlement, une installation, version décalée de leur pièce *O. R.*, qui traitait des frontières entre la vie et la mort, est présentée au Palais des Arts.

TNT - Théâtre de la Cité, 1, rue Pierre-Baudis, Toulouse (Haute-Garonne). Tél. : 05-34-45-05-05. Le 24 et le 25, à 19 h 30 ; le 26, à 20 h 30. De 7,5 € à 17 €. Le 30, à 21 heures au Parvis à Ibos (Hautes-Pyrénées). Tél. : 05-62-90-06-03. 22,87 €.

avec le corpus des œuvres pour orgue de Bach, l'alpha et l'omega de leur répertoire. On peut sans doute vivre une vie entière au contact quotidien de cette musique, réinterroger à l'infini ses potentialités, ses significations cachées, et l'évidence mystérieuse de sa beauté. Aussi peut-on s'étonner qu'un jeune et brillant organiste tel que Frédéric Désenclos s'attaque à une intégrale du *Clavier bien tempéré* du Cantor de Leipzig (pour les deux mains) plutôt qu'à ses œuvres écrites expressément pour l'orgue (deux mains et pédalier). Mais il n'a peut-être pas tort d'encombrer une discographie déjà pléthorique... Si rien ne dit dans le titre original à quelle destination s'adressait ce recueil de 48 préludes et fugues, rien n'empêche de les imaginer puis de les incarner à l'orgue, et de les colorer finement comme le fait Désenclos. On retrouve avec bonheur la vivacité, l'élégance et la variété du toucher qui faisaient la réussite de son premier volume. La registration est variée sans être m'as-tu-vu. Frédéric Désenclos joue l'orgue Rémy Mahler (1999) de l'église Saint-Etienne de Baïgorry et le Verhofstad (1723) de l'église Saint-Maarten de Zaltbommel, en Hollande.

2 CD Triton TRI 331104/I. [www.disques-triton.com/](http://www.disques-triton.com/) Intégral Distribution.

# Sarkis, un sage en son atelier nomade

L'artiste présente au Musée d'art contemporain de Lyon le troisième volet d'une exposition en mouvement, à voir et à écouter

IL Y A un couple d'années, Sarkis a aménagé un grand hangar de Villejuif en atelier. Il y fait froid, mais la lumière colorée qui vient de l'intérieur est chaude. L'offrande musicale de quelque chant sérieux, un fond de cognac dans un haut verre à pied, un châle de laine posé sur le banc font partie du rituel d'accueil des visiteurs admis. Dans ce lieu de « réserve », sinon de recueillement, rien ne saurait troubler la vie secrète des œuvres anciennes et récentes que Sarkis entretient, arrangeant de nouveaux accouplements féconds. Certaines de ces œuvres sont sorties, en attente de dialogue, d'autres rangées en caisse. Il y a là une part de ce que l'artiste appelle son « trésor de guerre » : des statuettes, des objets de toutes les cultures trouvés aux portes de Paris, ou à l'autre bout du monde, qui ensemble formeront d'autres métaphores.

« Quand on fait des expositions dans de grands espaces comme cela m'arrive souvent, on se demande comment ses œuvres vont continuer à vivre, celles qui ont été vendues et les autres. Celles-là je les accueille à l'atelier que l'on peut voir comme une autre installation. » Sarkis a depuis longtemps fait tomber les frontières entre lieu de travail et lieu d'exposition. « Chacune de mes expositions, c'est un atelier, et mon atelier est un endroit d'exposition. Ici la limite entre l'espace de réserve et l'espace de création est abolie. Après ma disparition, je ne veux pas que cet endroit soit momifié. Il faudrait que des jeunes artistes, des écrivains viennent y travailler, écouter de la musique, que l'endroit devienne un lieu de réflexion sur l'interprétation des œuvres d'art. »

Sarkis pense à des artistes comme Marcel Broodthaers, Joseph Beuys et Robert Filliou, dont « beaucoup d'œuvres sont restées orphelines après leur mort. On n'a pas réussi à les interpréter. Dans le cas de Beuys, j'ai été très critique vis à vis de toutes les expositions qui ont eu lieu après sa mort ». Sarkis a été proche de Beuys dans les années 1970 et le désir lui a pris d'aller le « visiter » à Darmstadt, dont le musée abrite le plus important ensemble d'œuvres : 275 numéros, que l'artiste allemand a lui-même mis en place entre 1968 et 1972. C'est ainsi que le « Block Beuys » a reçu, ce printemps, un grand envoi de couleurs vives portées par des enfants en costumes vivants, créés par un jeune couturier, Victor Férès.

« En visitant le Block Beuys, j'ai eu le sentiment que Beuys souffrait de ne plus arriver à toucher son travail, puisqu'il est mort. J'ai voulu lui amener beaucoup de couleurs fraîches. » Pour calmer sa souffrance en guérisseur ? « Non, je me considère comme un passeur. J'ai bien connu Beuys et je ne crois pas le trahir en faisant cela. Il aimait la vie, les enfants. Mais son œuvre

## BIOGRAPHIE

► **1938** : naissance à Istanbul de Sarkis Zabunian.

► **1964** : arrivée à Paris avec sa femme, Isil.

► **1970** : exposition au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

► **1989** : rétrospective à Strasbourg.

► **2000** : première école nomade dans l'exposition du CAPC de Bordeaux.

est dramatique : un puits de souffrance. La souffrance n'est pas exprimée chez certains artistes. Le cinéma de Paradjanov ne laisse pas de place à la souffrance, l'œuvre chasse la souffrance vécue par l'homme. Ce n'est pas le cas de Beuys. Moi, je suis entre les deux. Dans certains travaux, je ne montre pas ma souffrance, je prépare l'architecture où elle va jouer. Dans d'autres je suis totalement dans son exposition. »

## UN BESOIN DE TRANSMETTRE

Avec ses yeux ronds, son nez écrasé de boxeur, son crâne poli couronné de cheveux drus, Sarkis pourrait figurer dans une parade de Fellini, alors qu'il fait plutôt penser, quand il parle, quand il peint ses aquarelles ou ses icônes, à quelque sage né du syncrétisme culturel entre l'Orient et l'Occident. Sarkis est né à Istanbul en 1938. Il vit à Paris depuis 1964. Ce sont là à peu près les seules données biographiques (ne précisant pas son origine arménienne) qui ont accompagné longtemps ses catalogues d'expositions. Il appartient à une génération d'artistes qui ne se racontait pas, même si la substance de l'œuvre était le produit de leur vie, de leurs angoisses. Il a fallu attendre plus que la maturité, cet état de plénitude qui vient avec le temps, pour que l'artiste commence à se livrer un peu, pour qu'il raconte autrement que par allusion l'origine de

sa vocation : en découvrant, enfant, le *Cri* de Munch reproduit dans un journal qui enveloppait la viande que vendait son père.

Si l'œuvre de Sarkis est restée sensible à l'expression silencieuse du cri, elle l'est plus encore à la musique du silence, des corpuscules de matières colorées circulant dans l'air. L'artiste en parle avec ses élèves. Son besoin de transmettre remonte au début des années 1980, à l'Ecole des beaux-arts de Strasbourg. « A l'époque, j'ai demandé à Dario Fo d'amener mes étudiants aux répétitions pour voir comment se fait le travail d'acteur, la mise en scène, comment avec ton corps tu fais que des gens traversent une porte, s'assoient et commencent à avoir un autre statut. Toute ma pédagogie reposait là-dessus à l'école de Pontus Hulten et au Fresnoy, sur cet espace de réflexion qui est créé dans l'œuvre, et dont Brecht parlait beaucoup. »

Aujourd'hui, Sarkis n'a plus d'école fixe où enseigner. Elle est devenue nomade. « J'aimerais mon travail avec moi. Mon atelier-école, c'est très simple, mais ça ne rentre pas dans les définitions. Pour moi, une exposition devient une école de création où les gens apprennent, comme en musique, où tu assistes à la répétition et au concert. » Simple, c'est lui qui le dit. Saisir son œuvre implique qu'on prenne le temps de voir et d'écouter ses expositions. Ainsi celle, en trois volets, du Musée d'art contemporain de

Lyon : « Le monde est illisible, mon cœur si. » Son cri du cœur où, en un premier temps, l'artiste a réuni une quinzaine d'œuvres, des sculptures, des installations et des vidéos « qui brûlent, où je ne nie pas mes états d'âme ». « En deuxième partie, je couvre tout ça avec des kilims. C'est très physique : on éteint le feu avec des tapis. L'idée m'est venue quand j'ai découvert une musique de Morton Feldman composée d'après les patterns des kilims d'Anatolie. J'ai diffusé cette musique dans l'exposition. Je suis parti de moi, de mon feu, pour arriver à une situation plus calme. » Oui, mais au troisième mouvement qui a lieu en ce moment, l'artiste enlève ses pièces, les remplace par une tuyauterie, « pour mettre de l'air de l'extérieur à l'intérieur. C'est une ouverture sur le monde. J'y mets une école et des gens vont venir pour parler de l'actualité dans le monde. »

Geneviève Breerette

« Le monde est illisible, mon cœur si ». Musée d'art contemporain, 81, cité internationale, quai Charles-de-Gaulle, 69009 Lyon. Tél. : 04-72-69-17-18. Du mercredi au dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 mai. Le Musée de Céret (Pyrénées-Orientales) présentera du 22 juin au 25 septembre une exposition reprenant en partie le principe de la visite de Darmstadt.



GÉRARD RONDEAU

## LES GENS DU MONDE

■ Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication, et Edmond Hervé, maire de Rennes, ont signé le 18 avril à Paris une convention concernant le développement du Théâtre national de Bretagne (TNB) et inscrivant cette institution dans le cadre d'un « centre européen de production théâtrale et chorégraphique ». Le TNB bénéficiera de nouveaux moyens avec une subvention annuelle de la ville de 2,3 millions d'euros et celle de l'Etat à hauteur de 2,9 millions d'euros. Le directeur général sera nommé pour quatre ans et sera renouvelable deux fois au vu de son projet. Ce poste continuera à être occupé par François Le Pillouer.

■ La diva américaine June Anderson et la mozartienne Véronique Gens seront à l'affiche du premier Festival d'art lyrique et de théâtre de Lacoste (Vaucluse), qui se tiendra du 10 juillet au 10 août dans les carrières du château du marquis de Sade. « Nous voulons faire aussi bien, voire mieux, qu'Aix-en-Provence » – où se tient le Festival international d'art lyrique –, a déclaré le 18 avril Pierre Cardin, qui a acquis en 2001 le château de Lacoste. June Anderson offrira un récital Verdi et Bellini, Véronique Gens sera la Donna Elvira de *Don Giovanni*, mis en scène par Bernard Broca.

■ Le départ du chef d'orchestre Charles Dutoit de l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM) semble définitif après la décision de la direction, annoncée le 18 avril dans un communiqué, d'« accepter avec regret » la démission du musicien suisse, « M. Dutoit [n'ayant] pas donné suite à l'offre qui lui avait été faite de reconsidérer sa décision ». La veille, lors d'une assemblée générale, les musiciens de l'OSM avaient refusé de se prononcer sur la question du retour de Charles Dutoit. Le 10 avril, ce dernier avait claqué la porte de l'OSM, menacé d'une plainte en justice de ses musiciens pour « harcèlement, comportement insultant et manque de respect à leur endroit ».

■ L'acteur vigneron Gérard Depardieu se lance dans la défense des « vins de garage », crus de terroir élaborés sans mécanisation. Appelés aussi « vins de haute couture », les « vins de garage », produits le plus souvent sur moins de 2 hectares, ont fait leur apparition au début des années 1990. « Les vins de garage sont des vins de haute couture. Leur élevage permet de retrouver les gestes ancestraux de la vigne, dans le respect du raisin. Ces vins nous ramènent à l'honnêteté d'un terroir et à l'honnêteté de son vigneron », a expliqué Gérard Depardieu, qui possède Château Tigné, en Anjou. Le comédien a indiqué par ailleurs que sa compagnie, Carole Bouquet, faisait ses premiers pas de « viticultrice-couturière » avec l'acquisition d'une parcelle de 2,2 hectares de merlot à Lussac-Saint-Emilion.

## RADIO

### Le grand silence tchéchène

En Tchétchénie, la guerre impitoyable engagée par Vladimir Poutine lors de son accession au pouvoir se poursuit en toute impunité. L'alibi d'une lutte contre le terrorisme islamiste, renforcé par les événements du 11 septembre 2001, ne tient pas face aux innombrables « exactions » commises par l'armée russe depuis deux ans (ratissements de villages, enlèvements, viols, tortures, tueries). Sur ordre ou de leur propre initiative, de nombreux soldats russes soutiennent au territoire occupé de quoi vivre, en terrorisant et rançonnant les populations, allant jusqu'à revendre les cadavres aux familles endeuillées. Comment survivre au milieu de ruines, sans eau ni électricité, et avec la peur constante d'être enlevé ? Pour donner la parole à ceux de Grozny ou d'ailleurs que les grandes puissances sacrifient sur l'autel de la « real politik », Alexandra Nor, journaliste indépendante, est passée clandestinement en Tchétchénie. A son courage répond celui de ceux qui témoignent sur leur vie quotidienne dans une Grozny fantôme, vidée de 90 % de sa population en dix ans. Un reportage rare et fort, qui rend encore plus insoutenable le silence du Conseil de sécurité de l'ONU, dont la Russie est membre. – Ma. D.

« Interception » : Les crimes occultés de Tchétchénie, dimanche 21 avril, 9 heures, France-Inter. Rediffusion dans « Reporter » (RFI) jeudi 25 avril, 19 h 40.

## DIMANCHE 21 AVRIL

► **Une vie, une œuvre**  
15 h 30, France-Culture  
Christine Rheys évoque le parcours de Christian Dotremont, surtout connu en tant que fondateur du mouvement artistique Cobra, mais également romancier et poète. Explorateur du rapport entre écriture et peinture, il est le créateur des « peintures-mots », en compagnie de nombreux peintres et, en 1960, des logogrammes, calligraphies

occidentales particulières. Avec les interventions de Pierre Alechinsky, Frédéric Baal, Anne Beyers, Michel Butor, Jacques Calonne et Luc de Heusch. Textes lus par Philippe Muller et Vincent Vernillat.

► **Le temps d'une lettre**  
18 h 20, France-Culture  
Dix minutes de délices avec sept lettres du philosophe-poète Gaston Bachelard destinées à Alain Bosquet, entre 1951 et 1962. Une correspondance conservée à la Bibliothèque littéraire Jacques-Doucet.

## ► Soirée électorale présidentielle 2002, premier tour

18 heures, RTL

Avec Jérôme Godefroy, Alain Duhamel, Richard Arzt, le service politique ainsi que les envoyés spéciaux et correspondants de l'antenne. Avec la participation de Laurent Gerra.

19 h 30, France-Info

Avec Patrick Boyer, Jean-Michel Blier et Pascal Perrineau (directeur du Centre d'études de la vie politique française), ainsi que la rédaction et les correspondants de l'antenne.

19 h 30, Europe 1

Soirée animée successivement par Guillaume Durand, Jean-Pierre Elkabbach, Jean-Michel Dhuez et Vincent Parizot, avec le concours des envoyés spéciaux de la station.

19 h 45, RMC Info

Jean-Jacques Bourdin anime cette soirée, en compagnie de Laurence Parisot (présidente de l'antenne) et de la rédaction de « RMC Info ».

20 heures, RFI

Soirée animée par Jérôme Bouvier (directeur de la rédaction), Geneviève Goetzinger (chef du service politique) et Alain Genestier, chroniqueur politique et directeur de la rédaction de *Paris-Match* ; avec le concours des correspondants de RFI dans le monde.

## TÉLÉVISION

### DIMANCHE 21 AVRIL

#### ► Livres magiques

8 h 45, France 5

Avant-dernier volet de la série documentaire en six épisodes réalisée par Manuel Gasquet et Serge Thébaud : « Les Images du pouvoir ».

L'histoire de France et la monarchie de droit divin au travers des enluminures, illustrations et gravures de manuscrits précieux de la Bibliothèque nationale.

#### ► Droit d'auteurs

11 h 05, France 5

Frédéric Ferney reçoit Philippe Maurice pour *De la haine à la vie* (Gallimard, coll. « Folio documents ») ; Denis Peschanski pour *La France des camps. L'internement, 1938-1946* (Gallimard), et Michèle Sales pour *La Grande Maison* (Le Rouergue).

#### ► Musica

19 heures, Arte

Le soir du 11 septembre, au Royal Albert Hall de Londres, Hélène Grimaud devait interpréter le *Concerto n° 4 pour piano* de Beethoven, avec l'Orchestre de Paris, sous la direction de Christoph Eschenbach. Ce concert s'est transformé en soirée de commémoration pour les victimes des attentats. Un moment exceptionnel,

filmé par Rodney Greenberg.

#### ► Soirée électorale présidentielle 2002, premier tour

19 heures, TF 1

Présenté par Claire Chazal

et Patrick Poivre d'Arvor.

19 h 30, France 3

Présenté par Elise Lucet,

Gilles Leclerc et Jérôme Cathala,

avec la participation

de Roland Cayrol.

19 h 40, France 2

Présenté par Olivier Mazerolle

et David Pujadas.

Avec la participation

de Gérard Leclerc,

Jean-Baptiste Predali

et Pierre Giacometti.

20 h 30, TV Breizh

Comment a voté la région

Bretagne ? Soirée animée

par Lionel Buannic.

#### ► Les présidentielles

de Canal+

20 h 30, Canal+

Soirée électorale particulière,

animée en direct par les Guignols.

Autour de PPD, toute la famille

des marionnettes d'hommes

politiques et de personnalités

de la société civile,

ainsi que Denis et Michel,

les journalistes marionnettes

de i-télévision.

Egaleme au programme,

une édition spéciale du « Vrai

Journal » de Karl Zéro.

► **Billy Bud**

22 h 15, CineClassics

Enrôlé de force en 1797, au cours de la guerre qui oppose l'Angleterre à la France, le jeune Billy Bud (Terence Stamp à ses débuts) sert sur la frégate *Avenger*. A bord, John Claggart, cruel maître d'équipage, se met à le haïr et l'accuse de fomenter une révolte. Une bagarre éclate... Formidable adaptation du roman d'Herman Melville, réalisée en 1962 par Peter Ustinov, qui s'est par ailleurs donné le rôle délicat du capitaine Vere.

#### ► Le siècle

de Stanislavski

23 h 50, Histoire

En 1947, le public de Broadway s'enthousiasme pour les jeunes interprètes de l'Actor's Studio, appliqués à la célèbre méthode de « la recherche de la réalité intérieure de leur rôle ».

Or cette méthode ne fait que traduire l'inspiration d'un homme d'une autre époque et d'une autre culture, Konstantin Stanislavski (de son vrai nom Konstantin Sergeievitch Alexeïev), né en 1863 dans une grande famille d'industriels russes. Acteur, metteur en scène, professeur et fondateur, en 1898, du légendaire Théâtre d'art de Moscou... Premier des trois passionnants volets documentaires réalisés par Peter Hercombe.

## RADIO-TÉLÉVISION

SAMEDI 20 AVRIL

## TF1

**15.40** Oui chérie! Sevrage. Série **16.05** Dawson Les petits nerfs à vif. Série **17.00** Angel L'ordre des morts vivants. Série **17.50** Sous le soleil Libres d'aimer. Série **18.55** Le Maillon faible **19.55** Météo, Journa, Tiercé, Météo.



**20.50** STARS À DOMICILE Divertissement présenté par Flavie Flament. Invités : Yannick Noah, Marc Lavoine, Frédéric François, Jenifer, Jean-Pascal. 75675533

**23.10** NEW YORK UNITÉ SPÉCIALE Le couloir de la mort O 2607484. Triste réalité O 64286. Série. Avec Chris Meloni, Mariska Hargitay, Dann Florek, Richard Blezer, Stephanie March.

**1.00** Rallye Rallye de Tunisie **1.35** Les Coups d'humour **2.10** Reportages La vie est belle **2.40** Enquêtes à l'italienne Série **3.35** Histoires naturelles **4.25** Musique **4.35** Aventures africaines, françaises et asiatiques (65 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**14.05** Le Juge et l'Assassin ■■■ Bertrand Tavernier (France, 1975, 125 min) O Cinétoile  
**14.50** Le Grand Alibi ■■■ Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1950, N., v.m., 110 min). TCM  
**16.10** Coup de torchon ■■■ Bertrand Tavernier. Avec Isabelle Huppert, Philippe Noiret (France, 1981, 125 min) O Cinétoile  
**22.30** Impitoyable ■■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1992, v.m., 130 min) O TCM  
**23.00** Destination finale ■ James Wong (Etats-Unis, 2000, v.m., 95 min) O Canal + Vert  
**23.00** La Chair de l'orchidée ■ Patrice Chéreau (Fr. - All. - It., 1974, 115 min) O CinéCinemas 3  
**23.00** La Planète des singes ■■■ Franklin J. Schaffner (EU, 1967, v.m., 110 min) O CinéCinemas 2  
**0.20** Billy Budd ■■■ Peter Ustinov (GB, 1962, N., v.o., 120 min) O CinéClassics  
**0.45** Une partie de campagne ■■■ Jean Renoir (France, 1936, N., 40 min) O Cinétoile  
**1.50** Les Yeux sans visage ■■■ Georges Franju (France - Italie, 1959, N., 90 min) O Cinétoile  
**2.00** Le Cameraman ■■■ Buster Keaton et Edward G. Robinson (EU, 1928, N., v.o., 80 min). TCM  
**2.25** L'Honneur des Winslow ■■■ David Mamet (Etats-Unis, 1999, 105 min) O Cinéstar 1

## FRANCE 2

**14.45** Tennis Masters Series. Tournoi messieurs de Monte-Carlo (1<sup>er</sup> demi-finale) **16.50** Gymnastique Championnats d'Europe féminins. A. Patras (Gré.) **18.00** Waikiki Ouest Série **18.55** Union libre **20.00** Journal, Météo.



**20.55** FANS QUE J'AIME Divertissement présenté par Cendrine Dominguez, avec la participation d'Olivier Carreras. Invités : Lara Fabian, Sami Naceri, Lorie, Patricia Kaas, Céline Dion, Larry Hagman Jr. 1036914

**23.20** TOUT LE MONDE EN PARLE Magazine présenté par Thierry Ardisson. 18325339

**2.00** Journal de la nuit, Météo.

**2.25** Union libre Magazine **3.25** Thé ou café Magazine. Invitée : Marie Darrieusecq 67652976 **4.00** Taq' pas la porte Documentaire 9868315 **4.50** La Citadelle de Namur Documentaire (30 min) 9052711.

## FRANCE 3

**15.25** Côte maison **16.00** La Vie d'ici Magazine **18.15** Un livre, un jour **18.20** Questions pour un champion Jeu **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.10** ET 3.00 Euro millionnaire Jeu.



**20.40** FOOTBALL Coupe de la Ligue. Finale. Lorient - Bordeaux. 20.45 Coup d'envoi en direct du Stade de France. 1274827 **Lorient, actuelle lanterne rouge du championnat, compte bien sur son duo d'attaquants, Darcheville et Feinduno, pour se qualifier. Mais Bordeaux, grâce à son avant-centre portugais Pauleta, dispose d'un atout de taille.**

**22.50** FAUT PAS RÊVER Magazine présenté par Laurent Bignolas. Invité : Laurent Voulzy. Au sommaire : Indonésie ; France ; Argentine. 403339 **0.00** Météo **0.05** Soir 3.

**0.20** La Guerre du Louvre Documentaire. J.-C. Bringuier 7146624. **1.20** Saga-Cités Passports pour Belleville **1.50** Sorties de cycle fanfares 966179 **3.20** Soir 3 **3.45** On ne peut pas plaire à tout le monde (35 min).

## CANAL+

**17.15** Mes pires potes Série **17.45** Rangers Téléfilm. Jay Andrews. Avec Corbin Bernsen (Etats-Unis, 2000) O ► En clair jusqu'à 21.05 **19.20** Le Journal **19.30** + clair Magazine. Invité : Pierre Lescure **20.30** Le Cours Florent.



**21.25** SAMEDI COMÉDIE **21.25** H Une histoire de purgatoire O Avec Aurélie Legay (soprano), Susan Manoff (piano). **19.05** Le Siècle de Jorge Semprun. [2/2]. 1945-1991. **19.25** En plein soleil. **19.50** Chemins de fer australiens. [3/7]. D'Adélaïde à Alice Springs. **20.00** Tumeurs né. Le désert. **National Geographic** **20.00** Un voyage, un train. De Londres à Athènes : sur les traces du mythe de l'Arcadie. **20.45** La Vraie Histoire d'Oskar Schindler. **20.45** Le Luron et les hommes politiques. **21.50** Télé notre histoire. Claude de Givray. **22.05** Judy Garland. **22.35** Coluche et la politique. **23.00** Pilot Guides. San Francisco. **23.35** Jacques Lacan parle.

**22.25** LE MONDE DES TÉNÉBRES Jusqu'au bout de la nuit O. Série. 6416846 **23.10** Samedi sport **0.00** Sexe Attitudes Film. M. Christopher. *Comédie dramatique* (Etats-Unis, 2000) O 2824179.

**1.40** Les Trois Mousquetaires ■■■ Film. G. Sidney. *Cape et épée* (EU, 1948, v.o.) 65731976 **3.50** Surprises 6132599 **4.15** Les Saisons de l'Amour Film. G. Campiotti. *Drame* (Fr. - It., 1999, 110 min) O.

## FRANCE 5 / ARTE

**17.30** Sur les chemins du monde Gaïa **18.05** Le Magazine de la santé **19.00** Le Forum des Européens Proche-Orient : L'Europe hors jeu ? **19.45** Arte info **20.00** Le Dessous des cartes Espagne **20.15** Voyages avec Turner [5/6].



**20.45** L'AVENTURE HUMAINE - KON TIKI Documentaire (1994). 6361049 *En 1947, une équipe scandinave, emmenée par Thor Heyerdhal, traverse le Pacifique sur un radeau.* **21.40** Metropolis La fascination de la terreur ; Interview de Lee Radziwill ; Toujours punk ? Les Toten Hosen fêtent leurs vingt ans l. 2577846

**22.35** MADAME MÈNE L'ENQUÊTE Téléfilm. Sabine Boss. Avec Judith Hofmann, Roland Koch, Stefan Gubser, Samuel Fintzi, Bruno Cathomas (Suisse, 2001). 401001

**0.05** La Lucarne Dor de tine. Tu me manques terriblement. Une histoire de 1944. Documentaire **1.05** Les Quatre Cents Coups ■■■ Film. François Truffaut. Avec Jean-Pierre Léaud. *Chronique* (Fr., 1959, N., 95 min) O 2238889.

## M6

**15.50** Le Visiteur Série **16.40** Chapeau melon et bottes de cuir Série **17.40** Turbo **18.20** Warning **18.25** Caméra Café Série **19.00** Loft Story **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Plus vite que la musique **20.40** Cinésix.



**20.50** LA TRILOGIE DU SAMEDI **20.50** Charmed Mauvais esprits O 6625285. Série. Avec Holly Marie Combs, Alyssa Milano, Rose McGowan, Brian Krause, Richard McGreggor. **21.40** Le Caméléon Réunion de famille O 2575488. Série. Avec Michael T. Weiss, Andrea Parker.

**22.35** LE LOFT DU SAMEDI SOIR Divertissement présenté par Max. 9480594

**0.00** Profiler La source de tous les maux. 70995. Série. Avec Ally Walker, Robert Davi. **0.49** Météo **0.50** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (445 min) 4029496.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

**19.30** Désir d'Europe. Invité : Jacques Rupnik. L'extension fatale des populismes en Europe. **20.00** Elektronophonie. Gilles Deleuze et les musiques électroniques. **20.50** Mauvais genres. Invités : Michel Quint ; Lakhdar Belaid. **22.10** Le Monde en soi. **0.05** Nocturnes.

## FRANCE-MUSIQUES

**19.06** Un soir à l'opéra. **19.30** Idoménié. Opéra de Mozart. Par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Ivan Fischer, Roland Wagenführer (Idoménié). **23.00** Le Bel aujourd'hui.

## RADIO CLASSIQUE

**20.00** Les Rendez-Vous du soir. Ignaz Schuppanzitz. Œuvres de Salieri, Haydn, Beethoven, Schubert. **22.00** Da capo. Le chef d'orchestre Pierre Monteux. Œuvres de Liszt, Berlioz, Saint-Saëns, Ravel, Debussy, Stravinsky. **0.00** Les Nuits de Radio Classique.

## DIMANCHE 21 AVRIL

## TF1

**12.05** Attention à la marche ! Divertissement **12.55** A vrai dire **13.00** Journal, Météo **13.25** Walker, Texas Ranger Casa Diablo. Série **14.20** Walker, Texas Ranger Casa Diablo. Série **15.10** La Loi du fugitif Un coupable trop idéal. Série **16.00** Les Experts Un doigt de vérité. Série **16.50** Vidéo gag Divertissement **17.50** Le Maillon faible Jeu **18.57** Météo.



**19.00** SPÉCIALE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2002 Premier tour. Présenté par Patrick Poivre d'Arvor et Claire Chazal, avec la participation de François Bachelot, Philippe Méchet. Invités : Nicolas Sarkozy, François Hollande, Dominique Voynet, Laurent Fabius, Jean-Claude Gaysso, Thierry Jean-Pierre, Roselyne Bachelot, Jean-Louis Borloo, P. Douste-Blazy, Ségolène Royal. 65517995

**23.00** LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE Film. Jerry Rees. Avec Kim Basinger, Alec Baldwin, Robert Loggia, Elisabeth Shue, Armand Assante. *Comédie* (EU, 1991). 3073131 *Un riche héritier tombe amoureux d'une chanteuse qui est la maîtresse d'un gangster. Une comédie nostalgique un peu facile.*

**1.10** La Vie des médias Magazine 4279990 **1.30** Reportages Les derniers bistrot 3054822 **1.55** Très chasse Documentaire 3563648 **2.50** Histoires naturelles Documentaire **4.30** Musique (30 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**20.55** New York, New York ■■■ Martin Scorsese (Etats-Unis, 1977, 135 min). TMC  
**21.00** La Règle du jeu ■■■ Jean Renoir (France, 1939, N., 105 min) O Cinétoile  
**22.15** Billy Budd ■■■ Peter Ustinov (GB, 1962, N., v.o., 120 min) O CinéClassics  
**22.15** Soleil vert ■■■ Richard Fleischer (Etats-Unis, 1973, v.m., 95 min) O CinéCinemas 2  
**22.20** Mad Max 2, le Défi ■■■ George Miller (Australie, 1981, v.m., 100 min) O TCM  
**22.20** Mortelle randonnée ■■■ Claude Miller (France, 1983, 95 min) O CinéCinemas 3  
**23.30** La Petite Apocalypse ■■■ Costa-Gavras (France - Pologne, 1993, 105 min) O Cinéstar 1  
**24.40** Halloween, la nuit des masques ■■■ John Carpenter (Etats-Unis, 1978, 95 min) O RTL 9  
**24.45** Si Versailles m'était conté ■■■ Sacha Guitry (France, 1953, 170 min) O Cinétoile  
**24.45** Le Treizième Guerrier ■■■ John McTiernan et Michael Crichton (EU, 1999, 100 min) O TPS Star  
**25.55** Nelly et Monsieur Arnaud ■■■ Claude Sautet (Fr. - It. - All., 1995, 105 min) O Match TV  
**23.15** Cookie's Fortune ■■■ Robert Altman (Etats-Unis, 1999, v.m., 120 min) O CinéCinemas 1  
**0.00** Mad Max 3, au-delà du dôme du tonnerre ■■■ G. Miller et G. Ogilvie (Austral., 1985, 105 min). TCM  
**1.15** Brewster McCLOUD ■■■ Robert Altman (Etats-Unis, 1970, v.m., 100 min) O CinéCinemas 1

## FRANCE 2

**13.00** Journal, Météo **13.25** Vivement dimanche Divertissement Invité : Salvatore Adamo **15.30** Viper Mélange explosif. Série **16.20** Nash Bridges Cyber danse. Série **17.10** Le Numéro gagnant **17.50** C'est ma tribu Divertissement **17.55** Stade 2 Magazine **18.50** Présidentielle 2002 **19.10** Journal **19.25** Talents de vie **19.30** Météo.



**19.40** PRÉSIDENTIELLE 2002 présenté par Olivier Mazerolle et David Pujadas, avec la participation de Gérard Leclerc, Jean-Baptiste Preadali, Pierre Giacometti. 54584570 *Des duplex avec les grandes villes de France permettront de connaître l'état de l'opinion.* **22.50** Flash info **22.55** Présidentielle 2002 **0.45** Journal de la nuit, Météo 2.

**1.05** TENNIS Masters Series. Tournoi messieurs de Monte-Carlo. Finale. En différé. 3553261 *Le Brésilien Gustavo Kuerten, vainqueur de l'édition 2001, blessé, ne pourra défendre son titre. Le début de tournoi a été marqué par la performance du jeune Français Richard Gasquet, issu des qualifications, éliminé en 16<sup>e</sup> de finale par le Russe Safin.*

**2.00** Les Grandes Enigmes de la science Le rire dans tous ses éclats 9706826 **2.50** Thé ou café **3.40** 24 heures d'info **3.55** Les Animaux et leurs hommes **4.45** L'Arche de la Défense Documentaire **4.50** Stade 2 (65 min).

## FRANCE 3

**13.20** Le Sport du dimanche Motocyclisme. Championnat du monde de vitesse. Grand Prix d'Afrique du Sud. La course des 125 cc et 250 cc ; 13.55 La course des Moto GP ; 15.05 Cyclisme. Coupe du monde (4<sup>e</sup> manche). Liège - Bastogne - Liège ; 16.50 Gymnastique. Championnats d'Europe féminins (Gré.) **17.45** Edition spéciale présidentielle 2002 **17.50** Explore **18.40** Le 19-20 de l'information.



**19.30** SOIRÉE ÉLECTORALE PRÉSIDENTIELLE 2002 Premier tour. Présenté par Elise Lucet, Gilles Leclerc et Jérôme Cathala. Invités : Martine Aubry ; Pierre Moscovici ; Philippe Douste-Blazy ; Gilles de Robien ; Eric Halphen ; Jean-Claude Gaysso ; Olivier Besancenot ; Christiane Taubira ; Thierry Jean-Pierre ; Michèle Alliot-Marie ; Yves Cochet ; Corinne Lepage... 9820131

**21.20** SUR UN ARBRE PERCHÉ Film. Serge Korber. Avec Louis de Funès, Geraldine Chaplin, Olivier de Funès, Alice Sapritch, Paul Préboist. *Comédie* (Fr. - It., 1970). 3967063 *Un automobiliste accompagné d'une auto-stoppeuse se retrouve accroché à un arbre avec sa voiture à la suite d'une embardée. Un film entièrement au service des grimaces de de Funès.* **22.55** Edition spéciale présidentielle 2002.

**0.30** Cinéma de minuit. Cycle Julien Duvivier. Untel père et fils ■ Film. Julien Duvivier. Avec Raimu, Michèle Morgan. *Histoire* (Fr., 1940) 7211483 **1.50** Soir 3 **2.15** Thalassa **3.45** Faut pas rêver **4.50** Explore (55 min).

## CANAL+

**14.25** La Grande Course ► En clair jusqu'à 15.00 **15.00** Rugby Championnat de France D1. Play-offs (3<sup>e</sup> journée, poule A). Stade Français - Biarritz. En direct **16.55** Jour de rugby Magazine **18.00** La Route d'Eldorado Film. Eric Bergeron et Don Paul. *Animation* (Etats-Unis, 2000) O ► En clair jusqu'à 20.30 **19.25** Résultats et rapports **19.30** Les Présidentielles de Canal+ Divertissement.



**20.20** LES PRÉSIDENTIELLES DE CANAL+ Divertissement présenté par Karl Zéro. Invités : José Bové ; Guy Bedos. 7703792 *Une soirée électorale haute en couleurs avec Les Guignols, une édition spéciale du Vrai Journal de Karl Zéro. Avec la collaboration des équipes de la rédaction commune Canal+ et l-télévision.*

**21.00** LA TOUR MONTPARNASSE INFERNALE ■ Film. Charles Némés. Avec Eric Judor, Ramzy Bedia. *Comédie* (France, 2001) O. 79976 *Deux laveurs de carreaux peu subtils mettent en échec une prise d'otages dans la tour Montparnasse. Parodie.* **22.30** L'Equipe du dimanche Magazine 47402 **0.30** Le Journal du hard O **0.45** La Collectionneuse Film. F. Coppola. *Classé X* (Fr., 2001) O.

**2.10** Bad Girl Documentaire. M. Nitoslowska O **3.00** Surprises **3.10** Te quiero ■ Film. Manuel Poirier. Avec P. Bas. *Aventures* (Fr., 2001) O **4.35** Révélation ■ Film. M. Mann. *Drame* (EU, 1999, 150 min) O 27064071.

## FRANCE 5 / ARTE

**13.30** Le Monde d'Etienne Planète village [4/6] **14.05** Les Mômes du désert d'Atacama **15.10** Alexandrie la magnifique **16.10** Les Moissons de fer [2/2]. Le théâtre des opérations **17.05** Les Refrains de la mémoire **17.30** Va savoir **18.05** Ripostes A table ! **19.00** Maestro Cycle piano. Hélène Grimaud interprète Beethoven **19.45** ET 22.20, 1.05 Arte info Spécial élections **20.40** Météo.



**20.45** THEMA - LES ÉLÉPHANTS, LES DERNIERS GÉANTS DE LA TERRE L'AMI AFRICAIN Film. Stewart Raffill. Avec Jennifer McComb, Ashley Hamilton, Timothy Ackroyd. *Aventures* (GB, 1994). 100731995 *Un couple de touristes au Kenya est menacé par des braconniers, mais protégé par un éléphant. Une vieille et antipathique vision colonialiste.*

**22.35** THEMA (SUITE) - LES ÉLÉPHANTS, LES DERNIERS GÉANTS DE LA TERRE SAW MOSCOW, MA VIE AVEC LES ÉLÉPHANTS. Documentaire. Felix Heindinger (Allemagne, 2000). 6002247 **23.20** Thema Tembo Rencontre de géants à Matete. Documentaire. Christian Herrmann (All., 2000) 1511599 **23.50** Thema Des éléphants et des hommes. Une histoire millénaire. Documentaire. Christine Peters (All., 2000).

**0.05** Thema Les Eléphants sauvages de Ceylan. Vénérés, protégés, chassés. Documentaire. **0.35** Thema Elizabeth, une vie d'éléphant. Documentaire. **1.25** Music Planet 2Nite The Cure - Saffron **2.25** Le Train de Dieu (25 min).

## M6

**12.25** Warning **12.30** Loft Story **13.20** Un si grand amour Téléfilm. Richard T. Heffron. Avec Kelly Rutherford, Chris Sarandon (EU, 1996) O **15.05** QI, le grand test **17.45** Loft Story Best of **18.55** Sydney Fox, l'aventurière Le collier du mal. Série **19.50** Belle et zen **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** E = M6 Spécial machines extraordinaires **20.30** Spécial élection présidentielle **20.35** Sport 6.



**20.50** L'HOMME DE RIO ■■■ Film. Philippe de Broca. Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Dorléac, Jean Servais, Simone Renant. *Comédie* (Fr. - It., 1964) O 89565315 *Un militaire en permission est entraîné dans une rocambolesque aventure qui le mènera jusqu'au Brésil. Un film enlevé et bondissant.* **23.00** ET 0.40 Spécial élection présidentielle.

**23.10** EMMANUELLE Film. Just Jaeckin. Avec Sylvia Kristel, Alain Cuny, Marika Green, Daniel Sarky. *Erotique* (Fr., 1974) O 4481060 *Une jeune femme découvre le plaisir et les voyages en Thaïlande. L'adaptation d'un best-seller de la littérature érotique. Un énorme succès en son temps. Garde un intérêt sociologique.*

**0.50** Sport 6 Magazine 2145396 **1.00** Turbo Magazine **1.30** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (330 min) 55722006.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

**19.30** Projection privée. **20.00** Résultats du premier tour de l'élection présidentielle. **20.30** Le Concert. La chanson française. **21.40** Passage à l'acte. Gestes pêle-mêle. **22.05** Le Temps d'une lettre. **22.35** Atelier de création radiophonique. **0.05** Equinoxe.

## FRANCE-MUSIQUES

**19.00** A l'improviste. [1/3]. **20.00** Concert. Œuvres de Tartini, Debussy, Sinding, Bazzini, Schubert. **21.30** Tapage nocturne. **23.00** Le Jazz probablement. Jazz sur le vif. **20.00** Soirée lyrique. Cycle Victor Hugo. *La Gioconda*. Opéra de Ponchielli. Par le Chœur et l'Orchestre de la Scala de Milan, dir. Antonio Votto, Maria Callas (La Gioconda). 22.53 Les Opéras d'après Hugo. *Notre-Dame* (acte II), de Schmidt, par le Chœur de la Cathédrale Sainte Hedwige de Berlin, le Chœur de chambre de la Radio et l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin, dir. C. Perick ; Œuvres de Mercadante. **0.00** Les Nuits de Radio Classique.

## DISPARITIONS

## Thor Heyerdahl

L'homme du radeau « Kon-Tiki »

L'EXPLORATEUR et archéologue norvégien Thor Heyerdahl est mort, jeudi 18 avril, dans le village de Colla Michari, dans le nord de l'Italie, des suites d'un cancer. Il était âgé de 87 ans.

Enfant, il avait peur de l'eau, après avoir failli se noyer. C'est pourtant sur la mer, à bord de divers radeaux, qu'il devint célèbre. Son principal fait d'armes reste l'expédition du *Kon-Tiki*, du nom du frère esquif sur lequel il navigua du Pérou à la Polynésie, en 1947. Dix ans plus tôt, le jeune Heyerdahl, nourri de lectures anthropologiques que lui procurait sa mère, était parti s'installer dans l'archipel des Marquises. Un soir de lune, le zoologue et ethnologue en herbe entendit un vieillard polynésien évoquer Tiki, ce « dieu-chef, fils du Soleil », qui avait mené ses ancêtres vers les îles de l'est du Pacifique : « *Auparavant, dit-il, nous habitons un grand pays au-delà des mers.* » Mais lequel ? Malaisie, Inde, Chine, Japon, voire Égypte, Caucase, ou d'autres contrées encore, Les experts étaient divisés.

Ayant observé que les images de pierre de Tiki ressemblaient à certains vestiges d'une civilisation éteinte d'Amérique du Sud, le Norvégien caressa le projet de vérifier l'hypothèse d'une filiation entre les habitants de ces deux régions séparées par 8 000 kilomètres d'océan. Comment mieux y parvenir qu'en effectuant soi-même le trajet présumé de ces peuplades d'antan ? Celles-ci n'avaient toutefois pas de bateaux, mais de simples radeaux. Heyerdahl se heurta au scepticisme ambiant. Une fois la guerre mondiale terminée, il s'attela à la tâche.

## 101 JOURS

Il commanda la construction d'un radeau, aussi identique que possible à ceux des anciens habitants du Pérou, fait de troncs en bois de balsa, de bambous jaunes, de cordes de chanvre et de feuilles de bananier. Le tout surmonté d'une cabine et de deux mâts de manguier se croisant au sommet. Heyerdahl baptisa son radeau le *Kon-Tiki*, soit Tiki le Soleil, du nom du dieu d'une civilisation qui aurait été chassée des Andes par les ancêtres des Incas. Cette fragile embarcation, chargée de six « marins d'eau douce », selon l'expression du Norvégien, et de quoi tenir pendant plusieurs mois, supporterait-elle les tempêtes du Pacifique ? Leur entreprise était, dit-on, vouée à l'échec.

Qu'importe, le radeau, avec un équipage composé de cinq Norvégiens et d'un Suédois, appareilla le 28 avril 1947 du port péruvien de Callao. A bord, des rations de l'armée américaine, un sextant, une carte, une caméra, un perroquet, des livres, une TSF à n'utiliser qu'en cas d'avarie, et de la « poudre à requins »... L'expédition tom-



RUE DES ARCHIVES

ba vite dans l'oubli. On crut ses membres disparus en mer. Mais, 101 jours après son départ, le *Kon-Tiki* s'échouait sur l'île polynésienne de Raroia. Heyerdahl et les siens avaient survécu.

La nouvelle fit le tour du monde. Le film tiré de l'expédition obtint un Oscar du meilleur documentaire, et un récit signé du norvégien fut traduit en plus de 60 langues. Dans la préface de la version française de *L'Expédition du Kon-Tiki* (Phébus, 1994), Jean-Pierre Sire écrit : « *Et si Thor Heyerdahl et ses cinq compagnons n'étaient pas, bien plutôt, les derniers témoins d'une espèce d'aventure promise à la mort ? Plus près du vieil Ulysse, somme toute, que des risque-tout de ce temps, lesquels ne savent comment se dépêtrer de la glu du "regard planétaire" qui les suit partout à la trace.* » De ce voyage, il ne reste plus désormais qu'un survivant, Knut Haugland.

Après des fouilles sur l'île de Pâques, Heyerdahl, militant écologiste avant l'heure, chercha à prouver que des contacts avaient eu lieu entre l'ancienne Égypte et l'Amérique. Après un échec, le radeau de papyrus *Ra II* réussit à relier, en 1970, la côte marocaine à la Barbade en 57 jours. Une nouvelle expédition, cette fois à bord du *Tigris*, tout en roseau, visa à démontrer que la civilisation mésopotamienne avait influencé l'Égypte. L'embarcation ne put remonter la mer Rouge à cause d'un conflit régional. Furieux, Heyerdahl mit feu à son radeau.

Le Norvégien fut souvent contesté par la communauté scientifique établie, tant pour ses méthodes de recherche peu orthodoxes que pour la façon dont il pouvait, selon ses détracteurs, tordre le bras à certains faits pour qu'ils aillent dans le sens de ses théories. Les conclusions de l'expédition du *Kon-Tiki* furent, d'après des experts, contredites plus tard par des tests ADN. L'intéressé semblait puiser de nouvelles motivations dans ces critiques. En 2000, il n'hésita pas à affirmer que le dieu Odin, figure centrale de la mythologie scandinave, était en fait un roi originaire de la région de la mer Noire.

Antoine Jacob

■ HENRY SLESAR, auteur américain de nouvelles policières, est mort à New York le 2 avril. Né le 12 juin 1927 à Brooklyn, il fut l'un des plus remarquables novellistes policiers, l'un des plus prolifiques aussi (plus de 500...). Dès sa première nouvelle, *A Victim Must Be Found* (Qui est la victime ?), publiée en 1955 dans le *Ellery Queen's Mystery Magazine*, Henry Slesar s'affirmait comme un des maîtres du genre, à l'égal d'un Stanley Ellin ou d'un Fredric Brown. Mais c'est dans le célèbre *Alfred Hitchcock's Mystery Magazine*, dont il fut l'un des piliers et où il utilisa également le pseudonyme de O. H. Leslie, qu'il donna le meilleur de lui-même, avec des textes d'un humour ravageur, dont un florilège fut rassemblé sous le titre *Crimes parfaits et belles escroqueries*. Tout naturellement, Henry Slesar collabora aux deux séries télévisées d'Alfred Hitchcock, « Alfred Hitch-

cock presents » et « The Alfred Hitchcock Hour » en tant que scénariste, métier qu'il exerça pour de nombreuses autres séries ou téléfilms, et pour le cinéma. Il a signé ainsi plus d'une centaine de scripts pour la télévision et une quarantaine de pièces radiophoniques pour l'émission « CBS Radio Mystery Theatre ». Henry Slesar écrivit aussi quelques romans policiers : *The Gray Flannel Shroud*, qui lui valut le prix Edgar-Poe du meilleur premier roman, *Cette nuit-là, Mort pour rire*. On peut trouver quelques-unes des meilleures nouvelles de cet humoriste talentueux dans les anthologies *Alfred Hitchcock présente* (Omnibus).

## AVIS D'EXPERT

Jean AUBRY, antiquaire, recherche auprès des particuliers, meubles, tableaux, objets anciens XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup>.

ART 1900 - 1930 - 1940 - 1950

Il suffit de l'appeler, il vient, estime

## GRATUITEMENT

Partages et successions

Si vous êtes vendeur, le paiement s'effectue au comptant.

Assesseur de la commission de conciliation et d'expertise douanière.

135, Av. Mozart, 75016 Paris - 01.42.88.28.73 / 01.45.20.82.91

## A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde ([www.lemonde.fr/carnet](http://www.lemonde.fr/carnet)) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Anniversaires de naissance

Eric,

en ce 21 avril 2002. *Le Monde* te souhaite un merveilleux anniversaire de notre part.

Peux-tu réserver ta soirée du 27 avril, pour que nous fêtons tes cinquante ans ensemble à Maurepas...

Sylvie WEILL, Gabrielle, Emilie, Barbara.

## Décès

Arslan BÉLAMRI

nous a quittés lundi 15 avril, après s'être battu contre une fulgurante maladie avec un courage remarquable.

Sa générosité légendaire, son humanisme, sa fidélité et son amour exclusif me manqueront à tout jamais.

Salima Bélamri, née Hadjadj-Aoul, son épouse.

Les obsèques auront lieu le lundi 22 avril, à 11 h 30, au crématorium du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Bruno Le Roux, président. Et le conseil d'administration de la Fédération nationale Léo-Lagrange, ont la tristesse de faire part du décès de

Robert BERNARD, membre fondateur et vice-président de la Fédération.

– Dijon. Terrefondrée.

Le docteur Micheline Caspar-Verniolet, son épouse, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre CASPAR, ancien directeur de la Saci-Semaad, membre des associations Amis de Saint-Bernard, Présence cistercienne et Cîteaux 98,

survenu le 17 avril 2002.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Dijon, et l'inhumation à Terrefondrée (Côte-d'Or).

– Suzanne D'Hermies et Bernard Dreano, François D'Hermies et Guislaine, Antoine D'Hermies et Maria Palacios, ses enfants, Thomas, Agnès et Marion, Julien, Gabriel et Nicolas, ses petits-enfants, font part du décès de

Jacques D'HERMIES, 1914-2002,

survenu le 7 avril 2002.

2, rue de l'Adjudant-Reau, 75020 Paris. 4, boulevard Saint-Martin, 75010 Paris. 34, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.

– Anik Delpoux, son épouse, Laurence Delpoux-Vila, sa fille, Les familles Fournier et Delpoux, ont la tristesse de faire part du décès de

Georges DELPOUX, dit LUSSAN, cinéaste,

survenu le 15 avril 2002.

L'inhumation a eu lieu le samedi 20 avril, au crématorium du Père-Lachaise, dans l'intimité familiale.

16, rue du Général-Malleterre, 75016 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– Annick et Jacques Gaston, ses parents, Marianne, sa sœur, Sa famille, ses amis, ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel, le 17 avril 2002, de

Muriel GASTON,

à l'âge de vingt-trois ans, à Loja (Equateur).

Elle a vécu pleinement, elle aimait la vie comme personne, et nous continuerons à vivre en pensant à notre Mu.

Après une cérémonie religieuse, elle sera inhumée à Campestre (Gard).

1, rue Jean-Marie Jégo, 75013 Paris.

Pierre HALM, ex-analyste financier à la banque NSMD,

nous a quittés le 9 avril 2002, pour le plus grand chagrin de son épouse, Odette, Et des familles Diebold et Lienhard.

M<sup>me</sup> Pierre Halm, 34, rue du Regard, 92380 Garches.

– Mme Nicole Heller, son épouse, Ses enfants et ses petits-enfants, Sa famille, Et ses amis, ont la profonde douleur de faire part du décès de

Charles HELLER, maître de conférences de droit public, vice-président de l'université de Haute-Alsace de 1985 à 1991, membre du CNESER de 1971 à 1988, officier dans l'ordre des Palmes académiques,

survenu le 14 avril 2002, à l'âge de soixante-six ans.

32, boulevard d'Anvers, 67000 Strasbourg.-

– Gérald Grunberg, directeur, Et le personnel de la Bibliothèque publique d'information, ont la tristesse de faire part du décès, le 16 avril 2002, de

Marie-Thérèse LA GRAVIÈRE, conservateur en chef, en poste depuis 1971 à la BPI,

où chacun appréciait ses grandes qualités humaines et professionnelles.

Ils s'associent à la douleur de ses proches auxquels ils expriment leurs vives condoléances.

Les obsèques auront lieu le lundi 22 avril, à 10 h 30, en l'église protestante de Suresnes, 3, avenue d'Estournelles-de-Constant, Suresnes (Hauts-de-Seine).

– Le président Jean Lardin, Et les administrateurs confédéraux de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment, ont appris avec tristesse le décès de leur président d'honneur,

Paul MARTEL, commandeur dans l'ordre de la Légion d'honneur, administrateur-fondateur de la CAPEB en 1946, président de la CAPEB de 1978 à 1982, ancien membre du Conseil économique et social,

survenu le 9 avril 2002, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

46, avenue d'Ivry, 75013 Paris.

– Gérard Mégie, président du CNRS, Geneviève Berger, directrice générale du CNRS, Jean-Jacques Aubert, directeur de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3/CNRS), Le directeur et les membres de l'Institut de recherches subatomiques de Strasbourg, ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre VIVIEN, directeur de recherche au CNRS,

survenu le mercredi 17 avril 2002.

Ils s'associent à la douleur de sa famille et lui présentent leurs plus sincères condoléances.

## Remerciements

– Les familles Schneeberg, Garçon, et Zerbib, très touchées des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Claude SCHNEEBERG,

prient toutes les personnes qui ont pris part à leur peine de trouver, ici, l'expression de leurs sincères remerciements.

– Thimert (Eure-et-Loir).

M<sup>me</sup> Jacques Renaud, son épouse,

Ses enfants, Ainsi que toute sa famille, vous remercient des marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été témoignées lors des obsèques de

docteur Jacques RENAUD,

et vous prient de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.

## Anniversaires de décès

Denise SENÈZE, née GRÜNFELD,

est morte il y a dix ans, le 21 avril 1992.

Elle nous manque.

Frédéric Senèze, son mari, Laure et Julien, ses enfants.

– En souvenir de

François TRONIK, 21 avril 1987,

Joseph TRONIK, 20 août 1998,

Laure TRONIK, 18 janvier 1999.

Que ceux qui les ont connus et aimés leur accordent une pensée.

## Souvenir

Jean-Louis FRASCA,

tué le 14 septembre 1996.

## Messes anniversaires

Colette LANGIGNON, psychanalyste,

est morte il y a dix ans.

Son souvenir est vivant.

Pour elle et les très proches qui ont rejoint en 2001 son sourire et la lumière de Dieu,

Roger CAMAR et Hadoum RHIDAOU.

nous pourrons participer à la messe de midi, le jeudi 25 avril 2002, en l'église Saint-Sulpice (chapelle de l'Assomption), Paris-6<sup>e</sup>.

## Conférences-Débats

– Le CNAM propose un cycle de deux conférences animées par Wendell Cox, membre de la commission « Amtrak Reform Council », et Jean-Claude Ziv, professeur au CNAM.

Mardi 23 avril 2002 : « Les transports publics aux Etats-Unis ». Mardi 30 avril : « Vers le démantèlement d'Amtrak ? »

CNAM, amphitheâtre Grégoire, de 18 h 15 à 20 heures, 292, rue Saint-Martin, Paris-3<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Arts et Métiers ou Réaumur-Sébastopol.

L'entrée est libre, dans la limite des places disponibles.

Renseignements au 01-53-01-80-60. E-mail : [ziv@cnam.fr](mailto:ziv@cnam.fr) ou [duthion@cnam.fr](mailto:duthion@cnam.fr)

## Communications diverses

Prix de la découverte poétique 2002 Fondation Simone-de-Carfort, sous l'égide de la Fondation de France.

Ce prix, d'un montant de 2 286,74 euros, a pour objet la découverte d'un poète d'expression française, inconnu ou méconnu.

Adresser cinq jeux identiques de trente poèmes inédits, en pli non recommandé, avec code (deux lettres, deux chiffres), nom, adresse, parcours poétique et professionnel et dix timbres, dans une enveloppe cachetée à :

Fondation de France, Prix Simone-de-Carfort, 40, avenue Hoche, 75008 Paris.

Le délai de réception des dossiers est prolongé jusqu'au 30 juin 2002.

Attention : il ne sera fait aucun retour des manuscrits.

**CARNET DU MONDE**  
TARIFS ANNÉE 2001-2002 - TARIF à la ligne

**DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 22 € - 144,31 FTTC**  
**TARIF ABONNÉS 18,50 € - 121,35 FTTC**  
**NAISSANCES, ANNIV. DE NAISS., MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS**  
**FORFAIT 10 LIGNES**  
**120 € - 787,15 F TTC, ligne suppl. 12 € - 78,71 FTTC**  
**TARIF ABONNÉS 100 € - 655,96 F TTC**  
**La ligne suppl. : 10 € - 65,60 FTTC**  
**THÈSES - ETUDIANTS : 13,35 € - 87,55 FTTC**  
**COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter**  
**☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.29.96**  
**Fax : 01.42.17.21.36 e-mail: carnet@mondepub.fr**

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

**Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois**

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :  
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

**Oui**, je souhaite recevoir *Le Monde* pour **26,35 € (172,84 F)** par mois par prélèvement automatique.

M.  Mme Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Localité : .....

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 201MQPAE

**Autorisation de prélèvements**

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : N° 134031 Organisme créancier : **Société Editrice du Monde** 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER

Nom ..... Prénom ..... N° ..... rue ..... Ville ..... Code postal [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N° ..... rue ..... Ville ..... Code postal [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER

Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

**IMPORTANT** : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :  
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/mois)

"Le Monde" (USPS=0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Chantilly, N.Y. U.S. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Chantilly N.Y. 12919-1518  
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

PIERRE GEORGES

## Cave canem !

DANS un coin de mémoire, ou de bajoue, façon hamster, une petite information mise de côté, sans trop savoir si on l'utiliserait jamais. C'était une dépêche en provenance de Pékin. Ou de Canton, peut-être bien. De Chine en tout cas et nous avons pour la dépêche made in China une tendresse toute particulière, tant l'art de la confection des nouvelles autorise de vastes rêveries exotiques.

Donc il s'agissait d'une petite information, brève, pas vraiment de nature à bouleverser l'univers. Une simple histoire de chiens. De chiens même pas écrasés. De pauvres milliers de chiens sans collier, ce qui est d'un pur classicisme. Mais surtout de chiens opérés et victimes d'une ablation, ou d'un cisaillement, des cordes vocales afin de les rendre définitivement silencieux.

Et pourquoi cela ? Pas pour l'agrément de leurs maîtres. Pas davantage pour assurer avec le voisinage ces relations courtoises et harmonieuses qu'altèrent généralement les aboiements et tapages nocturnes de ces exquises gardiens de logis. Et pas plus, contrairement à une idée reçue, et parfaitement odieuse, parce qu'avant de les passer à la casserole leurs propriétaires se seraient prémunis ainsi de toute velléité de hurlement à la mort du plat principal.

Non, la raison était, est ailleurs. Les Chinois aiment énormément leur chien. Mais leur chien leur coûte beaucoup. Car il existe, dans la région de Canton, une taxe fiscale sur la possession des animaux domestiques. Y compris sur les canidés. D'où l'idée machiavélique, quoique un peu cruelle, des fraudeurs. A quoi un percepteur zélé reconnaît-il les signes extérieurs de possession

d'un chien ? A la vue, à la présence de l'animal, à son odeur, à son allure indubitable de chien, bien sûr, cela va sans dire pour un chien pris en flagrant délit de fraude fiscale. Mais pour un chien opéré, donc muet et caché, à la cave, au grenier, dans les champs, sous une couette, il en va tout autrement. Les chiens de Canton n'aboient plus et la caravane fiscale passe !

Tout cela pour ne rien dire. Ou en arriver à cette métaphore un peu téléphonée. Mais quoi ! il faut bien passer le temps et les lignes, en attendant l'élection. D'autant que la loi, la belle et bonne loi républicaine, vient enfin de nous offrir une journée de silence et de recueillement. Depuis 0 heure, ce samedi, les sondeurs se sont vu couper le siflet. Plus question d'opérer. En tout cas, plus question d'aboyer, *urbi et orbi*, les résultats de ces estimations de la 25<sup>e</sup> heure. Sous peine d'amende.

Une journée sans sondages ! Mais c'est merveilleux. La plage ! Le bonheur ! Un grand silence assourdissant. Enfin seuls ! Sans laisse à la tête. Ni pourcentage comme boulet au pied. Ne pas savoir et vivre très bien ainsi. Revenir à l'autodétermination de l'électeur, sans la moindre préoccupation pour ce que sont censés penser, choisir, voter ou ne pas voter des millions de voisins. Silence de l'intimité politique ! Ne pas déranger ! Le citoyen est dans ses pensées, à moins que dans son jardin ou dans l'escalier. Et il citoyenne en père peinarde, ses intentions de vote en éventail. *Cave canem*, sondeur ! Prends garde au chien, momentanément sans voix et qui protège son petit bonheur précaire, juste le temps d'une trêve, juste avant de t'aboyer dessus !

**TONY BLAIR** a mauvaise réputation dans la gauche française. Le New Labour (nouveau travaillisme), dont il est le héros, est jugé patronal, ce qui suffit à le juger de droite. Pas besoin d'examen détaillé. Ni des nombreuses références théoriques, ni des programmes et de leur contexte, ni même de la politique concrète conduite depuis cinq ans au 10, Downing Street. Tony Blair est « *pro-business* », cela le disqualifie. Regardez : lors des conseils européens, il s'associe à José Maria Aznar, et même à Silvio Berlusconi. Que voulez-vous de plus ? D'ailleurs, en politique étrangère, il s'est empressé de voler au secours des Américains, y compris de George W. Bush : n'est-ce pas suffisant ? Tony Blair ne se réclame-t-il pas lui-même du « *centre gauche* », ce qu'en France on considère comme la marque des hommes de droite qui n'osent pas l'avouer ? Non : la « troisième voie », c'est du néolibéralisme déguisé. La France de gauche n'en veut pas.

Le premier ministre britannique, Tony Blair, et son chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, ont décidé, dans le cadre du budget 2002-2003 présenté cette semaine, de hausser les prélèvements sociaux de 1 % pour refinancer le système de santé national. Après un examen des différentes organisations existant dans le monde, ont-ils expliqué, il a été décidé que le modèle britannique totalement nationalisé (à l'inverse de la France, où le secteur privé est majoritaire) était « *le plus équitable et potentiellement le plus efficace* ». En conséquence, seul l'Etat est en mesure de redonner aux Britanniques des soins dignes d'un grand pays développé.

### À L'EUROPÉENNE

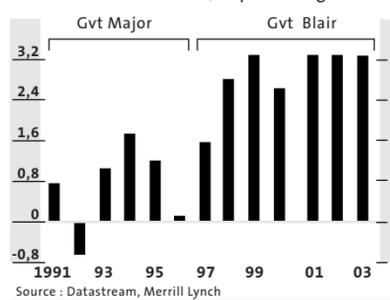
MM. Blair et Brown, qui ont tant fait pour briser la réputation des travaillistes de *tax and spend* (« imposer et dépenser ») et qui avaient promis de ne plus alourdir le poids de l'Etat, ont choisi d'augmenter les dépenses publiques pour répondre à la pressante demande des Britanniques de voir le gouvernement mettre fin à l'effondrement des services publics : hôpitaux délabrés et surchargés, écoles en ruine, trains qui déraillent. La Grande-Bretagne, ont-ils argumenté, ne peut vouloir à la fois de très faibles impôts à l'américaine et des services publics à l'européenne. Désormais, les impôts sont parmi les plus faibles du continent européen, il est possible de les rehausser un peu, à la condition, tou-

## Tony Blair est de gauche : la preuve

CHRONIQUE DE L'ÉCONOMIE

### HAUSSE DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Croissance en termes réels, en pourcentage



tefois, de prendre l'engagement de résultats visibles. M. Blair promet ainsi d'accroître les investissements dans les hôpitaux de 50 % d'ici à 2008. Depuis 1997, date de son entrée en fonctions, son gouvernement les aura doublés.

De droite, Tony Blair ? Le dire est n'avoir pas vu qu'en réalité son gouvernement n'a cessé de faire gonfler les dépenses de l'Etat : les prélèvements obligatoires, bonne ligne de mesure du « *socialisme* » d'un pays, ont crû de 37,4 % du PIB en 1996 à 39,1 % en 2001, et ils devraient atteindre 40,1 % en 2003, d'après les calculs de la banque Merrill Lynch. Les dépenses de l'Etat, justement, vont grimper de 3,25 % l'an d'ici à 2004, dont 26 % de hausse pour les investissements. En France, les investissements sont taris, et les dépenses seront limitées à un petit + 1,9 % l'an, selon les programmes des deux candidats Chirac et Jospin. Qui, de la France ou de la Grande-Bretagne, aura demain la politique la plus « sociale » ?

### DEUX FOIS MOINS DE CHÔMEURS

Tony Blair explique avoir conduit cette politique depuis 1997 en trois étapes : 1° consolider la croissance en menant une politique favorable aux entreprises ; 2° abaisser le chômage ; 3° dernière phase qui s'engage aujourd'hui, celle de mener des « *réformes* » des services publics où, il est vrai, les résultats des années passées sont bien maigres. Mais les points 1 et 2 se résument en une statistique : la Grande-Bretagne compte deux fois moins de chômeurs que la France. Qui

est le plus « *social* » ? Le nouvel engagement budgétaire du New Labour envers les services publics va-t-il ouvrir les yeux de la gauche française sur la réalité du New Labour ? Ou restera-t-elle fermée à ce que Jacques Delors (un homme de droite, comme chacun sait) qualifie d'« *effort le plus élaboré* » pour renouveler la pensée de gauche et l'adapter aux défis d'aujourd'hui (préface de textes de Tony Blair et Anthony Giddens que vient de publier Le Seuil sous le titre *La Troisième voie*) ? Le débat, au moins, pourra-t-il enfin s'ouvrir sans anathèmes ?

### DIFFÉRENCE RADICALE

Si les politiques concrètes des gouvernements sociaux-démocrates européens se ressemblent beaucoup dans les faits, la différence d'approche est radicale. Le New Labour est né au pays de l'individualisme, après que Margaret Thatcher eut été rejetée pour ses excès, mais où le néolibéralisme restait et reste populaire. Pour convaincre les classes moyennes, Tony Blair devait et doit rompre avec le travaillisme traditionnel, accusé de toujours hausser les taxes. En conséquence, l'Etat ne peut plus être la réponse à tout, le marché a sa place.

Mais plutôt que de vivre cette révolution de la pensée de gauche avec regrets comme en France, qui développe une idéologie de la « *résistance* », le New Labour l'assume pleinement. Au contraire de chercher vainement à entraver le changement, il faut adopter une stratégie de l'« *adaptation* » parce qu'elle est socialement plus payante. Voilà le nœud : encourager le marché, c'est gagner de la croissance et ainsi disposer de plus de ressources à redistribuer ; tandis qu'à l'inverse, résister c'est certes se donner le beau rôle sur l'affiche, mais c'est limiter son dynamisme, se priver de moyens et, en définitive, n'être social que dans le discours et pas dans les faits. C'est, en outre, encourager les exigences des électeurs pour, ensuite, les frustrer en permanence en cédant devant le marché, devant Bruxelles, devant la commercialisation en marche, etc.

Quand on examine en France la montée de l'extrême gauche et le peu de succès du Parti socialiste, on se dit qu'il pourrait peut-être porter un regard plus intéressé outre-Manche.

Eric Le Boucher

 IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

## Grève des marchands de journaux

APRÈS LES MARCHANDS de journaux de Paris, qui ont pris leur décision hier par 446 voix contre 295 et 19 bulletins nuls, l'ensemble des dépositaires et distributeurs de banlieue et de province ont décidé ce matin lundi de cesser le travail pour une durée illimitée à partir de cet après-midi (distribution des journaux du soir) à Paris et de demain matin pour l'ensemble du territoire. Dès ce matin, les messageries de presse annon-

çaient que 70 % des marchands à poste fixe avaient suivi l'ordre de grève à Paris et qu'une importante quantité de « papier » était restée invendue. Seules les bibliothèques des gares et du métro, qui sont gérées directement par les messageries, continuent de fonctionner normalement. « *Nous avons déclenché cette grève*, nous a déclaré M. Parmentier, président du Syndicat national des marchands de journaux, *parce que, par une déci-*

*sion unilatérale, le gouvernement a décidé en réduisant les taux de remise de diminuer les bénéfices des dépositaires dans des proportions souvent considérables.* » A Paris, en effet, le taux de la remise est ramené de 25 % à 20 % pour les périodiques, ce qui représente une diminution de 20 % du bénéfice des marchands sur ces publications, dont la vente assure 60 % de leur chiffre d'affaires.

(22 avril 1952.)

 EN LIGNE SUR [lemonde.fr](http://lemonde.fr)


■ **Sondages.** [Lemonde.fr](http://lemonde.fr) a publié l'ensemble des sondages parus entre février et le premier tour. <http://elections.lemonde.fr/presidentielle/actu/sondages/>

■ **Soirée électorale.** Dimanche, dès 20 heures, les estimations des principaux instituts de sondage. A 23 heures, en temps réel, les résultats recueillis sur le terrain par les correspondants du *Monde*. Suivez sur votre ordinateur la soirée électorale de TF 1 et les reportages de LCI. <http://elections.lemonde.fr>

CONTACTS

#### ► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

#### ► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-42-17-32-90  
 Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>  
 Par courrier : bulletin p. 34  
 Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

#### ► INTERNET

Site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)  
 Site finances : <http://finances.lemonde.fr>  
 Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>

 Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

 Marché de l'emploi : <http://emploi.lemonde.fr>

 Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

 Marché de l'immobilier : <http://immo.lemonde.fr>

 ► **TÉLÉMATIQUE**

3615 lemonde

 ► **DOCUMENTATION**

 Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

 ► **COLLECTION**

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

 ► **LE MONDE 2**

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « Election présidentielle : qui ? ».

 Tirage du *Monde* daté samedi 20 avril 2002 : 573 106 exemplaires.

1 - 3

# Le Monde

# A voté.



En exclusivité, les résultats par ville et les clés du second tour.



lundi 22 avril avec *Le Monde* daté mardi 23 avril